

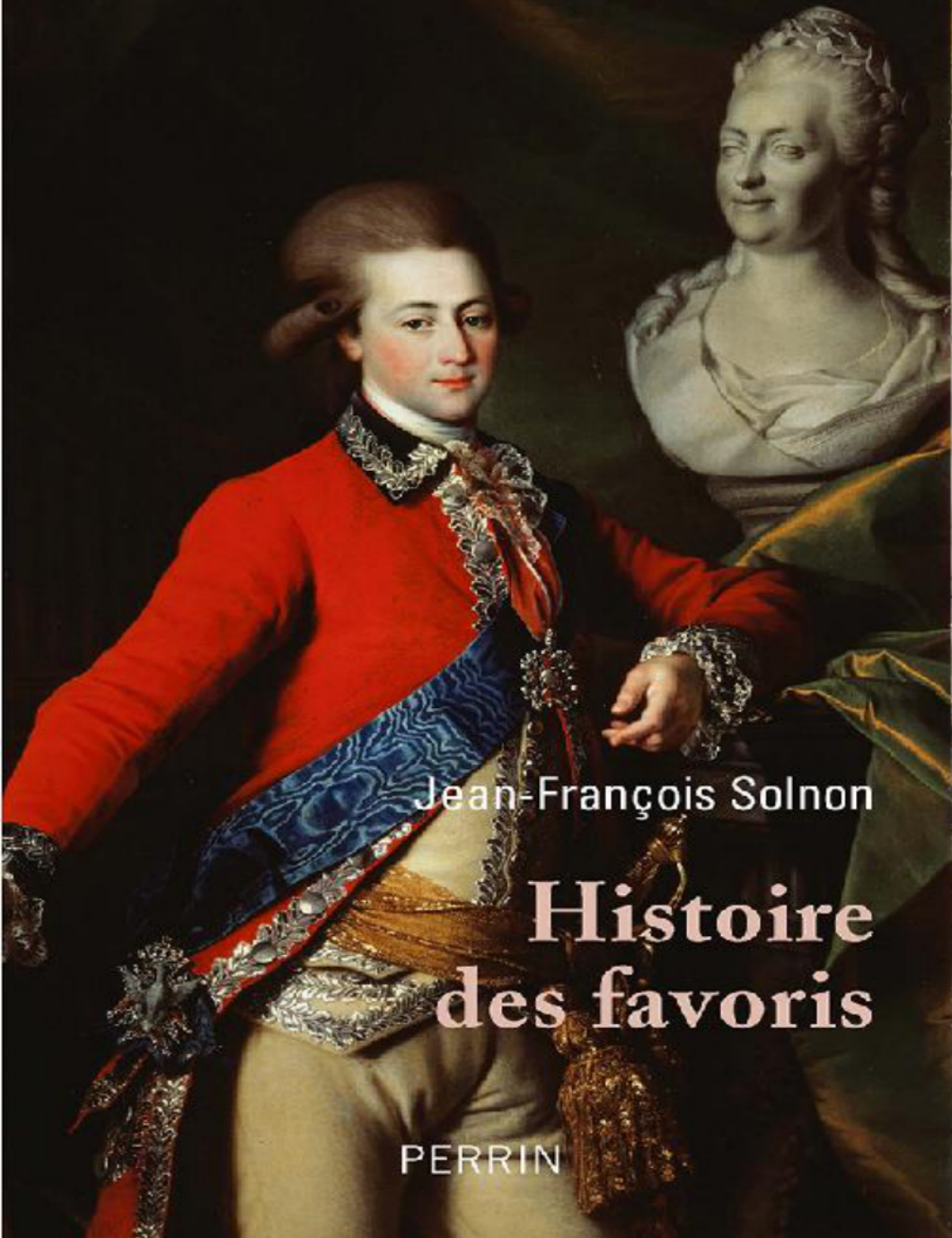


Histoire des favoris

Jean-François Solnon

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



Jean-François Solnon

Histoire des favoris

PERRIN

Jean-François Solnon

HISTOIRE DES FAVORIS

PERRIN

Du même auteur

Versailles. Vérités et légendes, Paris, Perrin, 2017.

Louis XIV. Vérités et légendes, Paris, Perrin, 2015.

Le Goût des rois. L'homme derrière le monarque, Paris, Perrin, 2015.

Les Couples royaux dans l'Histoire, Paris, Perrin, 2012 ; « Tempus », 2016.

Le Turban et la Stambouline : l'Empire ottoman et l'Europe, XIV^e-XX^e siècle, affrontement et fascination réciproques, Paris, Perrin, 2009 (prix du livre d'Histoire de l'Europe).

Catherine de Médicis, Paris, Perrin, 2003 ; « Tempus », 2009.

Henri III. Un désir de majesté, Paris, Perrin, 2001 ; « Tempus », 2007.

Versailles, Paris, Le Rocher, 1997 ; *Histoire de Versailles*, « Tempus », 2003.

Sources d'histoire de la France moderne, XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècle, Paris, Larousse, 1994.

Les Ormesson, au plaisir de l'État, Paris, Fayard, 1992 (grand prix Richelieu de l'Histoire).

Mémoires sur la cour de Louis XIV de Primi Visconti, introduction et notes, Paris, Perrin, 1988.

La Cour de France, Paris, Fayard, 1987 ; *Le Livre de Poche*, 1996 (couronné par l'Académie française) ; « Tempus », 2014.

La Véritable hiérarchie sociale de l'ancienne France (en collaboration avec François Bluche), Genève, Droz, 1983.

Quand la Franche-Comté était espagnole, Paris, Fayard, 1983 (prix du Livre comtois, couronné par l'Académie française).

215 bourgeois gentilshommes au XVIII^e siècle. Les secrétaires du roi à Besançon, Paris, Les Belles Lettres, 1980.

© Perrin, un département de Place des Editeurs, 2019

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01

ISBN : 978-2-262-08320-5

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Crédit couverture : Portrait de l'aide de camp du palais Alexandre Lanskoï, le favori de Catherine II de Russie.

Peinture de Dmitri Grigorievitch Levitski, 1782.

Musée russe, Saint-Pétersbourg.

© FineArtImages/Leemage

Sommaire

Couverture

Titre

Du même auteur

Copyright

Avant-propos

I. Favoris, mignons et archimignons d'Henri III

« La petite bande »

La formation d'un entourage

Un déluge de critiques

Duels

Les archimignons

II. Leicester et Essex :
les favoris de la reine vierge

Le refus du mariage

Leicester, traité comme un amant, aimé comme un frère

Les libertés d'un favori

Un « cheval sauvage »

Entre faveurs et brouilleries

Le nouvel Icare

III. Buckingham : le favori de deux rois

Un favori chasse l'autre

L'envol de Steenie

Le cahier des charges d'un favori

La popularité d'un boutefeu

« Un vieux roi qui a perdu l'art de gouverner »

Échec au favori

IV. Concini, Galigai et Marie de Médicis

Deux aventuriers italiens

« La reine est si bonne »

Le tout-puissant favori

Lèse-majesté

Le coup de majesté

V. Albert de Luynes et Louis XIII

Le roi gouverne seul

« Il n'y a de changé que le bouchon »

Un favori sans qualités

La « fin du sortilège »

VI. Cinq-Mars et Louis XIII.

Une tragique amitié

Le protégé de Richelieu

La singulière affection du roi

La tentation de l'indépendance

Le conspirateur

« Les brouillards des Pyrénées descendent sur la cour »

Le procès d'un favori

La fin des favoris

VII. Richelieu, ministre ou favori ?

Au commencement était la défiance

La raison plus que le cœur

Le service du roi

Le test de La Rochelle

Le pacte de confiance

« Les défiances augmentaient tous les jours »

VIII. Mazarin, ministre et favori

L'irrésistible ascension du souple monsignore

Indispensable Mazarin

Le mystère d'une liaison

Goût du compromis contre actes d'autorité

Toujours ministre, encore favori

Le service du roi d'abord

IX. Le comte-duc d'Olivares

« Le roi qui dort » et le chef de clan

« Le directeur absolu de toutes les affaires »

Un monarque intermittent

Encourager le roi à gouverner

La fragilité de l'indispensable valido

Une boulimie de travail

La disgrâce du favori

L'après-Olivares

X. Menchikov, « l'aiglon de Pierre le Grand »

La naissance d'amitiés particulières

Le double du tsar

Chef de guerre

Le « favori du destin sans naissance »

Largesses du prince, faste du parvenu

Iniquités et friponeries

Faiseur de tsar et de tsarine

XI. Bühren et Razoumovski :

canaille de Courlande et chanteur petit-russien

Un attachement hors du commun

La « Vénus russe », des coulisses du pouvoir au trône

« L'empereur de la nuit »

L'amant lettré

XII. Potemkine : le Sérénissime « aux cent vies »

« Jamais je ne prendrai l'avis d'un favori »

La ronde des amants

Un favori parmi d'autres ?

Amant et collaborateur

L'ami, le conseiller

Les limites d'une influence

Le temps des désaccords

XIII. Struensee : un favori réformiste

Un esprit dérangé

L'obligation du mariage

Le voyage d'un monarque éclairé

Le bon docteur devenu favori

Une « autorité empruntée »

Des réformes à marche forcée

« Le grand coup de balai »

XIV. Manuel Godoy

Un petit noble de province

Le favori en majesté

Le favori au travail

L'indispensable prince de la Paix

Un pouvoir toujours menacé

Retour en grâce

Le rêve portugais

Le rêve déçu

La chute

Un simple spectateur

Fidèle jusque dans l'exil

XV. Les amis de cœur de Louis XVIII

Lévis, un favori lettré

Avaray ou l'adulation

L'encombrant comte de Blacas

Decazes, bourgeois de province

Un préfet de police « brave garçon »

Le roi a un fils

« Homme d'émotion et homme d'intrigue »

Un favori convaincant

Le bouc émissaire des ultras

Le mariage du favori

L'épreuve du choix

La volonté du roi

Fin de partie

XVI. Une originalité : Disraeli et Victoria
ou Dizzy et la reine des fées

Un vulgaire ambitieux

Un ardent désir de conquête

L'étonnant M. Disraeli

Les voies de la conquête

Reine, mais femme

Esclave de la reine ?

Un désaccord fécond

Premières faveurs

Dizzy et la « reine des fées »

La mort d'un « tendre ami »

Bibliographie

Notes

Avant-propos

« Votre Majesté ne doit pas oublier que si les Français ont passé à leurs rois toutes les maîtresses, ils n'ont jamais pu supporter un favori. »

Abbé de Montesquiou

Dans le cabinet du Conseil se pressent, affairés, ministres, secrétaires d'État et conseillers. Chacun trouve sa place autour de la grande table sur laquelle s'accumulent déjà les dossiers. À l'une des extrémités, un fauteuil reste vide. On attend Sa Majesté. Point d'éclats de voix. Paroles feutrées, gestes mesurés. Une atmosphère sérieuse se dégage de cette assemblée d'habits sombres. Certes, quelques grands seigneurs à la mise plus riante, pourpoints de velours brodés et plumes au chapeau, égayent l'austérité ambiante. Mais chacun semble pénétré de l'importance de sa fonction et du caractère quasi sacré de la pièce. L'élaboration de quelques ordonnances occupe les esprits quand, à la porte de la salle, l'huissier s'efface devant un homme qui entre d'un pas décidé, l'allure volontaire et flamboyante d'un muguet de cour.

Il salue furtivement les participants prompts à s'incliner, apostrophe les uns, affecte d'ignorer les autres, s'impatiente comme s'il allait ouvrir la séance avant même l'arrivée de Sa Majesté. Semblable désinvolture, jointe à des paroles assurées et sonores, ne serait-elle pas le privilège d'un membre de la famille royale, fils ou frère du souverain ? Mais les familiers de la cour savent que le jeune cavalier qui fait ainsi une entrée remarquée au milieu des hommes de gouvernement est le favori du monarque. Dès son entrée dans la salle, le premier regard de Sa Majesté est pour lui. Il est l'écu, l'interlocuteur privilégié, tandis qu'à ses côtés les ministres sont réduits à rédiger, classer, expédier les dépêches. Sa présence au milieu d'eux rassure le prince. Il saura interrompre les trop longs discours de collaborateurs laborieux, l'aidera à trancher entre cent solutions, parlera net et rappellera à chacun l'autorité du

roi dont il détient une part. Si, au regard, celui-ci ajoute un geste amical, il sera au comble de la félicité : assuré de son crédit et heureux de montrer la faveur dans laquelle le tient son maître. Tel est le héros de cette saynète que l'on pourrait imaginer contemporaine du règne de Louis XIII.

La mémoire collective n'a jamais été bienveillante envers les favoris et le portrait qu'elle en a retenu demeure peu flatteur. Parmi cent, le jugement du marquis de Fontenay-Mareuil, homme de guerre et diplomate du ^{XVII}^e siècle, alimente leur légende noire : « C'est la coutume de tous les favoris de préférer souvent leurs moindres intérêts aux plus grands qu'aient leurs maîtres, tant les princes qui se laissent gouverner sont sujets à être mal servis de ceux mêmes qu'ils aiment le plus. »

Au personnel politique classique, les favoris semblent s'opposer, comme deux mondes éloignés et rivaux. Aux ministres, le dur service de l'État ; aux favoris, l'intimité suspecte avec le prince. Pour les premiers, la compétence et leur familiarité avec les rouages de l'État servent de viatique ; les autres n'ont que la faveur suprême pour sésame. Les uns sont le visage officiel des institutions, les seconds hantent les coulisses du pouvoir en aventuriers de la politique. Les premiers gouvernent, les intimes intriguent et conspirent.

Cette mauvaise réputation les a soustraits à la recherche historique, plus encline à étudier la façade officielle des monarchies d'Ancien Régime, le travail des Conseils, le rôle des grands serviteurs de l'État, les compétences des départements ministériels, qu'à accorder une place même modeste à ces intimes, jugés arrivistes et parasites, comme si la sphère privée des monarques devait être laissée pour compte.

Pourtant, leur nombre, la personnalité exceptionnelle de quelques-uns et leur importance dans l'Histoire méritent qu'on en saisisse l'émergence et qu'on en identifie le rôle. Comme la Chine ancienne ou les vieux empires, l'Europe a enfanté des favoris, à Saint-Petersbourg comme à Madrid, à Paris comme à Londres ou Copenhague. La première moitié du ^{XVII}^e siècle en a été prodigue. Cet âge d'or a compté Somerset et Buckingham en Angleterre, Concini, Albert de Luynes et Cinq-Mars en France, Lerma et Olivares en Espagne, Menchikov en Russie. Déjà, avec les mignons d'Henri III et les favoris d'Élisabeth Tudor, la Renaissance ne les a pas ignorés. Le siècle des Lumières a placé Struensee sur le chemin du roi de Danemark, Godoy auprès du roi d'Espagne et Potemkine aux côtés de Catherine II. Au ^{XIX}^e siècle encore, tandis qu'Élie Decazes ressuscitait auprès de Louis XVIII les favoris des temps lointains, Disraeli offrait à Londres un cas singulier à l'ombre d'une monarchie constitutionnelle.

Non seulement les favoris n'occupent qu'une place informelle et secondaire dans l'architecture des institutions monarchiques – à l'exception des *validos* et *privados* espagnols, qui bénéficient d'une reconnaissance officielle –, mais ils échappent à une définition précise, à la différence d'un chancelier de l'Échiquier à Londres ou d'un *secretario del despacho del Estado* à Madrid, tant la diversité règne en leur sein. Les anciens

dictionnaires n'aident pas à en préciser la nature. Pour Furetière, lexicographe du XVIII^e siècle, est favori celui « qui a les bonnes grâces d'un prince » ! Leur portrait-robot doit tenir compte de l'aptitude des monarques à gouverner et de la psychologie des protagonistes. Leur silhouette peut alors être esquissée.

Un favori est celui qui partage l'intimité du prince et exerce sur lui un ascendant inaccessible aux ministres. Participer presque quotidiennement à la vie privée du monarque, être l'objet de sa tendresse révélée par des gestes affectueux et une correspondance intime, habiter sous le même toit et parfois dans un appartement voisin du sien, disposer d'un accès direct auprès de sa personne et l'interdire à d'autres, exercer des charges de cour jusque-là réservées aux nobles titrés, se voir combler de faveurs qui donnent à sa promotion un caractère exceptionnel sont les signes visibles de l'élection à cette place enviée mais hautement précaire. Dans la France de Louis XIII et de la régence d'Anne d'Autriche, ces critères excluent le cardinal de Richelieu de la liste des favoris mais y admettent le cardinal Mazarin, intime de la reine mère.

À trop dénoncer l'arrivisme des favoris, on oublie qu'ils répondent aux besoins essentiels du monarque. Dans une monarchie absolue, la seule source de légitimité politique réside dans la volonté du prince. Lui seul a la liberté de s'entourer d'intimes qui accompagneront tout ou partie de son règne. Pour être lieutenants de Dieu sur la terre, les rois n'en sont pas moins hommes, en quête d'une affection que leur entourage familial ne sait pas toujours leur offrir, impatients de placer leur confiance en des êtres d'une fidélité jamais prise en défaut. Une enfance ou une jeunesse perturbée, la perte précoce d'un père ou d'une mère, l'indifférence d'une épouse ont fait naître chez les princes le besoin de s'entourer de confidents qui leur doivent tout et auprès desquels ils peuvent s'épancher. Chateaubriand s'est interrogé sur ce qui justifie le recours aux favoris. Est-ce le vide de leur cœur que les rois doivent ainsi remplir, « une affinité d'une nature analogue à la leur », une « amitié pour consoler leurs grandeurs », un « penchant pour un esclave qui se donne corps et âme » ? Quelles que soient les motivations de leurs maîtres, ces intimes font le lien entre l'humanité des princes et leur mission.

S'y ajoute l'attrait physique, à l'image des gentilshommes admis dans l'intimité d'Élisabeth I^{re} d'Angleterre ou dans celle des impératrices de Russie. La sexualité n'est pas étrangère au choix d'un favori. Mais elle n'est pas toujours là où on l'attend. Si Struensee est le favori du malheureux Christian VII de Danemark, il eut un enfant de sa femme, la reine Caroline Mathilde, comme Godoy, favori de Charles IV d'Espagne, fut l'amant tempétueux de la reine Marie-Louise. L'attirance homosexuelle a élevé des gentilshommes au rang de favoris auprès d'Henri III, Jacques I^{er} Stuart, Louis XIII, Pierre le Grand et Louis XVIII. Malgré des démonstrations d'affection souvent ambiguës, tous ne furent pas cependant les amants de leurs maîtres. Quelques-uns furent considérés comme des fils par des souverains en mal d'enfants : le comte de Somerset, traité comme tel par

Jacques I^{er}, ou Decazes, auquel Louis XVIII ne cessa de répéter l'amour qu'il portait à son « cher fils ». Encore qu'une affection paternelle aussi démonstrative dissimule parfois un amour physique refoulé.

L'exercice et les contraintes du métier de roi décident pour beaucoup du recours à des favoris. Si Louis XIV le juge « grand, noble et délicieux », d'autres le tiennent pour un lourd fardeau. Les souverains privilégiant leurs plaisirs sont impatients de se décharger des tâches ingrates du gouvernement. En un cas extrême, il est arrivé qu'un roi soit incapable de les exercer : c'est à un Christian VII malade mental, victime de crises de paranoïa, d'automutilation et d'hallucinations, que Struensee doit son élévation.

Les monarques qui n'aiment du pouvoir que le décorum confient le traitement quotidien des affaires à leurs intimes. Le constat vaut tout autant pour les faibles qui ont besoin de ressentir la présence à leurs côtés d'un caractère volontaire et déterminé. Leicester et Essex aident ainsi Élisabeth I^{re}, trop souvent indécise, à choisir une politique étrangère vigoureuse, comme Buckingham sait encourager à agir un Jacques I^{er} âgé et velléitaire. Placés au sommet de l'État, sous le regard de leurs sujets et hantés par leur place prochaine dans l'Histoire, les monarques souffrent de la classique et douloureuse solitude du pouvoir. Leurs intimes, à la fois hommes de confiance, confidents éprouvés et serviteurs zélés, les aident à la combattre. Ils les rassurent tout en les soulageant.

Outre les titres, honneurs, places, fonctions, terres, vaste panoplie de faveurs obtenues des libéralités royales, les favoris ont souvent été gagnés par le goût du pouvoir. L'intérêt du prince pour les affaires de l'État ou son indifférence décide de l'éventail des responsabilités qu'il consent à leur confier. Un monarque jaloux de son autorité et attaché à régner pleinement n'en accorde qu'une parcelle. Celle-ci grandit si le prince néglige les affaires, voire s'en dessaisit en totalité, à l'image d'un roi fainéant abandonnant son sceptre entre les mains du maire du palais. Charles IV d'Espagne a ainsi laissé Godoy maître du destin du royaume de Madrid. Dans une étrange inversion de pouvoir, le monarque devient alors le jouet de son favori. Cas extrême illustré par Philippe III d'Espagne – « le roi qui dort » – abandonnant au duc de Lerma une délégation de signature pour agir en toutes circonstances en qualité de quasi-monarque, ou par Christian VII de Danemark offrant au docteur Struensee le privilège inouï de promulguer des « ordres de cabinet » de sa propre volonté, lui remettant ainsi la totalité du pouvoir souverain, suscitant la fureur des hommes de gouvernement. Le recours aux favoris se double souvent de l'octroi d'une délégation de l'autorité monarchique.

Les contemporains n'ont retenu de ces intimes que leur quête insatiable de faveurs et leur goût du complot. On en oublie souvent la pertinence et la variété de leur rôle, commandées par la personnalité de leurs maîtres.

Avec une reine – Élisabeth I^{re} ou Catherine II – qui, comme femme, ne peut conduire ses armées au combat, le choix d'un chef de guerre, docile à ses ordres, s'impose, comme Leicester et Essex envoyés combattre l'ennemi

espagnol ou Potemkine, chargé de conquérir la Crimée.

D'un intime, le prince attend d'être informé sur la situation réelle du royaume avec une liberté que s'interdisent d'ordinaire les ministres. Aussi préférera-t-il aux paroles lénifiantes des courtisans la vérité sans fard de ses proches. Olivares ne manque jamais de rappeler Philippe IV à ses devoirs, et c'est parce qu'il communique à Victoria les comptes rendus des débats parlementaires et le contenu des dépêches diplomatiques que Disraeli fait la conquête d'une reine laissée jusque-là par ses ministres dans l'ignorance de la vie publique.

Un favori peut être aussi un instrument de règne quand, fidèle à son maître, il sert avec bonheur la politique royale. Au cœur des guerres de Religion, les mignons d'Henri III, que l'on juge trop rapidement oisifs, superficiels et vains, aident ainsi le dernier Valois dans sa lutte contre les grands lignages aristocratiques qui mettent en péril son autorité.

Le favori bouscule souvent la hiérarchie officielle du gouvernement et de la cour. Alors que les ministres sont les principaux collaborateurs du prince et que les gentilshommes titrés occupent le sommet de la hiérarchie aulique, l'intimité du favori avec le monarque l'autorise à dominer les premiers dans les Conseils et à l'emporter sur les seconds dans le cérémonial de la cour. Son influence n'est que rarement secrète, il n'est ni homme de l'ombre ni « visiteur du soir », mais il occupe volontiers le devant de la scène, au détriment du personnel politique qui lui voue dès lors une haine inexpiable qui se manifeste sans retenue à l'approche de sa chute. Ainsi Buckingham, dont l'étoile commençait à pâlir dans le public, fut accusé de haute trahison par ses adversaires du gouvernement et du Parlement décidés à ouvrir contre lui une procédure d'*impeachment*. De même, les échecs d'Olivares sur les champs de bataille comme face aux révoltes catalanes et portugaises autorisèrent ses ennemis à relever la tête avant que Philippe IV ne le contraigne à se retirer.

Privilège capital : le favori est maître de l'accès au monarque, source de sa puissance, et en exclut ceux qui y prétendraient. Un ministre ou un homme de cour peinent à obtenir une audience du roi quand le favori, qui partage sa vie quotidienne, ordonne son agenda et décide de qui sera reçu ou non. Pareille faveur engendre de sévères critiques envers celui dont on prétend qu'il garde le roi « prisonnier ».

Sa Majesté y trouve d'autant plus son compte qu'elle peut ainsi court-circuiter les institutions établies, s'affranchir des usages consacrés et brider l'esprit de corps de la haute administration. Quand Henri III accorde à Joyeuse et Épernon la préséance sur tous les autres ducs et pairs, il attend sciemment à l'étiquette. Lorsqu'un aventurier jugé de « basse extraction » comme Concini est élevé vers les sommets du gouvernement, la négation éclatante des hiérarchies traditionnelles a pour objet de démontrer aux grands seigneurs, sevrés de faveurs, l'étendue du pouvoir absolu du prince. Accorder des privilèges exceptionnels à un favori n'est pas seulement un caprice royal. En bouleversant la hiérarchie des rangs, le monarque entend affirmer la

plénitude de sa souveraineté au détriment des « Grands ».

Le recours au favori offre ainsi à son maître une possibilité de rupture avec la tradition et ses usages. En retour, dans les moments difficiles, il sert de fusible à un prince auquel l'opinion fait grâce de ses erreurs (« Ah ! si le roi savait ! »), mais les attribue à son « âme damnée ». Aussi sa faveur est-elle fragile, son pouvoir toujours menacé. Au XVII^e siècle, Francis Bacon en avertit Buckingham : « Vous voilà l'ombre du roi. S'il commet une faute, vous l'avez commise vous-même ou vous l'avez permise et vous devez en souffrir, vous pouvez même être sacrifié pour plaire à la multitude. Vous devez être auprès de lui une constante sentinelle. »

Si les favoris suscitent la réprobation du public, ils ne comblent pas toujours leurs protecteurs. Ceux-ci promettent parfois d'y renoncer et de tenir eux-mêmes les rênes du pouvoir. Après l'assassinat de Concini en 1617, Louis XIII proclame « Désormais je suis roi », avant de se renier en remplaçant le Florentin par un nouvel intime, Albert de Luynes. À la même époque, Philippe IV d'Espagne annonce à plusieurs reprises sa volonté de gouverner par lui-même, mais ne tient jamais parole plus de quelques années et son règne reste associé à la longue présence au pouvoir du *valido* comte-duc d'Olivares. Catherine II de Russie elle-même, qui fit de Potemkine une sorte de vice-roi, n'en a pas moins assuré à Gregori Orlov, qui l'avait aidée à s'emparer du pouvoir en 1762 : « Jamais je ne prendrai l'avis d'un favori ! »

Cette histoire inédite des favoris tente de saisir une pratique inséparable de bien des monarchies, mais qui demeure mal connue du public. Elle propose un tour d'Europe, au cœur et dans les arcanes du pouvoir, quatre siècles durant. S'ils ont en commun d'être associés au pouvoir suprême, tous les favoris ne présentent pas le même profil. Il en est de travailleurs et de dilettantes, de dévoués et de parasites, de nobles et de bourgeois, de loyaux et de comploteurs. Aussi, en brossant le portrait d'une quinzaine d'entre eux, avons-nous choisi de garder à chacun son identité et son histoire.

Chapitre I

Favoris, mignons et archimignons d'Henri III

« Ce sont des mignons de cour, des mignons de couchette, des pimpants, des douilllets, des frisés, des fardés, des beaux visages [...] Ce n'est pas leur métier que d'aller à la guerre : ils sont trop délicats, ils craignent trop les coups. »

Brantôme

Imaginer tous les favoris comme les compagnons de rois las d'exercer l'autorité suprême ou indifférents aux affaires de l'État est sacrifier à une légende. Tous n'ont pas été appelés à gouverner à la place d'un souverain qui leur aurait abandonné les rênes du pouvoir. De même, les croire parasites, sangsues de l'État, bénéficiaires jusqu'à l'excès de la faveur royale serait céder trop vite aux accusations de leurs ennemis. Être favori est souvent pris en mauvaise part par l'opinion commune et, jadis comme aujourd'hui, les favoris ont mauvaise réputation.

L'acte d'accusation le plus impitoyable fut établi en France au temps des guerres de Religion et de la crise du pouvoir royal de la seconde moitié du XVI^e siècle. La période suivant la mort d'Henri II (1559) vit la succession rapide de trois souverains Valois : François II, dont le règne fut le plus bref de l'Histoire, Charles IX, encore mineur à son avènement et Henri III, dont on ne voulut retenir que l'image du joueur de bilboquet – trois monarques à la personnalité jugée faible, à l'autorité disputée entre les catholiques ultras et le parti protestant et confrontés à la guerre civile. Ce climat de succession semblait donc propice au règne des favoris. On oublia que François I^{er} comme Henri II, pourtant réputés monarques absolus, avaient mis leur confiance dans des hommes qu'on nommait déjà ainsi, sans intention insultante¹. Mais on

prêta aux familiers d'Henri III (1574-1589) tant de défauts que le mot prit une connotation péjorative. On moqua leurs origines sociales, on dénonça leur apparence, on fit peu de cas de leurs qualités militaires, on voulut ignorer qu'ils aidèrent le prince à affirmer son autorité.

« La petite bande »

Mignon est aussi le terme qui désignait les favoris du dernier Valois. Il était jusque-là utilisé sans malice pour signifier un « serviteur des Grands », compagnon attaché à la personne d'un prince. Ne disait-on pas que les jésuites étaient les « mignons de Jésus-Christ » ? C'est donc avec le règne d'Henri III qu'il résonna différemment aux oreilles des contemporains et devint injurieux. Quel fut le crime de ce souverain honni ?

Les mignons étaient assez nombreux pour former la « troupe » du roi, sa « petite bande ». Ils vivaient à ses côtés, l'accompagnaient dans ses divertissements, jouaient avec lui à la paume, l'escortaient dans les combats, ornaient sa cour avec la volonté de faire la mode, habillés d'atours raffinés, colorés, volontiers provocants, telles ces fraises énormes, cette débauche de dentelle et de perles qui contrastaient avec la gravité des gentilshommes tout de noir vêtus. Ils étaient jeunes, élégants, plutôt bien faits de leur personne, bretteurs émérites, volontiers querelleurs, toujours prêts à dégainer.

Ils avaient pour noms Jacques de Lévis, comte de Caylus, Louis de Maugiron, Gilles de Courtenvaux de Souvré, Louis Bérenger sieur Du Guast, Guy d'Arces de Livarot, François d'Espinay de Saint-Luc, Paul de Stuer de Caussade de Saint-Mégrin, François d'O, Henri Ébrard de Saint-Sulpice. La plupart étaient nés au début des années 1550, comme le roi, né en septembre 1551. Seuls René de Villequier et Roger de Saint-Lary de Bellegarde étaient plus âgés. Ils exerçaient des fonctions à la cour : échanson comme Caylus, chambellan comme Maugiron, tandis que Souvré était grand-maître de la garde-robe et Saint-Mégrin gentilhomme de la chambre. Hommes de guerre, ils étaient gouverneurs de château – Vincennes pour Souvré – ou de province – Saintonge et Brouage pour Saint-Luc –, capitaines – comme Saint-Sulpice – ou mestre de camp de la cavalerie légère, comme Saint-Mégrin. Hommes de cour à l'apparence frivole comme le suggéraient leur mise et leurs cheveux longs, frisés et refrisés, ils étaient aussi braves et ardents au combat ; d'authentiques meneurs d'hommes.

Comme tout chef d'État impatient de gouverner aime à choisir lui-même ses collaborateurs, Henri III, soucieux de s'entourer de fidèles dévoués, les avait choisis dès son avènement, en 1574. Malgré sa jeunesse – il n'avait pas 23 ans –, Henri souhaitait se dégager de l'emprise de sa mère, Catherine de Médicis, régente du royaume pendant la minorité de son deuxième fils, Charles IX, mais aussi après. Entraînée à guider le défunt roi Charles, elle entendait protéger son successeur des dangers qui le menaçaient, diriger ses

premiers pas de souverain. En deux mots, garder la main. Passionnément éprise du pouvoir, elle se réservait le soin d'informer Henri des affaires du royaume, l'invitant à ne rien ordonner avant de l'avoir consultée, l'accablant de conseils et de recommandations. Son savoir-faire la désignait – elle en était convaincue – pour continuer de gouverner à ses côtés. Henri était bon fils. Il aimait et admirait sa mère. Elle lui avait certes été nécessaire. Mais désormais, c'était lui le maître. Il était prêt à entendre ses conseils, mais pas à en être prisonnier. Catherine allait s'en apercevoir sans tarder : elle aiderait son fils à gouverner ; elle ne le gouvernerait pas.

Elle lui avait recommandé des collaborateurs, en réalité ses fidèles, chargés de le surveiller et de la renseigner. Mais Henri écarta les conseillers-informateurs de sa mère, comme Albert de Gondi, maréchal de Retz, ou Louis de Gonzague, duc de Nevers, pour leur substituer ses compagnons : Villequier, nommé premier gentilhomme de la chambre et Du Guast, promu colonel du régiment des gardes-françaises. Au Conseil comme dans sa maison, Henri manifestait son indépendance et sa volonté de s'entourer de fidèles plus dévoués à sa personne qu'à Catherine. À lui de constituer l'équipe qui l'assisterait de ses conseils, exécuterait fidèlement et loyalement ses ordres, le préserverait des pressions.

Henri, on l'aura compris, se voulait maître chez lui. Mais son choix de compagnons fidèles répondait aussi à un autre besoin, aussi impérieux que celui de gouverner par lui-même : le besoin d'amitié. En ses sentiments, le dernier Valois était excessif. « Ce que j'aime, reconnaissait-il, c'est avec extrémité. » Et l'affection, Henri ne la trouvait pas dans sa famille, sa mère exceptée. Ni sa sœur Marguerite, la future reine Margot, sa complice durant l'enfance, mais que la maturité éloigna ensuite de lui, ni son frère François, duc d'Alençon puis d'Anjou, éternel querelleur, complexé et intrigant, ne la lui procuraient. Aussi se reposa-t-il sur ses compagnons. Ce groupe d'élus ne datait pas de son avènement mais s'était constitué avant 1574 et rassemblait des jeunes gens qui l'avaient entouré à trois moments de sa vie.

La formation d'un entourage

C'est dans la fraternité des armes née à la fin des années 1560 qu'Henri, alors duc d'Anjou et appelé *Monsieur* selon l'usage, rencontra ses premiers compagnons. Frère de Charles IX, il avait été nommé par la grâce de sa mère lieutenant général du royaume. Il y avait alors urgence à répondre au coup de force des protestants. En tentant de s'emparer du roi et de la famille royale à Meaux en septembre 1567, les huguenots du prince de Condé et de l'amiral de Coligny venaient d'ouvrir une nouvelle guerre de Religion, la deuxième (1567-1568). Décidément, ces parpaillots ne respectaient rien : ils avaient osé attenter à la majesté royale et cherchaient à porter la main sur la personne sacrée du souverain, ruinant ainsi la politique modérée de dame Catherine.

Rebelles, ils assiégeaient Paris et tentaient d'affamer ses habitants. Mais le 10 novembre 1567, l'armée royale les défit à la bataille de Saint-Denis où le connétable de Montmorency trouva la mort. Le remplacement du chef des armées s'imposait. La charge ne fut pas pourvue, mais la reine mère exigea du roi qu'il nomme Henri lieutenant général. Celui-ci représentait donc désormais officiellement la personne du souverain dans le royaume et recevait délégation d'une partie de ses pouvoirs. La campagne militaire qu'il conduisit deux ans plus tard – avec le secours d'hommes de guerre chevronnés – lui valut deux victoires sur les protestants, à Jarnac puis à Moncontour, que Catherine s'employa à magnifier. C'est au cours de cette campagne qu'Henri noua des amitiés avec des militaires de son âge auxquels il resta fidèle.

La même fraternité des armes perça à l'occasion du siège de La Rochelle en 1573. Les protestants s'y étaient réfugiés après les massacres de la Saint-Barthélemy pour y attendre les secours anglais. En tant que lieutenant général, Henri, amoureux de la gloire et soucieux de popularité, eut le privilège de commander l'armée royale. Jamais son état-major n'avait été aussi bigarré d'un point de vue religieux. Aux côtés des plus farouches défenseurs de la cause catholique – Guise, Mayenne, Aumale, Monluc, Montpensier – s'ajoutaient paradoxalement des chefs protestants (mais désormais nouveaux convertis) comme Condé ou Henri de Navarre, le duc de Bouillon ou le duc d'Uzès. Curieux mélange de gentilshommes rivaux qui, la veille encore, s'entre-tuaient et demeuraient des adversaires irréconciliables.

Querelles de préséances et rivalités personnelles gênaient le bon déroulement des opérations dont Henri avait la responsabilité. Son frère, François d'Alençon, qui l'accompagnait, remâchait sa jalousie envers son aîné et enrageait de servir sous son commandement. Agissant souvent à contretemps, il devait être rappelé à l'ordre. Le duc de Guise et ses partisans maugréaient contre le duc de Nevers, promu conseiller militaire du prince. Et, brochant sur le tout, Henri n'abandonnait jamais du regard Condé et Navarre, qui rêvaient de lui fausser compagnie. Dans les grands seigneurs qui assiégeaient avec lui la cité protestante, Henri trouvait davantage de soucis que de secours. Devant La Rochelle, l'armée royale avait les apparences d'une pétaudière.

Aussi Henri rechercha-t-il auprès des gentilshommes de son entourage le secours de l'amitié, la confiance, la fraternité qui manquaient tant à son état-major. Il était arrivé devant La Rochelle escorté par des représentants de la meilleure noblesse du royaume et par des jeunes gens – beaucoup avaient son âge – dont il allait faire sa « petite troupe ». Leur vie commune devant la ville assiégée, le partage des tâches, l'affrontement des mêmes dangers soudèrent le groupe autour de sa personne. Les actes de courage au combat comme les blessures reçues renforcèrent leur complicité. Au Louvre, la vie de cour interdisait toute intimité avec Henri. En campagne, la facilité d'accès au prince l'autorisait. Quelle satisfaction d'amour-propre pour un compagnon d'Henri de pouvoir écrire à sa femme ou à ses parents, comme Jean de Saint-

Sulpice : « *Monsieur* me fait beaucoup d'honneur et me parle *privément*² et plus que je n'ai jamais espéré ni pensé. »

Vivre sans excès de protocole auprès du prince permettait de gagner sa faveur, d'obtenir des grâces, de faire avancer ses intérêts. Henri a donc continué, devant La Rochelle, de constituer son entourage privé, son groupe de fidèles dévoués, une petite cour restreinte de compagnons que de prochains événements allaient encore fortifier.

Monsieur put à nouveau tester la fidélité des siens peu d'années après, lorsqu'il fut élu roi de Pologne et dut quitter la France pour la lointaine Cracovie. Henri dut constituer sa maison domestique et choisir ses compagnons de voyage. Bien des nobles refusèrent de le suivre. Par crainte de s'éloigner de la cour et de son marché aux faveurs, ou faute de pouvoir assumer une pareille dépense. S'exiler en ce pays du bout du monde, n'était-ce pas abandonner la proie pour l'ombre ? Devait-on rester attaché à un souverain moribond, Charles IX, mais qui demeurerait le roi ? Ou suivre Henri chez un peuple « barbare » ? Ou encore demeurer à Paris et épouser la cause de son frère Alençon qui, Charles IX disparu, pourrait devenir régent, voire le remplacer ?

Le choix d'Henri se porta surtout sur les rescapés du siège de La Rochelle. Certains appartenaient déjà à sa maison domestique, d'autres étaient de nouveaux venus. À ceux qui, pour le suivre, avaient quitté leur famille, leurs proches, leurs maîtresses, Henri demeura reconnaissant. Après la campagne de Jarnac et Moncontour, après le siège de la cité huguenote, le voyage de Pologne lui offrit ainsi l'occasion de créer à ses côtés un nouveau cercle de fidèles.

À son retour précipité de Cracovie – après à peine cinq mois de règne –, ces compagnons trouvèrent leur récompense : charges, pensions et surtout le privilège d'appartenir à la « petite bande » du nouveau monarque et vivre dans sa familiarité.

Un déluge de critiques

Charles IX mourut en mai 1574. S'ouvrit alors le règne du dernier Valois, qui resta dans l'Histoire comme un roi entouré de mignons et ne vivant qu'en leur compagnie. Une image négative, presque maudite, du souverain et des siens naquit sans tarder. Henri fut considéré comme le jouet de son entourage, et celui-ci comme son mauvais génie. Déjà au siège de La Rochelle, on avait daubé sur ses proches, jugés trop jeunes, trop frivoles, trop instables, inexpérimentés. Mais les attaques les plus féroces, et leur cortège de calomnies, étaient encore à venir.

Elles se déployèrent vers le début de l'été 1576, deux années seulement après son avènement. Leur apparition n'était pas fortuite puisque ces attaques coïncidaient avec la signature de la paix de Beaulieu qui achevait la

cinquième guerre de Religion. Le traité avait rétabli partout le culte réformé, réhabilité les victimes de la Saint-Barthélemy et accordé aux huguenots huit places de sûreté. La mort dans l'âme – on prétend qu'il avait signé la paix les larmes aux yeux –, Henri avait dû se rendre aux exigences des rebelles. Cette défaite royale face aux disciples de Calvin était un camouflet pour les catholiques qui jugeaient odieux les avantages accordés aux protestants. Le roi fut accusé de tous les maux et sa « bande » jugée responsable de ses faiblesses. Mauvais catholiques, uniquement occupés à plaire au roi, à profiter de « dons immenses » arrachés à sa faiblesse et vider ainsi les coffres royaux, prompts à flatter et partager ses vices supposés : le portrait des favoris prenait sous la plume de leurs adversaires des couleurs injurieuses.

Leur apparence même, pensait-on, signait leurs vices. La débauche de dentelles et de perles dont ils s'affublaient, le soin apporté à leur corps n'étaient-ils pas le signe de leurs déviances ? Du roi, ils recevaient de tendres surnoms : « Petit Jacques, Jacquet, Petit », désignaient Jacques de Lévis-Caylus. Quand ils s'éloignaient, un mot du roi les rassurait sur la solidité de son amitié : « Écrivez-moi souvent et vous me ferez plaisir. Aimez toujours bien le maître car, de mon côté, il vous aime bien fort. » Il n'était pas rare que Sa Majesté invite l'un d'eux à coucher dans sa chambre. Semblable intimité semblait justifier les attaques.

Ignorait-on que des ministres qui n'étaient pas des mignons recevaient le même traitement affectueux, comme Nicolas de Neufville de Villeroy, qu'Henri appelait familièrement « Bidon » ? Oubliait-on que les mœurs admettaient qu'un homme invite un autre homme à coucher dans sa chambre, signe d'honneur et de totale confiance ? Les calomnies n'en fleurirent pas moins. Sur les mignons du roi, qualifiés de « mignons de couchette », tombèrent des accusations de « bougrerie », de perversité, d'homosexualité ! Et on dénonça leur manque de courage, odieuse calomnie aux yeux de gentilshommes toujours prêts à tirer l'épée pour une dame ou pour leur roi. Toutes accusations nées, non de témoignages de bonne foi, mais de pamphlets ultracatholiques ou protestants. Tant il est vrai que la mauvaise réputation faite aux favoris du dernier Valois tenait aux luttes politiques qui émaillèrent son règne. Les combats auxquels les favoris du roi furent mêlés en témoignent.

Duels

En novembre 1575, dans la nuit du 1^{er} au 2, Louis Bérenger, seigneur Du Guast, gentilhomme de la chambre et commandant du régiment des gardes françaises, favori d'Henri III, fut assassiné chez lui. Le meurtrier était le baron de Vitteaux. Le crime n'était ni crapuleux ni dû à une rivalité amoureuse. Chacun savait à la cour que le baron « était à Monsieur », c'est-à-dire dans la clientèle de François d'Alençon, frère du roi, auprès duquel le meurtrier, son

crime accompli, s'était réfugié. Ainsi un fidèle du frère de Sa Majesté s'en était pris à un fidèle du roi. L'enjeu était politique.

Entre Henri III et son frère, la défiance avait toujours régné. François jalousait son aîné plus doué et rêvait d'un destin royal. Au Louvre, il vivait dans une sorte de résidence surveillée. Mais il n'était pas seul. Sa sœur, Marguerite de Navarre, lui ménageait son appui et il commandait à une véritable petite cour. Dans l'attente d'un dauphin, n'était-il pas l'héritier du trône ? Or, selon une vieille tradition, le frère du roi attire des fidèles, ambitieux soucieux de préparer l'avenir. *Monsieur* rêvait de rébellion. Aussi Henri, qui devinait ses intentions, renforça-t-il autour de lui une surveillance aussi efficace que discrète. Chaque acteur jouait son rôle : le roi tenait son frère en lisière en ménageant son rang, Alençon complotait tout en protestant de sa loyauté.

Le 15 septembre, celui-ci quitta la cour, faisant ainsi acte de rébellion. Dans la *Déclaration* solennelle qu'il publia et où il prétendait œuvrer pour le bien public, il dénonçait le mépris et les affronts dont il s'estimait victime, accusait les conseillers du roi d'être responsables de tous les malheurs du royaume, s'autoproclamait chef du parti des « vrais Français » et s'offrait comme un recours. François créait une rupture dangereuse. L'armée qu'il leva devait être rejointe par les reîtres recrutés en Allemagne, mais les rebelles furent battus par l'armée royale. Henri III, en position de force, envisageait d'en « finir un bon coup ». Du Guast, son favori – il avait été du siège de La Rochelle et du voyage de Pologne – y poussait. C'est ainsi qu'une nuit de novembre, il fut dagué par le baron de Vitteaux.

Pour la première fois, les ennemis du roi avaient osé s'attaquer à un membre de son entourage, à l'un de ceux qui jouissaient de sa faveur. C'est au fidèle d'entre les fidèles, à celui qui prêchait la guerre contre les rebelles, que l'on s'en était pris. Son assassinat n'était pas le dommage collatéral d'une banale brouillerie familiale. Sa signification dépassait l'épisode d'une de ces querelles dont la cour était prodigue. Il avait valeur politique. Il minait l'autorité du roi et menaçait l'État.

L'épisode se répéta l'année suivante à Blois, résidence royale, où Henri de Saint-Sulpice, lui aussi favori d'Henri III, tomba sous les coups du vicomte de Tours, fidèle de François d'Alençon et commanditaire du meurtre. Une fois encore les poursuites contre le meurtrier s'enlisèrent. La rivalité entre les clientèles du roi et de son frère semblait ne jamais vouloir cesser.

Ainsi, le 10 janvier 1578, pas moins de 300 gentilshommes commandés par Bussy d'Amboise s'apprêtaient à en découdre porte Saint-Antoine à Paris avec autant d'adversaires dirigés par Philibert de Gramont. Ce n'était pas un épisode des guerres opposant catholiques et protestants. Le royaume était en paix et les adversaires avaient remis provisoirement leurs armes. Il s'agissait une fois encore d'une bagarre, qu'à la dernière minute le roi réussit à interdire, entre les favoris d'Henri III et ceux de *Monsieur*. Gramont était fidèle du roi et Bussy d'Amboise (qu'Alexandre Dumas décrira comme

« jeune, beau et brave jusqu'à la folie »), familier des coups d'éclat, arrogant et prompt à la querelle, celui de François.

Il y eut aussi des querelles qui désorientèrent même les contemporains. Le 27 avril suivant, une rencontre eut lieu à la pointe du jour, dans le plus grand secret, loin du Louvre. Elle opposait six des plus célèbres jeunes gens de la cour et en laissa quatre pour morts. Caylus, accompagné par deux seconds, Maugiron et Livarot, tous favoris du roi, affrontèrent en duel le baron de Balsac d'Entraques, assisté de François d'Aydie de Riberac et de Gaspard de Schomberg. Jamais de mémoire de gentilshommes on n'avait vu intervenir des seconds dans un duel, des seconds entrés dans le combat « sans sujet ». Là encore, il ne s'agissait pas de brouilleries ordinaires entre familiers du Louvre mais d'un duel, que l'on nomma alors « duel des mignons », opposant les compagnons du souverain – Caylus et les siens – à ceux de la maison de Guise – Entraques et ses seconds³. Ce combat traduisait de fortes tensions politiques.

Henri III ne manqua jamais d'ennemis. À la discorde régnant entre le monarque, sans postérité, et son frère Alençon, héritier du trône, désireux de s'affranchir de la tutelle de son aîné, s'ajoutait celle opposant Henri aux Guises, champions des catholiques ultras et hostiles à la politique royale jugée trop clémentine envers les protestants. Le « duel des mignons » exprima cette rivalité, encore discrète. Pour s'affronter, les adversaires préféraient les coulisses à la scène officielle. À défaut d'opposer les principaux acteurs de la vie politique – le roi, son frère, le duc de Guise –, les querelles mobilisaient les intermédiaires, mignons du roi et compagnons de ses adversaires. Henri III encourageait ses proches à provoquer ceux de son frère ou des Guises pour se dégager de l'emprise des grands lignages du royaume.

Non seulement le dernier Valois se préoccupa dès son avènement de choisir lui-même ses collaborateurs, mais il refusa sa vie durant d'être l'otage des coteries de cour et des partis, cherchant à réduire les ambitions notamment de la maison de Lorraine-Guise. Le contrôle de la cour constituait un enjeu important. Or Henri de Guise détenait la charge prestigieuse de grand maître de la maison du roi, et son frère le duc de Mayenne était grand chambellan et amiral. Henri entendait être maître chez lui et mettre la haute noblesse au service de l'État royal. Ses favoris furent donc les instruments de sa politique.

De bonne noblesse, sans être de haute noblesse, provinciaux dont les aïeux avaient servi la Couronne dans des charges honorables, ils lui permettaient de lutter contre son isolement au sein de la cour et de résister au jeu des factions nobiliaires. Envers ce monarque auquel ils devaient tout, une fidélité sans faille s'imposait.

Les archimignons

Les assassinats et les duels avaient creusé des vides chez les

compagnons d'Henri. Aussi fallait-il renouveler l'entourage royal. À la fin de l'année 1579, un nouvel épisode des guerres de Religion – le septième – s'ouvrit lorsque Condé, l'irascible prince protestant, s'empara par surprise de la ville picarde de La Fère. L'armée royale se devait de reprendre la cité. Henri mit alors ses favoris à l'épreuve. Beauvais-Nangis commandait le régiment des gardes, Philibert de La Guiche l'artillerie, et deux gentilshommes en faveur depuis peu étaient invités à se distinguer : Jean-Louis de La Valette, futur duc d'Épernon, commandait le régiment de Champagne, tandis qu'Anne de Joyeuse, baron d'Arques, se tenait à la tête d'une compagnie de cinquante lances. On nomma ce siège, long et meurtrier, le « siège de velours », tant les jeunes seigneurs, qui y vinrent en brillant équipage, firent alterner assauts et réjouissances.

À leur habitude, les pamphlets brocardèrent le luxe de leur équipement et dénoncèrent les somptueux cadeaux du roi, oubliant que les mignons les redistribuaient aux gentilshommes de leurs troupes en leur fournissant cheval, armure et viatique en espèces sonnantes. Nombre d'entre eux furent fauchés par la mort. Au cours d'un assaut, La Valette fut blessé légèrement, mais Joyeuse eut sept dents et une partie de la mâchoire emportées par une arquebusade. La ville se rendit le 12 septembre. Le retour des vainqueurs à Paris fut triomphal.

À Ollainville où le roi, une fois la paix signée, se reposait, trois d'entre eux furent invités : Joyeuse, La Valette et François d'O. Vers eux allait désormais toute la faveur. D'O, l'aîné du groupe, déjà maître de la garde-robe, inaugurait sa nouvelle charge de premier gentilhomme de la chambre, deux fonctions qui lui donnaient un accès privilégié auprès d'Henri. Les autres étaient des astres montants. On les qualifia d'« archimignons ». Henri ne les appelait plus que « ses trois enfants ». Ces jeunes gens ne se ressemblaient guère. François d'O était homme de cabinet, prudent et réfléchi. La Valette était animé au contraire d'un esprit intrépide. Joyeuse était tout souplesse. Tous, le Gascon La Valette excepté, de très ancienne noblesse – ce qui ruine une fois encore l'image insultante des « potirons » grossis en une nuit – mais aussi avides de richesses. Henri s'efforça toujours d'équilibrer ses faveurs. À une promotion accordée à l'un répondait en écho une grâce accordée à l'autre. Le roi pratiquait l'alternance des bienfaits. Entre ses favoris, il évita tout favoritisme.

La promotion de Joyeuse et de La Valette devint manifeste dès le premier janvier 1579, à l'occasion d'une fastueuse cérémonie de cour. Lorsque le roi parut, ses nouveaux favoris l'escortaient. Mais au premier coup d'œil, on ne distinguait pas Sa Majesté. Henri avait en effet décidé que tous porteraient le même costume. La royale amitié escamotait la nécessaire hiérarchie. L'exakte similitude des pourpoints n'était pas seulement une grâce, elle était chargée de délivrer un message. Désormais, l'élévation des nouveaux astres, connue jusque-là du seul cercle des initiés, devenait publique. La cour tout entière en était témoin.

Dès le retour du siège de La Fère, les nouveaux favoris partagèrent l'intimité du roi. Henri ne voulait qu'eux pour l'accompagner dans ses retraites à Ollainville ou à Saint-Germain. Lorsque de riches particuliers invitaient Sa Majesté, il les imposait à ses hôtes. Dans les rues de Paris qu'il aimait à parcourir, on ne le voyait jamais sans eux. Les cérémonies officielles ne réussissaient pas à les séparer. À Joyeuse et à La Valette, le roi avait accordé un privilège envié : l'accès direct et bientôt exclusif à sa personne.

Henri ne cantonna pas sa faveur à la sphère privée. Son attachement aux archimignons leur valut une position publique et en quelques mois, le roi les submergea d'une pluie d'honneurs, de charges, de fonctions.

En août 1581, Anne de Joyeuse fut élevé à la dignité de duc et pair. La Valette patienta jusqu'en septembre pour bénéficier de la même promotion qui le fit connaître désormais sous le nom de duc d'Épernon. Semblable dignité dominait la hiérarchie nobiliaire, laissant en retrait les autres gentilshommes titrés : marquis, comtes, vicomtes, barons. Et Henri ajouta au rang ducal une prérogative inouïe : les deux promus jouiraient de la préséance sur tous les autres ducs et pairs, à la seule réserve des princes du sang et des princes étrangers.

Le premier janvier suivant, les deux favoris furent nommés premiers gentilshommes de la chambre, et en juin Joyeuse acquit la charge d'amiral de France, quelques mois après la nomination d'Épernon comme colonel général de l'infanterie, soit le commandement suprême des troupes à pied. À ces charges militaires, le roi ajouta le gouvernement de provinces d'un intérêt stratégique capital pour la défense du royaume : celui de Normandie (d'ordinaire attribué à un prince du sang) pour Joyeuse ; Metz, Boulogne et la Provence pour Épernon.

L'année 1583 fut aussi faste : l'un et l'autre furent admis dans l'ordre du Saint-Esprit, créé en 1578, dont la fidélité absolue à la personne du roi était le premier devoir. Au Louvre, les mignons formaient une sorte de cour dans la cour. Agrandissant le cercle, Henri avait souhaité distinguer au sein de la noblesse de France un carré de gentilshommes dévoués à sa personne. Qui pouvait l'être plus que les archimignons ?

Cet éblouissant palmarès, qui élevait les bénéficiaires vers le sommet de l'État et de la société, accompagné de gratifications colossales et répétées, ne venait pas couronner de longues carrières au service du roi : Joyeuse ne dépassait pas 23 ans, Épernon en avait 30. Leur réussite n'avait pas attendu le nombre des années.

Les responsabilités officielles, réelles et considérables, n'épuisaient pas leur rôle auprès du prince. Le roi leur confia des missions délicates, exigeant compétence et dévouement. Joyeuse se vit attribuer une armée destinée à affronter les huguenots et capable de rivaliser contre eux avec celle du duc de Guise tandis qu'Épernon était utilisé comme un relais du souverain auprès d'Henri de Navarre, futur Henri IV, que le roi voulait convaincre d'abjurer le protestantisme. Dès 1579, Henri III avait autorisé les archimignons à entrer au

Conseil, non pour délibérer mais pour s'y former. Depuis, ils en étaient devenus l'âme, Épernon surtout. Celui-ci recevait les requêtes adressées à Sa Majesté et faisait les réponses. Toutes les demandes présentées au roi passaient entre ses mains. L'accès au prince était soumis à son accord. Catherine de Médicis elle-même devait recourir à ses services pour traiter avec son fils.

Joyeuse et Épernon monopolisaient les faveurs de Sa Majesté⁴. Le mariage du premier représenta le point culminant de son crédit. Tous deux étaient grands amateurs de femmes, et Henri souhaitait les marier. Chacun prétendait à une alliance digne du rang qu'il tenait désormais à la cour. Ainsi leur ascension serait-elle brillamment couronnée. Des projets furent échafaudés. Si Épernon demeura célibataire jusqu'en 1587, le plus beau parti fut proposé à Joyeuse : une jeune fille de 17 ans, Marguerite de Lorraine-Vaudémont, demi-sœur de la reine Louise. Le projet fit jaser. De très ancienne noblesse, les Joyeuse n'étaient toutefois que gentilshommes, tandis que la maison de Lorraine était souveraine. La faveur du roi pouvait-elle bousculer à ce point le protocole ? La volonté royale passa : le mariage fut décidé. Les jeunes gens furent fiancés au Louvre, dans la chambre de la reine, et mariés le 24 septembre 1581 à Saint-Germain-l'Auxerrois, devant la cour assemblée⁵. Le duc de Joyeuse entra ainsi dans la famille royale. Une fois encore, on s'étonna de voir le marié vêtu pour la cérémonie nuptiale comme le roi, d'un costume « tant couvert de broderie, perles et pierreries qu'il était impossible de les estimer ». Joyeuse était bien « le chef-d'œuvre du prince ».

Les libéralités d'Henri ne cessèrent pas pour autant. De mois en mois s'ajoutaient donc de seigneuries, de maisons, de bijoux, de gratifications diverses, avances d'argent, équipement militaire, participation aux affaires financières du royaume. Le Trésor, vide pour payer les armées royales, semblait se remplir pour enrichir les mignons de Sa Majesté. Pareilles faveurs suscitèrent railleries, critiques, puis la plus impitoyable condamnation. L'opinion publique ne décollerait pas : Henri était « affamé d'argent » et ses favoris de gratifications. Paris, où vivait la cour, n'était que plaintes et murmures.

Comprendre la colère des contribuables toujours sollicités n'interdit pas de souligner les bénéfices que le roi retirait de la promotion de ses compagnons. Coûteuse ? Celle-ci l'était assurément. Impopulaire ? Tous les contemporains en témoignent. Injuste ? C'était l'opinion des laissés-pour-compte de la faveur. Caprice royal ? Le recul du temps autorise à en douter.

Dans les années 1580, tout comme à son avènement, Henri souhaitait se dégager de l'emprise des grands lignages du royaume, Montmorency ou Guises. Gagner à sa cause des fidèles, mettre à son service exclusif des serviteurs dévoués et compétents fut sa méthode de gouvernement.

Pygmalion sommeillait chez Henri, mais ses créatures répondaient à une nécessité politique. Face aux initiatives revanchardes de son frère François, aux insatisfactions protestantes et aux irritations catholiques, le roi usait d'une

technique éprouvée : s'appuyer sur des hommes qui lui devaient tout.

Les charges, fonctions, responsabilités profusément distribuées aux archimignons ne furent pas la toquade d'un roi frivole, assez veule pour couvrir ses favoris de cadeaux comme un vieillard gâteux sa jeune épouse. Non, ses libéralités étaient les pièces maîtresses d'un savant jeu d'échecs. Elles étaient moyen de gouvernement. Promouvoir les archimignons, c'était repousser les Guises dans les coulisses du pouvoir. Henri travaillait ainsi à marginaliser le chef de cette famille, le duc Henri, dit le Balafre. Aucun commandement d'importance ne lui était attribué, l'accès à l'intimité du roi lui était interdit, le secours des finances royales pour aider à épouser ses énormes dettes, refusé. Joyeuse et Épernon furent les antidotes à la menace guisarde.

Les favoris dominèrent le cœur de la cour, servant d'intermédiaires entre le roi et les solliciteurs, faisant écran autour de Sa Majesté. Après le roi, ils étaient les maîtres du Louvre. Mais leur autorité dépassait les rives de la Seine. Forts de leurs prestigieuses fonctions, ils redistribuaient des charges et des faveurs, nommaient à quantité d'emplois. Leur prodigieuse fortune aidait à s'attacher de nouvelles fidélités, à ramener au pied du trône des sujets indociles. Quiconque espérait les bienfaits du prince devait d'abord les solliciter. Ils étaient devenus le canal des grâces. Aussi furent-ils les artisans obstinés du maintien de l'unité du royaume.

Les chroniqueurs du temps n'avaient pas vocation à l'analyse politique. Des archimignons, ils ont seulement retenu la rapacité, l'arrogance et la superbe. À l'heure où son entourage attirait ainsi les foudres de l'opinion, Henri parvint-il à échapper au blâme ? Ses deux grands vizirs n'ont pas suffi à détourner du monarque le mécontentement grandissant. Ils n'ont pu réellement servir de fusibles et la haine prit bientôt le maître pour cible. D'abord retenue, hésitante, embarrassée parfois, elle enfla démesurément et devint si puissante qu'elle brouilla pour des siècles le portrait du souverain. Involontairement, les « trois enfants » d'Henri ont terni l'image de leur père spirituel.

En outre, malgré les efforts du roi, la rivalité entre les favoris finit par s'installer. Latente depuis 1581, lorsque Joyeuse était devenu le beau-frère de Sa Majesté, l'opposition entre les deux mignons s'était avivée. L'un d'eux était-il envoyé en mission loin du Louvre ? L'autre profitait de son absence pour avancer ses affaires. Joyeuse déclarait-il vouloir se mesurer sans tarder à l'ennemi ? Aussitôt Épernon renchérisait.

Cette rivalité pouvait toutefois profiter au roi, lorsqu'elle devenait émulation. Mais depuis 1584, le fossé entre les deux favoris semblait s'être creusé. Une violente altercation au début de mars 1587 avait contraint Henri à réagir. Le 17 avril, il avait convoqué les deux hommes dans son cabinet, les priant de faire cesser leurs rancunes et de vivre en bonne intelligence et amitié.

« Je ne vous tiens pas, dit le roi, pour mes serviteurs seulement, mais

comme mes frères ; faites que j'aie ce contentement que, durant ma vie, vous vous entr'aimiez pour l'amour de moi. »

Il prit le chapeau de Joyeuse, en coiffa Épernon, et inversement. Enfin il mit les deux chapeaux sur sa propre tête, affirmant :

« Nous ne sommes que trois têtes en un chapeau, trois volontés unies en un courage. »

Les courtisans ne s'y trompaient pas : la compétition entre les deux favoris se colorait là aussi de couleurs politiques. Épernon manifestait une hostilité à peine voilée à la Ligue ultracatholique tandis que Joyeuse, lié par sa femme à la maison de Lorraine, penchait plutôt du côté des Guises. Ces vues contraires desservaient-elles tant le roi ? N'était-ce pas avoir ainsi deux fers au feu, deux béquilles sur lesquelles, alternativement selon le moment, prendre appui ? Joyeuse devait partir combattre Navarre tandis qu'Épernon épousait la nièce du maréchal de Montmorency-Damville, chef des catholiques modérés, alliés aux hommes du Béarnais.

La rencontre entre Joyeuse et les troupes du roi de Navarre eut lieu à Coutras en octobre 1587 et s'acheva par la complète défaite de l'armée royale. Le duc y trouva la mort, privant le roi d'un soutien fidèle et lui causant un profond chagrin. Désormais, assurait-il, sa vie serait « sans joie ni plaisir ». L'année suivante, le 12 mai, les émeutiers parisiens exigèrent du souverain la disgrâce d'Épernon. Après s'être échappé de Paris couvert de barricades – les premières de l'histoire parisienne – et réfugié à Blois, Henri dut s'incliner devant les exigences des Ligueurs : Épernon fut sacrifié. Le duc n'en répondit pas moins une fois encore à l'appel du monarque en lui amenant le secours de troupes dans le Val de Loire. Il l'accompagna également au siège de Paris et fut témoin de son assassinat à Saint-Cloud, le 2 août 1589⁶.

Les chroniques de la cour du dernier Valois, pamphlets huguenots ou catholiques, ont faussé le véritable sens de la relation d'Henri III avec ses mignons et archimignons. Friands de scandales, ils n'y ont vu que caprice du prince et déviances sexuelles. Malgré des libertés prises avec l'histoire, Alexandre Dumas n'en a pas moins su faire revivre ces favoris du roi dans *La Dame de Monsoreau*, sans oublier leur rôle politique. Aujourd'hui, si on ne lit plus guère les pamphlets du temps des guerres de Religion, le théâtre, le cinéma, la télévision, la bande dessinée nous restituent parfois, même maladroitement, le vrai visage des favoris d'Henri III.

Chapitre II

Leicester et Essex : les favoris de la reine vierge

« Contentez-vous de me déplaire et d'être insolent, mais ne vous avisez pas de toucher à mon sceptre. »

Élisabeth d'Angleterre

« Qu'attendre d'un pays gouverné par une femme ? » La question, posée par le roi d'Espagne Philippe II à l'avènement d'Élisabeth d'Angleterre, aurait pu être signée par tous ses contemporains. Douter de la capacité d'une femme à présider au destin d'un royaume était alors commun. Bien qu'elle ne fût pas la première à régner à Londres, Élisabeth n'y échappa pas. Marie Tudor (1553-1558), sa demi-sœur, l'avait précédée, et les Anglais non catholiques ne gardaient pas un bon souvenir de « Bloody Mary » (« Marie la Sanglante »). Malgré ce précédent, l'opinion commune cultive toujours le même préjugé : exercer le pouvoir suprême n'est pas affaire de femme. Henri VIII, dont le règne fut une longue quête d'un héritier mâle, ne pensait pas autrement¹.

Le refus du mariage

Aussi, à défaut de pouvoir changer les règles de succession qui offraient la couronne à une fille – celle d'Henri VIII et de sa deuxième épouse Anne Boleyn, Élisabeth I^{re} –, les élites politiques du pays émettaient le vœu de voir leur nouvelle souveraine convoler en justes noces au plus tôt. Le roi d'Espagne en était convaincu : « Il vaudrait mieux pour elle et pour le royaume qu'elle prît un consort capable de la décharger de tâches qui ne

conviennent qu'à des hommes. » Le pays attendait l'époux qui façonnerait le destin du règne. « Tout dépendra, prédisait un diplomate, du mari que cette femme aura. » Pour la gloire de l'Angleterre et le bonheur des Anglais, se marier était une urgence, le premier commandement imposé à la jeune femme qui, à 25 ans, montait sur le trône. Quant au second – épouser un Anglais –, ce n'était qu'une recommandation.

Du mariage d'Élisabeth, le pays n'attendait pas seulement un époux capable de suppléer à une faible femme, fût-elle reine. Il en espérait surtout une descendance. Le ministre William Cecil, impatient de marier sa souveraine, le confiait crûment : « Que Dieu envoie à notre maîtresse un mari, qu'il lui fasse un fils, et que nous puissions avoir une succession masculine pour la postérité. » Car à défaut d'un héritier, garçon ou fille, la couronne d'Angleterre ne risquait-elle pas en effet d'échoir à Marie Stuart, la catholique reine d'Écosse ? La perspective de renouer avec les persécutions de « Marie la Sanglante » était suffisamment inquiétante pour exiger un mariage rapide.

Élisabeth y était tenue. En 1559, le premier Parlement de son règne le lui réclama. Le deuxième, en 1563, lui adressa une semblable supplique. Celui de 1566 revint à la charge. La reine atteignait alors 33 ans. Une maladie, un accident pouvaient l'enlever à l'affection de ses sujets. Aussi la Chambre des communes rappela non seulement la nécessité de prendre un époux, mais, dans l'attente, s'enhardit en outre à lui demander de désigner un successeur. Pour Élisabeth, c'en était trop. Furieuse, elle rappela ses déclarations officielles plusieurs fois formulées : « Je me suis déjà liée à un mari. C'est le royaume d'Angleterre et cela vous doit suffire [...] Et ne me reprochez point aussi que je suis sans enfants, car chacun de vous, et tout autant qu'il y a d'Anglais, êtes mes enfants et mes parents. »

L'attachement de la reine au célibat reste un mystère. Pourtant elle en a donné les raisons. « J'aime tant cet état que je me persuade qu'il n'est aucune autre manière de vivre qui lui soit comparable. » Le caractère bien trempé de la souveraine affleure dans son discours. Élisabeth n'entend se laisser gouverner ni par un mari (fût-il « consort »), ni par des conseillers, ni par quiconque. Dans son gouvernement comme dans sa vie privée, elle est résolue à ne pas se donner de maîtres. Quelques contemporains l'ont compris. « En prenant mari, lui écrit Jacques Melville, diplomate écossais, vous ne seriez plus que reine, au lieu qu'en gardant le célibat vous êtes roi et reine tout ensemble. » Et le mémorialiste de conclure en badinant : « Vous avez le cœur trop grand pour songer à vous donner un maître. »

Pourtant les prétendants ne manquèrent pas : anglais comme le comte d'Arundel ou sir William Pickering ; étrangers – les plus nombreux –, dont l'archiduc Charles de Habsbourg, le roi d'Espagne Philippe II, celui de Suède Éric XIV, Emmanuel Philibert, duc de Savoie, le futur roi de France Henri III ou son frère François d'Alençon, voire le tsar Ivan IV le Terrible... Tout au long de son règne, on lui a proposé des candidats qui répondaient davantage à des exigences géopolitiques qu'à des considérations de cœur. Élisabeth avait

toutes les raisons de se méfier du choix qu'on attendait d'elle, car ces offres de mariage l'auraient conduite à prendre parti entre les confessions religieuses, catholique ou protestante, qui déchiraient alors l'Europe. Élisabeth, chef de l'Église anglicane, n'entendait pas, en se mariant, privilégier l'une d'elles. Ni Rome ni Genève !

Ne pas s'embarrasser d'un époux, est-ce se condamner à une vie sans amour ? Élisabeth aime jouer de la rivalité entre les candidats à l'hymen. Il n'en reste pas moins que cet attachement au célibat intrigue les contemporains. Ne ferait-elle confiance à personne ? N'éprouverait-elle aucun sentiment amoureux ? Mérite-t-elle le surnom de « reine vierge » ? La reine sans roi s'entoure pourtant de soupirants, aime à jouer les coquettes, privilégie certains de ses intimes. Ne sont-ils pas, ces chefs d'armée, nécessaires à un règne où la reine ne peut personnellement conduire les troupes sur les champs de bataille ? La relation d'Élisabeth avec ses favoris n'est pas l'histoire banale d'une intimité d'alcôve nourrie de commérages de cour, ragots d'auberges et malveillances distillées par les ennemis d'Albion, créateurs de légendes. Elle révèle le degré de délégation du pouvoir auquel consent une souveraine sensible aux hommages masculins mais attachée à préserver son pouvoir personnel. Les faveurs qu'Élisabeth accorde à ses favoris relèvent des choix de la femme ; la place qu'elle leur laisse est à l'initiative de la reine.

Leicester, traité comme un amant, aimé comme un frère

Si l'on voit surgir des favoris avec l'avènement d'un roi, d'autres ont été dans la familiarité du prince avant même son accession au trône. Le groupe des mignons d'Henri III s'est constitué, on le sait, dès le règne de Charles IX. Concino Concini, nous le verrons, était déjà dans les bagages de Marie de Médicis lorsque celle-ci arriva en France pour épouser Henri IV. Quant à lady Élisabeth et Robert Dudley, futur comte de Leicester³, ils se connaissaient depuis l'enfance. « Je la connais depuis l'âge de 8 ans, affirmait-il, mieux qu'aucun homme sur cette terre. » La légende voulait qu'ils soient nés le même jour et à la même heure. En réalité, quinze mois les séparaient : Dudley, né le 24 juin 1532, était l'aîné d'Élisabeth, qui vit le jour le 7 septembre de l'année suivante. Ensemble, ils avaient traversé des épreuves sous le règne de Marie Tudor, enfermés en même temps à la Tour de Londres. La jeune femme, qui semblait incarner la lutte contre le papisme de sa demi-sœur régnante, avait été soupçonnée de complot et emprisonnée près d'un an. Le mauvais sort de lord Robert tenait, lui, au châtiment infligé à son père, le duc de Northumberland, coupable d'avoir tenté de placer sur le trône Jeanne Grey, cousine du monarque défunt Édouard VI, pour éviter que la catholique Marie ne ceigne la couronne⁴. Après la sentence de mort prononcée contre son père,

lord Robert fut emprisonné quelque temps. Compter parmi les victimes de « Marie la Sanglante » fut sa meilleure recommandation lorsque Élisabeth, en novembre 1558, accéda au trône.

Dès ce moment, Leicester fut régulièrement à ses côtés, d'autant qu'elle en avait fait son grand écuyer. Ainsi chevauchait-il auprès d'elle à chacun de ses déplacements. Au printemps 1559, sa faveur s'imposa à tous. Aussitôt, courtisans et ambassadeurs étrangers s'interrogèrent sur le degré d'intimité entre la jeune reine éprise de plaisirs et son chevalier servant. En avril, le comte de Feria affirmait : « Ces derniers temps, lord Robert est tellement en faveur qu'il fait ce qu'il veut à la cour. On dit même que la reine le visite dans sa chambre jour et nuit. » Peu après, le diplomate espagnol franchit le pas et affirma : « La reine est amoureuse de lord Robert et ne le laisse pas s'éloigner d'elle. » Leur familiarité irritait. Les conseillers politiques de la souveraine ne manquaient pas de reprocher au favori de pénétrer chez elle quand elle était encore couchée et de baiser sa joue sans y avoir été invité. « Ni la noblesse anglaise ni les sujets, menaçaient-ils, ne toléreraient que de tels agissements se poursuivent. » De son côté, la reine, qui prenait plaisir à déconcerter son entourage, n'hésitait pas à multiplier les démonstrations de tendresse envers le favori. Élisabeth adorait provoquer, n'en faire qu'à sa tête, et se moquait du qu'en-dira-t-on.

La rumeur courait. Des tavernes londoniennes aux chancelleries, il n'était bruit que de ses relations amoureuses. Certains avançaient même, sans preuves ni vraisemblance, qu'enceinte de Leicester, elle avait accouché clandestinement. Les envoyés étrangers suggéraient une liaison intime sans jamais l'affirmer. L'un confiait que « beaucoup disent des choses que je n'oserais écrire », ce qui était prudent mais bien vague, un autre se rappelait avoir entendu « des choses extraordinaires sur cette intimité », qu'il se gardait de rapporter. Nul ne sait avec certitude – et les historiens pas davantage – si Élisabeth et lord Robert furent amants. La reine elle-même le niait. « Dieu m'est témoin, déclara-t-elle un jour où la maladie faisait craindre pour sa vie, que rien d'inconvenant ne s'est jamais passé entre lord Robert et moi, bien qu'il me soit très cher. »

Quant au mariage qu'elle aurait envisagé avec le favori, ce n'est qu'une fable. L'intéressé lui-même l'assurait : « Elle a toujours déclaré qu'elle ne se marierait jamais. » D'ailleurs, un obstacle de taille rendait l'union impossible : Leicester avait déjà une épouse. Et la rumeur qui l'accusa d'être responsable de la mort de sa femme lorsque celle-ci se tua en tombant dans un escalier n'encouragea ni lord Robert ni la reine à convoler. L'opinion, rappelle Michel Duchein, n'aurait pas admis de voir monter sur le trône un homme considéré comme le meurtrier de sa femme⁵. Même veuf, Leicester n'avait ainsi aucune chance d'épouser Élisabeth. « Les aspirations à l'honneur et à la grandeur que je porte en moi m'empêchent de l'accepter comme compagnon et mari », avait d'ailleurs déclaré Élisabeth.

Ce qui ne l'empêchait pas de lui être très attachée. Elle l'aime « comme

un frère, assurait le ministre William Cecil, [...] Je peux affirmer qu'il n'y a rien dans leur amitié qui ne soit conforme à la vertu et fort éloigné des formes viles de l'amour ». Extrêmement beau, grand et athlétique, champion aux tournois et bon danseur, duelliste émérite et habile joueur de paume, élégant et vêtu à la dernière mode, musicien et amateur d'art, lord Robert avait tout pour plaire. Et Élisabeth aimait à se comporter en amoureuse. Elle s'attristait quand il s'éloignait pour quelques jours, le soignait quand il était malade. La reine aimait Leicester et désirait sa présence. Franchit-elle le pas ? Cela reste le secret de la femme.

Ils offrent en tout cas aux regards l'image d'un couple amoureux, jaloux de tous les rivaux possibles, surjouant même des sentiments passionnés et exclusifs. Qu'un bel homme se montre empressé auprès de la reine, et lord Robert prend feu. Insultes, menaces, bouderies sont ses armes. Quand le Français Jean de Simier, présent à Londres pour négocier le projet de mariage, « toujours évoqué, jamais conclu », de la reine avec François d'Alençon, frère d'Henri III, se livre à un badinage amoureux avec Élisabeth, affectant d'entrer et sortir librement de la chambre royale, déroband un jour son mouchoir, un autre son bonnet de nuit, Leicester, hostile au mariage français et jaloux comme un tigre, accuse l'ambassadeur d'avoir « charmé » la souveraine et de l'avoir « rendue amoureuse du duc [François d'Alençon] par breuvages et artifices illicites ». L'inimitié publique entre les deux hommes fait même craindre que le favori n'attente à la vie du Français.

De son côté, lord Robert a des raisons d'être inquiet lorsque Élisabeth s'entiche de Christopher Hatton, remarqué pour ses qualités de danseur. L'homme, promu capitaine des gardes du corps et membre du Conseil privé, se montre passionné. Les lettres qu'il adresse à l'élue de son cœur sont brûlantes, dans le style boursoufflé de l'époque : « Vous servir, écrit-il, c'est être au Ciel, mais votre absence est pire que les tourments de l'Enfer. » Ou, plus simplement : « Je vous aime. Je ne peux vivre sans vous. » On ignore si ce chevalier servant parvint à ses fins. Le bruit courut, mais aucune preuve ne l'a confirmé. On sait, en revanche, que, très écouté par la reine et comblé de faveurs – elle le nomma lord Chancelier –, il devint le tourment et l'ennemi personnel de Leicester, qui vécut un temps une semi-disgrâce.

Si Élisabeth prenait plaisir à s'entourer de soupirants et à recevoir leurs hommages, elle n'en cultivait pas moins une jalousie féroce envers celles qui étaient susceptibles de séduire le favori et de l'épouser. Veuf depuis novembre 1560, lord Robert s'était discrètement remarié avec Lettice Knollys, une des plus belles femmes de la cour. Informée par une indiscretion volontaire d'un courtisan, la reine ne décolérait pas. On prétend que, furieuse, elle gifla le « coupable », qu'elle bannit temporairement de son entourage⁶. Au cours de leur dispute devant toute la cour, elle l'avait accablé de reproches, glissant de la condamnation de ses noces à une mise en cause politique : « Vous imaginez-vous gouverner ? lui lança-t-elle. Si tel est le cas, je prendrai des mesures qui vous feront vite vous apercevoir de votre erreur. J'entends qu'il y

ait ici une maîtresse et point de maître. »

Élisabeth I^{re} était exclusive. Ses favoris étaient sa chose. Elle leur a toujours refusé un bonheur sans elle et n'a jamais accepté leur mariage. S'ils désiraient convoler, il leur en fallait payer le prix : l'intimité avec la reine perdait en régularité et l'influence politique autorisée jusque-là s'émoussait. Le remariage de Leicester fut un faux pas qu'il fallut faire oublier. Un épisode fâcheux mais bref au regard des faveurs qui lui furent accordées.

Les libertés d'un favori

La charge de grand écuyer et l'ordre de la Jarretière, acquis dès le début du règne, ne furent que le prélude à de plus hautes promotions. À l'automne 1562, la reine, atteinte de la variole – maladie qui laissa des traces sur son visage –, venait d'échapper à la mort. Mourante mais lucide, elle avait demandé au Conseil que Leicester fût nommé lord Protecteur du royaume, comme l'avait été quinze ans plus tôt Édouard Seymour, duc de Somerset, durant la minorité de son neveu Édouard VI. C'est dire sa confiance dans les aptitudes à gouverner du favori. Guérie, elle en fit d'ailleurs son conseiller privé et lui offrit un appartement contigu au sien.

On la savait avare de titres et d'honneurs : elle ne le créa pas moins comte de Leicester en 1564, seigneurie traditionnellement réservée aux personnes de sang royal, et lui offrit le château de Kenilworth, dans le Warwickshire, où la cour lui fit l'honneur de se rendre à plusieurs reprises lors de ces tournées royales, appelées *Royal Progress*, dont Élisabeth avait fait une véritable institution. La plus fastueuse des fêtes offertes par Leicester à la cour, en juillet 1575, aurait inspiré Shakespeare pour *Le Songe d'une nuit d'été*, ainsi que Walter Scott, dont le titre d'un des romans prit le nom du château. Chacun pouvait constater combien le favori, placé par la grâce d'Élisabeth au plus haut rang de l'aristocratie, avait pris de l'ascendant. Jusqu'à sa mort, lord Robert joua ainsi un rôle important dans les affaires anglaises.

Sur sa route, pourtant, les obstacles ne manquèrent pas. L'homme fut attaqué, diffamé, lot de ceux qui prennent trop rapidement la lumière. Au Conseil, un rival de poids, William Cecil, à la brillante carrière politique, lui disputait le rôle d'éminence grise. Secrétaire d'État dès l'avènement d'Élisabeth, lord Trésorier et lord du Sceau privé, le vieux ministre avait été anobli par la reine et titré baron Burghley. Talentueux, jouissant de la confiance totale de la reine, il inspirait la politique royale. Aussi dut-il souvent batailler avec Leicester. D'ailleurs Élisabeth ne dédaignait pas de susciter leur rivalité. À dire vrai, Leicester ne fut pas un opposant constant au secrétaire d'État. Si, en 1569, jaloux de son influence, il participa à une révolution de palais menaçant le ministre, il se désolidarisa bien vite de ses adversaires. À d'autres occasions, son appui permit au ministre d'emporter la décision au

Conseil. « Cecil et Leicester, interroge Bernard Cottret, n'incarneraient-ils pas ces deux versants complémentaires, la raison et le cœur ? »

Si Cecil, homme de gouvernement, incarnait la raison, et si Leicester s'était imposé à la cour grâce à l'intimité qui l'unissait à la reine, le favori n'en nourrissait pas moins des prétentions militaires. Le conflit entre Élisabeth et Philippe II lui permit de les réaliser.

Malgré leur opposition religieuse, l'Angleterre anglicane et l'Espagne très catholique répugnaient à la guerre ouverte. Pourtant, les prétextes n'avaient pas manqué pour la déclencher, que ce soient les audacieux actes de piraterie anglaise sur les ports de l'Amérique espagnole, les représailles exercées par Philippe II ou la découverte de complots fomentés par Madrid. Mais l'escalade n'avait pas eu lieu et la rupture tardait.

À Londres, le Conseil privé était divisé. Un parti anti-espagnol, dont Leicester était le chef, et qui comptait aussi le secrétaire d'État Francis Walsingham, le célèbre « maître espion », poussait à la guerre. En octobre 1584, à l'initiative du favori, treize membres du Conseil prêtèrent serment de combattre pour leur souveraine « jusqu'à la mort ». Sans doute l'objectif était-il de lutter contre les intrigues de la catholique Marie Stuart, mais ils désiraient aussi porter assistance aux protestants révoltés des Pays-Bas contre Madrid. La reine avait longtemps différé un engagement aux côtés de ceux-ci. Imbue de droit monarchique, elle était par nature hostile à toute rébellion. Curieusement, Élisabeth comme le roi d'Espagne refusaient de s'engager formellement, et à Madrid comme à Londres, catholiques et protestants se désespéraient de l'inaction de leurs champions.

On peut en chercher une explication dans les constantes hésitations d'Élisabeth – marque de son caractère – et dans sa conviction que son royaume n'était pas prêt à pareille confrontation. Mais la détermination de Leicester porta ses fruits : la reine décida enfin d'entrer en guerre ouverte contre Philippe II. Pour la convaincre, le favori avait fait valoir ses inquiétudes devant les succès militaires répétés d'Alexandre Farnèse, gouverneur général pour l'Espagne, sur les révoltés des Pays-Bas. En outre, la proximité des forces espagnoles stationnées en Flandres, face aux côtes anglaises, paraissait menacer Londres, et l'assassinat en juillet 1584 de Guillaume d'Orange, chef de la rébellion, par un sujet franc-comtois de Philippe II, méritait une réplique. Le temps des attermoissements était désormais révolu. Les « faucons » entendaient en découdre. Triomphant enfin de ses perpétuelles hésitations, la reine envoya aux Pays-Bas, en octobre 1585, une assistance militaire d'une cinquantaine de navires, 5 000 fantassins et 1 000 cavaliers. Et elle en confia le commandement à son favori.

Élisabeth regrettait plus que jamais d'être femme. Les armes lui étaient interdites et elle ne pouvait exercer le commandement militaire que par délégation. Aussi avait-elle dû désigner Leicester comme chef du corps expéditionnaire en Flandres, en restreignant ses pouvoirs et en bornant ses compétences. Le favori avait défense de se mêler de politique intérieure

néerlandaise. Pas question de se comporter en proconsul. Et aucune décision militaire ne pouvait être prise de sa propre initiative, surtout pas l'offensive. À Londres de dicter les ordres et de trancher entre les différentes options stratégiques. Éloignée des champs de bataille mais attachée à son pouvoir de décision, Élisabeth entendait pratiquer ce que l'on nommerait plus tard la « stratégie de cabinet ».

Dès son arrivée à Flessingue, sur le sol des Pays-Bas, Leicester fut accueilli avec un enthousiasme confinant au délire. Les Néerlandais avaient vécu jusque-là une « drôle de guerre » où les adversaires s'étaient abstenus de rompre. Désormais la prudence n'était plus de mise. Une ère nouvelle semblait s'ouvrir pour les révoltés et Leicester en était (déjà) le héros. Il n'y avait pas assez d'arcs de triomphe, de cortèges, de discours pour saluer sa venue. Grisé, le favori se comporta rapidement en monarque. À ces nouvelles, Élisabeth fronça les sourcils. Et quand elle apprit que les états généraux l'avaient nommé en janvier 1586 « gouverneur et capitaine général des Provinces-Unies » et qu'il avait accepté ce titre, elle entra en fureur. Leicester avait désobéi en élargissant ses pouvoirs de commandement sur terre et sur mer. Il se faisait appeler « Excellence » et s'affranchissait du respect dû à sa souveraine en faisant le roi, tout prêt déjà à s'entourer d'une véritable cour. Élisabeth fulminait : « Nous n'aurions jamais imaginé, si nous n'en avions fait l'expérience, qu'un homme élevé par nous et que nous avons favorisé à l'extrême, plus que tout, mis au-dessus de tout autre sujet de ce pays, aurait de si méprisable façon enfreint notre ordre, dans une cause qui nous touche si grandement dans notre honneur. »

Déléguer une partie de son autorité à un chef militaire lui avait déjà coûté. Mais elle espérait avoir en Leicester un commandant docile à ses ordres. Que celui-ci exerce une souveraineté qui n'appartenait qu'à elle lui était insupportable. Pis : les responsabilités conférées par le titre de gouverneur et capitaine général obligeaient Élisabeth, si prudente jusque-là, à engager toutes ses forces dans le combat. Les inconnues ne manquaient pas : la guerre anglo-espagnole, jusque-là guerre de coups de main sur les ports et les flottes, n'allait-elle pas engendrer de batailles entre grandes armées ? L'initiative de Leicester ne risquait-elle pas de provoquer une redoutable réplique du roi d'Espagne ?

La reine, que la colère n'abandonnait pas, écrivit à Leicester afin « de lui rabattre ce vent qui gonflait ses voiles ». Elle lui ordonna de renoncer à son titre et écrivit aux états généraux pour les blâmer de le lui avoir accordé. À Londres, les adversaires du favori avaient beau jeu de faire remarquer que si Leicester se prenait pour un roi, il n'avait même pas remporté le moindre succès militaire, malgré les dépenses inconsidérées engagées.

La disgrâce menaçait. Leicester abandonna alors ses troupes et rentra peu glorieusement à Londres, dans l'espoir d'apaiser sa souveraine et de regagner ses faveurs. Ironie du sort, il fut sauvé par William Cecil, qui avait menacé de démissionner si le favori était écarté du Conseil.

Sept mois après son retour, en mai 1587, il fut de nouveau envoyé aux Pays-Bas avec une autre armée de cinq mille hommes afin d'obtenir un armistice qui préparerait la paix entre Philippe II et ses sujets rebelles. Las ! Le favori n'était pas plus diplomate que chef de guerre. Les états généraux voulant continuer le combat, ce fut un échec. Leicester fut rappelé en Angleterre. Les espions anglais avaient averti Londres de la préparation d'une importante flotte espagnole destinée à débarquer sur les côtes anglaises. Ce que l'on nomma plus tard, par dérision, l'Invincible Armada, cinglait vers l'Angleterre. Il fallut organiser la défense.

La flotte anglaise était prête, des escadres patrouillaient dans le pas de Calais. À terre, la troupe avait pris position le long de la côte sud et un camp royal fut installé à Tilbury, à l'embouchure de la Tamise. La reine en confia le commandement à Leicester. Là, Élisabeth prononça le 9 août 1588 son célèbre discours aux accents déjà churchilliens : « Je n'ignore pas que j'ai le corps d'une faible femme, mais je possède le cœur et les tripes d'un roi, et qui plus est d'un roi d'Angleterre. Je sais que votre courage mérite des récompenses et des couronnes et je vous donne ma parole de prince que vous les recevrez. » La « grande entreprise » de Philippe II échoua, échec dû autant à la tempête qu'au harcèlement des navires anglais. Ce qui restait de la flotte regagna piteusement l'Espagne. « Elle est venue, elle a vu, elle a fui », chantait-on en parodiant le percutant *Veni, vidi, vici* de Jules César.

Élisabeth avait triomphé, mais elle n'eut guère le cœur à se réjouir. Le 4 septembre suivant, Leicester mourait près de sa résidence de Kenilworth, le château des jours heureux. Un accès de la malaria contractée au cours de sa piteuse campagne aux Pays-Bas avait eu raison de ses 56 ans. La reine s'enferma plusieurs jours dans sa chambre, refusant d'ouvrir même à ses proches. Son incommensurable douleur inquiéta ses conseillers qui craignirent pour sa raison. Elle disposa la dernière lettre de son favori sur sa table de nuit et l'y laissa jusqu'à sa propre mort, quinze années plus tard, comme une relique. Rancunière envers l'épouse du défunt, elle eut la faiblesse de l'obliger à vendre ses biens pour payer les dettes de son mari envers la Couronne.

Une amitié de jeunesse, une intimité d'adulte s'achevaient, mélange d'affection et d'affrontements. Élisabeth venait de dépasser 55 ans. Avec la disparition de Leicester, c'était son bel âge, déjà lointain, qu'elle perdait. Sa mort laissait un vide. Mais de jeunes loups étaient prêts à y remédier. Parmi eux, Robert Devereux, futur comte d'Essex (1565-1601).

Un « cheval sauvage »

Essex n'était pas un inconnu. Dès l'âge de 19 ans, il avait fait son entrée à la cour, introduit par Leicester. Ce dernier avait épousé, on le sait, Lettice Knollys, veuve de Walter Devereux, avec qui elle avait eu ce fils. Leicester était donc le beau-père du futur favori. Un beau-père attentif qui fit élever le

petit orphelin dans la maison du ministre William Cecil avec le fils de celui-ci, à peu près du même âge, et comme lui prénommé Robert. Dès sa dixième année, il fut envoyé au Trinity College de Cambridge où il reçut le titre de maître ès arts. Le jeune homme aimait autant la chasse et les sports que la lecture. Il savait le latin et se plut sa vie durant à émailler ses lettres de citations antiques. À 22 ans, il avait accompagné son beau-père parti guerroyer aux Pays-Bas et s'y était forgé une réputation de bravoure, d'audace et d'esprit chevaleresque.

Beau, élancé, large d'épaules, adonné aux armes sans négliger les lettres, Essex se montra aussitôt à la fois attachant et exaspérant. Du gentilhomme – son père avait été fait comte d'Essex par Élisabeth et cousinaït avec les meilleures maisons d'Angleterre –, il avait l'ardeur, le goût de la renommée mais aussi la morgue. Méprisant les hommes de cabinet, il était aussi prompt à injurier et rosser ses rivaux, comme il le fit avec Walter Raleigh, qui avait fondé pour la souveraine la colonie américaine de Virginie, ainsi nommée en l'honneur de la reine vierge⁸. Un « cheval sauvage », comme l'appelait Élisabeth, amusée par ses insolences, indulgente envers ses fougades. Pour ce jeune homme au sang chaud, intelligent et insupportable – et qui aurait pu être son fils –, elle nourrissait des sentiments assez troubles.

Elle en fit un grand écuyer et un chevalier de la Jarretière. Avant même la mort de Leicester, elle lui offrit un appartement à la cour et les observateurs notèrent qu'elle jouait aux cartes avec lui tard dans la nuit et parfois jusqu'au petit matin, moment où on le voyait rentrer dans ses appartements « au chant des oiseaux ». Essex savait la distraire, organisant notamment pour elle des joutes où il aimait briller en portant ses couleurs. Habile à lui plaire, il flattait sa beauté avec des accents de sincérité, elle qui ne cessait de courir après sa jeunesse. Il n'avait pas 30 ans, elle en avait le double. Il fut son dernier amour. Reportait-elle sur ce brillant jeune homme quelque chose de la tendresse qu'elle avait nourrie pour son beau-père ? Là encore, on ignore si cet amour resta platonique. Mais on sait que le mariage d'Essex avec Frances Walsingham, veuve de Philip Sidney, déplut tant à la reine qu'elle entra dans une fureur noire.

Élisabeth ne cessa jamais de faire alterner bouderies et réconciliations, promotions à son protégé et avancements à ses rivaux, félicitations et blâmes. L'indulgence mâtinée parfois de sévérité accordée à ce favori arrogant qui n'en faisait qu'à sa tête était-elle celle d'une femme amoureuse ou d'une mère prête à tout pardonner à un fils trop gâté et irrésistible ? Élisabeth était probablement l'une et l'autre. Un jour portée à céder aux exigences du jeune homme, un autre à résister à ses caprices. Pour un gentilhomme ardent à servir et affamé de gloire, la guerre ouverte entre l'Angleterre et l'Espagne était l'occasion de se distinguer.

Entre faveurs et brouilleries

Essex entama sa carrière militaire par un acte de désobéissance. Après l'échec de l'Invincible Armada lancée par Philippe II contre les côtes anglaises, Élisabeth n'avait pas savouré paresseusement sa victoire. Toujours active, elle avait aussitôt laissé ses marins gêner tout effort espagnol pour réarmer, et couper l'Espagne de ses ressources coloniales. La contre-attaque ne tarda donc pas. L'expédition qu'elle ordonna en 1589 fut pensée comme la réponse à l'Armada de l'année précédente. Une flotte de guerre commandée par Francis Drake et portant les troupes du général John Norris fut envoyée en direction du Portugal, annexé depuis neuf ans par Madrid. Essex voulut faire partie de l'expédition mais Élisabeth le lui refusa, le retenant à la cour où elle exigeait sa présence. Bravant l'interdiction, le jeune homme rejoignit Plymouth et embarqua. Dans des messages pressants envoyés à Drake, la reine dit sa colère, ordonna de renvoyer Essex « immédiatement auprès de Nous » et menaça : « Vous serez personnellement responsable de l'exécution de cet ordre. » Mais le navire était déjà hors d'atteinte et le favori vogua vers le Portugal. L'entreprise, qui prit trois mois, échoua. Drake, malgré ses succès passés, fut jugé responsable et chassé temporairement de la cour. Mais Essex fit sa paix avec la reine.

Désormais, chaque année offrit au favori l'occasion de se distinguer. Chacune révéla également son esprit indépendant et frondeur, incompatible, malgré la bienveillance de la souveraine, avec l'autorité royale. Orgueilleux et volontaire, le jeune homme entendait peser sur les décisions de la reine. C'est lui qui la pressa de faire débarquer trois mille hommes à Paimpol, en Bretagne, quand les Espagnols et les ligueurs français réussirent à s'incruster en divers points de la province et à s'y fortifier face aux côtes anglaises. Lui encore qui, après trois refus successifs, obtint enfin le commandement du corps expéditionnaire envoyé en France combattre les Espagnols aux côtés du roi Henri IV. Essex débarqua donc à Dieppe et rejoignit son allié à Compiègne, non sans faire assaut d'un faste royal. Depuis Londres, la souveraine s'informait quotidiennement des opérations militaires. Elles lui parurent décevantes, tant la stratégie d'Henri IV s'éloignait des intérêts anglais. Le siège de Rouen traînait en longueur et le roi de France employait les secours fournis par Londres ailleurs qu'en Bretagne ou en Normandie, comme le dictait leur accord. Rien de sérieux n'étant accompli, elle ordonna à son favori de rentrer.

Il tarda à obéir et, quand il arma chevaliers vingt-quatre de ses amis et récompensa ses braves lieutenants, elle s'étouffa de colère. Essex se comportait en roi, ou au moins en grand capitaine, oublieux qu'il n'était que le commandant d'une force d'appoint. Il rentra en mai 1592, déçu lui aussi. Son absence avait laissé le champ libre à ses rivaux, et la campagne ne lui avait fourni aucune occasion de se couvrir de gloire. Avec la démesure qui était sa marque, il écrivit à l'un de ses amis : « Je souhaiterais sortir de cette vie que je tiens pour une prison. »

Mais le vent tourna. Sa déception vite oubliée, Essex se vit dès l'année

suivante ouvrir les portes du Conseil privé. Le militaire entamait une carrière politique. L'homme d'action qui rêvait de grandes aventures lointaines allait se frotter aux intrigues, aux rivalités de personnes, aux mille contraintes du pouvoir.

En juin 1595, la victoire d'Henri IV sur les Espagnols à Fontaine-Française avait encouragé Essex à réclamer l'entrée en guerre aux côtés de la France contre Madrid. Au Conseil, William Cecil, qu'il méprisait, plaidait au contraire pour la paix. À l'ardeur romantique de l'un s'opposait la sage prudence de l'autre. Élisabeth, toujours indécise, ne choisissait pas et Essex, convaincu d'être son meilleur serviteur, enrageait. N'avait-il pas su déjouer le complot contre la vie de la souveraine récemment noué avec la complicité de l'Espagne ? Grâce à sa perspicacité, les conjurés avaient été arrêtés et exécutés, et la reine sauvée. Pareil succès ne devait-il pas encourager Sa Majesté à prêter une oreille plus attentive à ses conseils ? Il insistait : le raid espagnol de juillet 1595 sur les côtes de Cornouailles, preuve de la vulnérabilité du pays, lui donnait raison. Des frappes préventives s'imposaient : il fallait porter la guerre sur le sol même de l'Espagne, frapper l'ennemi au cœur, s'emparer du port de Cadix.

Mais Élisabeth refusa d'ordonner l'opération pour l'année 1595, au grand désespoir du favori. Une de ses lettres dit assez qu'il en faisait une affaire personnelle : « J'écris pour protester auprès de Votre Majesté que la pointe du mauvais traitement que vous m'infligez [...] s'enfonce très profondément dans mon cœur et dans mon âme. » Lorsque Élisabeth donna son autorisation à l'opération, il ruminait encore sa déception précédente et s'estimait mal traité : « Je ne reçois pas un mot d'encouragement ou de faveur par lettre, message ou quelque moyen que ce soit, rappelait-il à ses compagnons au moment de son départ en juin 1596. Quand je regarde autour de moi, je ne vois pas dans le monde un seul homme ainsi traité, et quand je cherche en moi quelle faute capitale j'ai bien pu commettre, je ne trouve rien, à moins que ce ne soit une faute de s'efforcer de rendre à Sa Majesté plus grand service qu'elle ne veut. » En son amour-propre blessé, Essex oubliait le billet plutôt encourageant qu'Élisabeth venait de lui faire parvenir : « Revenez plus grand, j'en serai plus contente. »

L'offensive fut un succès complet : entre juin et juillet 1596, Cadix subit seize jours de pillage avant d'être incendiée, tandis que la flotte de Philippe II se sabordait. Essex était devenu un héros. Toujours royal, il fit sur-le-champ chevaliers soixante militaires pour leur bravoure au combat. On lui ordonna néanmoins d'évacuer Cadix et de réembarquer alors qu'il souhaitait l'occuper militairement plusieurs mois, et on lui refusa la descente aux Açores qu'il projetait. L'homme n'en fut pas moins couvert de lauriers, fêté comme un triomphateur antique. Son hôtel londonien ne désemplissait pas : compagnons d'armes et admirateurs s'y pressaient. On l'acclamait à chaque apparition en public, et lui-même, occupé à conserver vivant le souvenir de sa victoire, gardait la longue barbe qu'il s'était laissé pousser pendant l'expédition. On

s'enorgueillissait de posséder l'homme providentiel dont le pays avait besoin. Les Anglais restaient loyaux envers la reine qu'ils aimaient, mais c'était un homme qui gagnait les batailles. Idole du peuple et des bourgeois, Essex, disait-on, avait sauvé l'Angleterre.

La reine en fut si agacée qu'elle réserva au vainqueur un accueil maussade. Essex cacha mal sa déception en se faisant moraliste : « Je ne suis pas moins dégoûté de la grandeur superbe des favoris que je le fus naguère du prétendu bonheur des courtisans et je me rappelle les paroles du sage qui, considérant les œuvres humaines, s'écria : "Vanité des vanités, tout n'est que vanité !" » D'autres déconvenues l'attendaient. En son absence, Élisabeth avait nommé Robert Cecil, fils de William, principal secrétaire d'État, alors que le favori avait soutenu un autre candidat. Il en eut, ce furent ses mots, « le cœur brisé ». Victime de l'ingratitude royale, Essex se sentait trahi.

Puis, aussi brusquement qu'autrefois, la faveur lui revint. L'alternance de froideur et de témoignages d'amitié montre qu'Élisabeth tenait à son favori tout en sachant lui résister. Son arrogance devait être tenue en lisière. La reine vieillissait et son goût de l'autorité s'accommodait de plus en plus mal des foudres du jeune homme. Elle prenait sa revanche non en le brimant – elle lui accorda le poste lucratif de maître de l'artillerie – mais en négligeant ses recommandations. Une fonction se libérait-elle ? Essex poussait un de ses protégés, la reine choisissait un autre candidat. Ce n'était pas seulement par esprit de contradiction. Essex, comme tout favori, souhaitait se constituer une clientèle. La reine la lui refusait. Être recommandé par le favori était donc loin d'être un passeport pour le succès¹⁰. Ainsi Sa Majesté s'évertuait-elle à lui tenir tête.

Au Conseil, où il avait été fâché de voir entrer Robert Cecil, deux factions rivalisaient. La reine en jouait, heureuse d'opposer l'une à l'autre en une géométrie d'ailleurs variable. Au comte d'Essex – homme d'épée – et Francis Bacon s'opposaient les Cecil (le vieux William et Robert, son fils, que la reine surnommait le « pygmée »), hommes de gouvernement, qui poussaient volontiers le favori vers des aventures guerrières qui l'éloigneraient de Londres. Un seul échec militaire, et sa réputation volerait en éclats.

Ce fut presque le cas en juillet 1597, lorsque le favori convainquit la reine d'aller piller aux Açores la flotte espagnole de retour d'Amérique. Malheureusement, la proie lui échappa, et au moment même où la nouvelle armada du Roi catholique s'approchait des côtes anglaises – qui furent heureusement sauvées par la tempête. On avait manqué les trésors des Indes occidentales et sottement exposé le royaume au pire des dangers. On considéra alors qu'Essex, pas plus que ses prédécesseurs, n'était capable de triompher définitivement de l'adversaire. Élisabeth même douta de ses qualités militaires et, soufflant le chaud et le froid, nomma en son absence le grand amiral Howard comte de Nottingham. Le promu devenait ainsi son égal dans la hiérarchie nobiliaire et avait même le pas sur lui. Quand le favori

prétexta une maladie pour ne pas paraître à la cour, la reine, privée de sa présence, céda et le fit comte-maréchal du royaume, c'est-à-dire chef effectif de toutes les forces armées du pays, fonction qui lui donnait à nouveau le pas sur son rival.

La vie d'Essex fut ainsi toujours écartelée entre la faveur et les brouilleries. Les favoris n'ont pas la sécurité de l'emploi. Mais si nombre d'entre eux sont parvenus à rester des années durant dans les bonnes grâces du souverain auquel ils étaient attachés, Essex, dont le caractère farouche et le comportement bouillonnant finissaient par exaspérer, semblait s'exposer constamment à la disgrâce. Le Français Du Vair, observateur des mœurs anglaises, reconnaissait que le favori avait « bel esprit et beaucoup de courage ». Mais « parce qu'il n'observe pas la reine soigneusement et lui donne quelque mécontentement par certaines affections particulières qu'elle n'a pas agréables, on le tient pour aucunement disgracié¹¹ ». Son destin n'était jamais écrit.

Le nouvel Icare

Durant l'été 1598, il ne fut bruit que de la révolte de l'Irlande, soulevée par le comte de Tyrone, et à laquelle l'Espagne ne tarderait pas à apporter son aide. Le danger exigeait une intervention urgente et vigoureuse de Londres et le gouvernement dut désigner un lord-député, sorte de vice-roi, chargé de commander les troupes et de faire office de gouverneur général. Une fois encore, le Conseil se divisa. Essex poussait un candidat, la reine un autre. Les membres du Conseil se querellaient. Un jour, exaspérée par son favori qui lui avait tourné le dos, Élisabeth ne se maîtrisa plus et le souffleta. Aussitôt, Essex porta la main à l'épée et apostropha la reine : « C'est là un outrage que je ne supporterai pas. Je ne l'aurais pas supporté des mains de votre père¹². » Devant ce que l'on considérait alors comme un crime de lèse-majesté, la reine ne broncha pas. Essex dut cependant quitter Londres et se retira dans une de ses résidences. On ne prononça plus son nom à la cour. Le favori, jamais abattu, plastronnait : « Est-ce que, écrivait-il, les sujets doivent recevoir tous les affronts ? Est-ce que le pouvoir et l'autorité sur cette terre sont infinis ? »

À la cour, la reine, sans son favori, se montrait nerveuse. Sa tristesse était visible, tandis que les affaires d'Irlande, allant de mal en pis, exigeaient de faire parler les armes. On avait besoin d'Essex. Mais celui-ci était peu disposé à présenter des excuses : « Je ne suis plus asservi à Sa Majesté comme conseiller, je ne la servirai jamais comme un manant ou un esclave. » Toujours arrogant, il finit toutefois par consentir à formuler de vagues regrets et fut de nouveau admis à la cour. Après la brouille, la réconciliation. Pourtant, cette fois-ci, le scénario ne ressembla à aucun autre.

Pourvoir un emploi était toujours prétexte à querelles entre la reine et son favori. Les mois qui précédèrent l'intervention en Irlande en apportèrent

un nouveau témoignage. En août 1598, le vieux William Cecil mourut après quarante années passées au service du royaume. Le jour même de son inhumation à Westminster, Philippe II rendait son dernier soupir en son palais-monastère de l'Escorial. La mort de Cecil sonnait comme une fin de règne pour une reine qui avait vu en quelques années disparaître ceux qui avaient fait sa renommée : Leicester, Walsingham, Hawkins, Drake. La mort de Cecil laissait également vacant le poste de maître des pupilles de la Couronne, office rémunérateur qui permettait à son titulaire de s'attacher nombre de nobles du royaume¹³. Essex, qui ne possédait que des fonctions militaires, se porta candidat. Mais Élisabeth lui refusa l'emploi qui lui aurait permis d'augmenter ses revenus et de se constituer une clientèle utile. Il lui fit alors une scène qui l'exaspéra tant que les paroles royales sonnèrent comme une mise en garde : « Contentez-vous de me déplaire et d'être insolent, mais ne vous avisez pas de toucher à mon sceptre. »

De plus en plus, Essex semblait oublier, en refusant de se laisser gouverner par une femme, qu'il n'était qu'un sujet de Sa Gracieuse Majesté. Las de quémander des faveurs à une amoureuse qui aurait pu être sa mère, il entendait les obtenir par d'éclatants mérites. Ne plus dépendre des caprices d'une « Diane surannée¹⁴ », mais s'imposer en capitaine vainqueur. Le jeune homme était soucieux de faire ses preuves, non plus dans les antichambres des résidences royales mais sur le terrain militaire. Aussi sollicita-t-il le commandement en Irlande. « La cour, reconnaissait-il, est le centre du monde, mais il me semble qu'il est plus beau de commander à des armées qu'à des caprices¹⁵ ». Le favori voulait mériter l'estime de ses contemporains. Si on lui refusait d'être « au-dessus de ceux qui ne valent rien », il fallait alors « oublier le monde et être oublié de lui »¹⁶. Être tout par son talent, sinon rien. Pas de demi-mesure. L'homme était orgueilleux, arrogant et cassant, mais ne manquait pas de panache. À la fin de l'année 1598, il fut nommé lord-député en Irlande.

Cette nomination révéla sa popularité : tous les jeunes gens de la cour aspiraient à servir sous ses ordres. Devant une foule en prière et en larmes, 16 000 fantassins et 1 300 cavaliers quittèrent Londres pour Dublin. Pour la réussite de son favori, Élisabeth n'avait pas ménagé ses efforts : jamais l'Irlande n'avait dû faire face à un tel déploiement de troupes. Le plan de campagne arrêté au Conseil prévoyait d'attaquer sans attendre l'Ulster, province septentrionale de l'île. Mais Essex multiplia coups de tête et erreurs. Débarqué fin mars à Dublin, il attendit juin pour combattre, non vers le nord mais en direction du sud, et ne rencontra donc pas l'ennemi. Puis il rentra à Dublin en juillet sans avoir remporté une seule victoire, sans même avoir livré bataille. Ayant dispersé ses troupes dans chaque ville, il manqua alors de soldats pour affronter Tyrone, le chef des rebelles. Le favori semblait prendre plaisir à fâcher la reine, s'affranchissant de ses ordres, nommant des hommes qui lui déplaisaient, armant des chevaliers malgré ses interdictions.

Élisabeth l'assaillait de missives exaspérées, raillait sa prudence,

rappelait ses ordres, notamment celui de ne pas revenir à Londres et se présenter devant elle sans sa permission. De son côté, blessé dans son orgueil, Essex s'aigrissait chaque jour davantage, furieux de ne pas trouver la gloire. Les combats du mois d'août furent malheureux pour les Anglais. Fallait-il poursuivre ? Abandonner ? Malgré les consignes, il décida de traiter avec Tyrone : au gué d'Aclint, sur les bords de la rivière Lagan, le 7 septembre, les deux protagonistes signèrent une trêve. Outrée, la reine la refusa, la jugeant déshonorante, et ne manqua pas de donner une leçon de politique à son imprudent lord-député : « Faire confiance à ses serments [ceux de Tyrone] est aussi illusoire que de prêter foi à la religion du diable¹⁷. » Dans des lettres de plus en plus acerbes, elle dénonçait l'incurie du favori, lui ordonnant de poursuivre les combats et d'attaquer l'Ulster. La reine fulminait : « Tout le monde voit comment vous perdez votre temps [...] Vous avez eu tous les moyens et toutes les forces que vous avez demandés, lui écrit-elle le 14 septembre. Vous avez choisi le moment ; vous aviez plus de pouvoirs et plus ample autorité que nul autre n'a et n'aura jamais¹⁸. »

Mais Essex n'était déjà plus en Irlande. Malgré l'interdiction, il rentra en Angleterre, convaincu d'être pardonné par sa seule présence à la cour. N'y avait-il pas le précédent de Leicester, absous de ses « folies » aux Pays-Bas quelques années plus tôt¹⁹ ? Aussi le favori se rendit-il au château de Nonsuch, près de Londres, où résidait Sa Majesté. Essex, on le sait, se plaisait à provoquer. Sûr de lui, il ne se présenta pas en repentant mais affecta la désinvolture et se moqua des usages. Échevelé, bottes et vêtements tachés de boue comme s'il sortait de la fournaise guerrière, il se dirigea sans se faire annoncer vers la chambre à coucher de la reine, alors en train de s'habiller. Élisabeth resta maîtresse d'elle-même ; l'heure des reproches n'était pas encore venue. Une nouvelle entrevue quelques heures plus tard se déroula à nouveau dans le calme. C'est que la souveraine consultait Cecil, s'informait des forces d'Essex, préparait sa riposte. Elle ne tarda pas. Elle convoqua le Conseil qui dressa la liste des offenses dont le favori s'était rendu coupable en n'attaquant pas les rebelles en Ulster, en adoubant des chevaliers, en rentrant d'Irlande sans autorisation. Il eut beau tenter de se justifier, il fut arrêté et assigné à résidence dans sa maison de Londres.

Élisabeth voulait un procès exemplaire. Il s'ouvrit pour se refermer aussitôt, quand elle mesura la popularité d'Essex dans la capitale. Nombre d'officiers étaient en effet décidés à le servir et le petit peuple de Londres prêt à se soulever. Aussi fut-il entendu par une commission spéciale. On le disait malade : Élisabeth lui envoya son médecin, la population s'apitoya ; on le prétendit mort, elle gronda. Parfois la colère de la reine semblait faiblir : « Par le fils de Dieu, je ne suis plus reine ; cet homme est au-dessus de moi. Qui lui a donné l'ordre de revenir si tôt ? » Rester ferme : tel était le conseil de sir Walter Raleigh aux ministres de la reine car, prétendait-il, la « méchanceté implacable » d'Essex « ne sera pas dissipée par vos méthodes de douceur, car il attribuera le changement à la pusillanimité de Sa Majesté et non à votre

bonté personnelle [...] Si vous perdez votre avantage, je lis votre destinée ».

Le verdict fut mesuré. Essex fut condamné pour incompétence, démis de toutes ses fonctions, tous ses honneurs et dignités, privé du revenu de ses monopoles, mais resta libre de se présenter partout sauf à la cour. Le favori ne cessait d'écrire à la reine, qui ne répondait pas mais lisait ses lettres. Entre deux évocations d'un passé heureux, chargées d'émouvoir la vieille souveraine, il plaidait aussi pour sa situation matérielle. Élisabeth n'était pas dupe. « Je croyais, écrit-elle à Bacon, que ses lettres coulaient du trop-plein de son cœur, et je m'aperçois qu'elles n'étaient qu'une préparation à une demande de lui renouveler la ferme des vins. » Et de conclure, en généreuse donatrice blessée : « On doit supprimer son fourrage à un cheval vicieux si on veut le reprendre en main²⁰. »

Laissé libre, Essex fut aussi libre de comploter. « Rien, remarque Joanny Moulin, ne [lui] servit jamais de leçon : au contraire, il passait compulsivement toutes les bornes. » Après à peine quelques mois, l'ex-favori renoua avec les imprudences. Elles prirent cette fois l'aspect d'une conjuration. Au début de 1601, il adjura le roi Jacques VI d'Écosse de prendre les armes en sa faveur. S'emparer de la personne de la reine, l'obliger à changer de ministres, placer Essex à la tête du Conseil, appeler au soulèvement : tel était le plan. Informée, la police avertit aussitôt la reine, qui apprit ainsi que dans ses lettres, son ancien compagnon la traitait de « vieille femme, aussi racornie et tordue d'esprit que de corps ». Convoqué devant le Conseil privé, Essex refusa de s'y rendre et s'employa avec ses partisans à susciter une rébellion dans le pays et dans la City. Mais les bourgeois londoniens ne bougèrent pas. L'insurrection ne dura que quelques heures et Essex rentra chez lui, où il fut arrêté. Enfermé à la Tour de Londres, reconnu coupable de haute trahison par la Chambre des lords devant laquelle il se montra toujours aussi arrogant et dédaigneux, il fut exécuté le 25 février. Il avait 36 ans. Élisabeth avait refusé sa grâce et signé l'ordre d'exécution sans trembler, mais tardé toutefois à le transmettre aux autorités.

Les mois qui suivirent furent les plus noirs de son existence. Elle était sans remords, mais pleura beaucoup. Pleurait-elle sur le favori ou sur elle-même ? Elle dédaignait désormais de se parer. « Il ne reste plus que les os, témoignait un de ses serviteurs ; ses traits sont tirés et elle n'a plus le goût de la toilette. Plus rien ne l'intéresse ; elle tape du pied et jure violemment quand elle s'adresse aux dames de sa cour qu'elle tourmente à l'excès. » Des accès de rage, ajoute-t-il, lui faisaient porter de grands coups de son épée rouillée à la tapisserie.

Élisabeth a toujours reçu avec bonheur les hommages masculins. Plus que quiconque, Essex l'avait fascinée, éblouie. Avec la mort de Leicester, c'était sa jeunesse qui s'évanouissait. Mais avec celle d'Essex sur le billot, c'était désormais son règne qui s'effaçait, un règne qui n'avait résolu ni le conflit avec l'Espagne – qui en 1599 menaça de nouveau les côtes anglaises –

ni la question d'Irlande²¹.

Si la reine vierge eut le goût des favoris, jamais elle ne toléra qu'ils s'immiscent dans les affaires de l'État. Son originalité est là. Sir Walter Raleigh avait brillé à sa cour, mais n'eut jamais de responsabilités politiques. Cecil était un homme de gouvernement, mais pas un intime. Seuls Leicester et surtout Essex furent à la fois courtisans, chefs militaires et hommes d'État. En leur laissant occuper d'importantes fonctions, Élisabeth I^{re} n'en demeura pas moins jalouse de son autorité. Cela n'échappa guère à Henri IV qui, depuis Paris, salua à sa manière la reine vierge : « Elle seule est un roi. Elle seule sait régner. »

Chapitre III

Buckingham : le favori de deux rois

« Il était en quelque sorte le secrétaire privé du roi, chargé de le renseigner sur ce qui se passait, de recevoir en son nom suppliques et pétitions, d'agir en somme comme son compagnon privilégié plutôt que comme un grand dignitaire. »

Samuel Rawson Gardiner

« Il passait à juste titre pour le plus beau gentilhomme et pour le plus élégant cavalier de France et d'Angleterre. Favori de deux rois, riche à millions, tout-puissant dans un royaume qu'il bouleversait à sa fantaisie et calmait à son caprice, George Villiers, duc de Buckingham, avait entrepris une de ces existences fabuleuses qui restent dans le cours des siècles comme un étonnement pour la postérité. Aussi, sûr de lui-même, convaincu de sa puissance, certain que les lois qui régissent les autres hommes ne pouvaient pas l'atteindre, allait-il droit au but qu'il s'était fixé, ce but fût-il si élevé et si éblouissant que c'eût été folie pour un autre que de l'envisager seulement. »

Ce magnifique portrait n'est signé ni par un contemporain bienveillant ni par un historien érudit. Il est né sous la plume d'un romancier, le plus flamboyant d'entre eux, qui pliait souvent l'histoire à son imagination, mais dont le talent emportait la conviction : Alexandre Dumas, dont *Les Trois Mousquetaires* donne vie à ce duc anglais familier de son roi et amoureux de la reine de France. Buckingham aurait pu rester un personnage secondaire de l'histoire britannique mais Dumas le transforma en une figure inoubliable qui accéda à l'une des premières places dans la galerie des personnages célèbres. Le pinceau de Pierre Paul Rubens avait déjà fixé dans la mémoire collective ses traits fins et son incomparable élégance, lui accordant ainsi un supplément de vie. Buckingham, l'homme des ferrets de diamant d'Anne d'Autriche pour Dumas, le séduisant homme de cour immortalisé par le peintre flamand, attire

des jugements contradictoires : pour les uns héros romantique qui meurt à 36 ans sous le couteau d'un fanatique, pour les autres redoutable cynique ; grand seigneur ou parvenu mesquin, homme d'État ou ministre prêt à toutes les extravagances, l'homme est-il conforme à l'image léguée par un romancier imaginaire et le génie d'un peintre ?

Un favori chasse l'autre

George Villiers (1592-1628) a tout pour lui. Sans doute sa famille n'est-elle ni opulente ni ancienne. Fils cadet d'un modeste propriétaire terrien du Leicestershire, il appartient à la petite noblesse de province. Si les études ne l'ont pas accaparé, il est intelligent et capable d'assimiler aisément les connaissances. Excellent cavalier, bretteur habile, danseur, il l'est comme tout gentilhomme. C'est en France, deux années durant, qu'il a appris la langue des sujets de Henri IV et s'est initié aux manières de cour. George est devenu en un tour de main un courtisan accompli. Il est beau, d'une insolente beauté. Ses portraits peints l'attestent, ses contemporains sont unanimes. « L'homme le mieux bâti d'Angleterre », assure l'un ; « de la plante des pieds jusqu'au sommet de la tête, il n'y avait aucun défaut en lui », complète l'autre. Mais son charme ne tient pas seulement à un physique parfait. L'homme est un séducteur-né. Sa conversation est plaisante, son caractère affable, son jugement sûr. Il est, confirment les historiens anglais, valeureux, hardi, libéral, et grand connaisseur de « tous les arts de la cour ». Qui résisterait à ce nouvel Adonis ?

Pour l'entourage royal, George Villiers pouvait être un atout. Mieux : l'instrument d'une intrigue de cour destinée à retenir l'attention du roi Jacques I^{er} Stuart (1603-1625), qui l'avait croisé au cours de l'été 1614 au milieu des invités, lors d'une réception au château d'Apthorpe, puis l'année suivante à Cambridge, où Sa Majesté assistait à une comédie jouée par les étudiants. Mais ces rencontres furtives n'avaient pas porté à conséquence. Pour ceux qui jugeaient le jeune homme capable de séduire le souverain, il fallait davantage. Chacun savait le faible du roi pour les beaux jeunes gens. Bien que marié à une princesse de Danemark qui lui avait donné plusieurs enfants, Jacques était indifférent aux femmes, « ces créatures peintes », comme il les nommait sans indulgence. Aussi avait-il le goût pour la compagnie des hommes.

Déjà en Écosse – où il régnait depuis l'abdication de sa mère, la romantique Marie Stuart, en 1567, avant d'être le premier monarque de ce nom à Londres –, Jacques avait besoin de confidents, d'amis sûrs. Son enfance, il est vrai, avait connu de tragiques péripéties : tout jeune roi d'Écosse, il avait été privé de son père², assassiné un mois après sa naissance, et avait été séparé dès sa première année de sa mère, emprisonnée en Angleterre après son abdication. Rudement élevé dans la religion protestante

par son précepteur George Buchanan, il avait été le jouet des intrigues des régents du royaume. Conspirations, assassinats et trahisons faisaient alors l'histoire tumultueuse de son royaume. Isolé, jamais sûr du lendemain, défiant envers des lairds écossais querelleurs, il avait vécu une jeunesse éprouvante avant de prendre en main le gouvernement du royaume d'Angleterre à la mort d'Élisabeth I^{re}, la dernière Tudor, en 1603.

À la recherche d'amitié sincère, Jacques avait besoin de vivre entouré d'hommes de confiance, indifférents à toute ambition politique, mais excellents compagnons de chasse et de divertissements. Fidèle au souvenir de son premier royaume, il choisit en priorité des Écossais. Certains ne furent admis que brièvement dans son intimité et les caractères difficiles et querelleurs furent vite écartés. Jacques avait ses exigences : « Si on n'est ni jeune, ni beau, ni raffiné, on n'a aucune chance d'être en faveur à la cour », remarquait le comte de Suffolk. Bientôt l'un d'eux accapara la faveur du roi. Robert Carr, jeune Écossais sans fortune, avait été remarqué en mars 1607 lors d'un tournoi lors duquel il avait eu le bon goût d'être blessé, attirant ainsi l'attention empressée du souverain. En quelques années, il grimpa au faîte des honneurs : pourvu de charges de cour comme celle de gentilhomme de la chambre, décoré de titres tels que ceux de vicomte Rochester puis de comte de Somerset, devenant ainsi le premier Écossais à siéger à Londres à la Chambre des lords.

En un tournemain, Somerset fut le premier personnage de la cour, au grand dépit de bien des courtisans. Favori, il le fut non seulement en accumulant les honneurs dont il faisait profiter les siens, mais aussi en accompagnant le roi toujours et en tout lieu, s'imposant comme le maître unique de l'accès au monarque. Comme beaucoup d'observateurs, lord Thomas Howard notait que « le roi ne peut se passer de lui », attachement qu'il attribuait aussitôt au physique avantageux de Somerset : « Il faut avouer qu'il est bien bâti, longues jambes, larges épaules, joli visage, et qu'il n'est pas sot. Il sait s'habiller et se comporter. » Jacques ne savait pas résister à l'attrance que suscitait le physique du favori. Au vu de toute la cour, « le roi s'appuie sur son bras, lui pince les joues, défroisse son vêtement », au risque d'exaspérer le bénéficiaire des cajoleries royales. Celui-ci « rejetait avec rudesse les caresses [de Jacques], voulant par là témoigner à tout le monde qu'il possédait ses bonnes grâces par d'autres moyens plus solides et plus honorables que ceux qui l'avaient devancé ». Le favori avait l'intimité honteuse.

À son orientation homosexuelle, le roi d'Angleterre ajoutait une note « paternelle ». Il était alors entré dans la quarantaine et, faute d'une entente avec sa femme, éprouvait le besoin d'avoir à ses côtés un « fils spirituel », un disciple, au sens fort du terme, un jeune homme capable d'être attentif à l'érudition réelle d'un roi toujours prompt à faire étalage de sa culture et amateur de discussions savantes. Mais Jacques s'illusionnait sur Somerset. Le favori ne songeait qu'à jouir de la vie et tirer de sa faveur récente tous les

bienfaits possibles, pensions, châteaux, décorations. Sa vanité se nourrissait davantage de sa prétendue supériorité sur les grands seigneurs que de préoccupations intellectuelles. Jacques, pourtant, pardonnait ses insolences et se persuadait de ses qualités. Le pouvoir de la fonction de lord Chambellan (1614), chargé de l'administration de la cour et de la maison royale, était une promotion qui convenait à un intime. Mais nommer membre du Conseil privé un favori sans étoffe ministérielle et étranger aux affaires de l'État dit assez l'aveuglement qui était le sien.

En 1613, Somerset s'était marié avec Françoise Howard, dont la précédente union avec le comte d'Essex avait été annulée. Alors qu'Élisabeth I^{re} tempêtait à l'annonce du mariage de ses intimes, Jacques n'en manifestait aucune jalousie. Les aventures féminines de ses favoris l'indifféraient, quand il ne se mettait pas pour eux en quête de beaux partis. Mais à partir de cette date, le jeune homme redoubla d'insolence envers son bienfaiteur, le rudoyant, le contredisant en public, le boudant. Le roi, blessé et déçu par tant d'ingratitude, confiait sa détresse dans ses lettres à l'intéressé. « Tu dépasses, lui écrit-il un jour, les limites de l'amitié la plus tolérante. » Et de détailler ses reproches : « Les choses n'ont fait qu'empirer. Maintenant tu arrives à des heures déraisonnables dans ma chambre, me privant de mon sommeil, et loin de t'en repentir, tu sembles le faire exprès pour me vexer et m'affliger. Ton comportement maussade et tes bouderies aggravent tes crises de fureur. [...] Je ne rappelle même pas ici comment tu as cessé de coucher dans ma chambre, bien que je te l'aie demandé plusieurs centaines de fois. »

Malheureux, le roi confesse avoir « supporté ces contrariétés au mieux de [sa] capacité ». Mais, avoue-t-il, « aucun chagrin ne m'a été plus lourd depuis ma naissance ». Imagine-t-on, à lire ces lignes, que la sanction menace ? On croit parfois y déceler l'annonce d'une disgrâce : « On dirait que tu veux faire croire à tous que je suis tombé tellement en ton pouvoir que je n'ose ni t'offenser ni résister à tes exigences. » Mais le blâme ne vient pas. Une chance est encore offerte au jeune insolent : « Il faut que des signes de l'amélioration de ton comportement soient visibles pour tous. [...] Le remède à tout cela est simple : sois gentil avec moi. »

Jacques I^{er} d'Angleterre est un amoureux déçu, parfois prêt à rompre, mais incapable de se séparer du beau Somerset, toujours pardonné. Jamais il ne franchit le pas et il préfère repousser une rupture définitive car il croit à la rédemption de son jeune ami : « Tu peux encore construire sur mon amour comme sur un roc qui ne faiblira jamais. Je t'ai dit maintenant ce que j'avais à te dire ; j'ai écrit ceci comme si c'était mon testament. Il est entre tes mains de faire de moi ce que tu veux : soit le meilleur maître et le meilleur ami, soit, si tu me forces à t'appeler ingrat (ce que Dieu ne veuille), d'agir envers toi comme un implacable fléau³. »

Si, faute d'un changement de conduite, le monarque se fatiguait de son favori, ou si ses ennemis désiraient accélérer sa disgrâce, ne pourraient-ils pas lui susciter un rival aussi beau mais souple de caractère et reconnaissant

envers son protecteur ? C'est ainsi que George Villiers allait être placé sur le chemin du roi. Durant quelques mois, il cohabiterait avec un Somerset qui, finalement compromis dans un assassinat, serait arrêté et condamné à la prison, d'où il ne sortirait que sept ans plus tard pour vivre, oublié, jusqu'en 1645.

De la mise sur orbite du futur Buckingham, on n'attendait pas seulement un nouveau compagnon de plaisirs pour le roi. Son entrée sur la scène fut aussi dictée par la rivalité entre deux visions de la politique étrangère du pays. Somerset et les membres du clan Howard, sa belle-famille, étaient favorables à l'Espagne et pro-catholiques. Ils espéraient transformer en alliance la paix signée avec Madrid après la mort d'Élisabeth. À l'inverse, le « parti » protestant, hostile à l'Espagne et aux catholiques anglais coupables d'avoir organisé la fameuse Conspiration des poudres en 1605⁴, entendait ruiner l'influence de Somerset et des siens en lui opposant un autre favori capable de défendre les intérêts de l'Église anglicane.

L'envol de Steenie

Aussi s'employa-t-on à le créer de toutes pièces. Encore fallait-il que le jeune homme soit remarqué par le monarque. L'achat d'une charge d'échanson de Sa Majesté n'y suffit pas. Paradoxalement, on eut recours à la reine pour le recommander au roi. Cette curieuse intervention porta ses fruits : Jacques adouba chevalier le jeune homme (qui n'avait pourtant jamais combattu) et le nomma gentilhomme de la chambre. Le clan Howard eut beau présenter au souverain d'autres jolis garçons, aucun ne supplanta George, désormais nouveau favori. S'ouvrit alors pour ce jeune homme à peine âgé de 24 ans le temps des faveurs, emplois et décorations : grand écuyer (en 1616, fonction qui autorisait des rencontres quotidiennes avec le roi), chevalier de la Jarretière (la plus haute distinction honorifique), membre de la Chambre des lords, entrée au Conseil privé en février 1617 (il en était le plus jeune membre et cela lui ouvrit la sphère politique), marquis de Buckingham, grand amiral (en janvier 1619, quoique ni marin, ni administrateur, ni diplomate), comte de Coventry et enfin duc (de Buckingham, en 1623), honneur inouï qui élevait le bénéficiaire « au plus haut degré où un sujet anglais pouvait prétendre ». Comme l'écrivit l'historien Clarendon, Buckingham « s'éleva si vite qu'il parut non pas grandir, mais s'envoler, et la Fortune le chérit à ce point qu'il atteignit le faite avant d'avoir été remarqué au bas de l'échelle ».

Murmura-t-on devant une aussi rapide promotion ? Au retour d'un voyage en Écosse où il s'était révélé excellent compagnon de route, le roi s'en justifia : « J'agis comme un homme et j'accorde mes préférences à ceux qui me sont chers. » Et de proclamer son amour pour Buckingham devant ses ministres : « Soyez assurés que je [l']aime [...] mieux que personne au monde, mieux que vous tous qui êtes ici... Je ne saurais en être blâmé –

poursuivait le monarque qu'une comparaison hardie n'effrayait pas – puisque Jésus-Christ a fait de même. Le Christ avait son fils Jean, moi j'ai mon George. »

Couple étonnant qui réunissait un jeune homme beau et élégant, courtisan accompli et aimable compagnon, et un monarque vieux de près de 50 ans à la mise modeste et négligée, fort sale, bavard jusqu'à l'indiscrétion, à qui la gesticulation constante enlevait toute majesté, et qui, au trône et ses contraintes, aurait préféré vivre en gentilhomme campagnard entre ses livres, ses chiens, la chasse, la bonne chère et des amis choisis. Pour Jacques, Buckingham était une sorte de fils qu'il appelait affectueusement « Steenie », les traits de son visage lui évoquant l'image de saint Étienne⁵. Il était alors naturel que George le nommât en retour son père, « *dad and gossip* » (« papa et compère »). Entre l'un et l'autre, les gestes d'intimité étaient accomplis au vu de tous, et les termes d'affection émaillaient leur correspondance. L'attirance du roi était sans aucun doute sensuelle. Ses lettres traduisent ses effusions, et les contemporains en témoignent. « Cher et doux enfant », « Cher cœur » ouvrent les missives d'un homme qui avoue sa passion, comparable, écrit-il lui-même, à celle du « mari pour sa jolie épouse ».

Si, avec l'âge, cet amour se fit plus paternel, il ne manqua jamais d'ardeur. « Je ne désire rien d'autre au monde que de vivre pour toi, écrit-il en 1623 ou 1624, et j'aimerais mieux être exilé au bout du monde avec toi que de vivre sans toi comme une veuve inconsolée. Que Dieu te bénisse, mon cher enfant et épouse, et veuille que tu fasses toujours le bonheur de ton vieux papa et mari. » Les familiers du palais ne pouvaient l'ignorer. Sa Majesté ne pouvait se passer de son favori, « sa présence, assuraient-ils, est sa meilleure consolation ». « Je n'ai jamais vu, s'étonnait l'un d'eux, un mari amoureux entourer sa belle épouse autant que j'ai vu le roi Jacques entourer ses favoris, particulièrement le duc de Buckingham⁶. »

Ce dernier, auquel on ne connaît aucune autre relation masculine, était attiré par les femmes et il ne resta pas célibataire. En 1620, avec la bénédiction du roi, il épousa une noble et riche héritière, Catherine Manners, fille du comte de Rutland, dont il eut cinq enfants. L'aînée, Mary, *alias* Moll, fut même adoptée par le roi comme sa petite-fille. Si Jacques considérait Buckingham comme son fils, il était naturel qu'il se dise le grand-père de ses enfants ! D'ailleurs la famille du favori vivait à Whitehall, dans l'intimité de celle du souverain.

Buckingham n'a cessé de montrer au roi son affection filiale et sa reconnaissance. Jacques, en grand sentimental, en était bouleversé. Tombait-il malade ? Le favori ne quittait pas son chevet. Ses lettres lui disaient sa tendresse et son attachement. À l'amour qui ruisselait des missives royales, il répondait avec délicatesse : « Que puis-je donner en retour ? Rien que le silence, car si je parle je serai audacieux, et je serai trop en dessous de ce que je dois à mon ami, à mon médecin, à mon créateur, à mon père, à mon tout. » Alors que Somerset avait fini par impatienter le roi, aucune ombre ne vint

perturber la relation entre Buckingham et le monarque. À l'attirance sensuelle de Jacques pour son favori répondait l'affection sincère de celui-ci. Mêler, comme l'écrivait Jacques, « enfant et épouse » pour nommer Buckingham, et « vieux papa et mari » pour se nommer soi-même ne manquait pas d'ambiguïté. Mais l'opinion ne fit pas au favori de procès en homosexualité. Quand l'impopularité surgit, la politique seule en fut responsable.

Le cahier des charges d'un favori

Au gouvernement des hommes, Buckingham était assez indifférent. Il n'avait pas d'idées politiques arrêtées, aucun projet de réforme, nulle stratégie pour renforcer une prérogative royale que Jacques I^{er} se chargeait lui-même d'asséner à ses sujets dans ses ouvrages et aux membres du Parlement dans ses discours. À l'inverse du roi, qui se piquait de théologie, son jeune ami ne faisait pas de la religion son guide. De son intimité auprès du monarque, il entendait surtout obtenir des avantages pour lui – qui en firent l'un des plus riches gentilshommes du royaume – et pour sa famille, dont une éclatante carrière gratifia bien des membres. Dispenser les grâces royales était une tâche qui lui convenait très bien. Quoi de plus gratifiant, en effet, que de disposer des faveurs et des emplois à répandre autour de soi ! De plus flatteur que d'être sollicité par de grands noms qui feront antichambre en votre palais ? Un favori est avant tout le canal des grâces. Prétendre l'ignorer était s'exposer à l'échec. Aussi aucune nomination à la cour ne pouvait-elle se faire sans son intercession. D'ailleurs Buckingham choisissait bien ses obligés, généralement honnêtes et compétents.

Admis au Conseil privé, le favori n'en était pas moins mêlé aux affaires de l'État. Son influence y bénéficiait de relais. Alliés, fidèles, créatures – souvent catholiques – renforçaient son autorité sur les décisions à prendre. Le Conseil du roi devait ainsi compter non seulement avec un favori, certes souvent appelé hors du royaume, mais aussi avec un personnel politique qui lui était dévoué : John Williams, garde des Sceaux, William Laud, futur archevêque de Canterbury, Lionel Cranfield, lord Trésorier, Richard Weston, chancelier de l'Échiquier, George Calvert, secrétaire d'État.

La position de Buckingham était d'autant plus assurée que le roi, déjà au-delà de la cinquantaine, paraissait fatigué. Toujours lucide, mais à la recherche d'une improbable tranquillité que lui mesuraient ses royales responsabilités. Son besoin d'un ami fidèle et sûr capable de le conseiller, de le guider, de l'encourager, de lui redonner confiance rendait Buckingham indispensable. Celui-ci, comme bien des favoris, n'avait nulle autre légitimité que l'affection du monarque. Aux ministres d'exécuter les ordres royaux ; au favori, étranger à la mécanique administrative, le rôle de « constante sentinelle » du prince. La fonction n'était pas sans risques.

Francis Bacon, lord Chancelier et philosophe, les énumérait. « S'il [le

roi] commet une faute, vous l'avez commise vous-même ou vous l'avez permise et vous devez en souffrir, vous pouvez même être sacrifié pour plaire à la multitude [...] Si vous lui cachez la vérité sur des choses qui concernent sa justice ou son honneur, vous êtes un traître. » Le favori aidera le prince à prendre des décisions, orientera son action, mais malheur à l'ambitieux qui ferait de l'ombre au monarque ou qui serait tenté de se substituer à lui.

La popularité d'un boutefeu

Même si le goût du pouvoir ne l'obsède pas, vivre auprès de la source de l'autorité suprême conduit naturellement un favori à s'imprégner des heurs et malheurs de la vie politique. Sa place privilégiée auprès du souverain lui vaut d'être informé en premier de ses soucis, de ses hésitations, de ses choix. À la demande du prince, il peut apporter son adhésion ou faire état de ses réserves, et *in fine* partager succès ou échecs. Si Buckingham ne se substitue pas au roi, s'il ne rivalise pas avec lui – Jacques I^{er} est trop jaloux de la prérogative royale –, il n'en est pas moins un spectateur engagé, sensible à l'air du temps, attentif à sa popularité, prompt à des engouements qui, parfois, l'éloignent des positions de son maître.

Ainsi, à l'attentisme de Jacques I^{er} face aux événements de Bohême inaugurés par la célèbre défenestration de Prague de mai 1618⁷, le jeune et fougueux Buckingham opposa une ardeur guerrière que partageaient alors les Anglais. Malgré l'opinion commune qui mesurait le prestige d'un monarque à ses capacités militaires, le roi Stuart avait le goût de la paix, même si celle-ci desservait ses intérêts familiaux. Car la lointaine Bohême était proche de Londres par les liens du sang, l'un des acteurs du drame tchèque ayant épousé sa fille Élisabeth Stuart. La révolte de la couronne de Saint Venceslas⁸ contre les Habsbourg avait écarté du trône Ferdinand de Styrie, pourtant élu depuis 1617, et mis à sa place le jeune électeur palatin Frédéric V, prince calviniste et gendre de Jacques I^{er}.

Comme ses compatriotes, Buckingham s'était réjoui de l'élection d'un rival de la maison impériale et parent du roi Stuart, alors que Jacques – intimidé par la puissance des Habsbourg – avait conseillé à son gendre de renoncer au trône de Prague. En vain. Entre Ferdinand II, devenu empereur du Saint-Empire germanique en 1619, et Frédéric, la compétition s'envenima. Elle ne pouvait avoir d'issue que sur les champs de bataille et chacun cherchait des alliés. Or, sourd aux demandes d'aide de son gendre, le roi d'Angleterre s'abstint de toute intervention militaire, alors que l'opinion anglaise et Buckingham poussaient à la guerre. Frédéric fut défait à la bataille de la Montagne blanche (novembre 1620), mis au ban de l'empire ; ses biens furent confisqués et il fut chassé de ses États. Il n'avait été que le « roi d'un hiver », alors que Ferdinand II de Habsbourg était à présent consacré souverain de Bohême. En refusant tout secours à un parent imprudent,

Jacques I^{er} avait réussi à se tenir à l'écart d'un conflit qui allait devenir européen⁹. Il avait en outre su résister à la pression de l'opinion et au bellicisme de son favori.

Buckingham, cependant, n'eut pas toujours pour lui l'opinion anglaise. Celle-ci s'irritait du projet de mariage dont on ne cessait de parler depuis quelques années entre le fils de Jacques I^{er} – Charles, prince de Galles – et une infante d'Espagne. Pourtant, hostile aux Habsbourg en Bohême, Buckingham plaidait pour cette union et pour une alliance avec leurs cousins de Madrid. La religion catholique, dont les Habsbourg s'étaient faits les champions, n'était pas pour lui un obstacle. Sa propre mère ne venait-elle pas de se convertir ? Et son roi était assez attaché au maintien des bonnes relations établies depuis 1604 avec l'Espagne pour adhérer au projet¹⁰. Marier l'héritier du trône à une infante ouvrirait la porte à une entente, voire une alliance, entre les deux royaumes. Le pacifisme de Jacques y trouvait son compte et l'Espagne avait mille raisons d'y souscrire : resserrer les liens avec l'Angleterre isolerait son ennemie la Hollande calviniste¹¹, et bien des Espagnols rêvaient même de voir les Anglais retourner dans le giron de l'Église catholique.

Le favori était trop impatient de conclure ce mariage pour en laisser la négociation aux diplomates : il s'en chargea lui-même et voulut en accélérer la conclusion en se rendant à Madrid avec le futur conjoint. L'annonce de ce voyage en terre naguère ennemie scandalisa les Londoniens, qui aussitôt détestèrent « comme personne » un Buckingham jusque-là populaire. Au moins celui-ci n'eut-il aucune peine à convaincre le candidat au mariage. Longtemps, Charles avait résisté au charme du favori de son père, dont il jalousait l'intimité. Désormais l'amitié réunissait les deux jeunes gens. Leurs goûts étaient communs et pour le prince de Galles, Buckingham représentait un modèle physique et intellectuel.

Leur départ pour le pays qui, quelques décennies plus tôt, avait lancé plusieurs armadas successives contre les côtes anglaises fut fixé au mois de février 1623. D'abord laissé dans l'ignorance, puis tardivement averti, le roi Jacques en avait deviné les risques : à l'étranger, la sécurité de l'héritier du trône pouvait être menacée, et un échec déconsidérerait la couronne britannique. Mis devant le fait accompli, cependant, il céda, n'étant guère « de force contre les deux garçons, ses « chers petits » (*sweet babies*) qui étaient ses seules joies. Rien ne pouvait retenir le favori séduit par l'équipée, pas même le roi qui, toujours hésitant, finit par reprendre la permission qu'ils lui avaient arrachée. Buckingham se permit alors une algarade qui n'était pas dans ses habitudes : « Vous n'avez aucune parole, rugit-il, personne ne peut vous faire confiance. » Jacques céda.

À Madrid, la négociation fut plus laborieuse que prévu. Charles plaisait à la foule madrilène mais Buckingham, que les réunions de travail ennuyaient, irrita le premier ministre et favori de Philippe IV, le duc d'Olivares. Élégant et séducteur, l'Anglais tenait à éblouir la cour, tandis qu'Olivares, « qui ne devait rien à son apparence », jugeait son homologue superficiel et

inexpérimenté. D'insurmontables difficultés surgissaient chaque jour : l'infante paraîtrait-elle à Londres avant que les lois anticatholiques soient abrogées et la liberté du culte romain serait-elle restaurée en Angleterre ? La dispense pontificale, nécessaire pour un mariage mixte entre catholique et anglican, arriverait-elle à temps ? Imposerait-elle de nouvelles conditions au mariage ? On mêla même à la négociation le sort, en suspens depuis trois ans, du palatinat de Frédéric V. Tout traîna et s'enlisa. « Cette affaire, déclara, peu amène, Olivares à Buckingham, aurait été mieux menée si vous ne vous en étiez pas mêlé et si vous aviez laissé faire le comte de Bristol [ambassadeur anglais à Madrid]¹². » On prétend que les deux hommes manquèrent un jour d'en venir aux mains. La diplomatie n'était pas leur plus grand talent.

Depuis Londres, Jacques s'impatientait. L'issue tardait et il s'estimait privé trop longtemps de ses « chers enfants ». « J'ai peur que vous ne revoyiez jamais votre vieux papa si vous ne rentrez pas avant l'hiver. Je me moque de ce mariage et de tout le reste. Tout ce que je veux est vous avoir dans mes bras. » Irrité par la longueur et les obstacles toujours renouvelés de la négociation comme par le comportement des Espagnols qu'il ne supportait plus, Buckingham tenait de toute façon à rentrer au pays. « Je travaillerai de toutes mes forces à l'amitié de l'Angleterre et de l'Espagne, assurait-il à Olivares, mais (*in cauda venenum*), en ce qui vous concerne personnellement, Monsieur, je ne vous ferai aucune protestation d'amitié. »

Il fallut constater l'échec : le mariage n'aurait pas lieu. Le prince et le duc reprirent donc le chemin de Londres ; la « folle entreprise » était un désastre diplomatique. Ce qui enchanta les Anglais, toujours hostiles au royaume du Roi catholique. Arrivé à Douvres, Buckingham put paradoxalement mesurer l'extraordinaire popularité que lui valait l'échec de sa mission. Le favori n'avait pas cédé à Olivares, Albion avait résisté à la hautaine Castille. Buckingham était l'idole du peuple. Cloches, coups de canon, feu d'artifice escortèrent ceux que l'opinion tenait pour des héros. « Ceux qui, durant [son] absence, avaient tenté de soustraire le roi au pouvoir du favori comprirent leur défaite¹³. »

« Un vieux roi qui a perdu l'art de gouverner »

La popularité tourna quelque peu la tête au duc. Sûr de l'appui de Charles, il devint autoritaire alors que le roi s'affaiblissait. Désormais, la politique, qu'il avait longtemps négligée, l'accaparait et ses prises de position étaient toutes marquées au sceau de la radicalité. À l'intérieur il ne supportait plus la critique et il ne cessait de pousser à la guerre contre l'Espagne.

Idole de l'Angleterre, « chéri de la multitude », « sauveur de la patrie », Buckingham parlait désormais en maître. Avec Jacques, il ne s'embarrassait plus du respect dû à la personne royale. Exaspéré par son pacifisme, il blâmait ouvertement ses atermoiements : « Si vous continuez à flotter entre l'Espagne

et vos sujets pour obtenir un avantage personnel des deux parts, soyez assuré, lui déclara-t-il un jour, que vous n'en aurez ni de l'une ni de l'autre. » Que les ministres hésitent à décider de la guerre, et Buckingham explose de colère en plein Conseil ! Jacques I^{er} est-il encore roi ? On en douterait quand, de plus en plus absent de Londres, il semble abandonner les affaires au prince de Galles et au duc. « Le roi, écrit l'ambassadeur de Venise, est bousculé par son fils et son favori ; il proteste, il pleure mais il cède¹⁴. » Amer, Jacques rumine et grogne en silence « contre ce serviteur bien-aimé qui prétendait le forcer à tirer le glaive, une des grandes plaies de Dieu¹⁵ ».

De Buckingham, le voyage d'Espagne avait fait un héros, mais les dépenses exorbitantes qu'il avait entraînées faisaient murmurer. Des ministres refusaient d'applaudir à toutes ses initiatives. S'il réjouissait une opinion anglaise hispanophobe, l'échec de l'union avec l'infante était sévèrement jugé. Au Conseil, le lord Trésorier, Lionel Cranfield, comte de Middlesex, orchestrait les critiques. Enivré par sa popularité, Buckingham ne pouvait le supporter. Aussitôt, il décida de faire ouvrir contre le trublion une procédure d'*impeachment*, mesure exceptionnelle qui d'ordinaire visait les traîtres à la nation, non les opposants politiques. Conscient que son imprudent favori ouvrait la boîte de Pandore, Jacques I^{er}, qui avait davantage la tête politique que le duc et le prince de Galles réunis, multiplia les mises en garde. Admonestant l'un : « Par Dieu, Steenie, vous êtes un sot et vous vous repentirez vite de votre folie ! Car vous fabriquez la verge dont vous serez vous-même frappé ! » Donnant une leçon de gouvernement à l'autre : « Le jour viendra où tu auras une indigestion d'*impeachments*. » Prophétisant à l'intention des deux : « Vous vous rappellerez un jour combien vous aurez affaibli la Couronne par cet horrible procès et par votre amour de la guerre¹⁶. » Apostrophe prémonitoire lorsqu'on songe à la première révolution anglaise de 1640 et la mise en accusation de Charles I^{er} devant la Haute Cour de justice, prélude à son exécution devant son palais de Whitehall le 2 février 1649.

Middlesex n'en fut pas moins condamné : Jacques semblait avoir abdiqué toute autorité, que Charles et Buckingham s'approprièrent avant l'heure. Une autre fantaisie saisit le favori : marier le prince de Galles à une princesse française, la très jeune Henriette-Marie, sœur de Louis XIII, « la créature la plus exquise de France », assurait-on. À ses yeux, le royaume du Très Chrétien était le seul à pouvoir tenir tête à l'Espagne et les relations diplomatiques entre Paris et Londres étaient courtoises, malgré la différence de religion. Jacques I^{er}, qui redoutait les aménagements des lois anticatholiques que le cardinal de Richelieu ne manquerait pas d'exiger de l'Angleterre anglicane, jugeait néanmoins l'entreprise difficile. Buckingham en fit une affaire personnelle et la lui imposa. Il fut convenu que le favori se rendrait lui-même à Paris chercher la jeune princesse, occasion supplémentaire de briller dans la capitale française puis à Londres. Mais Jacques, souffrant depuis plusieurs semaines, dut soudain s'aliter.

Brusquement son état empira. Pour le soulager, Buckingham lui recommanda un « emplâtre » qui l'avait lui-même aidé à guérir naguère. Les médecins du roi se récrièrent, déclarant le remède suspect et pire que le mal. Ils furent chassés. Jacques I^{er} mourut le 27 mars 1625, au château de Théobalds, près de Londres. Son fils fut aussitôt proclamé roi sous le nom de Charles I^{er}.

Pour son premier voyage, dans le carrosse qui le ramenait à Londres, le nouveau souverain tint à être accompagné de Buckingham. L'image était parlante. Chacun comprit que, favori de Jacques, il allait l'être aussi de son successeur. La mort du roi ne changea rien au mariage prévu. Buckingham partit pour Paris à la tête d'une fastueuse ambassade qui ramena la jeune princesse dans son nouveau royaume. Personne à Londres ne sut que le roi de France et son cardinal-ministre s'étaient montrés d'une rare froideur envers le favori. Et personne n'apprit que l'épouse de Louis XIII, la reine Anne d'Autriche, avait été sensible au charme du bel Anglais.

En revanche, ce dernier ne put rester sourd aux rumeurs qui couraient sur la mort de son maître. On suggérait que l'« emplâtre » qu'il avait recommandé avait précipité sa fin. On murmurait que depuis quelque temps, Jacques lui-même, las de Buckingham, se défiait de lui. On chuchotait que Charles était si impatient de régner qu'il n'avait pas résisté à commettre un geste fatal. Le vieil homme fut-il vraiment empoisonné par « ses garçons » ? Le mystère ne fut jamais dissipé. Mais au-delà de cette monstrueuse accusation, l'essentiel demeurerait : l'alliance française contre l'Espagne, tant désirée par le favori, rompait avec la politique menée depuis le début du règne. Buckingham serait-il plus que jamais l'inspirateur de la politique du nouveau monarque ?

Échec au favori

« M. de Bouquiquan », comme on prononçait son nom à Paris, n'avait pas convaincu Richelieu d'entrer en guerre contre les Habsbourg. Il n'avait pas davantage obtenu du parlement de Londres, en cette même année 1625, le vote des subsides nécessaires à une politique étrangère offensive. Ce n'était pas faute de talent oratoire : la réputation de Buckingham n'était pas surfaite. Mais les députés de Westminster avaient fait la sourde oreille. Le Parlement fut dissous. Le garde des Sceaux John Williams, hostile à toute aventure guerrière, s'en émut : il fut aussitôt contraint de démissionner du gouvernement, méditant à loisir cet apophtegme d'un de ses collègues : « Quiconque recevra l'appui de Sa Grâce grandira, mais quiconque lui fera seulement froncer les sourcils sera détruit. »

Échec encore lorsque Buckingham ordonna une expédition militaire, financée sur ses propres deniers, contre Cadix. La tempête eut raison des navires anglais, et même si le favori, occupé par de grandes manœuvres diplomatiques en Hollande, n'avait pas pris personnellement le

commandement de la flotte, il fut jugé responsable du fiasco. Semblables déconvenues encourageaient les critiques. Et, outre ce récent revers, s'ajoutaient au passif des nominations d'incapables à de hautes fonctions, ou encore des ventes d'offices et de titres d'honneur qui en dévaluaient le prestige. Pour la première fois, le favori devait faire face à des accusations précises. Et des plus acérées, comme celle de John Eliot : « Notre bonheur est ruiné, nos navires sont coulés, nos hommes ont péri, non par l'épée, non par nos ennemis, non par les accidents de la mer, mais bien... par la faute de ceux qui avaient notre confiance¹⁷. »

Un favori n'est responsable que devant son maître. Aucune mise en cause générale n'est juridiquement possible. Mais les parlementaires pouvaient toujours accuser le chef de l'Amirauté d'impréparation ou d'irrégularités financières. Le roi, qui faisait encore du favori son modèle, se dit offensé par de tels reproches adressés à ce « serviteur aussi proche de [sa] personne », et menaça le Parlement d'une nouvelle dissolution. Mais la machine était lancée. Une procédure d'*impeachment* fut ouverte : « J'accuse cet homme de haute trahison, déclara lord Bristol, et je vais le prouver. » Tout fut bon pour nourrir l'acte d'accusation : l'incompétence, la vénalité, le népotisme, le cumul de dignités, jusqu'à son rôle dans la mort de Jacques I^{er}. On chercha dans l'histoire antique des exemples de ministres corrompus et on trouva Séjean, décrit par Tacite. « Si Buckingham est Séjean, fit alors remarquer le roi, je suis donc Tibère. »

Mais Charles-Tibère soutint contre vents et marée son fidèle ami. Plus habile, il l'aurait sacrifié aux exigences de Westminster et l'aurait ressuscité politiquement l'apaisement venu. Mais le roi plaçait son amitié au-dessus de la raison d'État. Le Parlement voulait-il le contraindre à renvoyer son favori ? Il résista et lui maintint sa confiance. La foule, cette foule qui l'avait naguère adulé, réclamait-elle l'arrestation de Buckingham ? Le roi, en manière de provocation, le nomma chancelier de Cambridge et, mettant un terme à la procédure d'*impeachment*, renvoya pour la seconde fois les députés.

Autant Buckingham avait été hostile aux Habsbourg, autant désormais il voulait porter le fer contre la France, à peine deux ans après son ambassade parisienne et la conclusion du mariage royal. Prêt, dans une ultime tentative de négociation, à rencontrer Louis XIII (et revoir Anne d'Autriche ?), il s'apprêtait à traverser la Manche. C'était compter sans Richelieu, qui le jugeait indésirable : « C'est un homme de peu de noblesse de race, pensait le cardinal, mais de moindre noblesse encore d'esprit, sans vertu et sans étude, mal né et plus mal encore nourri [élevé]. »

« Puisqu'on refuse de me recevoir en France comme un ambassadeur qui veut porter la paix, répliqua l'intéressé, j'y entrerai, malgré les Français, comme un général en chef qui porte la guerre. »

En réalité, depuis le mariage de Charles I^{er} avec Henriette-Marie, les deux royaumes se défiaient. Les actes réciproques de piraterie, les rivalités économiques, le comportement ostentatoire de l'entourage catholique de la

reine, la mésentente entre les deux conjoints, sans compter le mépris de Richelieu, tout portait à la rupture. Charles I^{er} chargea donc le grand amiral d'assurer à l'Angleterre la maîtrise des mers et, sous prétexte de porter secours aux huguenots français (qui ne l'avaient nullement sollicité), de diriger l'expédition contre l'île de Ré. Buckingham se battit avec héroïsme, l'épée à la main. Le long siège du fort de Saint-Martin commença. Il allait durer trois mois, d'août à octobre 1627. Beaucoup trop longtemps, ce qui força les Anglais à réembarquer. Humiliée, l'opinion anglaise ne le pardonna pas à Buckingham.

Refusant le découragement, le favori prépara alors une deuxième expédition, cette fois au secours de La Rochelle, centre de la résistance protestante, assiégée par les troupes de Louis XIII et Richelieu. Son beau-frère, le comte de Denbigh, en fut le chef de mars à juin 1628, mais il échoua et dut rentrer en Angleterre. Pour ne pas perdre la face, une nouvelle expédition s'imposait. Encore fallait-il disposer de crédits. Le Parlement nouvellement élu accepta de les voter, mais assortit son accord d'une Pétition du droit (*Petition of the Right*) du 7 juin, texte fameux – dans la lignée de la Grande Charte de 1215 – qui énumérait les illégalités commises par le gouvernement, rappelait les « droits » et « libertés » de la Chambre des communes et blâmait la politique extérieure du gouvernement, dommageable à la vie quotidienne des Anglais. Pour les députés, Buckingham était seul responsable et décrit comme le mauvais génie du roi. « Je crois, écrivait l'un d'eux, que le duc est la cause de toutes nos souffrances [...] Cet homme est l'injustice des injustices [...] Énonçons toutes les causes de tous nos désordres, et elles découleront toutes de lui. » Charles I^{er} dut céder : il consentit à la pétition contre le vote de la loi de finances.

Jamais le favori n'avait été aussi impopulaire. Tout lui était imputé à crime : il aurait empoisonné le roi Jacques et une douzaine de pairs ; aurait eu recours à des philtres pour circonvenir les femmes qu'il ne pouvait autrement séduire ; s'était comporté en pleutre à l'île de Ré¹⁸... « Qui gouverne le royaume ? demandait-on. Le Roi ! Qui gouverne le Roi ? Le duc ! Qui gouverne le duc ? Le diable. » L'opinion publique était déchaînée. « Si Londres venait à brûler, remarquait un contemporain, on en accuserait le duc. » Buckingham n'en reçut pas moins le commandement de l'expédition contre la France. Le 23 août 1628, il s'apprêtait à quitter le sol anglais à Portsmouth quand un lieutenant de l'armée nommé John Felton, puritain fanatique, l'assassina. On ramena nuitamment le corps à Londres tandis que la flotte commandée par le comte de Lindsey gagnait La Rochelle, où elle subit en septembre un nouvel échec.

Felton avait agi seul, mais ses motivations profondes restèrent inconnues. On sait qu'il désespérait d'obtenir une promotion et s'estimait mal payé. Le ressentiment personnel explique son acte. Mais le climat politique n'y fut pas étranger. Felton avait lu les déclarations incendiaires du Parlement et croyait que Buckingham était la cause des maux du pays et des siens. Aussi,

convaincu qu'il avait servi sa patrie, il mourut en martyr, pendu en novembre suivant.

La mort du duc laissa le roi désespéré. Apprenant la tragique nouvelle, il avait éclaté en sanglots puis s'était enfermé deux jours durant dans sa chambre. Sa peine était d'autant plus profonde que la foule dansait et festoyait à Londres, communiant dans sa haine tenace du favori.

Buckingham fut enterré à l'abbaye de Westminster, nécropole des rois d'Angleterre. Malgré l'amitié de fidèles conseillers comme le comte de Strafford ou William Laud, archevêque de Canterbury, avec lesquels il allait gouverner, Charles ressentait une douloureuse solitude. Il se rapprocha alors de la reine, qui, la maturité aidant, avait renoncé à ses caprices et provocations pour devenir une épouse affectueuse et soumise. Jamais le roi ne chercha à remplacer le duc et Buckingham n'eut pas de successeur. La politique agressive qu'il avait menée contre la France n'eut pas de suite, Charles I^{er}, moins belliciste, s'employant à se rapprocher de la famille de sa femme.

Était-il vrai que si le favori avait pu faire ce qui lui plaisait sans le roi, le roi « n'osait rien faire sans le duc », comme l'assurait un diplomate vénitien ? On prétendait que Buckingham avait exercé une véritable dictature et mené une politique étrangère personnelle. Semblable opinion blessait l'amour-propre de Sa Majesté, qui assurait que Buckingham avait été pour elle un serviteur fidèle et obéissant, non un maître. Charles voulut en donner la preuve quand, son ami disparu, il décida de gouverner par lui-même, se replongeant dans le travail, présidant chaque séance du Conseil, étudiant sérieusement et annotant les dossiers. Le roi d'Angleterre s'était décidé à se mettre courageusement à la tâche. Le temps des favoris semblait révolu.

Chapitre IV

Concini, Galigaï et Marie de Médicis

« Concini fut le maître de l'État sans entrer au Conseil, car il ne fut jamais ministre [...] mais était plus puissant qu'eux. »

Baron de Montglat

« La régente était faite pour se laisser mener. Une des femmes de son entourage [...] Leonora Galigaï exerçait sur elle une influence absolue. »

Albert Malet et Jules Isaac

Sauf celui de Catherine de Médicis et d'Henri III, déchirés par les sermons incendiaires des curés ligueurs, il est peu de gouvernements en France qui aient été gratifiés d'une réputation aussi détestable. À Marie de Médicis, veuve d'Henri IV et régente au nom de son fils Louis XIII, on attribue tous les travers du temps et les défauts prêtés aux femmes, chez qui l'entêtement et la jalousie semblent le disputer à la faiblesse de se laisser gouverner. Sa confidente, amie et conseillère, Leonora Galigaï, incarnait elle aussi toutes les tares physiques et morales, tandis que le mari de celle-ci, Concino Concini, favori de la reine, fut certainement l'homme le plus détesté du royaume pendant les sept années de sa présence au Louvre. En ce trio, un trait commun : tous sont italiens, cible privilégiée de la xénophobie ambiante. Nombre d'historiens du XIX^e siècle se sont abreuvés aux pamphlets du temps qui l'ont fabriquée, et qui furent largement relayés par les manuels scolaires¹.

Deux aventuriers italiens

Même le physique de Marie de Médicis n'échappe pas à la critique. Sans doute lui reconnaît-on une certaine prestance, mais on préfère la qualifier de « grosse banquière » (activité de ses ancêtres florentins), prisonnière d'une indolence que révèle chaque matin son lever tardif. On la dit influençable et la proie des pires conseillers qui soient, italiens comme elle, « les plus grands corrupteurs de mœurs et de l'opinion, aventuriers funestes, *bravi* scélérats, séduisants coquins », comme Michelet n'hésite pas à les décrire dans son *Histoire de France*².

De cinq ans son aînée, Leonora Galigaï, qui fut à Florence sa compagne de jeux³, la suivit après son mariage avec Henri IV dans sa nouvelle patrie, où elle exerça la fonction de dame d'atour, chargée d'aider Marie à s'habiller et à se coiffer à la mode italienne à laquelle elle restait fidèle. Décrite comme étant d'une grande laideur, brune à l'opposé de la blondeur éclatante de la reine et aussi maigre que celle-ci était ronde, elle aurait été, selon un Jules Michelet sans indulgence, une « sorte de naine noire, avec des yeux sinistres comme des charbons de l'enfer ». Bien vite, Leonora, quoique roturière, devint la confidente de la reine et son amie, intime jusqu'à la tutoyer, bousculant ainsi les infranchissables barrières sociales du temps. La charge de dame d'atour, d'ordinaire détenue par des personnages de haut rang, lui garantissait un accès constant à la reine. Ainsi sa seule présence était déjà une cause de scandale pour la société hiérarchisée de la cour. Encore lui fallait-il être mariée, afin de racheter sa médiocre naissance par un époux de bonne noblesse.

D'une vieille lignée comtale originaire des environs d'Arezzo, Concino Concini était en effet de bonne famille. D'excellentes études à Pise ne l'avaient pas empêché, selon un contemporain, de manger « tout son bien au jeu, en garces et autres voluptés et friponneries ». L'homme avait tout d'un aventurier. Il avait lui aussi fait partie de l'imposante suite de Marie de Médicis arrivée en France en novembre 1600, avait rencontré Leonora, et compris l'influence que celle-ci exerçait sur la reine. Il s'empressa de la séduire et l'épousa à Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse du Louvre, le 12 juillet 1601, un an à peine après les noces de Marie de Médicis avec Henri IV.

S'ouvrit aussitôt la course aux grâces royales. Première d'entre elles : malgré la légende qui voulut l'absoudre d'avoir choyé ce couple infernal, Henri IV consentit au mariage des deux Florentins, accepta de financer l'énorme dot que leur offrit la reine⁴, leur dispensa de confortables pensions, et hâta leur naturalisation bien avant le délai légal. Deuxième signe de leur élévation : comme dame d'atour, Leonora disposa au Louvre de trois pièces qui communiquaient directement avec l'appartement de sa maîtresse. On ajoutera qu'Henri IV puis Marie acceptèrent d'être parrain et marraine de leurs enfants. Concini patienta toutefois quatre ans avant d'entrer dans la maison de la reine comme premier maître d'hôtel et, en 1608, comme premier écuyer, fonction plus prestigieuse qui lui donnait un accès direct à Marie et l'honneur d'entrer dans la cour du Louvre à cheval ou en carrosse comme les

plus grands seigneurs.

En quelques années, Leonora Galigaï et Concino Concini avaient atteint le comble de la faveur auprès du roi et de la reine, recevant Henri IV en leur somptueux hôtel rue de Tournon, gagnant ses bonnes grâces en flattant son amour du jeu, servant d'intermédiaires entre la reine et les Florentins ayant affaire à la cour, quand Concini n'était pas envoyé en mission en Italie.

L'originalité tient à la faveur extraordinaire non d'une personne, mais d'un couple auprès de la reine. Tous deux étaient devenus les favoris de Marie de Médicis. Malgré la violence ordinaire des pamphlets, nul parmi les contemporains ne suggérerait encore une quelconque relation amoureuse avec la reine de France. Beaucoup en revanche – et les historiens après eux – ont souligné le désert affectif qui avait été le lot de la princesse florentine. Marie, orpheline de mère à 3 ans et, à 12 ans, d'un père qui l'avait toujours délaissée, avait grandi au palais Pitti dans une atmosphère de deuil – elle perdit aussi son frère et sa sœur Anne, disparus très jeunes –, de discorde, voire de haine, que compensait mal un environnement culturel digne du prestige de sa famille. Aussi s'attachait-elle à ceux qui lui témoignaient un peu d'affection, fussent-ils de basse extraction. Leonora, sa compagne de jeux, simple fille de charpentier, aida à combler ce vide affectif.

« La reine est si bonne »

Mais les pamphlets ignorent les mouvements du cœur. En ces premières années du XVII^e siècle, ils ont pour cible cette réussite trop rapide. L'élévation du couple Concini, encouragée par la faiblesse de la reine, suscita, sept années durant, mille réprobations. Aussi les légendes fleurirent-elles, toutes malveillantes. La mort d'Henri IV en mai 1610 parut sonner comme une rupture en permettant à son indolente épouse d'accéder aux responsabilités suprêmes. Régente au nom de son fils Louis XIII, âgé de 9 ans, elle s'empressa de marginaliser les ministres du feu roi (dont Sully), au profit des aventuriers florentins. On jugea – seconde rupture – que son catholicisme borné laissait au nonce pontifical la liberté d'orienter la politique du royaume en faveur de Rome et de l'Espagne.

On ajouta que tout se décidait dans un « Conseil de la petite écritoire » que Sully, aigri d'avoir perdu le pouvoir dès 1611, décrivait comme un Conseil « secret et caché, qui en effet pouvait tout, et se tenait à heures indues, composé de la reine, de Conchine [*alias* Concini] et sa femme, du nonce du pape, de l'ambassadeur d'Espagne ». À en croire l'ancien ministre, la France, qui avait pourtant triomphé des armées espagnoles sous le règne d'Henri IV, serait retombée sous la coupe de Madrid grâce à un parti pontifical et jésuite dont Concini aurait été l'un des principaux agents. Or, rien dans la correspondance du nonce ni dans les dépêches des diplomates en poste à Paris n'atteste l'existence de ce prétendu « Conseil de la petite écritoire ».

À l'opposé des vœux de la papauté, Marie de Médicis et ses favoris ont au contraire maintenu les alliances protestantes, hollandaise et allemande, du royaume.

Des charges et fonctions octroyées à Concini, on déduit ordinairement un rôle politique auprès de la reine, et ce dès la mort d'Henri IV. Le Florentin, il est vrai, a grand appétit. Acquérir la charge de premier gentilhomme de la chambre du roi nécessite-t-il 200 000 livres ? La pension reçue de la reine l'aide à acquitter cette somme colossale. Il faut encore trouver 300 000 livres pour acheter à la famille d'Humières le marquisat d'Ancre, en Picardie, et la baronnie de Lésigny près de Fontainebleau. Marie de Médicis les lui offre. Toujours en 1610, Concini est fait conseiller d'État, sans toutefois être admis au Conseil de gouvernement, puis gouverneur particulier des villes et citadelles de Péronne, Montdidier et Roye, premiers pas pour s'enraciner en Picardie, dont il devient l'année suivante lieutenant général et gouverneur d'Amiens. La fonction n'est pas une sinécure : province stratégique, frontière avec les Pays-Bas espagnols, la Picardie protège Paris. Concini – que l'on désignera aussi sous le nom de maréchal d'Ancre – doit en assurer la défense et maintenir la noblesse picarde dans le loyalisme.

Chaque année apporte sa provende de charges. Comme surintendant de la maison de la reine et de ses finances en août 1612, Concini gère les affaires domestiques de la souveraine. Responsabilités civiles et militaires se mêlent ainsi aux fonctions de cour. La dignité suprême est atteinte en 1613 avec le bâton de maréchal de France. Afin de lui épargner la tentation de jouer son propre rôle politique⁶, l'aventurier florentin est ainsi propulsé officier de la Couronne. On lui donne de « l'Excellence » et le roi l'appelle « mon cousin ». Promotion scandaleuse puisque Concini n'a jamais participé à une bataille, ni même assisté à un fait d'armes.

Malgré cette pluie de faveurs, et en dépit de ses allégations, le maréchal d'Ancre n'a joué aucun rôle politique d'importance pendant ces premières années de la régence. La réalité du pouvoir est alors entre les mains de ministres comme le duc de Villeroy, secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la Guerre, ou des Grands, comme Guise ou Épernon, pas entre celles du favori. Concini n'est ni ministre ni premier ministre. Il n'entre pas au Conseil étroit que domine Villeroy, le chancelier Brûlart de Sillery et le président Jeannin, que Concini nommait les « barbons ». Sans doute rend-il tout au plus quelques services à la reine, notamment lorsqu'elle lui demande d'apaiser le mécontentement des princes tentés dès 1612 par la révolte. Le royaume est en effet bientôt agité par la première rébellion des Grands dirigée par le prince de Condé et par la réunion en novembre 1614 des états généraux à laquelle Marie de Médicis a dû consentir⁷. La proclamation de la majorité légale du roi Louis XIII, en octobre 1614, met un terme à la régence. Marie garde toutefois le pouvoir comme chef du Conseil.

Si Concini ne joue pas encore de rôle gouvernemental, il se préoccupe d'asseoir sa fortune, pratiquant à grande échelle le délit d'initié, bénéficiant de

substantiels pots-de-vin et autres pratiques douteuses qui l'enrichissent au-delà de toute mesure. Les pamphlets, mais aussi les ordres, noblesse et tiers état, réunis dans l'assemblée parisienne, ne cessent de dénoncer sa cupidité, avant de blâmer son influence sur le cours des affaires politiques. Concini est la cible favorite des princes, qui concentrent leurs attaques sur l'ambition forcenée, la fortune scandaleuse et la médiocrité de l'origine sociale du couple qu'ils nomment les « maréchaux d'Ancre ». Concini est la caricature du favori. Il a capté l'amitié de la reine, cumulé les grâces et ne s'est jamais préoccupé que de sa fortune personnelle.

Le tout-puissant favori

Mais à l'occasion de la nouvelle rébellion des Grands, en juin 1615, il finit pourtant par entrer dans l'arène politique. Condé⁸, premier prince du sang, tente une seconde révolte armée, ouvrant ainsi une guerre civile qui ne prendra fin qu'au début de 1616 avec le succès des princes⁹. Le couple Concini a alors la possibilité de gouverner la reine. Celle-ci a négocié le mariage de son jeune fils avec l'infante d'Espagne Anne d'Autriche. Pour célébrer cette union, la cour part pour le sud-ouest du royaume jusqu'à la frontière espagnole, où a lieu le 9 novembre l'échange des princesses. Anne d'Autriche – venue de Madrid – est prête à gagner le Louvre tandis qu'Élisabeth de Bourbon, sœur de Louis XIII, rejoint Philippe IV en Castille. L'éloignement de la cour laissant Paris presque sans défense face aux révoltés, la fidélité de la province-frontière de Picardie devient un impératif. Concini en est chargé en tant que lieutenant général du roi et il remporte sur Condé à la fin d'octobre 1615 une victoire à Clermont-en-Beauvaisis qui couronne sa récente et modeste réputation d'homme de guerre.

De son côté, Leonora, qui a accompagné sa maîtresse en Guyenne, manifeste son emprise sur elle en l'amenant à décider d'un remaniement ministériel d'importance. Dès le mois de mai 1616, Sillery se vit retirer les Sceaux et Leonora recommanda son successeur, Guillaume du Vair, premier président du parlement de Provence¹⁰. Jeannin, contrôleur général des finances, fut renvoyé au profit de Claude Barbin, financier lié au couple Concini¹¹. En août, Villeroy perdit à son tour sa charge de secrétaire d'État dont hérita un jeune prélat, « capable, selon Concini, de faire la leçon à *tutti barboni* », Armand Jean du Plessis de Richelieu. Le royaume s'était doté d'un nouveau gouvernement que l'on nomma le « ministère Concini ». Sans être lui-même ministre, le favori semblait au faîte de sa puissance. Le nonce le soulignait : « Les trois nouveaux ministres [Barbin, Mangot, Richelieu] dépendent complètement de Concini. Tous trois vont d'ordinaire à la maison du maréchal pour traiter des affaires et prendre ses ordres, comme s'il était roi¹². »

Pour apprécier l'influence grandissante du couple, il n'est nul besoin

d'en noircir à l'envi les effets. Certes, les contemporains ne se sont guère trompés en dénonçant leur avidité et le recours aux fructueux trafics auxquels ils se sont adonnés avec constance. « Il n'y a eu aucune affaire au Conseil du roi dont [Leonora] n'ait eu sa part », expliqua plus tard un financier. Aux gratifications royales s'ajoutait une participation à des affaires de finance que leur permettait leur immense crédit. Mais l'enrichissement éhonté du couple ne suffisait pas aux historiens romantiques. Ils y ajoutaient l'emprise absolue sur l'esprit de la reine.

Michelet assurait que Leonora « gouvernait la princesse comme elle le voulait, remuait à droite et à gauche cette pesante masse de chair », et en contrôlait jalousement l'accès. Pourtant, la Florentine était loin de monopoliser cet accès. Les deux femmes furent fréquemment séparées : déplacements de la cour et séjours aux eaux de Forges pour Leonora obligent ! La reine pouvait parfaitement vivre en l'absence de la favorite. Contemporains puis historiens ont cru deviner l'origine de son emprise : un pouvoir diabolique, le recours à la sorcellerie. Michelet n'en doutait pas : « Triste hibou, asphyxiée de bonne heure dans l'obscurité malsaine des alcôves et des cabinets, elle croyait que quiconque la regardait lui jetait un sort. Elle portait toujours un voile, de crainte du mauvais œil. » Il est vrai que Leonora, se croyant une proie, vivait recluse, ne sortant jamais, ne recevant que le visage masqué. Pour beaucoup, son ascension sociale et son influence avaient quelque chose de démoniaque. Plus tard, son procès n'oublia pas l'accusation de sorcellerie.

Opposés aux Grands, les deux favoris peuvent-ils pour autant être considérés comme les défenseurs de l'autorité royale¹³ ? Là encore, ce serait trop leur prêter. Leonora et Concino étaient au service de la reine, dispensatrice des bienfaits mais non de la monarchie. La cupidité, le cynisme, l'arrivisme guidaient leurs pas, et ils étaient plus sensibles à leur réussite personnelle qu'à la défense du pouvoir royal contre les féodaux. Mais malgré leur fâcheuse réputation, ils n'en étaient pas moins utiles à la reine.

Leur statut même ne démontrait-il pas la liberté royale de privilégier un intime d'une condition sociale pourtant inférieure ? L'élever vers les sommets du pouvoir, bousculer ainsi la hiérarchie traditionnelle, était l'une des manifestations de l'autorité que les grands seigneurs, prisonniers des préjugés sociaux, s'interdisaient. Tirer du néant celui qui devenait un intime du prince était le privilège de l'absolutisme. « Ce qui plaît au prince a valeur de loi », assuraient les juristes. Se choisir un favori, élire un compagnon de confiance absolue et d'une fidélité à toute épreuve, ne serait-ce pas le moyen de s'affranchir des clientèles aristocratiques, s'émanciper des vieux lignages, comme Henri III l'avait déjà expérimenté ?

La sociabilité nobiliaire était alors faite de réseaux d'interdépendance, d'entraide mutuelle, de services réciproques. Aussi, dans une société où les liens d'homme à homme étaient essentiels, était-on « à quelqu'un », devenait-on sa « créature », faisait-on partie de sa « clientèle ». Le propre d'un favori

était alors, à l'aide des bienfaits royaux qu'il redistribuait, de ramener à soi et à son maître les clientèles des Grands. Aussi, sans être membre du gouvernement, le favori exerçait indirectement un rôle politique. Si l'Histoire a retenu le seul nom du compagnon de Sa Majesté, ses « amis et alliés », ses « créatures » membres de ses « fidélités » n'en étaient pas moins eux aussi indirectement au service du prince.

Mais l'âpreté au gain, le goût immodéré du pouvoir de Concini, sa vanité satisfaite faussaient la donne. Le favori accapara pour lui seul la faveur royale sans la partager même inégalement avec les grands seigneurs et leurs clientèles. Les observateurs dénoncèrent ce monopole. L'un affirmait que le maréchal d'Ancre entendait être « le moteur et l'arbitre de tout ce qui se fait dans ce royaume ». L'autre qu'il tenait « entre ses mains la résolution de toutes les affaires, grandes, médiocres et jusqu'aux petites, et comme il a mis peu à peu dans tous les offices et dans toutes les charges des ministres et des personnes qui dépendent entièrement de lui, cela lui procure une autorité qui se dilate à toutes les affaires, aussi bien d'État, de finances ou de quelque autre sorte ». Aussi la colère et bientôt la haine des gentilshommes se tournèrent-elles contre le favori accapareur. « Guise et les autres princes, poursuit notre témoin, qui voient une autorité aussi absolue, en ressentent en leur particulier un grand dégoût. » Marie de Médicis eut de surcroît le tort de privilégier la seule clientèle du maréchal d'Ancre. Quand il quitta la cour, signe d'une rébellion à venir, le duc de Retz exprima combien ce monopole était devenu intolérable aux Grands. En accordant ses faveurs au seul Concini et à ses créatures, Marie de Médicis se privait de soutiens dans la noblesse du royaume.

Lèse-majesté

Concini avait beau s'estimer intouchable, il ne parvint pas à obtenir de la reine, malgré son insistance, l'épée de connétable ou le titre de duc et pair. Les usages interdisaient-ils à une femme, fût-elle reine mère, le privilège de faire accéder un membre du second ordre au sommet de la hiérarchie nobiliaire ? Ce pouvoir aurait-il été réservé aux rois seuls ? À moins que Marie, plus attachée à Leonora qu'à Concini, dont on prétend qu'elle ne l'aimait guère, se soit refusée à combler l'époux de « la Galigai ».

Ce parvenu n'en redoublait pas moins de morgue, arrogant non seulement avec les Grands, mais aussi avec le jeune roi qu'il méprisait. « C'est une nullité », disait-il de Louis XIII. Aussi traitait-il Sa Majesté avec impertinence, restant coiffé quand il la rencontrait ou feignant d'ignorer sa présence. Les courtisans n'en croyaient pas leurs yeux. Un jour, dans la Grande Galerie du Louvre, alors que le monarque regardait la Seine par une fenêtre, Concini, suivi d'une centaine de ses gens, entre et arrive à sa hauteur. Il se met à son tour à regarder le fleuve, et bavarde avec les siens, affectant

d'ignorer le roi. Cette insolente désinvolture n'était pas seulement mépris de l'étiquette. Elle entendait rejeter le monarque dans le néant, l'assimiler aux rois fainéants ou empêchés.

Pour Concini comme pour Leonora, Louis devait rester à l'écart des affaires politiques. Pourtant Marie de Médicis avait tenté – au moins une fois – de l'associer au gouvernement. Profitant d'une absence du favori, elle avait encouragé son fils à se mêler de la conduite des affaires « afin de conserver l'autorité royale qui s'affaiblissait journellement ». « Louis, rapporte Arnaud d'Andilly en ses Mémoires, lui dit que, puisqu'elle le désirait, il le ferait. » Le retour de Normandie de Concini brisa net le projet. La reine « rompit ce coup-là et empêcha que le roi ne prît connaissance des affaires ».

Marie encouragea-t-elle son fils à ne s'occuper que « d'exercices puérils, en plaisir d'oiseaux, de chiens », lui permettant « d'aller autant qu'il [voulait] à la chasse », afin de l'éloigner des affaires publiques ? Les diplomates étrangers l'affirment. Tout comme ils prétendent qu'elle choisit ses compagnons « de capacité médiocre, d'esprit modéré, pour qu'ils ne suscitent point chez le roi des pensées trop vives » et qu'il demeure « vis-à-vis d'elle dans l'obéissance ». Il est vrai que la reine mère dissuade son fils d'assister au Conseil. Un jour, raconte Nicolas Pasquier dans l'une de ses lettres, le roi s'y invita par surprise. « La reine se leva vivement, le prit par le bras et, le mettant à la porte, le pria d'aller s'ébattre ailleurs. Ce n'était qu'un enfant [en avril 1617, Louis a près de 16 ans]. Il rougit de honte. »

Tenu à l'écart par sa mère, le jeune roi, qui souffrit comme elle en sa jeunesse florentine d'isolement moral et d'un manque d'affection, restait un bon fils, mais son exaspération face à Concini croissait d'autant qu'elle ne pouvait s'exprimer publiquement. Aux insolences de l'Italien qui le tenait pour rien s'ajoutait la rumeur, jusque-là inédite et bien peu crédible, qu'il était l'amant de sa mère. La seule manifestation de son aversion pour Concini se limitait encore à lui faire « mauvais visage ». En réponse à ce signe (mineur) de mécontentement, Marie et le maréchal d'Ancre envisagèrent de priver le roi des « personnes à qui il témoigne la plus grande confiance », aggravant ainsi le ressentiment du jeune homme.

Le coup de majesté

En décembre 1616, alors que Concini était à l'apogée de sa puissance et de son impopularité dans le pays, le royaume dut faire face pour la troisième fois à une révolte des Grands, animée par les ducs de Nevers et de Mayenne. L'armée royale se déploya pour combattre les rebelles, emporta toutes les places qu'ils tenaient et mit le siège devant Soissons. Chacun en attendait les nouvelles. Mais ce fut un autre coup de tonnerre qui bouleversa la cour : le 24 avril 1617, alors qu'il se rendait au Louvre, Concini fut interpellé par le

capitaine des gardes de Louis XIII, le marquis de Vitry, et abattu sur place d'un coup de pistolet. Aussitôt informé, Louis aurait déclaré : « Grand merci à vous, à cette heure, je suis roi. »

Ce n'était ni la vengeance personnelle d'un officier du roi ni un assassinat exécuté par un ennemi du maréchal d'Ancre, mais bien le résultat d'une conjuration. Et d'une conjuration royale. Ruminant ses humiliations, Louis rêvait à haute voix de se défaire de Concini. Son compagnon, Charles d'Albert, le conforta dans sa résolution : il fallait arrêter le maréchal et lui faire son procès. D'autres familiers du monarque préféraient une issue plus radicale. Claude Guichard Déageant, secrétaire des finances, était de ceux-là. Un complot naquit dans le plus grand secret. Au matin du 24 avril, Vitry interrogea le roi : « Sire, et s'il résiste ? » Louis resta muet, mais un de ses intimes répondit pour lui : « Le roi entend qu'on le tue. »

Louis XIII ne fut pas le premier monarque à exercer ce qu'on appelait la justice retenue du roi¹⁴. N'était-il pas souverain justicier ? Déjà, en décembre 1588, Henri III avait commandé le meurtre du duc de Guise à Blois. L'opération, malgré son succès, s'était néanmoins révélée un échec politique, tant le duc était immensément populaire, notamment à Paris : son assassinat avait rallumé la guerre civile. La victime de 1617 était au contraire détestée et sa mort apparaissait comme la promesse d'un renouveau. Le parlement de Paris, cour suprême de justice, avait même affirmé que Concini n'avait pas besoin de procès. Les magistrats firent même compliment au roi d'avoir débarrassé le royaume d'un tel parasite.

Le maréchal d'Ancre aurait-il dû se défier de son maître ? Son mépris affiché pour le jeune monarque introverti, isolé et jugé incapable de gouverner l'avait rendu aveugle. Et son arrogance, sa morgue lui masquaient une impopularité dont il avait pourtant déjà fait les frais l'année précédente lorsque son hôtel avait été pillé deux jours de suite par une sédition populaire¹⁵. Après sa mort, les Parisiens s'acharnèrent sur son cadavre, révélant par les outrages rituels¹⁶ qu'ils lui firent subir leur degré de haine.

Le procès au Parlement à la mémoire de Concini, condamné à mort pour lèse-majesté et trahison, justifia rétrospectivement son assassinat. Accusée de sorcellerie, Leonora fut elle aussi condamnée à mort (à une courte majorité), décapitée et brûlée le 8 juillet suivant. On refusa la terre chrétienne à ses cendres qui furent dispersées au vent. Leur fils Henri, héritier naturel mais déchu de sa qualité de Français et destitué de sa noblesse, fut privé de l'immense fortune du couple au profit d'Albert de Luynes, nouveau familier du roi.

Le coup de pistolet de M. de Vitry n'eut pas raison du seul favori. Son « ministère » en fut aussi la victime. Ceux dont il avait fait la carrière, les Barbin, Mangot et Richelieu, furent remerciés, emprisonnés, exilés. D'anciens ministres retrouvèrent leur poste : Villeroy, Sillery, Jeannin, Du Vair (mais pas Sully). La reine mère, dont la responsabilité politique pendant les sept dernières années fut déniée en raison de l'envoûtement par la Galigai dont elle

aurait été victime, dut quitter la cour et se retirer au château de Blois. Du passé agité, le pistolet de M. de Vitry avait fait table rase. La guerre civile s'éteignait, les princes rentraient à Paris, le royaume retrouvait le repos. On rêvait d'un temps de paix, sans prises d'armes ni conspirations.

Pour le roi, cette matinée du 24 avril sonnait comme un renouveau. Le favori de Marie de Médicis l'avait privé de sa légitime autorité, sa mort la lui rendait. Le peuple applaudissait à l'union retrouvée du royaume avec son roi. Débarrassé de celui qu'il jugeait lui avoir usurpé le pouvoir, Louis XIII se prêta aussitôt à l'exercice religieux qui faisait partie de sa légitimité, le toucher des écrouelles. Il s'y livra le 13 mai suivant, rappelant ainsi qu'un roi thaumaturge était un vrai roi. Louis s'affirmait comme la source unique du pouvoir. « À cette heure, je suis roi. » Pour combien de temps ?

Chapitre V

Albert de Luynes et Louis XIII

« Je l'ai aimé parce qu'il m'aimait, mais il lui manquait cependant quelque chose. »

Louis XIII

« Il était d'un esprit médiocre et timide, peu de foi, point de générosité, trop faible pour demeurer ferme à l'assaut d'une si grande fortune en laquelle il se perdit incontinent. »

Richelieu

Au soir du 24 avril 1617, une fois Concini assassiné, Louis XIII décide de gouverner seul. Nulle expérience mais beaucoup de bonne volonté. Sa mère, Marie de Médicis, régente puis chef du Conseil, ne l'a pas préparé à sa tâche, son favori florentin l'en avait dissuadée. Aussi le jeune monarque a-t-il enfermé en lui-même sa colère et ses frustrations. On le dit uniquement préoccupé de chasse et de divertissements solitaires. « Je faisais l'enfant pour me protéger », avoue-t-il comme pour se justifier. Est-il un adolescent paresseux ou a-t-il simulé son désintérêt pour les affaires publiques afin de tromper son monde ? Concini disparu, Marie de Médicis exilée à Blois, le moment est venu de faire le roi. « L'on m'a fait fouetter les mulets durant six ans aux Tuileries, reconnut-il, il est bien temps que je fasse ma charge. » Il a 16 ans et entend bien s'initier aux affaires.

Le roi gouverne seul

Les ministres « barbons », vieux survivants du règne d'Henri IV, aussitôt rappelés, lui enseignent l'art de gouverner. Au Conseil qu'il préside

désormais, il observe, apprend, s'informe. On tient compte de son avis, on juge bienvenues ses décisions. Et les ministres, que Concini avait tant méprisés, s'enthousiasment de ses bonnes dispositions. Une ère nouvelle semble s'ouvrir. « Voilà le roi qui tient en ses mains les rênes de son État ; c'est lui qui le conduit », assure M. de Pontchartrain. L'étranger aussi semble découvrir la métamorphose de Louis : « Dans un âge si tendre, note l'ambassadeur de Venise, le roi donne des signes qu'il commence à prendre goût au gouvernement de ses peuples [...] et en ces quelques jours il apparaît qu'il est d'esprit capable et qu'il est animé de beaucoup de résolution dans toutes les affaires. »

La « nullité » que croyait reconnaître Concini se révèle au contraire sérieuse, de bon sens et jugement, avide d'informations, disposée à écouter, donnant à son métier de roi « tout le temps qu'il fallait ». Un monarque qui gouverne seul, comme il se propose de le faire, sonne la fin des favoris. À la grande satisfaction de l'opinion. À son défaut d'expérience, les ministres suppléent : « Le roi ne fait rien sans son conseil. » Instruit par le passé récent, il ne se laissera pas dominer par quiconque. Et le peuple de Paris, qui avait bruyamment salué la chute de Concini, applaudit à l'initiative d'un roi qui a pour lui la jeunesse et le goût de bien faire. Mais Louis n'a pas l'âge de partager la vie des « barbons » du Conseil, tous sexagénaires, voire plus. Il gouvernera avec ces ministres chevronnés, mais ne se laissera pas gouverner.

Sans doute remarque-t-on à ses côtés un gentilhomme provençal si apprécié naguère par Henri IV qu'il en avait fait le maître du cabinet des oiseaux de son fils passionné de fauconnerie. Charles d'Albert de Luynes a récemment obtenu la charge de capitaine du Louvre, qui lui procure la liberté de parler à son maître quand il le souhaite. Mais l'homme, qui a admis son attachement à Marie de Médicis, ne semble pas être un intrigant. Il n'a même pas encouragé Louis à faire assassiner Concini ; s'en défaire par l'exil lui aurait convenu. Encore que sa récente promotion à la charge de grand fauconnier suggère que la faveur royale lui est déjà acquise.

Brusquement, l'homme se révèle. Dès la chute du favori florentin, il obtient du roi tous ses biens, dont le château de Lésigny-en-Brie, tandis que la ville picarde d'Ancre, siège du marquisat de Concini, prend le nom d'Albert. Si Marie de Médicis – qui espérait rester à la cour malgré la disparition de son favori – est exilée à Blois dès le 2 mai, c'est à Albert de Luynes qu'elle le doit. Tout semble sourire au petit noble de Provence qui fait un beau mariage en épousant en septembre suivant Marie de Rohan, fille du duc de Montbazou.

Depuis un an ou deux, les proches de Louis XIII, les familiers du Louvre avaient deviné l'amitié qui le liait au marquis d'Albert, mais ce n'est qu'au printemps 1617 que le gros de la cour découvre l'éclatante faveur dont il bénéficie. L'étrangeté tient à la différence d'âge avec le monarque. Vingt-trois ans les séparent. Luynes, qui fut, en sa jeunesse, page du gouverneur du Dauphiné puis du comte du Lude avant d'entrer dans la domesticité royale, ne

fut pas un compagnon de jeux de Louis XIII. Quand il fut placé dans la volerie royale, ce dernier n'avait que 10 ans, alors qu'il en avait déjà 33. Mais les proches du jeune roi remarquèrent l'affection singulière qu'il portait au maître de son cabinet des oiseaux. Héroard, médecin de Louis et auteur d'un précieux Journal, cite plusieurs fois le nom de « Loïnes » et note : « À quoi le roi, qui avait, comme il s'est vu depuis, une disposition naturelle à l'aimer [...] le fit venir. »

Luynes est bel homme. Ses portraits, dont celui peint par Pourbus, en témoignent ; il a des manières courtoises, est affable, doux, on le croirait même timide ; il est surtout séduisant, désire plaire et y parvient. Louis est conquis. Au Louvre, un escalier intérieur relie l'appartement du roi à la chambre qu'il occupe comme capitaine du palais. Les deux hommes s'y retrouvent. Louis y fait porter son repas. Lorsqu'ils sont malades, ils se visitent. À chaque déplacement du roi, Luynes est du voyage. On le murmure : le monarque va chez Luynes plus souvent que chez sa jeune femme, Anne d'Autriche, épousée en 1615. Les plus observateurs des courtisans découvrent l'attachement de l'adolescent à un homme mûr. Luynes suivrait-il la voie empruntée naguère par Concini ? Le nonce aime à faire ce mot : « Maintenant Luynes sera l'*anc*re du roi. » Le système des favoris n'est donc pas mort.

« Il n'y a de changé que le bouchon³ »

Et le nouveau privilégié de la faveur, qu'on estimait sans ambition, entend à présent profiter de celle-ci pour jouer un rôle politique. Certes, les « barbons » sont revenus au Conseil, mais ils n'en sont que les figurants. La réalité du pouvoir passe entre les mains du nouveau venu, flanqué d'un de ses cousins, le baron de Modène, et de Déageant – qui avait eu la tête du maréchal d'Ancre –, promu intendant des finances. Bien peu en 1617 croient dans les capacités de Luynes à gouverner. On le dit sans envergure, de peu de courage, n'aimant pas le risque. On ne veut voir en lui que le familier du roi, non le futur maître du royaume. Il est vrai que la faveur appelle la critique et le nouvel élu les jaloux. « Esprit fort médiocre, diagnostique le capitaine et diplomate Fontenay-Mareuil, et [...] guère plus propre pour les affaires que pour la guerre. » Il se contentera, renchérit le nonce, « d'avoir la main dans la distribution des faveurs, mais non dans le gouvernement du royaume, dont il ne serait nullement capable ». Les contemporains ne se trompent qu'à demi. Sans posséder, il est vrai, les capacités nécessaires, Luynes n'aura pas moins le désir – qui saisit presque tous ses homologues – de régenter le royaume.

À Marie de Médicis en exil à Blois, il ne pardonne rien. Quand ses rapports s'aggravent avec son fils, Luynes s'acharne. C'est lui qui convainc le roi d'emprisonner à vie l'ancien ministre de Concini, Claude Barbin, coupable d'avoir ourdi un complot au profit de la reine mère. Lui qui expédie

Richelieu, jugé complice, jusqu'en Avignon. Lui encore qui plaide pour une réaction énergique lorsque Marie de Médicis s'enfuit de Blois pour rejoindre le duc d'Épernon à Angoulême, ouvrant ainsi la première guerre dite « de la mère et du fils » (février-avril 1619). Lui enfin qui orchestre une campagne d'opinion pour justifier l'assassinat de Concini, déclenchant une vague de xénophobie contre les Italiens de Paris.

Luynes ne solde pas seulement le passé : le petit nobliau de Provence régente aussi les membres de la famille royale. Sans consulter la reine mère, il impose un précepteur à son second fils, Gaston d'Orléans, héritier de la Couronne, et marie sa fille Chrétienne de France à Victor-Amédée de Savoie. Anne d'Autriche n'échappe pas à l'interventionnisme du favori. Puisque Concini avait affiché un soutien à l'Espagne, son successeur expulse du royaume l'entourage espagnol de la reine, au prétexte de « refuser toute forme de dépendance envers la monarchie » de Philippe IV, et remplace les serviteurs madrilènes par sa sœur, Mme de Vernet, comme dame d'atour, et son épouse, Marie de Rohan, comme surintendante de la maison de la reine.

L'étoile de Luynes continue de monter. On lui abandonne bientôt le gouvernement de Normandie, l'une des plus riches provinces du royaume, et il obtient la dignité de duc et pair en août 1619⁴. C'est dans le château de son beau-père, près de Tours, que Louis XIII et sa mère se rencontrent pour une émouvante mais éphémère réconciliation en septembre suivant. Sa faveur est telle qu'il s'autorise même à exiger du roi, toujours sans héritier, de consommer son mariage. Le favori pousse ainsi le monarque dans le lit de sa femme.

Inévitablement, l'incompréhension oppose de nouveau Marie de Médicis au roi : leurs rapports se dégradent, leurs querelles renaissent. Elle n'a pu obtenir de son fils sa réintégration au Conseil. Luynes s'en réjouit, poussant même à la rupture. Aussi Louis ne ménage-t-il pas la reine mère dans ses déclarations officielles. Elle s'en plaint et, devant le mutisme de son fils, s'abandonne à l'intrigue, rassemble ses partisans, imagine un programme de réformes de l'État et met sur pied une armée. Une seconde guerre « de la mère et du fils » s'ouvre en juillet 1620. Alors qu'à la première l'opinion était restée indifférente, celle-ci mobilise davantage de rebelles. C'est que l'influence de Luynes n'a cessé de grandir. Ses amis et ses fidèles se partagent de confortables prébendes et se hissent comme des météores jusqu'au sommet de la société, tandis que les Grands s'estiment privés des grâces du roi – dont l'accès leur est refusé –, et peinent à entretenir leurs propres réseaux de « créatures ». La guerre contre les Grands est-elle inévitable ? Au Conseil, ses partisans, comme le prince de Condé⁵, la réclament. Conscients des médiocres moyens de la monarchie, les « barbons » s'en défient. Comme eux, Luynes plaide pour la modération.

Or, contre l'avis de son favori, Louis XIII choisit la guerre. « Mon opinion, déclare-t-il, est de m'y en aller tout droit et n'attendre pas à Paris de voir mon royaume en proie et mes fidèles serviteurs opprimés. [...] Par

conséquent, j'ai décidé. Allons ! » C'est vers la Normandie que l'armée royale se dirige. Louis entre dans Rouen, assiège Caen, puis marche sur Le Mans, et rencontre le 7 août 1620 les rebelles aux Ponts-de-Cé, aux portes d'Angers. Malgré l'avis de Luynes, il donne l'ordre d'attaquer et, au bout de trois heures, les disperse⁶. Grâce à l'habileté de Richelieu, la paix est signée ; le roi se réconcilie avec sa mère qui obtient « la liberté d'approcher le souverain » et rentre à Paris. Quant à l'évêque de Luçon, auquel on a promis le chapeau de cardinal⁷, il se rapproche du favori, au neveu duquel il marie sa nièce préférée⁸.

« Les affaires du roi vont bien », écrit le poète Malherbe dans une de ses lettres. Mais celles de Luynes marchent-elles du même pas ? Lors de ces récents épisodes militaires, où il n'a prêché que la modération à un jeune et ardent monarque de 19 ans, n'aurait-il pas perdu la confiance de son maître ?

Un favori sans qualités

En matière de guerre ou de diplomatie, Luynes n'est pas à la hauteur du rôle qu'il prétend tenir. L'homme manque d'esprit de suite. Persécuteur d'une Marie de Médicis en exil, il prêche la modération lorsque la guerre semble inévitable et il impose la négociation. Soldat, il ne brille pas par son courage, la campagne contre les protestants du Sud-Ouest le montrera. Les crises européennes du temps le dépassent. Les diplomates le jugent « peu compétent » quand s'ouvre l'occupation par l'Espagne de la Valteline, haute vallée de l'Adda en Italie du Nord, de population catholique mais dépendante des « ligues grises » protestantes, ou Grisons, alliées de la France. L'enjeu est d'importance car l'initiative espagnole⁹ risque, par le jeu des alliances, de menacer la paix en Europe. Luynes ignore la complexité du sujet et ne brille pas par une conduite assurée. « Je ne sais rien, avoue-t-il, à dire vrai sur cette affaire d'alliance. J'en parlerai au roi et à mes amis. »

Il ne manifeste guère plus d'intérêt – même s'il jure du contraire – pour les affaires d'Europe centrale quand en août 1619 l'élection de Ferdinand II de Habsbourg à la couronne impériale est contestée par son rival l'électeur palatin, prince calviniste. La politique intérieure française le retiendrait-elle davantage ? Fidèle à son pacifisme, Luynes n'entend pas mener la guerre contre les protestants. La campagne du Béarn lancée en septembre 1620 pour y rétablir le catholicisme se fait sans lui. Le roi a avancé ses troupes jusqu'à Pau, mais Luynes est resté à Bordeaux. Curieux attelage d'un favori peu enclin à la guerre – il a tenté vainement de dissuader Louis de la mener à nouveau dans le Midi l'année suivante – et d'un jeune monarque auquel la vie militaire a assez plu pour en faire un roi-soldat.

L'opinion s'interroge : Luynes a-t-il les capacités nécessaires ? Certes, il ne détient aucun poste de gouvernement, n'est ni ministre ni secrétaire d'État. Et son rôle au Conseil est suffisamment modeste pour qu'il ne puisse pas le

diriger. Que les pamphlets ne le ménagent pas, ce n'est pas nouveau. « Belle tête, mais de cervelle point », répète-t-on à l'envi. Mais les ambassadeurs étrangers et quelques notables tiennent le même langage, à peine plus policé. « Il est nécessaire de documenter et d'instruire de Luynes, écrit Angelo Contarini, car il est sans maxime du gouvernement de l'État. » Ou encore : « Il est d'une très singulière naïveté et [...] il accepte tout de bonne part. » Les reproches fusent : on dénonce un homme tiré du néant, parvenu, avec les siens, au sommet des honneurs, coupable de vouloir noyauter l'État et de jouer avec le roi comme d'une marionnette. L'opinion étant persuadée qu'il était le maître et qu'il conduisait les affaires comme « plus qu'un favori, mais [comme] une espèce de roi ».

Il est vrai que Luynes, enrichi par les libéralités de Louis, aime à contenter parents et amis, leur procurant pensions et gratifications, leur obtenant l'ordre du Saint-Esprit ou de hautes charges. Ainsi son frère, Honoré d'Albert de Cadenet, est fait duc de Chaulnes, membre du Conseil et maréchal de France tandis que son cadet, Léon d'Albert, seigneur de Brantès, devient duc de Piney-Luxembourg. L'opinion parfois s'en amuse : « Le roi n'avait jamais vu autant de parents, écrit-on ; qu'ils arrivaient à bâtelées à la cour ; qu'il n'en y avait pas un habillé de soie », reprenant l'éternelle accusation d'être gens sortis de rien.

Mais les libelles et les pamphlets qui, bravant la répression officielle, dressent le catalogue inépuisable des tares prêtées au favori – incapacité, ingratitude, déloyauté, lâcheté, arrivisme, veulerie, cupidité... – ne mesurent pas autant que les familiers de la cour l'extraordinaire privilège de Luynes : le duc a l'oreille du roi. C'est son plus grand pouvoir. « Vous êtes haï universellement, lui écrit le duc de Rohan, parce que vous possédez seul ce que chacun désire. » Un authentique favori est le truchement obligé pour qui veut obtenir du roi faveurs et grâces. Luynes exerce pleinement cette « charge ». Aussi ministres, courtisans, diplomates ont pour lui des égards¹⁰. Lui-même réclame sa part.

S'il n'a pas cherché à devenir chef du Conseil (a-t-il conscience de ses insuffisances ?), il cherche à devenir connétable de France, dignité qu'il obtient le 31 mars 1621. Le petit gentilhomme de Provence est ainsi devenu, par la grâce du roi, grand officier de la Couronne. Que ses compétences en matière militaire soient modestes, que le courage physique semble lui manquer, qu'il n'ait pas connu la gloire au combat n'empêchent nullement le roi d'en faire son porte-épée, le chef suprême de son armée.

Louis XIII, déterminé à combattre les protestants rebelles, part en guerre au printemps 1621 flanqué du nouveau connétable. Celui-ci ne brille pas au siège de Saint-Jean-d'Angély en juin, et l'on moque son incompétence. Ce qui n'empêche pas le roi de lui confier provisoirement la charge de garde des Sceaux, à la mort du chancelier Du Vair. Ainsi Luynes a réussi en quelques semaines à obtenir deux des plus importantes charges de la monarchie. L'opinion murmure. Certains persiflent, comme Condé, qui qualifie Luynes

de « bon garde des Sceaux en temps de guerre et connétable en temps de paix ».

La « fin du sortilège »

Au cours de la récente campagne du Midi, Luynes a profondément déçu le roi. Assiégeant Montauban pendant l'été, il commet bétise sur bétise et, malade, songe davantage à négocier avec l'ennemi qu'à le vaincre. Sa Majesté a dû le désavouer en plein Conseil. Ainsi c'est au combat que s'achève l'attachement du roi à son favori. De la campagne militaire contre les protestants naît le désenchantement, ce que l'on a appelé la « fin du sortilège ».

Luynes, comme tout favori, n'a pas manqué d'ennemis ni de rivaux. Il a tenté de faire taire les premiers et a éloigné les seconds. Car Louis XIII s'amusait vite. Le capitaine de ses chevaux-légers M. de La Curée, connu depuis l'enfance, Bassompierre, que Luynes expédia comme ambassadeur à Madrid, ou M. de Montpoullan, fils du duc de La Force, pouvaient prétendre tenir la première place dans l'affection du roi. Et ce au moment où Louis s'irritait de la suffisance manifestée par Luynes. Le monarque, qui a une haute idée de sa mission, a en horreur l'idée qu'on pourrait le croire dominé. Le comportement du favori lui devient alors intolérable. « Voyez, Bassompierre, s'écria-t-il un jour en montrant Luynes, c'est le roi qui entre. » Le favori, qui, à 43 ans, s'était enlaidi, débordait de vanité. « Il veut faire le roi ; mais je l'empêcherai bien, menaçait Louis, tant que je serai en vie. » Tant il est vrai que Luynes s'autorisait à parler à Sa Majesté en restant coiffé, l'apostrophait (« Tout beau, Sire ! ») et songeait même – à moins que ce ne fût que médisance – à remplacer la lignée de Louis XIII, toujours sans héritier, s'il mourait au combat. L'homme se croyait craint du roi. Un nouveau Concini ?

La disgrâce, pourtant, ne vint pas. Ce fut la maladie – une « fièvre pourpre » –, contractée probablement durant le siège de Montauban, qui emporta le connétable le 14 décembre 1621 alors qu'il assiégeait la petite place de Montheurt, en Périgord. Préoccupé par les échecs de sa campagne, Louis reçut avec froideur la nouvelle de la mort de Luynes. « Je l'ai aimé parce qu'il m'aimait, bien qu'il eût quelque défaut », fut son oraison funèbre. « Il lui manquait vraiment quelque chose », ajouta-t-il. Le roi perdait un homme aimé mais se réjouissait de s'être affranchi d'une sujétion. Désormais, Louis s'estimait hors de tutelle, comme en 1617 à la mort de Concini. « Le roi a montré, écrit un diplomate étranger, qu'il avait plaisir d'être libre de parler et de donner ordre à beaucoup d'affaires, et l'on pense que la perte du connétable ne pèsera pas à Sa Majesté. » Aussi Louis déclara-t-il que désormais il se passerait de favori, comme il s'y était engagé quatre ans auparavant.

Chapitre VI

Cinq-Mars et Louis XIII.

Une tragique amitié

« Jamais le roi n'a eu de passion plus violente pour personne que pour lui. »

Comte de Chavigny

« Tant plus on témoigne l'aimer et le flatter, tant plus il se hausse et s'emporte. »

Louis XIII

« Je veux que mon cher ami s'instruise de bonne heure des affaires de mon Conseil. »

Louis XIII

La figure et le destin du marquis de Cinq-Mars (1620-1642) sont éminemment romanesques. Jeune, beau, séduisant et séducteur, il connaît la fin tragique des héros de romans. Alfred de Vigny ne s'y est pas trompé lorsque, en 1826, il consacra au favori de Louis XIII le premier roman historique français dont s'inspira librement un demi-siècle plus tard le librettiste de l'opéra de Charles Gounod. Des favoris de Louis le Juste, nos contemporains retiennent surtout cet Henri Coiffier de Ruzé d'Effiat, marquis de Cinq-Mars, qu'ils érigent en héros passionné, victime de la rancune, du despotisme et de la cruauté de « l'homme rouge », le cardinal de Richelieu. Servies par des écrivains imaginatifs comme par l'opinion commune, les légendes ne manquent donc pas.

Les favoris, dit-on parfois, éclosent brusquement à la cour comme champignons après l'orage. Cinq-Mars serait de ceux-là. On le dit aussi créature du cardinal de Richelieu et fidèle agent du ministre auprès du roi, avant que l'ingrat prélat ne l'abandonne et ne se retourne contre lui. On

s'interroge sur la vraie nature de son intimité avec Louis XIII. Et l'on pleure sa mort par décapitation, abandonné de tous, par ses complices en conspiration tel Gaston d'Orléans, frère du roi – aussi bien que par Louis XIII, lassé de ses exigences et dominé par son premier ministre.

Cinq-Mars n'est ni un aventurier étranger ni un nobliau de province. Son père, Antoine, avait été diplomate, homme de gouvernement et fier soldat, remplissant chacune de ses charges avec honneur. Les récompenses ne lui avaient pas été mesurées. Grand-maître de l'artillerie, surintendant des finances puis maréchal de France, il jouissait d'un solide crédit à la cour et menait en son château de Chilly, à quatre lieues de Paris, reconstruit par l'architecte Métezeau et décoré par Simon Vouet, un train de vie magnifique. Jusqu'à sa mort précoce en 1632, il n'avait cessé d'être au service de Richelieu dont il avait gagné l'amitié.

Le protégé de Richelieu

À son fils Henri, orphelin à 11 ans, le cardinal avait tout naturellement tenu à accorder sa protection, lui attribuant des fonctions honorifiques de représentant du roi dans les provinces où sa famille était possessionnée (Touraine et Auvergne où fut construit le château d'Effiat) et en lui obtenant le commandement d'une compagnie du régiment des gardes. Une belle carrière à la cour se dessinait pour le tout jeune homme qui n'avait alors que 15 ans. Par la grâce de Richelieu, Henri fut encore pourvu en mars 1638 de la charge de grand maître de la garde-robe du roi, fonction astreignante quand son titulaire devait partager l'existence, voire l'intimité de son maître, recevoir ses confidences et subir ses sautes d'humeur. Dans aucune de ces charges, l'adolescent, plutôt charmant, ne fut remarqué par le monarque, un monarque souvent malade, lugubre, hypocondriaque et atrabilaire. Toujours vêtu simplement, voire avec austérité, Louis refusait de porter les riches habits que son jeune grand maître lui présentait et lui faisait la leçon. Une année passa avant qu'Henri gagne la faveur de Louis XIII.

Les ennemis de Richelieu ont prêté au cardinal un dessein cynique. Ils prétendirent que, connaissant le besoin affectif du roi, il aurait poussé Cinq-Mars auprès de lui pour lui faire oublier l'amour platonique qu'il portait à une dame de la cour, dame d'honneur de la reine, issue d'une bonne famille du Périgord, la belle Marie de Hautefort. Blonde aux yeux bleus, la « coquette » aimait à jouer de ses charmes tout en restant vertueuse et attirait comme un aimant les soupirants jeunes ou vieux. Louis était comme envoûté, mais se gardait de l'adultère. Dans ce couple extravagant, les brouilleries succédaient aux réconciliations. Amusée par l'amour du roi (dont elle rapportait les paroles à la reine !), Marie voulut en tirer bénéfice et fut gagnée par l'esprit d'intrigue. S'imaginant femme d'influence, elle plaidait auprès de Sa Majesté pour la conclusion rapide de la paix avec les Habsbourg, à l'opposé de la

politique du cardinal.

Mais en plaçant Cinq-Mars auprès du roi, Richelieu n'a pas substitué une affection à une autre : il a rempli son devoir envers la mémoire du père du futur favori.

La singulière affection du roi

Au début de l'été 1639, la cour, accompagnant le roi à Abbeville, découvrit les premiers signes de familiarité entre le monarque et le jeune homme. Louis « commença à parler à Cinq-Mars plus qu'il n'était accoutumé » et bientôt Henri et le roi ne se quittèrent plus. Aussi, dès septembre, l'existence d'un nouveau favori ne faisait-elle plus de doute. Parallèlement, Louis semblait se détacher de la belle Marie. Sa faveur allait toute à Henri. « Jamais le roi n'a eu de passion plus violente pour personne que pour lui », assura Chevigny. Aussitôt, il offrit à son protégé la charge de premier écuyer. Cinq-Mars la refusa, arguant que le fils d'un maréchal de France ne pouvait être confondu avec les précédents titulaires. Le roi le nomma alors grand écuyer, prestigieuse charge de cour. *Monsieur le Grand*, comme on le nomma désormais, n'avait que 19 ans ! Et l'acte par lequel Sa Majesté lui faisait don du comté de Dammartin ne le cachait pas : sa faveur tenait à la « singulière affection du roi ».

Affection qui n'excluait ni brouilles ni orages. Le roi ne manquait jamais de reprocher à son jeune ami sa conduite qu'il jugeait dissipée, sa fréquentation de la société libertine du Marais, ses amours partagées entre l'intrigante demoiselle de Chémervault et la galante Marion Delorme. Toute idée de mariage de son favori lui était insupportable. Aux mercuriales royales, Cinq-Mars répliquait par quelques insolences de jeune homme gâté, convaincu d'être irremplaçable. Si la reine, Anne d'Autriche, marquait beaucoup de bienveillance et ne manifestait aucune jalousie à M. le Grand, le cardinal, averti du moindre incident entre les deux hommes, tâchait à chaque dispute de calmer son maître et de chapitrer un favori qu'il jugeait étourdi et ingrat.

Par gros temps, Richelieu était requis comme témoin de leurs extravagantes querelles et sollicité comme arbitre. L'harmonie revenue, Louis tenait à faire savoir à son premier ministre la réconciliation à laquelle celui-ci avait travaillé. C'est d'un de ces « raccommodements » que le roi se flatte dans cet insolite document : « Nous, ci-dessous signés, certifions à qui il appartiendra être très contents et satisfaits l'un de l'autre et n'avoir jamais été en si parfaite intelligence que nous sommes à présent. En foi de quoi nous avons signé le présent certificat : Louis. Par mon commandement : Effiat de Cinq-Mars. Fait à Saint-Germain, le 26 novembre 1639. »

Curieuse protestation d'entente retrouvée que le souverain du plus puissant royaume d'Europe formulait en style notarié ! Elle n'est pas unique.

En mai 1640, après une nouvelle « picoterie », Louis XIII dicta un document de réconciliation en forme de traité diplomatique, promettant « à M. le Grand que, de toute cette campagne [celle du siège d'Arras], Sa Majesté n'aura aucune colère contre lui et que, s'il arrivait que le dit sieur le Grand lui en donnât quelque léger sujet, la plainte en serait faite par Sa Majesté à M. le cardinal, sans aigreur, afin que, par l'avis de Son Éminence, le dit sieur le Grand se corrige de tout ce qui pourrait déplaire au roi [...]. Ce qui a été promis réciproquement par le roi et mon dit sieur le Grand en présence de Son Éminence ». On ne connaît guère dans l'Histoire semblable mise par écrit d'un pacte de réconciliation entre un monarque et l'un de ses sujets, fût-il un intime.

Après François de Baradas¹, gentilhomme bourguignon dont Louis XIII fit son premier écuyer, mais dont la faveur fut éphémère² ; après Claude de Rouvroy, premier duc de Saint-Simon³, mais disgracié et exilé en 1636, Louis témoignait à présent toute sa bienveillance au nouvel élu, l'appelant « cher ami » à la surprise indignée des courtisans, exigeant de l'avoir constamment près de lui.

En déduira-t-on une attirance sexuelle du roi pour un adolescent de dix-neuf ans son cadet ? Louis XIII, on le sait, n'avait de goût que pour la société masculine. Intimidé par les femmes, dont il admirait néanmoins la beauté, il faisait un étrange « amant » pour Louise de La Fayette, l'une de ses amies, ou Marie de Hautefort. L'amour pur qu'il nourrissait pour chacune d'elles, et qui devait tout à l'âme et rien au corps, lui suffisait. Se contentait-il de cette amitié amoureuse avec les jeunes gens qui l'attiraient ? Un contemporain, Gédéon Tallemant des Réaux, auteur des célèbres *Historiettes*, en doutait. Deux anecdotes de son recueil de biographies suggèrent une pratique homosexuelle. Un soir à Saint-Germain, où Cinq-Mars, frotté des pieds à la tête d'huile de jasmin, se mettait au lit, le roi entra dans la chambre et, croit deviner l'auteur, il y avait « apparence [...] qu'il s'huilait pour le combat ». Une autre fois, Louis XIII aurait appelé son favori, « paré comme une épousée », à le rejoindre au lit : « Couche-toi ! Couche-toi ! » lui ordonna-t-il.

Controversé, Tallemant n'est pas un témoin insoupçonnable. Aujourd'hui encore son œuvre divise les historiens, les uns célébrant l'exactitude de ses informations, contestée par d'autres. Il ne vivait pas à la cour et nourrissait son livre d'informations de seconde main. Seul auteur du temps à évoquer le passage à l'acte, alors que Mémoires et correspondances restent silencieux, dit-il le vrai ? Source unique, et donc insuffisante, Tallemant cédait peut-être aussi à la malveillance tant était forte son hostilité envers Richelieu et le roi. Pourtant la grande piété du roi, son horreur du péché, son rigorisme moral ont dû constituer des freins solides. Ils n'excluent pas son attirance sexuelle pour le séduisant favori, mais ils plaident pour sa continence.

Ces incessantes picoteries, à peine adoucies par de brèves réconciliations, qui opposaient un homme mûr taciturne et soupçonneux à un

fougueux adolescent, tenaient non seulement à la différence de génération, mais surtout à des goûts opposés. « On a remarqué, écrivit Tallemant en forçant le trait, que le roi aimait tout ce que M. le Grand haïssait et que M. le Grand haïssait tout ce que le roi aimait. » Cinq-Mars avait horreur de la vie à Saint-Germain où se tenait souvent la cour et où il s'ennuyait. Les principaux divertissements, ironise le marquis de Montglat, qui avait l'âge d'Henri, ne consistaient-ils pas « à fouiller des renards dans des terriers et à prendre des merles par la neige avec des éperviers au milieu d'une douzaine de chasseurs, gens de peu et de méchante compagnie » ? La passion du roi pour la chasse était insupportable à son favori. Aussi ne l'accompagna-t-il plus dans ses parties. Cinq-Mars regrettait Paris et ses plaisirs. Et comme il n'avait pas la prudence de dissimuler ses sentiments, il ne cessait de se plaindre à ses amis de son « malheur », disait « qu'il était toujours attaché près d'un homme dont la compagnie l'ennuyait fort » et se jugeait « esclave des caprices royaux ».

Point « grand rieur » ni « grand diseur », mal à l'aise avec des gens d'esprit, leur préférant, assure-t-on, la compagnie des valets de chiens ou des piqueurs, Louis n'avait de passion (musique exceptée) que pour la chasse, notamment au vol, accablant ses proches d'histoires d'oiseaux. Indifférent à sa mise, brocardant les courtisans « muguets » ou « marjolets de cour » occupés à leur toilette, alors que le charmant Cinq-Mars s'habillait de façon recherchée, voire ostentatoire ; acceptant sans façon la rusticité d'une vie de soldat que le favori aurait voulu agrémenter de confort ; se couchant de bonne heure en ignorant les divertissements que recherchait Henri, Louis XIII, volontiers tyrannique, exigeait d'avoir son jeune ami constamment près de lui et s'employait à l'assagir. « Plus le monarque le désirait auprès de sa personne, assure Tallemant, plus il cherchait les occasions de s'en éloigner. » C'est que tout les opposait. Aussi les querelles ne manquaient-elles pas. Le roi s'en plaignait à Richelieu et le cardinal, un temps indulgent envers son protégé – « il est impossible d'être jeune et tout à fait sage » –, finit par être agacé par ces brouilleries répétées. « Il y a eu froideur entre M. le cardinal et M. le Grand, note Henri Arnauld, Son Éminence étant mal satisfaite de ce que M. le Grand se brouille si souvent avec le roi. »

La tentation de l'indépendance

Cinq-Mars échappait à Richelieu. Il l'avait espéré aimable et souple mais ses insolences exaspéraient le monarque⁴, toujours prêt néanmoins à pardonner. Le cardinal attendait un jeune homme reconnaissant, mais, grisé par sa position, il était devenu ingrat, vaniteux et d'une ambition sans limites. N'avait-il pas le projet d'épouser l'héritière d'une maison souveraine, Marie-Louise de Gonzague-Nevers, fille du duc de Mantoue⁵ ? S'élever jusqu'à elle pouvait changer M. le Grand en prince. La belle piquait d'ailleurs la vanité du soupirant : elle n'accepterait le mariage que s'il était fait duc et pair, ou

connétable, voire principal ministre à la place du cardinal qu'elle détestait. Richelieu avait aussitôt bridé les espérances du jeune présomptueux, déclarant lors d'une scène violente qu'il ne pouvait croire que la princesse eût à ce point oublié sa naissance « qu'elle voulût s'abaisser à si petit compagnon ». La rupture était consommée.

Désormais, Richelieu allait s'employer à refuser les grâces que Cinq-Mars demandait au roi. Il s'était opposé au mariage avec Marie-Louise de Gonzague. Comme il persuada le roi de lui refuser le château de Chantilly, confisqué après la révolte d'Henri de Montmorency. Surtout, le principal ministre ruina ses ambitions politiques dès qu'il osa les formuler. À la fin de juillet 1641, Cinq-Mars avait convaincu son maître de l'autoriser à entrer au Conseil. Louis n'avait accepté ce caprice qu'à condition que M. le Grand siège debout et sans voix délibérative. Tout énamouré et heureux de la noble ambition d'un garçon dont il avait tant blâmé la frivolité, il croyait à la bonne volonté d'Henri. « Je veux, avait-il déclaré, que mon cher ami s'instruise de bonne heure des affaires de mon Conseil, afin qu'il se rende capable de me rendre service. »

Louis XIII aimait à faire le précepteur, toujours prompt à enseigner à un futur chasseur la traque du gibier ou à initier un intime aux subtilités du gouvernement du royaume. Aussitôt, Richelieu multiplia les efforts pour convaincre le roi de reprendre sa promesse. Il y parvint. Le jour où Cinq-Mars voulut pénétrer dans la salle du Conseil, le cardinal lui en refusa l'entrée, joignant au geste des paroles blessantes. Accepter un « homme tel que lui dans le Conseil » ferait perdre, lui asséna-t-il, « la réputation de tous les ministres parmi les étrangers ».

D'autres humiliations, comme le refus de lui accorder le gouvernement de Verdun ou le commandement militaire au siège d'Arras, achevèrent de sceller la rupture entre les deux hommes. Cinq-Mars avait une revanche à prendre sur son ancien protecteur. Deux manières pouvaient lui permettre d'en triompher : l'éloigner du roi par d'insinuantes paroles ou adhérer à l'un des complots qui émaillaient la vie du cardinal. Sans s'en douter, Louis XIII lui-même l'encourageait quand il prenait plaisir à récriminer en sa présence contre son premier ministre. Intimidé par l'intelligence et la volonté de fer du prélat, le roi se soulageait de son emprise en critiquant sa « tyrannie » et son caractère impérieux. De même, le Très-Chrétien confiait ses scrupules envers la politique belliqueuse du cardinal contre la maison d'Autriche, championne du catholicisme, sans toutefois songer à le remplacer. Cinq-Mars se joignait volontiers au réquisitoire royal.

Le conspirateur

Le jeune homme espérait davantage de succès en participant à une conspiration semblable à celle, déjà échafaudée en 1640-1641 par le comte de

Soissons, cousin du roi, et quelques grands seigneurs⁶. Un favori en mauvais termes avec Richelieu éveillait les espoirs de ses ennemis, prêts à l'accueillir parmi eux.

En pleine guerre contre l'Espagne – ouverte depuis 1635 –, M. le Grand rejoignit les opposants au principal ministre, mais gagna cette fois à sa cause le frère du roi, Gaston d'Orléans, conspirateur-né et porteur d'avenir quand les médecins ne donnaient alors à Louis XIII, constamment malade, que six mois à vivre. En cas de mort du souverain, la régence du royaume serait exercée au nom du très jeune dauphin, futur Louis XIV, par le frère du défunt.

À la différence de bien des conjurés, Cinq-Mars ne souhaitait pas l'assassinat du cardinal. Il espérait surtout le voir écarté des affaires, disgracié et exilé. Il adhéra néanmoins au plan des conspirateurs. La fièvre régnant dans le royaume agité par d'incessantes révoltes populaires contre une intolérable pression fiscale, la lassitude causée par une guerre interminable, l'opposition des Grands auguraient de leur victoire. Encore faudrait-il disposer d'un secours d'importance, pourvoyeur de fonds et de troupes. L'Espagne, impatiente de se débarrasser de Richelieu, pouvait apporter cette aide, même si tous les conjurés ne souhaitaient pas s'allier avec l'ennemi du royaume. Ainsi, un ami d'enfance du favori, le magistrat François Auguste de Thou, jugeait cette alliance dangereuse et préférerait attendre la mort naturelle du cardinal que, mauvaise santé oblige, l'on devinait proche.

Un traité n'en fut pas moins élaboré en décembre 1641 par le roi Philippe IV d'Espagne et son *valido* le duc d'Olivares. Il prévoyait l'invasion de la France, l'assassinat de Richelieu et la proclamation de Gaston d'Orléans comme lieutenant général du royaume. Madrid fournirait hommes, armes et argent. Une paix blanche serait signée entre les adversaires, avec restitution par la France de toutes ses conquêtes et l'abandon de ses alliés protestants. Toutefois, nul n'attenterait à la personne du roi et de la reine. Un des conjurés, le marquis de Fontrailles, gentilhomme de la maison d'Orléans, porta le traité à Madrid. Il fut signé par Olivares en mars 1642.

Pendant ce temps, le roi-soldat, qui avait pris en personne le commandement de ses troupes « pour le fracas, disait-il, que nous prétendons faire en Espagne », guerroyait en Roussillon. Par des chemins séparés, Cinq-Mars et Richelieu l'avaient rejoint. Le favori était au sommet de sa fortune : ministres et courtisans étaient à ses ordres ; la jeunesse l'idolâtrait ; son lever était comme celui du roi ; deux cents gentilshommes lui faisaient escorte. Lors de son passage à Lyon, il avait affiché sa puissance en recevant huit cents d'entre eux venus de sa province d'Auvergne. Les flatteurs faisaient son éloge. On vantait sa magnificence, on applaudissait à son faste⁷. Chacun comparait l'ascension du nouvel astre avec l'atmosphère glaciale qui semblait éloigner le roi de Richelieu. Le temps semblait suspendu. Qui, du monarque accablé de mille maux physiques, ou de son premier ministre harcelé par la maladie, disparaîtrait le premier ? Quand et où les conjurés mettraient-ils leur plan à exécution ?

« Les brouillards des Pyrénées descendent sur la cour »

Militairement, Louis XIII allait de succès en succès. Après la prise d'Argelès et de Collioure, il assiégea Perpignan, clef du Roussillon. Malade, Richelieu avait dû faire halte à Narbonne, inquiet néanmoins de laisser seuls son maître et le favori. Le cardinal redoutait sa disgrâce, craignait même d'être poignardé. Certes, ses espions l'informaient quotidiennement des relations entre le roi et Henri. L'entente n'était pas parfaite. Toujours sûr de lui, Cinq-Mars s'enhardissait, réclamait à Louis le renvoi de Richelieu. « Tout beau, n'allez pas si vite ! » tempérait le monarque. Il arrivait même que la prétention du favori finisse par faire sortir le roi de ses gonds. Henri critiquait-il le maréchal de La Meilleraye ou le maréchal Abraham Fabert ? « Vous avez tort, tranchait le monarque, vous qui n'avez jamais rien vu, de vouloir l'emporter sur un homme d'expérience. » Aussi, irrité par l'audace d'Henri, le roi lui battait froid. Entre la suffisance affichée de l'un, les angoisses du cardinal, les souffrances physiques du roi, sur fond de guerre et de complots qui valaient à chacun la crainte d'être assassiné, le climat de ce printemps 1642 était délétère.

Le dénouement ne tarderait plus. Trop malade pour attendre la chute de Perpignan, Louis se retira à Narbonne dans l'intention de regagner Paris. Richelieu, toujours incertain de son sort, s'enferma dans Tarascon, forteresse facile à défendre. La nouvelle les frappa l'un et l'autre de plein fouet : des fuites avaient révélé la conjuration, certaine « comme on sait que la Seine coule sous le pont-Neuf ». Le 10 ou 11 juin, le cardinal eut en main la copie du traité signé avec l'Espagne. « Dieu assiste le roi par des découvertes merveilleuses », reconnut le prélat. Aussitôt, Louis fut averti. Le 13, Cinq-Mars et son ami de Thou, coupables de haute trahison, furent arrêtés et enfermés dans la citadelle de Montpellier.

Tout pourtant n'était pas achevé. Richelieu savait les hésitations de son maître, même après avoir ordonné l'arrestation du « scélérat », du « traître », ainsi qu'il désignait désormais son favori. Mais, se reprenant, il avouait avoir « le cœur serré » en songeant à sa culpabilité. Le roi, témoignant ses proches, s'abandonnait à « une profonde rêverie », le moral au plus bas, prisonnier « d'étranges pensées ». Il n'en retrouva pas moins Richelieu à Tarascon et fit dresser son lit près de celui du cardinal. Aussi malades l'un que l'autre, « étendus côte à côte comme deux gisants sous leurs baldaquins⁸ », le roi et son ministre ne pouvaient rester debout. On ignore ce qu'ils se sont dit durant les quatre heures de leur entretien. Richelieu rappela-t-il combien ses mises en garde étaient justifiées ? Offrit-il sa démission ? Sermonna-t-il un monarque dont la confiance avait été si mal placée ? Ou adopta-t-il une attitude humble, évoquant davantage la menace espagnole que l'instigateur de la conjuration ? À moins que l'un et l'autre, évitant les sujets fâcheux, ne se soient contentés d'évoquer leurs misères physiques, comme les billets qu'ils

échangèrent le lendemain le suggèrent⁹.

Le roi regagna Paris le premier, non sans donner à Richelieu les pleins pouvoirs pour achever la campagne militaire, témoignage supplémentaire de sa confiance envers le premier ministre. Le cardinal fit le voyage de retour sur le Rhône les jours suivants¹⁰, emmenant les deux prisonniers jusqu'à Lyon, pour qu'ils y soient enfermés dans la citadelle de Pierre-Encize. Leur procès pouvait alors s'ouvrir.

Le procès d'un favori

Concino Concini, favori de Marie de Médicis, avait été assassiné. Albert de Luynes, intime du jeune Louis XIII, avait échappé à la disgrâce en contractant une « fièvre pourpre » qui eut raison de lui. Cinq-Mars, lui, allait être jugé. L'instruction de son procès allait révéler le degré de son implication dans une conjuration qui comptait d'aussi importants personnages que Gaston d'Orléans, frère du roi, ou le duc de Bouillon. Saurait-on si M. le Grand, en se débarrassant de Richelieu, pensait accomplir la volonté royale ? De son côté, le scrupuleux monarque s'interrogeait : n'avait-il pas, par ses plaintes répétées contre son ministre, encouragé Henri à s'en défaire ? Il le niait malgré tout publiquement, rejetant la responsabilité sur celui qu'il nommait un grand imposteur et calomniateur – Cinq-Mars –, « dont les mauvaises pensées, assurait-il, lui avaient fait horreur¹¹ ». Mais le croirait-on ? Et, dans son for intérieur, en était-il lui-même convaincu ? C'est dire si les interrogatoires du prévenu étaient redoutés.

Une commission de magistrats fut réunie à Lyon pour juger l'affaire. Gaston d'Orléans avoua, sans oublier, à son habitude, de charger Cinq-Mars et ses complices. Celui-ci commença par nier, tout en admettant sa haine de Richelieu, puis se rétracta et révéla tout. Le roi, qui doutait encore de sa culpabilité, dut l'admettre : « Quel saut, reconnut-il, a fait M. Le Grand ! » Louis était en plein désarroi. Il dut bien admettre que son affection pour Cinq-Mars l'avait rendu aveugle et qu'il n'avait pas imaginé que son « cher ami » puisse aller jusqu'au complot. Tenu informé du contenu des interrogatoires, Richelieu était aux aguets, persuadé que Sa Majesté, n'ayant cessé de « dire le diable » à son sujet – sa police le lui avait rapporté –, avait approuvé son assassinat.

Convaincu de crime de lèse-majesté, Cinq-Mars fut condamné à l'unanimité à la peine de mort, comme De Thou. La grâce royale n'ayant pas été sollicitée, la double exécution eut lieu place des Terreaux le 12 septembre 1642¹². On venait d'apprendre la capitulation de Perpignan et celle de Salses ne devait pas tarder. Gaston d'Orléans fut absous, contre sa renonciation à tous les droits dus à son rang ; Bouillon fut libéré moyennant la cession de sa principauté de Sedan au royaume. La mort de Cinq-Mars allait-elle sceller la fin des favoris ? Si le roi hésitait à renoncer à cette pratique, Richelieu l'y

La fin des favoris

Richelieu et Louis XIII se retrouvèrent à Fontainebleau le 13 octobre pour un entretien de trois heures où, dans une atmosphère tendue à l'extrême, le cardinal attendait du roi une sorte de *mea culpa*. Le 27, il posa ses conditions : Sa Majesté devait renoncer à avoir un favori. Comme les deux hommes ne se parlaient plus, le cardinal fit parvenir au roi un mémoire plein de sous-entendus : « Sa Majesté saura qu'on a appris beaucoup de choses de M. le Grand, dont jusqu'ici on n'a pas voulu lui donner connaissance. » Le ministre suggérait qu'il savait tout de la prétendue complicité passive du roi. Louis demeura muet, refusant de reconnaître ses torts. Aussi, dépassant en véritable homme d'État le cas particulier de Cinq-Mars, Richelieu imposa à Louis cinq propositions dont le refus entraînerait sa démission :

1. Le roi renoncera à avoir un favori.
2. Le souverain ne mettra sa confiance que dans le Conseil.
3. Il devra garder le secret inviolable sur ce qu'il s'y dira.
4. Sa Majesté acceptera de recevoir de ses collaborateurs les avis qu'ils lui donneraient librement, sans crainte.
5. Le monarque nettoiera de temps en temps la cour des esprits malintentionnés.

Il est peu d'exemples sous l'Ancien Régime d'un principal ministre imposant ainsi sa volonté à son souverain. Le tout, on le rappelle, dans une atmosphère de mort annoncée des deux protagonistes¹³. Louis XIII signa cet engagement écrit, mettant ainsi un point final à une période durant laquelle s'étaient succédé trois favoris officiels. À la différence de ses deux prédécesseurs, Cinq-Mars n'avait pas exercé de responsabilités politiques et n'avait reçu du monarque aucune délégation de pouvoir. Il n'avait pas davantage joué le rôle de médiateur entre le souverain et ses sujets. L'ambition politique de ce tout jeune homme, mort à 22 ans, s'était limitée au complot dont il n'avait pas perçu la portée, mais auquel il s'était cru autorisé à adhérer, Louis ayant eu la faiblesse de lui confier tout le mal qu'il pensait du cardinal.

Jusqu'au bout, le monarque refusa de reconnaître ses torts. « Je n'ai rien à dire à mon cousin le cardinal de Richelieu, sinon qu'il a trop connu, pendant que le sieur de Cinq-Mars était auprès de moi, sa malice, ses impostures et ses artifices, pour qu'il puisse ajouter foi à ce qu'il a dit au préjudice de l'amitié que je porte à mondit cousin et de l'estime que je fais de sa personne. »

Malgré ses dénégations, la responsabilité du roi était engagée. Aux yeux de Richelieu, Louis avait fait passer son inclination personnelle avant son devoir, celui de soutenir son premier ministre dans la tempête, de maintenir l'État et de poursuivre sans état d'âme la lutte contre l'ennemi espagnol. Le roi, blessé par l'ingratitude de M. le Grand dont il se croyait aimé et agacé par les hauteurs de Richelieu, refusait encore de reconnaître publiquement que sa

« crédulité amoureuse¹⁴ » avait contribué à miner l'existence de son royaume, menacée par le honteux traité avec Madrid. En revanche, en acceptant – certes contraint – les cinq propositions, garanties d'un bon exercice du pouvoir, il travailla une dernière fois à l'intérêt de l'État. Aussi la tragédie de Cinq-Mars n'est-elle pas seulement une de ces innombrables et vaines intrigues de cour, un épisode romantique de la vie d'un jeune et séduisant héros fauché à 22 ans. Elle révèle une crise de l'État dont Louis XIV saura le moment venu tirer les leçons.

Chapitre VII

Richelieu, ministre ou favori ?

« J'ai confiance en vous et il est vrai que je n'ai jamais trouvé personne qui me serve à mon gré comme vous. »

Louis XIII à Richelieu

« Les défiances augmentaient tous les jours de l'un contre l'autre : en sorte qu'ils se sont fait mourir tous deux. »

Marquis de Montglat

Depuis longtemps, l'Histoire a tranché : la première moitié du XVII^e siècle fut en France l'âge d'or des favoris. Elle fut aussi le temps de l'affaiblissement du pouvoir royal. Un manuel d'histoire du brevet élémentaire de 1911 ouvrait sa leçon consacrée à la « royauté à l'intérieur sous Louis XIII (*sic*) » par une citation de Sully apprenant la mort d'Henri IV : « La France va tomber en d'étranges mains. » Étranges mains en effet que celles de cet aventurier florentin, Concino Concini, qui, devenu le favori de la reine mère, ne « songeait qu'à s'enrichir ». Sa mort, apprenait-on, ne changea rien dans le gouvernement puisque Albert de Luynes, favori du roi, « remplaça le favori de la reine ». Si les auteurs du manuel ajoutaient le nom de Cinq-Mars, c'était moins comme favori de Louis XIII que comme ennemi de Richelieu et conspirateur.

Aucun livre d'histoire n'aurait eu l'idée de compléter la liste par les grands ministres du temps, cardinaux de surcroît, Richelieu et Mazarin. Pourtant le premier eut des relations privilégiées, quoique orageuses, avec son maître et le second, parrain et éducateur du jeune Louis XIV, est soupçonné d'avoir été l'amant de la reine Anne d'Autriche. Richelieu et Mazarin furent-ils seulement ministres ? Ou le couple formé par Louis XIII et le grand

cardinal, comme le trio Mazarin, Anne d'Autriche et Louis XIV compte-t-il un favori à côté du prince ?

« Vous pouvez vous assurer toujours de mon affection [...] Il me semble quand je songe que vous n'êtes plus avec moi que je suis perdu. » La correspondance de Louis XIII est riche de démonstrations sentimentales. Mais à quel proche ces mots chaleureux sont-ils destinés ? « Assurez-vous que je vous protégerai contre qui que ce soit et que je ne vous abandonnerai jamais. » Serait-ce Luynes ou Cinq-Mars l'heureux bénéficiaire de l'obligeance du roi ? « Vous savez que je vous ai dit plusieurs fois que si je vous avais perdu, il me semblerait être perdu moi-même. » Seul un favori peut être ainsi couvert de « plus de caresses [comprenez amabilités] qu'il n'eût su [en] désirer ». Pourtant, ces témoignages de confiance exprimés sur le mode sensible sont adressés à celui qui, parmi ses proches, semble le plus éloigné du profil de favori : le cardinal de Richelieu (1585-1642), au service de Louis XIII dix-huit années durant.

La pourpre cardinalice, l'attitude hautaine révélée par ses portraits officiels, sa réputation de sévérité, d'intransigeance voire de cruauté, l'ampleur de son œuvre politique distinguent le prélat d'un simple compagnon intime du prince. L'Histoire n'a jamais confondu Richelieu avec Luynes ou Cinq-Mars. Comment comprendre alors les amoureuses paroles du roi à son endroit ? « Je vous aime plus que jamais, lui écrit-il en juin 1642 ; il y a trop longtemps que nous sommes ensemble pour être jamais séparés. » Même s'il n'y eut pas disgrâce, ces dix-huit années qui s'achevèrent par la mort naturelle du principal ministre ne furent pas pour autant dix-huit années d'entente. L'attachement du souverain à son ministre fit parfois place à de fortes crispations, et la confiance put le céder à la désaffection. Alors Richelieu, ministre ou favori ?

Au commencement était la défiance

Du favori, il se distingue. D'ordinaire, l'affection particulière de Louis XIII pour un membre de son entourage naissait d'un véritable coup de foudre. Or, sa relation avec Richelieu s'ouvre sous le signe de la défiance, et s'y maintient des années durant. Évêque de Luçon à 22 ans, Armand Jean Du Plessis de Richelieu n'a-t-il pas appartenu au « ministère Concini », abhorré par le roi ? Son aversion pour le favori de sa mère, Louis l'a étendue à ses collaborateurs. Mais, plus qu'à d'autres, il réserva antipathie et défiance au jeune prélat devenu secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à la guerre.

Rien dans son caractère ne trouve grâce à ses yeux. Paralysé par l'intelligence du jeune ministre, le roi blâme ses « finesses », redoute sa « trop grande subtilité ». Son ambition est jugée trop voyante. Voire redoutable quand, pour arriver à ses fins, Richelieu, pense-t-il, est « prêt à mettre le feu aux quatre coins du royaume ». Un esprit dominateur, tel apparaît l'ambitieux prélat à un souverain conscient de ses propres insuffisances intellectuelles, timide et emprunté.

Aussi Louis est-il soulagé, après l'assassinat de Concini, en avril 1617, par la sortie du gouvernement de l'évêque et son retour dans son diocèse du bas Poitou. Cette disgrâce n'était cependant pas une retraite ni Luçon une prison. Car sa « traversée du désert » fut riche de contacts avec les opposants au nouveau favori, Albert de Luynes, et nourrie d'intrigues au service de la reine mère Marie de Médicis, dont il était chef du Conseil et garde des Sceaux. À la tête des affaires personnelles de celle-ci, Richelieu était le conseiller le plus écouté, rédacteur d'indispensables notes, gouvernant sa maison et ses officiers, jouant avec talent son propre jeu dans ce qu'on a appelé les deux « guerres de la mère et du fils ».

Ses services – il fut le négociateur heureux de la paix d'Angers entre Marie de Médicis et le roi – furent largement récompensés en septembre 1622 par le chapeau de cardinal, extraordinaire et rarissime honneur pour un prélat français. Le nouveau cardinal allait-il faire oublier au roi l'ancien ministre de l'Italien détesté ? Peut-être pas si tôt. Quand la reine mère tenta de le faire entrer au Conseil de Sa Majesté, Louis XIII persista dans son refus. Tant il est vrai, assure un contemporain, qu'« il le haïssait comme le diable », déclarant : « Voilà un homme qui voudrait bien être de mon Conseil, mais je ne puis m'y résoudre après tout ce qu'il a fait contre moi. »

Richelieu dut encore patienter. Le roi finit par céder deux ans plus tard. Tenace, Marie de Médicis avait été persuasive. Admirative de l'intelligence du prélat et touchée par son dévouement, elle espérait aussi reprendre pied dans le gouvernement grâce à celui qui apparaissait comme sa « créature ». Décidé, en bon fils, à oublier les mésententes antérieures avec sa mère, Louis XIII tenait alors à la ménager, voire à lui donner quelques satisfactions. D'ailleurs, ne fallait-il pas pourvoir les places vacantes au Conseil et préparer le remplacement du médiocre surintendant des finances La Vieuville ? L'opinion, qui murmurait contre la faiblesse du gouvernement, ne comprendrait pas le refus obstiné du roi de recruter un homme dont chacun saluait la valeur. Richelieu fut donc appelé au Conseil le 29 avril 1624. Il approchait de la quarantaine ; le roi n'avait pas 23 ans.

Louis XIII ne se liait pas les mains pour autant. Richelieu n'avait ni la justice (réservée au garde des Sceaux) ni les finances (attribution de La Vieuville, contre lequel le cardinal lança une méchante campagne de presse). Mais il joua avec talent la carte du service exclusif du monarque. « On dit, rapporte un ambassadeur vénitien, qu'il servira le roi et ne s'occupera pas d'autre chose que de la grandeur du règne. » Cet attachement, joint à la

disgrâce pour corruption de La Vieuville, bientôt emprisonné, lui valut en 1626 d'être nommé *chef du Conseil* comme « principal ministre de notre Conseil d'État¹ ».

S'ouvrit alors une longue collaboration entre le roi et le cardinal. La défiance du monarque avait été vaincue. Sept années avaient été nécessaires pour une entrée en grâce. Jusque-là, aucun favori n'avait dû patienter si longtemps pour attirer l'attention d'un prince. Richelieu n'est pas né auprès du souverain comme « potiron venu en une nuit », ainsi qu'on l'avait dit des mignons d'Henri III. C'est un homme mûr qui accède à la tête du gouvernement, presque à l'âge où le duc de Luynes est mort².

La raison plus que le cœur

De même, à la différence d'un favori ordinaire, il n'a pas été tiré de rien. Concini, favori de Marie de Médicis, avait été un aventurier entré dès son jeune âge en friponnerie et Albert de Luynes appartenait à la petite noblesse provençale. Certes, Cinq-Mars était de bonne famille, fils d'un maréchal de France, mais que dire d'un Baradat ou d'un Saint-Simon dont les seuls mérites furent d'apprendre au roi à changer de monture sans mettre pied à terre et souffler dans son cor sans « baver dedans »³ ? Présenter Armand Jean du Plessis, cardinal de Richelieu, comme de « petite noblesse » du Poitou est sacrifier à une légende tenace.

La famille du cardinal était déjà très en vue à la cour d'Henri III quelques décennies plus tôt. Son père, titulaire d'une haute dignité aulique comme celle de grand prévôt de France, puis capitaine des gardes du corps sous Henri IV, avait été reçu dans le prestigieux ordre du Saint-Esprit⁴ qui exigeait de ses chevaliers quatre degrés de noblesse. Celle des Du Plessis était plus que centenaire, remontant sa filiation avant 1400 sans anoblissement connu, ce qui lui aurait valu au XVIII^e siècle les *honneurs de la cour*⁵. Richelieu « avait de la noblesse », confirma plus tard le cardinal de Retz. L'on ajoutera : une noblesse ancienne. Mais aussi des alliances, notamment avec les maisons de Montmorency et de Rochechouart, et enfin le service des armes.

Mais, il est vrai, une noblesse paternelle, car la mère du cardinal, fille d'un célèbre avocat parisien et petite-fille d'apothicaire, était bourgeoise. Et le futur cardinal avait beau s'enorgueillir de deux maréchaux de France comme parrains à son baptême, sa famille était sans grande fortune, d'autant moins fortunée qu'à sa mort précoce le père du ministre avait laissé une veuve chargée de cinq enfants⁶. Pour ne rien perdre des maigres revenus du siège épiscopal de Luçon attaché à sa famille, le futur cardinal, contrariant une vocation militaire, avait dû entrer dans les ordres. Par sa famille et son tempérament, Richelieu n'avait donc rien d'un aventurier.

Par sa vie quotidienne, le cardinal-ministre s'éloignait encore du favori

ordinaire. L'y assimilerait-on ? Il s'en défendait vigoureusement. Dans son célèbre *Avis au roi* du 13 janvier 1629, il se refuse à être confondu avec de tels parasites : sa faveur n'a pas été le fruit d'une impulsion subite, donc passagère, d'un monarque prompt à changer d'affection⁷. La bienveillance de Sa Majesté à son endroit n'est fondée, précise-t-il, que sur la raison et la connaissance de ses services⁸. Un favori aurait eu des fonctions de cour, grand fauconnier comme Luynes, ou grand écuyer, office dont Cinq-Mars fut pourvu dès ses 19 ans. Richelieu reçut les gouvernements du Havre, de Brouage, de Bretagne, inaugura la charge inédite de grand maître, chef et surintendant général de la navigation et du commerce (1626), remplit plusieurs fois la fonction de lieutenant général des armées, mais aucune de ces charges ne l'autorisait à pénétrer dans l'intimité de son roi. Même en ses premières années, Richelieu ne fut jamais chambellan ou maître de la garde-robe royale. D'ailleurs le monarque et son ministre n'habitaient pas sous le même toit. Les favoris étaient logés au Louvre, auprès du prince. Richelieu habitait au Palais-Cardinal. Chacun chez soi.

Le ministre n'était pas pour autant indifférent aux faveurs. La garde personnelle de cinquante mousquetaires (1626), accordée par le souverain afin de déjouer les attentats dont il fut souvent la cible, avait le privilège exceptionnel de l'accompagner jusque dans le palais du roi. Louis XIII jugeait que s'en prendre à son ministre, c'était s'en prendre à lui-même. Aussi devait-il assurer sa sécurité et lui accorder une pleine confiance en le laissant entrer armé au Louvre. La dignité de duc et pair de France dont il fut pourvu en 1631 le hissait au premier rang de la noblesse. Certes, semblable honneur avait été déjà octroyé à Luynes quelques années plus tôt. Mais cette faveur couronnait les mérites du cardinal. Elle n'était nullement le salaire de l'intimité.

Si le ministre est si éloigné d'un favori ordinaire, pourquoi tant de déclarations d'affection du souverain ? Parfois au moindre propos. Ainsi, à un Richelieu accablé de migraines, le roi répète qu'elles sont le signe d'une longue vie, « qui est la chose, ajoute-t-il affectueusement, que je désire le plus au monde, vous aimant comme je le fais⁹ ».

Louis XIII, on le sait, avait un besoin constant d'affection que ni son père, disparu trop tôt, ni sa mère, qui fut longtemps son adversaire, ni son frère Gaston d'Orléans, éternel conspirateur, ne pouvaient assouvir. Certes, les liens noués avec ses favoris n'étaient pas de même nature que les formules de soutien adressées à son ministre. Elles n'en traduisaient pas moins la confiance du roi, toujours en quête d'être aimé, mais aussi d'être servi. En Richelieu, Louis avait trouvé l'homme à l'intelligence brillante, au savoir-faire accompli et à l'irréprochable fidélité sur lequel se reposer.

Le service du roi

Le roi savait gré à son ministre de le tenir informé comme jamais des affaires politiques du royaume et de l'Europe. Admis au Conseil en avril 1624, le cardinal n'avait pas attendu plus d'un an pour exposer à son maître les orientations d'une politique dont il se ferait le champion. En mai, juin et août 1625, Louis XIII trouva sur son bureau pas moins de trois mémoires du cardinal justifiant l'alliance du Très-Chrétien avec les Provinces-Unies et l'Angleterre, États protestants, dans la tradition de la monarchie française inaugurée par François I^{er} et poursuivie par le père du roi régnant. D'autres *Avis* suivirent, dont celui de janvier 1629, que complétaient les lettres adressées au roi et les entretiens, au Conseil ou en privé, entre le monarque et son ministre.

Louis avait la satisfaction d'être bien servi. La conspiration (déjouée) du comte de Chalais¹⁰ en 1626, fomentant l'assassinat de Richelieu, comme la coalition des Grands, frère du roi en tête, opposés à la volonté du monarque de marier Gaston d'Orléans avec Mlle de Bourbon-Montpensier, donnèrent à Louis XIII l'occasion de lui renouveler son attachement. Jamais en ces intrigues le cardinal n'avait fait un pas de clerc. Sa conduite avait été irréprochable. « J'ai confiance en vous, lui déclara le roi, et il est vrai que je n'ai jamais trouvé personne qui me serve à mon gré comme vous [...]. Assurez-vous que je ne changerai jamais et que quiconque vous attaquera, vous m'aurez pour second. » Quand les Grands s'émurent de l'arrestation puis de la condamnation à mort du comte de Bouteville, coupable d'avoir bravé les interdits de l'Église et les édits royaux en provoquant en duel place Royale à Paris le comte de Beuvron, Louis XIII put à nouveau compter sur le soutien de son ministre.

Mais ce furent les opérations militaires autour de La Rochelle qui confortèrent la position du cardinal et scellèrent son entente avec le roi.

Le test de La Rochelle

Pour en finir avec la rébellion protestante et s'assurer la maîtrise des ports, l'armée royale s'appêtait à assiéger La Rochelle, haut lieu de la résistance huguenote et porte ouverte à l'invasion étrangère. Mais le roi, qui souhaitait en prendre le commandement, tomba gravement malade en juin 1627 et fut contraint de garder la chambre. En son absence, le Conseil hésitait sur le bien-fondé de l'offensive. Des influences contraires s'exprimaient et Richelieu craignait l'abandon de la campagne. La maladie du roi desservait le cardinal qui sentait, malgré son titre de chef du Conseil, combien le soutien de Louis lui était indispensable.

Le souverain se rétablit et se présenta devant la ville assiégée en octobre suivant. L'hiver passa. Le siège s'enlisait. Louis s'impatientait et s'ennuyait de son inactivité. Aussi, prétextant sa santé fragile, il quitta le théâtre des opérations, remettant au cardinal, par lettres patentes du 4 février 1628, tous

les pouvoirs « civils et militaires, financiers et de grâce » en Poitou, Saintonge, Aunis et Angoumois, extraordinaire marque de sa confiance. Jamais semblable délégation de pouvoir n'avait été accordée à un ministre qui n'était pas même membre de la famille royale, était étranger à la hiérarchie militaire, et prêtre de surcroît¹¹.

L'heureux bénéficiaire n'en était pas moins inquiet, trait constant de son caractère. La séparation physique, deux mois durant, d'avec son maître rentré à Paris lui faisait toujours craindre une disgrâce. Coupé de l'administration centrale, éloigné de la cour, le cardinal demeuré devant La Rochelle n'avait désormais accès au roi que par des courriers trop lents. Son crédit n'en serait-il pas menacé ? Des influences contraires pouvaient toujours s'immiscer dans l'esprit du prince, avoir raison de sa détermination à combattre les huguenots, lui suggérer d'écarter son principal ministre. Il savait qu'à Paris une cabale tentait de persuader Sa Majesté de prolonger son séjour au Louvre afin de la maintenir éloignée de lui.

On le voit, la proximité physique avec le souverain était une garantie (nécessaire mais pas suffisante) de la faveur accordée à un ministre. En deux mois d'absence, tout était à craindre : à Paris les intrigues fourmillaient, les pressions s'exerçaient. Un favori, on le sait, n'est assuré de rien.

N'était-ce pas une crainte excessive ? Dans ses lettres, Louis ne cessait de rassurer son ministre, promettant de ne jamais oublier le service qu'il lui rendait en combattant la cité huguenote, l'assurant de son soutien, lui recommandant la prudence face aux batteries ennemies. C'est loin du cardinal qui, d'ordinaire, l'intimidait tant que Louis XIII pouvait faire assaut de formules d'affection. Richelieu s'exposait-il trop au feu ? « Dites-lui, commandait-il à un correspondant, que je ne veux plus qu'il aille aux lieux périlleux où il va tous les jours [...] et qu'il considère combien sa personne m'est nécessaire et combien il m'importe de le bien conserver. » Lorsque Louis annonça son retour devant La Rochelle en avril 1628, il rassura encore : « Tout ce que vous ordonnerez, je l'approuverai comme si c'était moi-même. J'ai une extrême impatience de vous voir pour vous témoigner le grand contentement que j'ai de la façon que vous m'avez servi en mon absence. »¹²

Le roi présent, Richelieu était rasséréné. Nul ne pouvait le nier : la confiance soudait les deux hommes. Les opérations du siège leur avaient fait découvrir une passion commune, naturelle chez un roi, moins courante chez un homme d'Église : le métier des armes. Face aux Anglais venus soutenir les Rochelais, les deux hommes partageaient une sorte de complicité, un compagnonnage de guerre qui renforçait leur entente. Richelieu montrait toujours sa déférence envers le roi, mais jouissait face à ses nombreux adversaires de la confiance affectueuse de son maître. « Si le roi est monarque en France, assurait un ambassadeur vénitien, le cardinal en est le patron. » Quant à Louis, il avait découvert en un homme plus âgé de seize années la solidité des convictions et la stabilité qui faisaient tant défaut à son entourage familial plutôt brouillon. À La Rochelle, Richelieu avait réussi la conquête du

roi. L'entente, une entente exceptionnelle, était au beau fixe. Durerait-elle ?

La victoire militaire à La Rochelle n'épuisait pas le programme politique du ministre. Restait à arrêter les progrès de l'Espagne, maintenir la paix civile dans le royaume et améliorer la gestion de ses finances. Encore fallait-il que son maître adhérât sans sourciller à sa vision et soit digne d'une semblable ambition. Richelieu semblait en douter quand, en son *Avis au roi* de janvier 1629, il énuméra les immenses qualités du monarque, mais se permit d'en souligner aussi – et avec quelle force ! – les défauts les plus importants. Manque de constance, caractère soupçonneux et jaloux, défaut de ténacité, trop grande disposition aux « aversions passagères » et à la tyrannie des passions : ainsi dessiné, le portrait moral était cruel. « Une volée de bois vert. » Richelieu était-il si assuré de son crédit pour prendre ainsi le risque de blesser l'amour-propre du monarque¹³ ?

Le cardinal semblait le croire car Louis lui confia la lieutenance générale des armées d'Italie. La confiance du prince ne lui faisait donc pas défaut. En outre, le roi reconnaissait ses talents militaires. Alors que Louis restait en France pour tenter de neutraliser les intrigues de la cour, Richelieu assiégea et emporta Pignerol au Piémont italien, porte qui donnait accès à la plaine du Pô. Malgré son goût pour la chose militaire, le monarque n'en avait pas moins accepté de confier ses armées à son ministre.

En cet automne 1630, ce n'était plus seulement l'éloignement – quatre mois cette fois – qui risquait de mettre en péril la faveur de Richelieu, mais la santé de Sa Majesté. Louis XIII malade semblait éprouver du désintérêt voire du dégoût pour les affaires. Paraissant à l'extrémité, il avait reçu les derniers sacrements. Qui, en l'absence d'héritier – une naissance était toujours attendue –, lui succéderait ? À bon droit, Richelieu se savait menacé. La prison, la mort lui étaient promises par ses ennemis. Marie de Médicis, depuis longtemps brouillée avec son ancien protégé, ne cessait de le dénigrer. On prétendait qu'elle aurait obtenu de son fils affaibli la promesse de son renvoi. Le roi céderait-il à la cabale ? Pour la première fois, Richelieu sentit sa position vaciller.

Le pacte de confiance

Le risque de la mort du roi n'était pas sa seule inquiétude. Guérison acquise, le choix de la politique à suivre ou à poursuivre demeurerait une question essentielle. Un implacable dilemme s'imposait en effet à Louis XIII : ou choisir la guerre contre les Habsbourg, catholiques mais menaçants, ou signer la paix et abandonner les alliances protestantes, selon le vœu de la reine mère et du parti dévot animé par le garde des Sceaux Michel de Marillac. Entrer en conflit avec Madrid supposait le maintien de Richelieu à la tête du gouvernement, l'option contraire exigeait son renvoi. En apparence, le cardinal était au faîte de sa faveur, en réalité il n'avait jamais été aussi

menacé.

Entre ces deux visions politiques, la famille royale, les Grands, la cour, le gouvernement se divisaient. Le débat devint aigu dans les premiers jours de novembre 1630. Il eut pour cadres le palais du Luxembourg, résidence de Marie de Médicis, et le petit château de Versailles, simple rendez-vous de chasse préféré du roi. Le 10 novembre, au Conseil, la reine mère rompit ouvertement avec Richelieu et le lendemain réclama son départ. L'éminence était au bord du gouffre. Mais le roi restait l'arbitre et le soir même, à Versailles, il confirma Richelieu dans ses fonctions. « Je vous commande absolument de rester et de continuer de tenir le timon des affaires, parce que telle est ma décision. » Richelieu était sauvé. Loin de son renvoi, exigé par Marie de Médicis, il obtenait une nouvelle investiture. Le 11 novembre fut bien la journée des Dupes, la victime annoncée échappant à la disgrâce, les vainqueurs se transformant en vaincus. « Continuez à me servir comme vous avez fait jusqu'ici, déclara Louis XIII au cardinal, et je vous maintiendrai contre toutes les intrigues de vos ennemis. »

Une fois encore, tout, en ces heures dramatiques, distinguait le cardinal-ministre d'un favori. Son maintien ou son renvoi n'était pas commandé par le caprice du prince : les choix politiques du roi l'avaient imposé. Richelieu savait qu'il n'était malgré tout qu'un serviteur, à la merci de l'arbitraire du monarque. Mais les remerciements qu'il présenta au roi le lendemain soulignent assez que le soutien royal était réfléchi, à la hauteur de l'enjeu. « Il m'est impossible de ne témoigner pas à Votre Majesté l'extrême satisfaction que je reçus hier de l'honneur de sa vue. Ses sentiments sont pleins de générosité et d'autant plus estimables qu'Elle les soumet à la *raison*¹⁴ et aux justes considérations du bien et du salut de son État¹⁵. »

Le pacte de confiance allait être mis à l'épreuve les mois suivants. Gaston d'Orléans, l'incorrigible comploteur frère du roi, quitta la cour et le royaume pour dénoncer depuis Nancy la « tyrannie » du cardinal. Louis XIII ne se laissa pas abuser par celui qui était encore l'héritier du trône en l'absence d'un dauphin. « Je ne réponds point aux calomnies contre ceux dont je me sers », déclara-t-il en réaffirmant publiquement son soutien à Richelieu. Louis ne céda pas davantage à sa mère, réfugiée en Flandre, qui ruminait sa haine contre le cardinal et exigeait toujours son renvoi. Nul ne pouvait l'ignorer : le principal ministre était au faîte de sa puissance. L'érection de sa terre de Richelieu en duché-pairie était un signe supplémentaire de la reconnaissance royale.

Le triomphe du cardinal abusa néanmoins l'opinion sur la réalité de son pouvoir. On imaginait qu'à l'image d'un favori, Richelieu dominait un roi subjugué par son impérieux ministre, comme Louis l'avait été par Luynes ou l'était par Cinq-Mars dont il s'amouracha. Dans *Marion Delorme*, drame de 1831, Victor Hugo prête ces mots désabusés à un Louis XIII dépossédé de son pouvoir par un cardinal tout-puissant, renforçant ainsi le mythe du souverain soliveau :

Entendez-vous ? L'État souffre, entendez-vous bien ?
Entre lui qui fait tout, et moi qui ne suis rien [...]
Règle-t-il pas tout, paix, guerre, états, finances ?
Fait-il pas lois, édits, mandements, ordonnances ?
Il est roi, dis-je ! Il a dissous par trahison
La ligue catholique ; il frappe la maison
D'Autriche, qui me veut du bien – dont est la reine [...]
Et tous les beaux traités qu'il arrange en cachette ?
Lui seul fait tout. Vers lui requêtes et placets
Se précipitent. Moi, je suis pour les Français
Une ombre. En est-il un qui pour ce qu'il désire
Vienne à moi ? [...]
Il est partout comme l'âme du roi,
Emplissant mon royaume, et ma famille, et moi !

La réalité est autre. Le roi ne fut ni « le valet d'un prêtre » ni l'« illustre esclave » dont parlera Mme de Motteville, pas davantage un prince fantoche prêt à tout accepter de son tout-puissant ministre. Celui-ci était un serviteur de confiance, fidèle – d'une absolue fidélité – et d'une exceptionnelle compétence, rien de plus¹⁶. De tempérament inquiet, il redoutait constamment un revers de fortune, connaissant la versatilité du roi et la force de persuasion de la reine mère ou du favori du moment. Mais Louis confirma son soutien. C'est que le roi demeurait le maître et Richelieu son subordonné. Louis exigeait d'être constamment informé des affaires et le cardinal ne lui cachait rien. Pas une décision n'était prise sans que Sa Majesté l'ait étudiée, méditée, approuvée. Le monarque seul décidait et le faisait savoir, apostillant les mémoires de son ministre d'innombrables « il le faut », ou « il est très à propos », ou encore « bon ». Jaloux de son autorité, Louis ne supportait pas d'être dirigé.

La monarchie n'était pas une « dyarchie », un régime à deux têtes. Le pouvoir royal ne se partageait pas, il pouvait seulement être délégué. Aussi le cardinal devait-il sans cesse convaincre son maître et batailler lorsque celui-ci lui résistait. « Les quatre pieds carrés du cabinet du roi, disait-il volontiers, me sont plus difficiles à conquérir que tous les champs de bataille de l'Europe. » Le cardinal tâchait de respecter cette répartition des pouvoirs. « Je m'estime heureux, assurait-il encore, quand de quatre de mes propositions, deux sont agréables. » Le souverain restait l'arbitre suprême et le principal ministre ne trouvait de légitimité que dans la personne royale. Leur collaboration ne fit pas pour autant l'économie de crispations.

La moindre divergence de vues piquait la susceptibilité de Louis XIII. Certaines initiatives ministérielles, même sans conséquence, le contrariaient. Richelieu était constamment écartelé entre sa volonté d'action et le souci de ne pas déplaire à Sa Majesté. Aussi ne devait-il jamais s'éloigner de son maître. Lorsque, en 1635, malade, il ne put suivre Louis décidé à rejoindre l'armée de Lorraine, il tenta de le convaincre de rester à Paris, redoutant sa mort au combat – le roi était toujours sans héritier – et craignant de voir un

favori s'insinuer dans l'esprit du souverain. Des paroles blessantes furent échangées. Lorsque les courtisans en étaient témoins, il n'était alors bruit que de la disgrâce du cardinal. Ses adversaires se réjouissaient, les intrigants professionnels relevaient la tête, les ambassadeurs étrangers, se prenant pour des oracles, annonçaient sa chute, l'espoir renaissait chez ses ennemis. Puis la réconciliation chassait les nuages. Et, malgré la mauvaise figure que lui faisait le roi, malgré ses offres de démission autant réitérées que refusées, le cardinal demeurait aux affaires.

Richelieu n'était donc assuré de rien. Il lui fallait constamment informer Sa Majesté, la convaincre, lui laisser l'illusion de décider. Un ministre n'a jamais la sécurité de l'emploi. Richelieu ne l'avait pas plus qu'un autre. Parfois le roi, agacé par ses succès¹⁷, lui faisait mauvais accueil, dialoguait sèchement, se cabrait, l'évitait. Puis tout rentrait dans l'ordre. Rien n'était plus insupportable à Louis XIII que de lire dans les libelles qu'il était dominé par son ministre et était devenu un roi faible.

« Les défiances augmentaient tous les jours »

Toutefois, le climat des années trente – fait de luttes contre les Habsbourg, de difficultés financières, de révoltes fiscales, d'éternelles intrigues de cour, de conspirations contre le ministre à abattre – tendit les rapports entre le monarque et son ministre. La complicité entre les deux hommes se lézarda.

Richelieu vécut douloureusement la terrible année 1636, « l'année de Corbie », ville de Picardie tombée entre les mains des Espagnols qui pouvaient ainsi marcher sur Paris par les vallées de la Somme et de l'Oise. Cible honnie de tous les pacifistes, le cardinal fut jugé responsable de la défaite. Déprimé, il parla à nouveau de démission, songea à la fuite, hanté par le spectre d'un Concini assassiné. Pour la première fois, le « Grand Cardinal », qu'un nouveau complot promettait à la mort, céda au découragement. Le roi l'abandonnerait-il ? Se rallierait-il aux pacifistes ? Céderait-il à la pression de Mlle de La Fayette, objet de son amour platonique et réfugiée au couvent de la Visitation, ou du père Caussin, son confesseur jésuite, qui tous deux s'acharnaient à combattre Richelieu ? Le cardinal fendit alors l'armure et montra sa faiblesse tandis que le roi, maître de lui-même, avait su se dominer et affronter la tragédie, provoquant un sursaut populaire. Louis XIII n'oublierait pas ce passage à vide d'un homme sûr de lui, dominateur et pétri d'arrogance. Louis, ou la revanche d'un faible.

Sa Majesté, consciente des efforts demandés à son peuple, prêtait désormais l'oreille aux opposants à la politique belliqueuse de son ministre. Ne prétendait-on pas que celui-ci continuait la guerre uniquement pour se maintenir au pouvoir ? Un autre amour platonique du souverain, Marie de Hautefort, dame d'honneur de la reine, plaidait aussi pour la conclusion de la

paix. La conscience du Très-Chrétien n'était-elle pas troublée par la misère populaire ? C'est dire combien Richelieu était menacé et ses relations avec le roi dégradées.

La guerre s'éternisait sans combat décisif. Les intrigues de Marie de Médicis et de Gaston d'Orléans rebondissaient sans cesse. Le frère du roi s'abouchait avec le roi d'Espagne. Cinq-Mars, nouveau favori du roi, préparait un coup d'État.

Le royaume était gouverné par deux malades. Louis avait toujours été de santé fragile et ses maux empiraient. Les crises, dues à une forme d'entérite chronique, le mettaient régulièrement au seuil de la mort. La santé de Richelieu était tout autant défaillante. Coliques néphrétiques, rétention d'urine infectieuse, abcès, hémorroïdes ulcérées, migraines insupportables altéraient son caractère. De nature hautaine, il devenait nerveux, cassant, en proie à de redoutables colères qu'il peinait à maîtriser¹⁸. Face à un premier ministre aussi insupportable qu'indispensable, Louis XIII louvoyait, un jour porté par sa colère contre la tyrannie du cardinal et prompt à médire de lui, un autre protestant de sa fidélité. Richelieu ne semblait plus craindre la séparation d'avec son maître. Il l'encouragea même¹⁹, sachant son goût pour la gloire, à prendre personnellement le commandement des troupes qui assiégeaient Perpignan. Après trois mois, les deux hommes se retrouvèrent, plus moribonds que jamais.

Le cardinal, qui n'avait jamais manqué d'ennemis, devait encore faire face au complot noué par Cinq-Mars qui pressait le roi de le chasser. Le favori, qui entendait souvent Louis XIII se plaindre de Richelieu et parfois soupirer après la paix, croyait pouvoir arriver à ses fins. On sait que le complot fut découvert et que Cinq-Mars fut arrêté, à la pleine satisfaction du cardinal. Celui-ci félicita le roi comme un maître d'école complimente un élève en progrès : « Je ne dois pas oublier, entre vos victoires, celle que vous remportâtes sur vous-même [...]. Vous vous surmontâtes vous-même en postposant ce qui était de votre inclination à la raison [...]. Dieu vous éclaira de telle sorte que vous mîtes sous les pieds l'ancienne inclination que vous aviez pour lui [Cinq-Mars]. »

Richelieu n'a jamais manqué de blâmer la place des favoris, ces parasites, ces sangsues. La culpabilité de Cinq-Mars justifiait sa crainte d'être sacrifié à l'un d'eux. « Jamais ceux qui sont chargés de l'administration d'un État n'auront sûreté auprès d'un prince facile lorsqu'il y aura des favoris. » Le « prince facile » avait-il tiré la leçon du complot de son dernier compagnon ? Richelieu en doutait encore. Il savait que le roi s'était plaint de lui à Cinq-Mars. Les amis de ce dernier devaient être renvoyés de la cour, « la raison voulant qu'ils ne soient pas plus tôt connus que bannis, pour prévenir l'effet de leur malice ».

Le dernier acte de la collaboration entre le roi et son ministre mêlait, comme dix-huit ans plus tôt, attachement et répulsion. Le cardinal cultivait son inquiétude, car même après l'exécution de Cinq-Mars, il n'était toujours

pas assuré du soutien indéfectible du roi, tandis que Louis XIII ne supportait plus la hauteur de Richelieu, coupable d'avoir eu si souvent raison.

Les deux vieillards malades s'acheminaient vers la mort. À son ministre mourant, Louis rendit visite à deux reprises les 2 et 3 décembre 1642. Richelieu mourut le 4, à 58 ans. Le roi, témoignent les contemporains, prit un air détaché, « sans faire paraître ni joie ni tristesse ». Sans doute, au fond de lui-même, gardait-il rancune au cardinal d'avoir percé à jour les ambitions de son cher Cinq-Mars. Sans doute devinait-il que Richelieu avait été informé des paroles hostiles qu'il avait confiées à son favori. Sans doute, enfin, estimait-il aussi être libéré d'une personnalité qui, par son intelligence et sa volonté, l'avait toujours intimidé. Les déclarations de tendresse à l'adresse du cardinal étaient restées à sens unique. Richelieu n'avait pas, en dix-huit années, satisfait au besoin d'affection de son maître.

À ses proches, Louis se contenta de déclarer en guise d'oraison funèbre : « Il est mort un grand politique. » La « malentente », cette « fêlure sournoise qui minait sourdement leurs rapports »²⁰, s'était muée dans les dernières années – l'âge, la maladie et les rancœurs refoulées aidant – en ce qui ressemblait parfois à de la haine. Mais en soulignant ainsi la grandeur politique du cardinal, Louis XIII reconnaissait en Richelieu un homme d'État et non un favori.

Chapitre VIII

Mazarin, ministre et favori

« Je connais la fidélité de M. le cardinal, et combien le roi et moi avons besoin d'un ministre qui soit tout à nous. »

Anne d'Autriche

« Jamais il n'y a eu d'amitié plus véritable que la mienne. »

Anne d'Autriche à Mazarin

En leurs libelles incendiaires – appelés mazarinades –, les adversaires, rivaux et ennemis de Mazarin (1602-1661) n'ont pu expliquer la faveur du cardinal, devenu quasi-maître du royaume, que par ses relations intimes avec Anne d'Autriche, veuve de Louis XIII et régente du royaume au nom du jeune Louis XIV. Le « gredin de Sicile » n'était-il pas un favori de la pire espèce ? Un nouveau Concini ? N'aurait-il pas, pour arriver à ses fins, suborné l'esprit de la reine mère par « ses enchantements et ses sortilèges » ? Déjà en septembre 1643 – Louis XIII n'était mort que depuis quelques mois –, on interpréta une faiblesse passagère de sa veuve comme l'indice d'une maternité future, à laquelle Mazarin n'aurait pas été étranger. Des gens de cour, comme l'acide Marie de Hautefort, vraie fausse amie de la reine, ou le valet de chambre Pierre de La Porte, jadis complice d'Anne d'Autriche, amoureux de sa maîtresse et jaloux de Mazarin, nourrissaient les rumeurs d'une liaison. Le sujet semble inépuisable et les historiens restent partagés. Mais on ne peut nier que le cardinal ait été, sinon l'amant, du moins – si l'on veut bien se défaire du sens péjoratif du mot – le favori de la mère de Louis XIV. Son charme, la complicité qui l'unit à elle, les charges de cour dont il fut pourvu, les faveurs qui lui furent octroyées, les lieux mêmes où il logea en sont les signes.

L'irrésistible ascension du souple *monsignore*

Anne d'Autriche, il est vrai, ne l'a pas découvert. Louis XIII vivant, Mazarin était déjà au service de Richelieu, qu'il avait rencontré trois fois en 1630 alors que le jeune *monsignore* travaillait pour le Saint-Siège. Sa plaidoirie pour la paix en Europe avait alors agacé le cardinal-ministre, qui y reconnaissait l'écho du parti de Marie de Médicis et des dévots, ses ennemis, qui avaient failli triompher au cours de la journée des Dupes. « Vous courtisez la paix comme si elle était la dame de vos pensées », lui dit un jour, cinglant, le premier ministre du royaume. Mais le bouillant et jeune diplomate ne s'en n'était pas moins interposé entre les armées françaises et espagnoles prêtes à combattre en Italie devant Casal, chef-lieu du Montferrat. Cet épisode théâtral – « *Pace ! Pace !* » avait-il crié en déboulant sur son cheval – avait beaucoup fait pour sa gloire.

Un premier voyage à Paris dans l'hiver 1631, comme envoyé du pape pour négocier la paix, fut suivi d'un deuxième l'année suivante, durant lequel il réussit à séduire le « grand cardinal » et rencontra Louis XIII et Anne d'Autriche. « Vous l'aimerez bien, Madame, aurait dit, perfide, Richelieu à la reine, il ressemble à M. de Buckingham. » Davantage au service de la France qu'à celui de Rome, il mit fin à l'ambiguïté en s'installant en 1640 dans le royaume comme secrétaire de Richelieu¹. Le roi lui obtint alors le chapeau de cardinal pour services rendus. Et avant de mourir, Richelieu le recommanda à Louis XIII. Mazarin entra alors le 5 décembre 1642 au Conseil du roi, parce que, justifia le souverain, « il est plus que tout autre au courant des projets et maximes du cardinal² ».

Semblable louange ne pouvait qu'indisposer la reine. Serait-il le nouveau favori d'un Louis XIII moribond ? Les quelques mois qui restaient à vivre à Sa Majesté l'interdisaient et Mazarin n'exerçait pas sur Louis l'attrait physique d'un Luynes ou d'un Cinq-Mars. Très malade, le roi appréciait sa capacité de travail et surtout sa manière de suggérer sans imposer les solutions aux affaires du moment. Par tempérament, Mazarin était tout souplesse. Rien de cassant, à la Richelieu. En une page célèbre et injuste, le cardinal de Retz, un de ses adversaires, a saisi en ses Mémoires avec un incomparable génie littéraire les deux personnalités. « L'on voyait sur les degrés du trône, d'où l'âpre et redoutable Richelieu avait foudroyé plutôt que gouverné les humains, un successeur doux, bénin, qui ne voulait rien, qui était au désespoir que sa dignité de cardinal ne lui permettait point de s'humilier autant qu'il l'eût souhaité devant tout le monde [...] Enfin il fit si bien qu'il se trouva sur la tête de tout le monde, quand tout le monde croyait encore l'avoir à ses côtés. »

Sa volonté de ne se fâcher avec personne tranchait avec un Richelieu qui ne craignait pas de se faire des ennemis. Dans le procès de Cinq-Mars et de ses complices, Mazarin avait intercédé pour De Thou, comme il avait aidé au pardon que le roi avait accordé à son frère Gaston d'Orléans. Louis XIII eut en lui une telle confiance qu'il lui accorda la faveur d'être le parrain de son

fil, le futur Louis XIV. Et dans son testament qui organisait la régence à venir – où il prit prétexte de l'inexpérience d'Anne d'Autriche pour lui adjoindre son frère Gaston d'Orléans comme lieutenant général du royaume, doublé d'un Conseil « nécessaire » où les décisions seraient prises à la pluralité des voix –, le roi institua Mazarin ministre d'État et chef du Conseil (en l'absence toutefois du frère du roi et de Condé, premier prince du sang). Croyant ainsi avoir préparé au mieux l'avenir, Louis XIII mourut le 14 mai 1643.

Humiliée par cette régence partielle, Anne d'Autriche fit comme Marie de Médicis à la mort d'Henri IV : elle s'adressa au Parlement qui, le 18 mai, annula le testament royal et déclara la reine mère régente de pleine autorité. Alors que les princes du sang, les Grands et tous les ennemis de Richelieu s'apprétaient à redevenir les maîtres, Anne, à la surprise générale, confia le pouvoir à Mazarin.

Son choix d'un homme qui avait servi Richelieu, qu'elle n'avait cessé de craindre en son temps, fit l'effet d'une bombe. On s'interrogea et on voulut comprendre, sans négliger les explications farfelues, comme celle qui prétendait que la reine et le désormais premier ministre avaient des attaches communes espagnoles !

Mazarin était un charmeur, « enchanteur », disaient ses amis, affable et enjoué. Avoir servi trois années Richelieu sans s'aliéner la reine tenait de la prouesse. Comme elle, il était soigné de sa personne ; comme elle, amateur d'art, il aimait à vivre dans un somptueux décor ; comme elle, il parlait le castillan – qualités communes propres à faire de Mazarin un favori. Richelieu et Louis XIII vivants, il n'avait jamais oublié d'offrir à Anne quelques bagatelles dont elle se souvenait. Mais la reine savait trouver davantage en ce séduisant prélat.

Indispensable Mazarin

Anne d'Autriche se savait en effet incapable de gouverner elle-même. Le temps n'était plus aux cabales minables ou aux conspirations dans lesquelles elle s'était compromise du vivant de Louis XIII. « La fonction [de régente] avait saisi la femme⁴. » Elle voulait désormais tenir d'une main ferme le gouvernail du royaume et entendait défendre avec ardeur les intérêts de son fils. Chacun allait bientôt le constater : une nouvelle Anne d'Autriche était née. Mais aucun membre de la famille royale ni aucun Grand ne pouvait l'aider en sa tâche. À aucun d'eux, elle ne pouvait accorder sa confiance. Il lui était alors « impossible, reconnaissait Mme de Motteville, de gouverner un État aussi grand que la France, ni démêler toute seule les intérêts des particuliers [...] qui sont fort différents ».

En revanche, sa confiance en Mazarin était totale. Lui seul maîtrisait les arcanes de la politique internationale, lui seul avait l'expérience des institutions et des hommes de gouvernement. En outre, il n'était lié à aucune

coterie. Certes, ce souple diplomate convoitait la totalité du pouvoir et se refusait à en céder une partie aux ambitions d'un Gaston d'Orléans ou d'un prince de Condé. Mais, n'étant lié à personne, il ne dépendait que de la régente. C'était sans doute un choix bien curieux : étranger, fraîchement installé en France, de naissance obscure, Mazarin risquait d'être vite la proie des Grands. Mais sous la componction du prélat, derrière les subtilités du diplomate, l'homme était un incomparable animal politique, dévoré d'un insatiable appétit de pouvoir, et d'une fidélité totale envers celle avec laquelle il allait gouverner.

La répartition des tâches entre la régente et son ministre était inégale. À Mazarin la politique étrangère, la gestion quotidienne des affaires, les questions techniques. En somme, tout ce qui demandait une expérience, le goût du labeur quotidien, la connaissance des dossiers. Dépourvue de ces qualités, Anne d'Autriche se réservait la distribution des grâces et la faculté de pourvoir aux emplois. Élevée à la cour de France depuis l'âge de 14 ans, ne connaissait-elle pas mieux que quiconque les usages du milieu et ceux qui y évoluaient ? Dès les premiers mois, Anne multiplia les libéralités, accorda pensions, charges, faveurs, récompensa ses proches, favorisa ses amis. « La régente est si bonne », répétaient les bénéficiaires de ses largesses, qui ne jugeaient pas indécent d'en demander davantage. Revivrait-on le temps de Marie de Médicis et sa fâcheuse prodigalité ? Heureusement pour le trésor royal, le cardinal veillait. Bien vite, il sut réduire le débit de la corne d'abondance royale.

Mazarin sut associer la régente à son pouvoir. Ainsi n'eut-il pas de peine – cabale des Importants déjouée – à la convaincre de poursuivre la guerre contre les Habsbourg et de prolonger les alliances avec les États protestants. Point de solennels *Avis à la reine*, comme Richelieu en avait abreuvé Louis XIII. Mais des conseils, recommandations, suggestions émis habilement et avec toutes les formes nécessaires aux séances solennelles du Conseil du roi devant les ministres, mais aussi au « Petit Conseil » qui les réunissait quotidiennement. Quelle rumeur celui-ci n'a-t-il pas engendrée ? Chaque soir, le cardinal se rendait dans la chambre de la régente pour un tête-à-tête. La porte restait ouverte, mais nul n'aurait osé interrompre le conciliabule.

Leur correspondance l'atteste, les témoignages des courtisans informés le confirment : Mazarin rassurait la reine et savait la calmer. D'un mot, d'un regard, il tempérait la vivacité d'un caractère prompt à s'emporter. Sans doute, impatiente de nature, ne manquait-elle pas de railler ses tergiversations ou sa prudence. Mais avec Mazarin, la régente fit son éducation politique et l'expérience de la dissimulation. Une complicité intellectuelle naquit.

Favori de la reine, Mazarin l'était par la séduction qu'ils exerçaient l'un sur l'autre. L'octroi de charges de cour – que Richelieu n'a jamais obtenues – ajoutait encore à ce statut informel. En 1645, le cardinal obtint la plus convoitée : la surintendance de la maison de la reine, qui lui donnait la main sur toutes les nominations de son entourage. Suivit en 1646 la surintendance

de l'éducation du jeune Louis XIV et de son frère Philippe, charge nouvelle créée pour lui et signe de la plus grande confiance d'Anne d'Autriche. Le jeune roi comme l'héritier du trône – ce qu'elle avait de plus précieux au monde – étaient confiés non à un membre de la famille royale ou à un grand seigneur mais à un roturier d'origine étrangère. Le cardinal contrôlait ainsi tout ce qui entourait Sa Majesté.

Un logement à proximité de l'appartement royal acheva de faire de Mazarin un favori. Ne fallait-il pas juguler les influences rivales toujours prêtes à s'exercer sur la reine ? Richelieu et Louis XIII, on le sait, vivaient chacun chez soi. Leurs successeurs vivent, eux, sous le même toit. Quand, dès la mort de Louis XIII, Anne d'Autriche abandonne le vieux Louvre si inconfortable pour le Palais-Cardinal légué au roi par Richelieu, et baptisé ainsi Palais Royal, Mazarin élit domicile à l'hôtel Chevre-Tubeuf, rue Vivienne, que seule la rue (alors ruelle) des Petits-Champs séparait des jardins de la nouvelle demeure royale. À pied ou en chaise à porteurs, il pouvait ainsi pénétrer dans le jardin par une petite porte percée tout exprès et gagner rapidement le palais. À la suite de la maladie qui avait cloué au lit le cardinal à l'automne 1644, une étape nouvelle fut franchie : la reine désira l'avoir encore plus près d'elle. Elle l'installa au Palais Royal même.

Accoutumée à le consulter en toutes choses, Anne d'Autriche ne pouvait se passer de Mazarin⁶. Pareille proximité à Paris (quand le cardinal souffre de la fièvre, elle l'accable de ses visites) ou à Fontainebleau, tout comme les égards qu'elle ne cesse de lui prodiguer (interdisant aux gardes de battre le tambour quand il est malade, privilège pourtant réservé au roi) entretiennent le mystère de leur liaison.

Le mystère d'une liaison

Il paraît plus raisonnable d'écarter la possibilité d'une relation physique entre la reine et Mazarin. L'âge – 42 ans pour l'une, 41 pour l'autre – semble à certains un obstacle à une « pulsion irrépressible ». C'était selon certains une « femme mûrissante déjà sur le retour » (*sic*). Le passé conjugal désastreux de celle-ci lui interdisait, assure-t-on encore, une nouvelle expérience charnelle. Et Mazarin était-il prêt à courir les « très grands dangers » d'une liaison intime avec une femme dont il dépendait politiquement ? La dévotion très formaliste de la reine est un interdit plus convaincant. S'approcher de la table de communion chaque dimanche et jour de fête après s'être confessée la veille rend impossible un commerce physique en dehors des liens du mariage⁷. Et il ne fallait pas compter sur la bienveillance des confesseurs de la reine, tous espagnols. D'ailleurs la régente ne voyait pas malice à partager l'intimité du cardinal dans une calèche pour une promenade à Rueil (Mazarin, plus circonspect, refusa l'invitation) ou à lui offrir à Fontainebleau un appartement qui communiquait avec le sien. Elle méprisait les médisances, bravait le

qu'en-dira-t-on, non par provocation mais parce qu'elle s'estimait innocente et n'avait rien à se reprocher. En confiant un jour à Mme de Brienne que son affection pour Mazarin, bien que très tendre, ne devait rien aux sens, Anne d'Autriche semblait mettre elle-même un terme aux interrogations⁸.

Le doute pourtant subsiste. Leur correspondance, d'ailleurs chiffrée⁹, le fonde. Il arrive à Anne d'écrire quatre fois dans une même journée, mais il ne reste d'elle que onze lettres autographes, tandis qu'on possède celles du cardinal. Même si on fait cas du style galant de l'époque, elles ressemblent davantage à des lettres d'amoureux qu'à des échanges protocolaires. « Jamais il n'y a eu une amitié approchant à celle que j'ai pour vous, écrit le cardinal en mai 1651. Je vous avoue que je ne me fusse pas imaginé qu'elle allât jusqu'à m'ôter toute sorte de contentement lorsque j'emploie le temps à autre chose qu'à songer à vous. » Anne, séparée du cardinal resté auprès de l'armée en campagne, lui écrit en janvier 1653 : « Je ne puis m'empêcher de vous dire que je crois que, quand on a de l'amitié, la vue de ceux que l'on aime n'est pas désagréable quand ce ne serait que quelques heures. » S'ajoutent (ou se mêlent) à ces sobres déclarations des lettres codées, chiffres et signes graphiques, dont on n'a pas percé tous les secrets.

Mazarin à Anne qu'il va rejoindre à Poitiers en janvier 1652 : « Tout périra ou je vous verrai dans quinze jours. En disant cela je suis hors de moi. Songez, je vous prie, à ce qui arrivera quand 26 [lui-même] verra 22 [elle]. Je ne vous en dirai davantage car vous savez le reste à cause de [un signe] et de [un autre signe]. »

Anne d'Autriche à Mazarin, 28 janvier 1653 : « Il n'y a rien au monde pareil à l'amitié que 22 [elle] a pour 16 [Mazarin], et 15 [elle] ne sera point en repos qu'il [*sic*] ne sache que 16 n'a pas trouvé mauvais ce qu'il [*sic*] a fait ».

La régente souffre de l'éloignement du cardinal, en voyage ou en exil volontaire, et se plaint de ne plus recevoir ces « petites lettres » qu'il a coutume de lui adresser deux fois par semaine. En juin 1660, depuis Saintes, Anne lui écrit une dernière missive qui dit tout : « Jamais il n'y a eu d'amitié plus véritable que la mienne¹⁰. »

Il y a entre ces deux êtres une incontestable amitié amoureuse, servie par une tendresse constante, des égards, des petites attentions, une « liaison intime d'esprits » qui n'ont sans doute jamais mis en péril leur chasteté.

Goût du compromis contre actes d'autorité

La complicité qui unit la régente et Mazarin, la confiance que celle-ci met en lui ne sont pas seulement fondées sur leur intimité. Elles se nourrissent chez le cardinal de la science des affaires. Mazarin est à la fois favori et premier ministre. Quand il craint de se voir remplacer lors de ses deux exils volontaires pendant la Fronde¹¹ ou après elle, en 1659, est-ce le favori qui redoute la perte de son influence ou le ministre craignant de voir sa politique

abandonnée ?

Mazarin n'est l'équivalent ni de Luynes ni de Cinq-Mars, moins encore de Concini. Il s'est imposé hier à Richelieu et à Louis XIII, aujourd'hui à Anne d'Autriche, par ses compétences. La régente se décharge de tout, sachant que, bourreau de travail, il est irremplaçable, notamment en politique étrangère. Ses conseils ne se limitent pas aux affaires de cour ou à la défense d'intérêts particuliers. Ils traitent du gouvernement du royaume : ne pas trop céder aux demandes des Grands – quand les favoris de Louis XIII en étaient souvent les relais –, jouer de la division des princes (comme opposer Condé à Gaston d'Orléans), tenir le gouvernement d'une main ferme, ne pas laisser contester ses avis, se méfier des dévots qui ont parfois l'oreille de la régente.

Mazarin est ministre quand il reproche à celle-ci ses visites abusives aux églises et aux couvents. « Ce faste de piété, à la façon de l'Espagne, n'est pas de mise en France, lui écrit-il sans fard [...]. Dieu est partout, et la reine peut le prier dans son oratoire particulier, au lieu de donner matière à son discours très préjudiciable à son service¹². » Ministre encore, dans la continuité de l'œuvre de Richelieu, faisant oublier à Anne ses origines espagnoles en choisissant de continuer la guerre contre Madrid. Ministre toujours, éloigné de ce que serait un favori encourageant le prince à la paresse, quand il rappelle crûment Anne à ses devoirs. Celle-ci doit rompre avec le mauvais exemple de la régence calamiteuse de Marie de Médicis, « incapable d'application et [laissant] faire les ministres ». Anne doit au contraire convaincre le public que son « véritable objet est le bien du roi et de l'État ; et en cela elle se conformera à la volonté de Dieu qui lui a confié le gouvernement de ce royaume et l'éducation du roi. Voilà le devoir qu'il faut avant tout qu'elle s'applique à bien remplir ».

Anne d'Autriche ne partage pas toujours les méthodes du cardinal. Ils s'opposent par exemple sur les moyens de calmer le parlement de Paris, dont la révolte, au printemps 1648, inaugure la Fronde. Les parlementaires avaient invité les autres cours souveraines parisiennes à venir délibérer sur la « réforme du royaume » et rédiger une déclaration qui s'apparentait à une sorte de charte ou de constitution propre à limiter le pouvoir royal¹³. Face à une innovation aussi révolutionnaire, la régente et le premier ministre empruntèrent des chemins différents : Mazarin rechercha un accord, tandis que la régente était prête à l'affrontement. Le sang de Charles Quint – son ancêtre – ne saurait mentir, disait-on, et elle subordonnait tout à la pérennité de l'autorité royale. Jamais, promettait-elle à ses proches, elle ne consentirait à cette « canaille » (en réalité l'élite des gens de robe) la possibilité d'entamer l'autorité de son fils.

Les tragiques événements qu'ils affrontèrent au cours de ces années troublées – soulèvement populaire parisien, guerre civile, intrigues des Grands, révolte des provinces, trahison au profit de l'ennemi espagnol, le tout sur fond de guerre étrangère – révèlent leurs manières différentes de gouverner par gros temps. Mazarin joue la carte de la négociation servie par

son intuition politique, son habileté et un art consommé de la dissimulation ; la régente, cassante, entend terrasser l'adversaire.

Après avoir feint de ratifier la plupart des exigences des magistrats (concession conseillée par Mazarin), elle fait arrêter le 26 août 1648 trois parlementaires connus pour leur opposition, notamment le très populaire Broussel, déclenchant une formidable émeute et des centaines de barricades à Paris. Depuis plusieurs semaines, Anne reprochait publiquement à Mazarin de vouloir céder aux mutins. Elle venait de faire prévaloir son autorité et « l'avait emporté sur la douceur du cardinal ». Les conséquences de sa décision semblaient lui être indifférentes et à ceux qui lui conseillaient, pour faire cesser l'émeute (le Palais Royal avait été bloqué pendant deux jours !), de libérer les parlementaires, et notamment le vieux Broussel, la « Junon courroucée » avait répondu : « Je l'étranglerais plutôt de ces deux mains ». Mazarin, qui reconnaissait « que la reine était vaillante comme un soldat », devait plaider longtemps pour la déterminer à céder.

Ce n'était plus le favori qui la conseillait, mais le ministre qui tentait de lui faire comprendre les dangers d'une attitude intransigente. Anne s'en irritait, tout en sachant que Mazarin n'avait en tête que la défense de l'autorité monarchique, tandis qu'un Gaston d'Orléans, lieutenant général du royaume qui la jalousait, ou Condé, premier prince du sang, dont les victoires à Rocroy et à Lens avaient décuplé les ambitions, tous ces « factieux », ne songeaient qu'à l'affaiblir.

Face aux oppositions, la régente était écartelée. Devant toute atteinte au pouvoir royal – ou ce qu'elle croyait tel –, elle se raidissait, multipliant les « Je veux » ou « Je ne veux pas » ou encore « Je n'y consentirai jamais ». Accepter le moindre compromis avec ses adversaires ferait de son fils, disait-elle, « un beau roi de cartes ». « Qu'on ne m'en presse point, car je n'y consentirai jamais. » Mais son premier ministre lui rappelait aussi qu'elle n'avait pas les moyens de ses actes d'autorité, l'obligeant à céder. Aussi lui pardonnait-elle son goût pour les accommodements. Le cardinal, confiait-elle à Mme de Motteville, sa confidente, « n'était pas blâmable comme les autres, par ce qu'il avait été de cet avis plus par politique que par inclination ».

Entre la régente et son ministre, la distribution des rôles – goût de la négociation contre actes d'autorité – n'est pas immuable. On vit aussi le cardinal pousser à la rupture avec ses ennemis et prendre des initiatives fortes. Abusé par le célèbre passage des Mémoires du cardinal de Retz décrivant sa bénignité, nous ne l'imaginons guère hausser le ton, s'emporter « jusqu'à l'exclamation », recommander l'usage de la force. Or, à la mi-novembre 1648, il se rangea à la décision d'Anne de châtier une bonne fois les frondeurs, heureux, prétend Mme de Motteville, de paraître suivre la reine en son entreprise. Son maintien comme principal ministre, autant honni par le peuple parisien que détesté des Grands, n'exigeait-il pas qu'il se conforme aux vues de celle dont sa carrière dépendait ?

En approuvant la fuite de la famille royale et du gouvernement pour

Saint-Germain dans la nuit du 5 au 6 janvier 1649, Mazarin acceptait le recours à la force pour réduire Paris par un blocus. Une fois la paix signée à la demande des frondeurs en mars¹⁴ et le retour applaudi de la famille royale dans la capitale en août, le cardinal s'inquiéta des exigences démesurées du prince de Condé, qui se posait en sauveur de la Couronne. Une seconde Fronde s'ouvrit, celle des princes. Contenir les ambitions de Condé, prêt à remplacer Mazarin qu'il méprisait, paraissait une nécessité absolue au cardinal. À défaut, précisait-il, la régente ne serait bientôt qu'une « reine de cartes » et le roi « un valet de comédie ». Aussi proposa-t-il à Anne d'arrêter Condé, son frère Conti et son beau-frère le duc de Longueville. Renversant l'ordinaire distribution des rôles, la régente avait hésité (réflexe familial envers le premier prince du sang ? reconnaissance pour les victoires du Grand Condé ?) à prendre la décision qui fut pourtant effective le 18 janvier 1650. Aussitôt la guerre civile se ralluma. Les intrigues et complots des Grands, l'agitation des provinces semblaient ne jamais vouloir cesser. Les succès militaires de Mazarin contre les soulèvements, à Bordeaux ou en Champagne, réveillèrent l'hostilité du parlement de Paris et provoquèrent l'union des deux Frondes, parlementaire et princière.

Toujours ministre, encore favori

Comme il cristallisait sur sa personne la haine des frondeurs – il fut condamné par un arrêt du Parlement, moqué dans les libelles, pendu en effigie –, l'idée vint à la régente de consentir à se séparer de Mazarin. Son départ ferait éclater les divisions entre ses adversaires. Un premier ministre n'est-il pas un fusible ? D'un favori ordinaire, la reine aurait sans doute souhaité le maintien à ses côtés envers et contre tout. D'un homme de gouvernement, elle pouvait espérer le sacrifice nécessaire pour sauver la Couronne. Afin d'apaiser les esprits, le cardinal proposa lui-même de se retirer.

Avant de quitter Paris, il se rendit chez la régente le 6 février 1651. À lire le témoignage de Mme de Motteville, on ne sait si Anne d'Autriche reçut celui dont elle partageait depuis si longtemps l'amitié amoureuse ou un ministre sur le départ qui se sacrifiait politiquement. « Elle lui parla longtemps devant tout le monde [...]. Nous ne pûmes apercevoir aucune altération dans son visage. Sa gravité ne l'abandonna point. Son cœur qui était touché sans doute de colère, de haine, de pitié, de douleur et de dépit, ne laissa rien voir au-dehors de tous ces sentiments ; et je ne l'ai jamais vue plus tranquille qu'elle le parut alors¹⁵. »

C'est au principal ministre qu'il était encore que la régente accorda une dernière fois un pouvoir décisif : celui de disposer à son gré du sort des princes emprisonnés au Havre. Le cardinal les libéra, prodiguant à Condé des marques de respect que moquèrent les Parisiens. Toujours politique, il

souhaitait par ces révérences arrondir les angles, ne pas couper les ponts, préparer une future réconciliation, quel qu'en soit le coût en matière d'amour-propre. Peut-être le prince se séparerait-il ainsi des frondeurs. Diviser les rebelles, faire éclater leurs dissensions, telle était la tactique du cardinal. Réfugié à Brühl, chez l'électeur de Cologne, il continua de conseiller la régente en ce sens. À distance, son influence risquait d'être amoindrie. « Je persuaderais plus, confiait-il à un proche, avec deux paroles que je ne ferais avec 50 lettres. » Mais son habile retrait porta ses fruits : les frondeurs se révélèrent incapables de s'entendre. Retz, qui venait enfin d'obtenir le chapeau de cardinal, se rapprochait de la régente et Louis XIV, qui venait d'atteindre ses 13 ans, fut proclamé majeur en septembre 1651, mettant ainsi fin à la régence de minorité.

En l'absence du cardinal, Anne d'Autriche ressentait un véritable désarroi : elle n'avait confiance qu'en lui. Le politique habile lui faisait défaut et l'homme lui manquait, premier ministre et favori mêlés. C'est son cœur qui parlait quand, se promenant à Rueil, elle se rappelait leurs tête-à-tête dans les mêmes lieux, pensant « mourir de déplaisir au ressouvenir » d'y avoir vu le cardinal autrefois « se promenant dans les allées avec tant de suite et d'éclat »¹⁶. En confessant son impatience à le retrouver, Anne mêlait une fois encore la femme amoureuse et la régente soucieuse de triompher de ses ennemis. Guillaume Millet de Jeure le confiait à son maître : « Quand elle ne vous aimerait pas au point qu'elle fait, le salut de l'État et la nécessité du service du roi demanderaient votre rétablissement ; qu'elle remuerait tout plutôt que de n'en pas venir à bout¹⁷. »

Mazarin rentra en France fin décembre. Trop rapide, ce retour réveilla contre lui les vieilles haines. « Le parti du prince [Condé] en deviendra le plus fort, pronostiquait Guy Patin, médecin parisien, par l'ascension de tout le parti des mécontents et des ennemis que ce caudataire¹⁸ italien qui cherche son malheur et le nôtre en voulant entrer au cabinet des affaires et des bonnes grâces de la reine. » Ces derniers mots évoquaient tout à la fois le bénéficiaire des faveurs de la régente et le ministre impatient de retrouver la conduite des affaires.

Le service du roi d'abord

L'amitié amoureuse résista-t-elle aux événements et aux années ? Une fois la Fronde achevée, Louis XIV et sa mère rentrés à Paris sous les acclamations d'une population lasse de l'anarchie, Mazarin de retour d'un deuxième exil volontaire, Anne d'Autriche et le cardinal connurent une troisième séparation entre juin et décembre 1659, au temps où se négociait le traité des Pyrénées achevant la guerre contre l'Espagne. Entre eux, le temps n'était plus à la complicité amoureuse. Mazarin, tout occupé par les négociations diplomatiques, écrivait plus rarement. Il n'avait plus les mêmes

égards qu'autrefois. Elle s'en plaignit et ses reproches provoquèrent l'exaspération. « Je puis vous jurer que je n'ai pas un moment à moi », écrivait-il, et, faisant informer la reine mère et le roi de l'avancement des négociations par Le Tellier, il ajoutait : « Je crois satisfaire à votre curiosité d'en user ainsi et non d'employer le temps à faire de petites lettres dans lesquelles je ne puis que répéter les mêmes choses que vous savez fort bien¹⁹. »

Même adoucies par quelques phrases sucrées – « Mon cœur et toutes mes pensées sont à Bordeaux. C'est tout dire », lui écrit-il quand elle s'ennuyait dans la capitale aquitaine –, les lettres de Mazarin paraissaient à la reine moins chaleureuses. L'amitié subsistait, la passion s'était évanouie. Mais surtout, au moment où la vie politique s'apaisait, Anne d'Autriche avait abandonné au cardinal le rôle de mentor auprès de son fils.

Louis XIV, devenu adolescent, le laisserait-il gouverner comme par le passé ? Parrain du jeune roi, le cardinal a noué avec lui des relations d'affection, un attachement quasi filial que les amours contrariées du monarque avec Marie Mancini, nièce du cardinal, n'ont pas entamé durablement. Le sens de l'État a triomphé de la passion et Louis a pardonné au cardinal de s'être opposé à sa douce mais dangereuse inclination. Leur réconciliation n'a pas tardé. Les signes ne manquaient pas : Louis visitait Mazarin chaque jour, voire plusieurs fois par jour. « Si le cardinal est occupé, le roi prend la patience d'attendre. » Qu'un ministre soit reçu en audience, Louis « ne reste qu'un moment, lui donne le bonjour et s'en va ». Une fraternité d'armes pendant les récentes campagnes militaires a rapproché encore le maître et son élève, qu'unit aussi une véritable complicité intellectuelle. Le roi est attentif aux avis du cardinal, il écoute ses *prescriptions* – le mot est de l'ambassadeur de Venise – dans toutes les choses du gouvernement, petites ou grandes. Entend-il parler d'affaires ? Il les renvoie au cardinal. Est-il sollicité ? Il s'offre pour intercéder auprès de lui.

Mazarin serait-il le favori du jeune roi ? Un favori ordinaire aurait infantilisé le prince. Mazarin, tout au contraire, le prépare à régner. Il jouait avec Louis XIV de l'affection que lui portait l'adolescent et de son manque d'expérience politique. Le même ambassadeur s'étonnait de la docilité du prince et démontait le double ressort de sa collaboration avec le cardinal. « Tout effort de ses *affections* paraît dirigé vers le cardinal. Il ne faut pas dire seulement que le roi l'estime comme un *ministre utile et nécessaire* [...] que par force il lui laisse l'autorité, mais il faut avouer qu'il y a une *sympathie* occulte, une subordination de l'esprit et de l'intelligence, par suite desquelles *l'inclination* d'un grand prince peut dépendre du génie de l'homme privé. Aussi, il lui laisse un pouvoir absolu sur les affaires du royaume, le pouvoir sur lui-même, la disposition de tout, et, se privant de sa propre autorité, il ne peut rester privé de sa présence²⁰. »

La compétence ! La compétence qui avait tant manqué aux favoris de

Marie de Médicis et de Louis XIII. Qui avait décidé une Anne d'Autriche inexpérimentée à faire de Mazarin son premier ministre, avant même qu'elle ne commençât à l'aimer. La compétence encore qui, inconnue d'un Louis XIV trop jeune, resta entre les mains du cardinal jusqu'à sa mort ! D'être un favori ordinaire, Mazarin en connaissait le danger. Il devinait aussi qu'un roi de 20 ans, assiégé par une jeunesse de cour qui ne songeait qu'à lui plaire, pouvait être tenté de se délester de son autorité entre les mains d'un intime. À sa mort, quel courtisan n'allait pas souhaiter devenir le favori de Sa Majesté ? Aussi, toujours soucieux de l'intérêt de l'État, le cardinal recommanda-t-il à son filleul sur son lit de mort de ne pas prendre de favori.

Louis entendit l'ultime leçon de son maître en politique. Le 10 mars 1661, dès le lendemain de sa mort, le jeune monarque s'adressa à son Conseil réuni à sept heures du matin : « Jusqu'à présent j'ai bien voulu laisser gouverner mes affaires par feu M. le Cardinal ; il est temps que je les gouverne moi-même. » En une phrase, le roi mit fin au primat du premier ministre dans le gouvernement du royaume. Il enterra la pratique des favoris et du ministériat, décidant de tenir seul le gouvernail de l'État. Et l'on sait qu'il tint parole, cinquante-quatre années durant.

Louis XIV, qui haïssait les rois fainéants, s'est toujours défendu d'avoir des favoris. Dans ses *Mémoires pour l'année 1667*, il mit vigoureusement en garde son fils contre ceux qui pourraient passer pour tels : « Les rois peuvent apprendre aussi à ne pas laisser trop agrandir leurs créatures [...]. Mais s'il en est quelqu'un qui [...] vienne à se distinguer de ses pareils, on ne manque jamais de penser qu'il est maître absolu de notre esprit, on le regarde incontinent comme un favori déclaré. » Et, vers la fin de son règne, il renouvela le conseil à son petit-fils le duc d'Anjou, devenu Philippe V d'Espagne : « N'ayez jamais de favoris. »

Chapitre IX

Le comte-duc d'Olivares

« Votre Majesté n'est pas un roi, mais une personne que le comte-duc cherche à garder sous sa coupe pour se servir de l'office du roi, un simple roi de cérémonie. »

Pamphlet, juin 1629

« Le fardeau du gouvernement et de la direction des affaires dépendra désormais entièrement de ma personne, car une fois le comte parti je n'ose confier à personne d'autre ce que je lui confiais. »

Philippe IV

« Les rois doivent-ils avoir des favoris ? » À la fin des années 1630, quelques grands seigneurs espagnols réunis à Madrid s'interrogèrent pour savoir si le souverain devait gouverner lui-même, conduire ses armées en personne, et donc s'affranchir de la tutelle d'un favori. La question méritait débat, car il n'était alors bruit dans le royaume d'Espagne que de la légitimité de ce que l'on nommait *valido* ou *privado*, équivalent imparfait du français *favori*¹. L'opinion se divisa et distingua deux acceptions du terme, qui pouvait désigner l'ami privilégié du roi, autorisé par affection pour son maître à lui suggérer quelques conseils. Moralistes et penseurs politiques en admettaient la légitimité : le lourd fardeau que devait supporter un monarque justifiait le recours aux avis désintéressés d'un ami personnel et compagnon fidèle. Encore le souverain devait-il bien choisir ses proches. En revanche, tous condamnaient la démission du roi entre les mains d'un homme qui se substituerait à lui et le supplanterait. L'écrivain érudit Francisco de Quevedo qualifiait même de péché le refus d'un monarque de remplir ses devoirs. Un roi qui renonce à commander, jugeait-on, renonce en fait à la couronne et celui qui capte sa volonté n'est qu'un tyran parasite.

Ce débat n'était pas une réflexion théorique de savants juristes ou de théologiens érudits sur l'autorité royale et la délégation de pouvoir. Il était d'actualité. L'Espagne du ^{xvii}e siècle, de Philippe III (1598-1621) et Philippe IV (1621-1665) à Charles II (1665-1700), dernier Habsbourg de Madrid, connut en effet le régime des *validos*, dont les plus célèbres représentants furent le duc de Lerma et le comte-duc d'Olivares². Il est vrai qu'au siècle précédent, Philippe II avait accordé à son secrétaire Antonio Pérez une confiance et une amitié qui anticipaient le « règne des favoris ». Mais le « *rey papelero* », comme on le surnommait en raison de son gouvernement par l'écrit, secondé par des collaborateurs choisis avant tout pour leur compétence, n'était pas homme à se laisser manœuvrer ou dominer. S'il était ouvert aux conseils, il restait seul à décider.

« Le roi qui dort » et le chef de clan

Son fils et successeur, Philippe III, n'avait ni son énergie ni ses capacités à gouverner. Seules la chasse et la musique réussissaient à le tirer de son apathie. « Presque tous les jours, dit-on de lui à l'automne 1603, il se levait [pour chasser] à quatre heures du matin et revenait à onze heures du soir. » Philippe III se plaisait aussi à musarder dans ses résidences campagnardes, toujours en quête de divertissements, courses de taureaux, comédies, jeux de hasard, illuminations, qu'il recherchait à Madrid et dans les villes où le menaient ses pas. Ses opposants le qualifiaient de « roi qui dort » et, assuraient-ils, « le roi qui dort ne règne pas ». Ne l'avait-on pas surnommé aussi le « Bueno », qualificatif qui signifiait son désintérêt pour la chose publique ? Déjà son père, Philippe II, l'avait jugé : « Dieu, qui m'a donné tant de royaumes, m'a refusé un fils capable de les gouverner. »

Après le maître de l'Escorial régnant et gouvernant, le fils négligea son métier de roi. Aussi Philippe III s'appuya-t-il sur un favori qu'il honorait de son amitié, Francisco Gomez de Sandoval y Rojas, marquis de Denia, plus connu sous le nom de duc de Lerma (1553-1625). Le choix de cet aristocrate valencien ne devait rien à ses mérites ou à son aptitude à gouverner, mais tout à l'attachement du roi pour sa personne. Le lien qui unissait Denia, de vingt-cinq ans l'aîné de Philippe III, était ancien. Grâce à un oncle archevêque de Séville, il avait été affecté à la maison du futur monarque lorsque celui-ci n'était encore qu'un enfant. Il n'en bougea plus. Une amitié naquit, quasi paternelle. Denia, mentor d'un prince dévot, l'encourageait dans ses exercices de piété et le pourvoyait en argent de poche que lui refusait son père. Quand, redoutant son influence sur l'héritier du trône, Philippe II le nomma vice-roi de Valence, l'éloignement n'altéra en rien cette amitié.

L'avènement de Philippe III en 1598 ouvrit à celui qui allait bientôt devenir duc de Lerma la fonction la plus enviée de la couronne espagnole, celle de *valido*. Le temps était venu pour lui d'accaparer les charges du palais,

les titres, les richesses, le contrôle des institutions gouvernementales et d'exercer ses pouvoirs de patronage au Conseil d'État, dans l'Église, dans de hautes fonctions provinciales, voire dans les vice-royautés de Valence, de Sicile ou de Naples. Un beau-frère nommé président du Conseil de Castille, un oncle pourvu de l'archevêché de Tolède, deux de ses fils, son gendre, son beau-frère, son cousin et son neveu au service du monarque dans ses appartement privés étaient la part du népotisme ; le titre ducal et celui de Grand d'Espagne qui lui furent accordés en 1599, la marque patente de la faveur royale³.

Comme sommelier de corps ou grand chambellan, grand écuyer et grand majordome, Lerma monopolisait déjà les charges de cour qui permettaient un libre accès au nouveau souverain, mais il contrôlait également seul cet accès direct. Il tenait aussi entre ses mains l'administration des palais royaux comme la police des villes où la cour, nomade, résidait. Aucun des grands offices de la maison du roi ne pouvait être pourvu sans son assentiment et le choix des confesseurs du monarque ne lui échappait pas davantage. L'emprise de Lerma sur les rouages de la cour garantissait son ascendant exclusif sur le souverain. Philippe III était devenu inaccessible au courtisan ordinaire, invisible à quiconque n'appartenait pas au clan du favori⁴.

Si sa puissance procédait de son empire personnel sur le roi, elle se traduisit par l'extravagant privilège accordé dès son avènement : Lerma obtint que ses ordres adressés aux différents conseils de gouvernement fassent autorité comme s'ils avaient été donnés par le roi lui-même. Philippe III confirma *a posteriori* cette pratique en 1612. « Je vous demande de faire tout ce que le duc vous dira ou vous ordonnera [...] On l'a parfaitement compris, précisait-il, depuis que j'ai reçu la succession de ces royaumes, mais j'ai tenu maintenant à vous en informer⁵. » Lerma avait donc reçu délégation de signature pour agir en toutes circonstances en qualité de chef de gouvernement et quasi-monarque. Désormais, il possédait tous les pouvoirs. Les ambassadeurs étrangers ne s'y trompaient pas : « Sans lui, rien ne se fait. »

Toutes les *consultes*, ces avis écrits transmis jusque-là au roi *via* ses secrétaires, devaient lui être remises. Le favori travaillait directement avec le souverain, informait oralement les différents Conseils des décisions arrêtées et veillait à leur application. La délégation de pouvoir lui donnait l'autorité suffisante pour prendre lui-même les décisions majeures, abandonnant les affaires courantes à l'administration et aux *juntas*⁶, qu'il ne manquait pas, par précaution, de peupler de fidèles.

Vingt ans durant, le duc de Lerma fut ainsi maître du roi et du gouvernement. Assistant rarement aux séances des Conseils⁷, il préférait agir en coulisses, entretenant avec le monarque, peu enclin à exercer son métier, des relations fondées sur l'attachement et l'amitié.

Lerma, dont l'incompétence était notoire et l'enrichissement frauduleux trop voyant – on le disait faisant argent de tout –, incarnait tout ce que

l'opinion condamnait. Fort de son ascendant sur Philippe, il était devenu son *alter ego*, un être dont le roi ne pouvait se passer, un *valido* dont la volonté primait la sienne, se substituant à lui.

Le verrouillage de l'entourage royal soigneusement organisé comme le clientélisme en vigueur n'étaient pourtant pas à l'abri d'ambitions rivales. Au sein même du clan Sandoval, celles-ci opposèrent le favori à son propre fils, le duc d'Uceda, et à son neveu, le comte de Lemos. Menacé par une disgrâce imminente, Lerma réussit à échapper à la prison pour corruption en obtenant le chapeau de cardinal quelques semaines avant sa chute en 1618. Sa mauvaise gestion intérieure comme son inertie en politique extérieure en étaient la cause. En rupture avec la politique impérialiste de Philippe II, il avait signé en 1604 la paix avec l'Angleterre, ennemie traditionnelle de Madrid, et accepté en 1609 la trêve de Douze Ans avec les Pays-Bas révoltés, tandis que le mariage de l'infante Anne avec Louis XIII en 1615 avait solennisé l'alliance avec les Bourbons. Nombre d'opposants avaient interprété cette politique pacifique comme une humiliation attentatoire à la grandeur de l'Espagne.

Déchu, Lerma se réfugia dans le somptueux palais qu'il avait fait construire dans la province de Burgos, tandis que sa place auprès du roi et au gouvernement était récupérée par son fils⁸. La succession ne fut toutefois pas complète. Philippe III, tenté tardivement de gouverner par lui-même, avait aboli la délégation de signature. Désormais, seul le seing royal donnerait autorité aux ordres et aux nominations. Le roi partageait de surcroît sa faveur entre le duc d'Uceda et son confesseur, le dominicain Luis de Aliaga. N'était-ce pas un intime de trop ?

Durant les deux précédentes décennies, la monarchie espagnole avait rompu avec la tradition dans le choix des conseillers royaux. Philippe II, le « roi prudent », défiant envers les grands seigneurs, leur avait préféré des collaborateurs compétents, diplômés des universités, les *letrados*⁹. Et jamais il n'avait abandonné à d'autres l'exercice de l'autorité suprême. C'est le désintérêt constant de son successeur pour les affaires de l'État qui avait justifié le recours aux *validos*. L'aristocratie revenue au pouvoir à l'avènement de Philippe III et soucieuse de s'y maintenir y avait aussi trouvé son compte. Avec le duc d'Uceda, fils et successeur de Lerma, le pouvoir détenu par un favori (le *valimiento*) deviendrait-il héréditaire ?

En réalité, le « règne » du nouveau *valido* fut bref, miné par la rivalité qui l'opposa au dominicain. La mort de Philippe III en mars 1621 lui fut fatale. Dès l'avènement de Philippe IV, le clan Sandoval fut brutalement écarté du pouvoir.

Déjà un autre homme était apparu sur la scène : Baltasar de Zuñiga, membre du Conseil d'État (1617) et depuis 1619 précepteur du prince héritier, futur Philippe IV. Sa compétence en matière diplomatique, jointe à d'incontestables dons intellectuels, lui avait permis de s'élever rapidement dans l'estime du futur roi. Une fois Uceda exilé et condamné à la prison¹⁰,

Zuñiga se vit confier en avril 1621 les papiers d'État, attribution d'un principal ministre. Le *valimiento* paraissait vouloir survivre à la mort de Philippe III. Zuñiga serait-il le futur favori du règne qui s'ouvrait ? Son neveu s'en réjouissait.

Peu de gens pouvaient imaginer que derrière l'austère et compétent Zuñiga, ce neveu allait réussir à s'insinuer dans les bonnes grâces du monarque et agir en coulisses. Il se nommait Gaspar de Guzman, troisième comte d'Olivares, né en 1587 à Rome où son père était ambassadeur, d'une branche cadette de la puissante famille aristocratique andalouse de Medina Sidonia. Il avait 34 ans et, depuis six ans déjà, il était l'un des six gentilshommes de la chambre de celui qui venait de monter sur le trône.

« Le directeur absolu de toutes les affaires ^{II} »

Lequel de l'oncle ou du neveu, du précepteur ou du courtisan attaché à la personne du roi, l'emporterait ? Âgé de 60 ans, Zuñiga avait une expérience des affaires qu'il mettait au service du jeune monarque ; Olivares, quant à lui, avait l'amitié de Philippe IV, dont il partageait la passion de l'équitation et le goût pour le théâtre. La mort opportune de son oncle, en octobre 1622, le laissa seul bénéficiaire de la faveur du prince.

À dire vrai, les signes de celle-ci étaient déjà manifestes. Olivares avait entamé la route vers les honneurs et le pouvoir dès l'année précédente. Grand chambellan depuis mars 1621, il régnait sur la chambre du roi, cadre de la vie quotidienne du monarque, dont il gérait l'accès et où il préparait les audiences. La même année, en avril, le roi avait commandé : « Comte d'Olivares, couvrez-vous », ordre qui lui conférait la grandesse, dont avait tant rêvé son père. Suivit une pluie de titres prestigieux et de fonctions rémunératrices : conseiller d'État en octobre 1622 – ce qui lui donna rang de ministre –, grand écuyer en décembre suivant – ce qui permettait de chevaucher et de chasser aux côtés du roi –, grand chancelier des Indes en juillet 1623, admis en 1624 dans l'ordre d'Alcantara comme *comendador mayor*, promu duc de San Lucar en 1625, lieutenant général et chef des armées, « tel un autre Nous-même », précisait le décret de nomination, en 1642. En quelques années, Olivares, désormais comte-duc (*conde duque*) d'Olivares, avait atteint le sommet de la cour et du gouvernement.

Ses fonctions comme son appartement à l'Alcazar de Madrid, qu'un passage permettait de relier à celui du roi, lui procuraient un accès direct à son maître tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du palais. L'avalanche de charges à exercer dans la capitale comme en province, la somme de privilèges et d'honneurs dont il fut le bénéficiaire donnent le tournis. Il en était de rémunérateurs, d'autres honorifiques, mais non moins recherchés, comme le privilège accordé par le souverain au favori « *librador de la patria* » et à ses héritiers de dîner à sa table chaque 7 septembre en mémoire de la victoire de

Fontarrabie sur la France (1638).

Trop nombreuses pour qu'un seul homme les assume, les fonctions politiques, administratives, judiciaires ou militaires obtenues, modestes ou importantes, obligeaient leur titulaire à en déléguer l'exercice à des fidèles dévoués, les « créatures » comme on les nommait alors, grands seigneurs ou *letrados*. Ainsi, entre mille exemples, fut créé l'office de secrétaire du Bureau universel (*secretario del despacho*), sorte d'assistant du roi attaché à sa personne et dont la tâche complétait celle du favori. Un proche du comte-duc, Jeronimo de Villanueva, l'occupa jusqu'à la disgrâce du favori. Ainsi devint-il l'homme le plus puissant d'Espagne après Olivares. À chaque nomination se renforçait la clientèle de celui-ci.

Dans les premières années, le *valido* s'était pourtant défendu d'accepter du roi et des courtisans cadeaux, dons et présents (comprenez pots-de-vin) comme il avait prétendu refuser d'attribuer des charges aux membres de sa famille. Mais bientôt il renoua avec les anciennes pratiques. On ne compte plus ses parents choisis pour occuper des postes honorables ou lucratifs. Le népotisme et la corruption, blâmés à d'autres époques, étaient non seulement d'usage courant mais quasiment admis comme un mal nécessaire que les intéressés s'efforçaient de justifier. Le service du roi, rappelaient-ils avec raison, occasionnait des frais considérables et, en accaparant leur temps, leur interdisait de s'occuper de leurs domaines. Quant au recours au clientélisme et au népotisme, il leur paraissait indispensable pour protéger leur position contre les nombreux candidats aux honneurs et se maintenir au pouvoir. Ainsi, en 1627, Olivares avait-il dû renforcer son emprise sur la maison du roi lorsque les deux frères du monarque, don Carlos et don Fernando, 20 ans et 18 ans, avaient réuni une coterie d'ambitieux guettant la place du favori.

Une semblable réussite de vingt-deux ans exigeait la confiance absolue du roi. Olivares ne prétendait pas usurper la fonction du monarque, mais il sut capter et conserver l'affection de Philippe IV, son cadet de dix-huit ans. Cette relation personnelle entre un homme mûr et un adolescent, un roi représentant de Dieu sur la terre et l'un de ses sujets, fût-il aristocrate, n'a pas manqué de susciter la curiosité des contemporains. En peine d'explication, ils ont invoqué le recours à la sorcellerie, l'appel aux forces de l'au-delà. Le comte-duc, que les pamphlets présentaient parfois comme protecteur des sorciers, n'aurait-il pas envoûté le roi ? Ne lui aurait-il pas fait administrer une potion préparée par une sorcière ?

Si les Espagnols avaient pu connaître l'intimité des intéressés, ils auraient compris qu'Olivares avait pour le jeune roi l'attachement qu'il aurait eu pour le fils dont il était privé. En outre, sa vénération pour le « mystère de la royauté », d'origine divine, donnait au service du monarque, « vicaire de Dieu au temporel », une dimension mystique qui jamais ne le quitta.

La relation personnelle que Philippe IV noua avec le comte-duc avait aussi ses raisons. Elles ne tenaient pas à la séduction physique d'Olivares. Cavalier émérite¹² et aimant la chasse comme le roi, certes, mais petit, lourd,

trapu, presque bossu, vite obèse, peu avenant, trop souvent en mauvaise santé, perclus de goutte, cyclothymique, l'homme n'attirait guère. Son éloquence faisait toutefois oublier ses disgrâces. Et le souverain était prompt à admirer le verbe haut, le geste aisé et le ton persuasif de son ministre.

Un monarque intermittent

La jeunesse de Philippe IV, orphelin de mère à 6 ans¹³ et roi à 16, appelait un mentor. Son caractère exigeait aussi un guide. Le jeune prince était intelligent, vif d'esprit et curieux de tout, mais peu sûr de lui et souffrant du besoin constant d'être rassuré. Le peintre flamand Pierre Paul Rubens, qui a brossé son portrait, avait deviné ce trait : « Il serait certainement capable de gouverner en n'importe quelles circonstances, s'il ne se faisait si peu confiance et ne s'en rapportait autant aux autres. » Ses passions, enfin, l'accaparaient tant qu'il négligeait ses devoirs. Le goût des plaisirs dominait sa personnalité.

Même en faisant la part des témoignages hostiles, la sensualité débordante du roi était proverbiale, ses frasques connues de tous. Les femmes séduites ne se comptent plus. On débat avec grand sérieux pour distinguer les « maîtresses attestées » des passades rencontrées dans les quartiers chauds de Madrid, comme on ne cesse de comptabiliser ses enfants naturels, vingt, trente-deux, davantage encore ! Dans le langage du temps comme dans le nôtre – qu'on ait dit le roi « esclave de ses passions » ou qu'on évoque son « addiction au sexe » –, Philippe IV se consacrait aux plaisirs de l'amour de façon immodérée avec des femmes de toutes conditions, bien nées ou bourgeoises, filles du peuple ou comédiennes comme la célèbre Calderona¹⁴, voire professionnelles. Encore qu'aucune n'ait joué un rôle politique. La chasse et les femmes accaparaient le monarque et, conjuguées à son manque d'application durable au métier de souverain, lui ont valu la réputation de roi fainéant. Nul besoin, on le voit, d'envoûtement ou de potion magique. C'est ce goût du prince pour l'oisiveté qui imposa le *valido*.

Mais écrire que Philippe IV était « un Hercule dans le plaisir, et un impuissant dans le gouvernement », c'est faire bon marché de la complexité du personnage, de sa culpabilité morale, de la conscience intermittente de ses responsabilités et du sentiment de ses insuffisances. Philippe est capable de travailler aux affaires de l'État, mais se lasse vite ; il est désireux de bien faire, mais ses bonnes dispositions ne durent pas. Travaille-t-il ? « Il se lève à quatre heures le matin, témoigne le diplomate vénitien Francisco Corner en 1634, déjeune à midi, dîne le soir à huit heures. Entre-temps, il est tantôt avec ses secrétaires à écrire ou à signer des dépêches, tantôt à s'entretenir avec la reine¹⁵, et il emploie encore du temps à lire dans une de ses chambres¹⁶. » Mais bientôt le rythme se relâche, l'ennui pointe, les bonnes intentions font long feu, une certaine léthargie l'envahit. À la différence de son père,

Philippe IV n'est pas un roi fainéant, mais un monarque qui s'essouffle.

Dès les premières semaines du règne, convaincu par de bonnes lectures qu'il ne devait pas prendre de favoris, mais seulement des conseillers, il s'était mis à la tâche et expédiait promptement les affaires courantes. De l'aurore à la nuit, les ministres l'assistaient et tous, s'étonnait un ambassadeur, travaillaient « tout autrement que sous Philippe III ». Mais bientôt la chasse l'avait emporté sur le travail de bureau. Inexpérimenté, le jeune roi avait besoin d'un instructeur. Aussi justifia-t-il plus tard le recours à un favori : « Avoir hérité de ces royaumes à 16 ans et être entré dans ce chaos [du gouvernement] avec le peu de connaissances qu'on a acquis à cet âge expliquent (et à moi cela me paraît compréhensible) que je me sois fié à des ministres et qu'à certains je leur ai donné plus de pouvoir que ce qui paraissait convenir¹⁷. »

Comme l'ardeur au travail, l'oisiveté ne dure pas. D'août à septembre 1627, une grave maladie tire Philippe de sa paresse. D'aucuns ont attribué cette maladie à ses indignes passions, une maladie vénérienne ou un coup d'épée reçu dans les quartiers malfamés de la capitale. Les Madrilènes invités à prier pour sa guérison ne s'étaient pas précipités dans les églises. Certains avaient même espéré sa mort pour être délivrés de sa « tyrannie ». Philippe s'était remis et entendait contenir son impopularité en se remettant au travail. Aussi lisait-il les documents, écrivait-il de sa main de longs rapports sans l'aide de secrétaires et signait-il les documents officiels, déterminé aussi à conduire lui-même ses armées. Une activité sans précédent dont il n'était pas peu fier : « Après six ans de mon règne, écrit-il, j'ai décidé [...] d'étudier personnellement les *consultas* se rapportant au gouvernement et aux nominations¹⁸. » Le roi deviendrait-il un nouveau Philippe II ?

Las ! La paresse fut la plus forte : le roi y retomba. Il fallut attendre seize ans pour le voir s'en dégager. En 1643, Philippe décida à nouveau d'être son propre premier ministre, de régner sans *privado*. Il mit alors dans le travail la même énergie que dans les plaisirs. Olivares fut alors exilé, mais les esprits sages doutaient de la capacité du monarque à exercer seul et durablement le gouvernement.

Au terme de la carrière du comte-duc, on s'interrogeait. N'avait-il été qu'un ambitieux tenant en lisière un roi passif dont il doutait, ou un ministre l'aidant à remplir ses devoirs royaux ? Un favori étouffant un monarque inexpérimenté ou un collaborateur intime l'encourageant à surmonter son faible intérêt pour les affaires ?

Encourager le roi à gouverner

Une origine familiale aristocratique, le service du roi quand celui-ci n'est encore que jeune prince héritier, une cascade de titres et de fonctions de cour et de gouvernement, la maîtrise de l'accès au souverain, le népotisme et le clientélisme : rien ici ne semble distinguer Olivares de ses homologues

d'Espagne ou d'ailleurs. Pourtant le comte-duc n'est ni Lerma ni Uceda : il n'est pas au nombre de ces favoris que leur incompétence et leur esprit de lucre devraient faire oublier¹⁹. Tout au contraire, Olivares fut un homme d'État au service du roi et de la Couronne pendant vingt-deux années. Un *valido* travailleur, cultivé, intelligent, préoccupé de la grandeur de son pays (auquel il imposa des efforts démesurés), que les contemporains et l'Histoire comparent souvent au cardinal de Richelieu, ministre de Louis XIII.

Alors que ses prédécesseurs travaillaient à se substituer à leur maître, Olivares – ce fut son originalité – incitait le roi à gouverner. Comme si, paradoxalement, il suggérait au monarque de se passer de ses services. D'ailleurs il récusait le terme de favori, lui préférant celui de premier ministre, insistant ainsi sur le caractère officiel et non personnel de sa fonction. Le chef de gouvernement exerce quotidiennement le pouvoir et exécute les ordres décidés par Sa Majesté. Mais l'autorité suprême doit rester au roi, libéré des tâches ingrates, capable de prendre la hauteur nécessaire pour fixer les grandes orientations, de se consacrer à la représentation, à l'abri de l'impopularité détournée sur la personne du *valido*, rempart de la royauté.

Un roi travailleur, assénait Olivares, n'a pas besoin de favoris, mais de conseillers. Dans l'histoire de l'Espagne, les modèles de monarques actifs ne manquaient pas. Aussi le comte-duc vantait-il à son jeune maître Ferdinand le Catholique, « roi des rois », créateur avec Isabelle de Castille de l'unité de l'Espagne, Charles Quint, à la gloire inégalée, qui ajouta à la couronne espagnole la dignité impériale, et Philippe II, le « roi prudent », travailleur acharné, artisan de la grandeur d'un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais, vainqueur des Turcs et roi du Portugal. Philippe IV devait trouver la volonté et les moyens de ressembler à ces héros. Olivares l'y aida, traçant pour lui un programme de lectures mêlant histoire romaine et européenne, géographie, langues étrangères. Ainsi réussit-il à faire du prince « un modèle d'élégante culture ».

Le comte-duc, qui eut le rare mérite d'aider le roi à apprendre son métier, lui recommandait de rechercher à être informé avec sincérité et conseillé sans flagornerie. Il suggéra ainsi l'idée de percer un petit judas dans les murs de la salle du Conseil destiné à lui permettre de suivre les débats sans que sa présence trouble ses ministres. Le monarque l'explique lui-même : « Je mis en œuvre un [...] moyen efficace pour mes informations et de plus de bénéfice pour me gouverner, qui consista à ouvrir dans les Conseils de petites fenêtres disposées de manière à ce que [les ministres] ne puissent pas m'entendre entrer, et avec des jalousies si épaisses qu'après être entrés, ils ne puissent pas non plus avoir connaissance de ma présence [...] Aussi, là, je pouvais écouter ce que par hasard dans d'autres lieux, ils n'osaient pas me dire²⁰. »

Olivares se préoccupe de l'éducation du roi. En décembre 1624, trois ans après l'avènement du jeune souverain, alors âgé de 19 ans, il lui soumet un programme de règne, le *Grand Memorial*, qui prône l'égalité juridique des

territoires composant la monarchie espagnole²¹. *Multa regna sed una lex*, soit « plusieurs royaumes, mais une loi »²². Il n'était question que d'unité de la Péninsule, de l'égalité de contribution de tous les territoires aux charges communes, de restauration du pouvoir royal, des réformes législative, administrative, économique à entreprendre pour y parvenir. « Ressusciter la monarchie de Votre Majesté » était le mot d'ordre. Au prix, il est vrai, d'un travail épuisant, tant le comte-duc voulait dynamiser le travail des Conseils en confiant à des *juntas* le traitement des questions urgentes pour accélérer les procédures.

Garantir l'efficacité de la machine gouvernementale en marginalisant le Conseil d'État au profit notamment de la *Junta de Estado* qui délibérait dans son appartement était son objectif.

Philippe tombe-t-il dans l'oisiveté ? Le comte-duc le rappelle à ses devoirs. La lettre qu'il lui expédie en septembre 1626 est une authentique mercuriale. Sa Majesté, répète-t-il, doit consacrer plus de temps et d'énergie aux affaires du gouvernement. Pour guérir l'Espagne de ses maux, un seul remède : le roi doit se mettre au travail ! On sait que sa maladie de l'été suivant et l'impopularité grandissante le convainquirent de gouverner.

Olivares voulut faire de Philippe IV un bureaucrate, à l'image de son grand-père, Philippe II, « le roi aux pieds de plomb ». Outre ses conseils et ses remontrances, il usa d'une arme supplémentaire pour inciter le roi à accomplir sa tâche : la menace de démission. Aucun favori – de ceux qui n'entretiennent avec leur maître qu'une relation personnelle – n'aurait même eu l'idée de céder volontairement sa place. Ceux-ci étaient renvoyés, exilés, emprisonnés, exécutés, mais nul ne menaçait de se retirer.

À dire vrai, par chacune de ses démissions, pour risquées qu'elles furent – la troisième fut acceptée –, il cherchait à recevoir confirmation de la confiance du roi. La première, en juillet 1625, n'avait rien de sincère. Elle soulignait au contraire qu'Olivares était devenu indispensable. En un long document, il rappelait ses services, dressait un tableau de l'Espagne depuis son entrée au Conseil d'État et demandait sa retraite pour raison de santé. Sa tâche, prétendait-il, était accomplie. 1625 – année où il devint duc – avait été sur la scène internationale une des années les plus fastes de la monarchie, l'*annus mirabilis* : les Espagnols avaient repris Bahia aux Hollandais, conquis Breda aux Pays-Bas, rendu sa liberté à la république de Gênes²³, et en novembre, résisté à la flotte anglo-hollandaise à Cadix. Succès que les peintres Maino, Zurbarán et Velázquez immortaliseront dans la vaste salle d'apparat dite des Royaumes, au *Buen Retiro*²⁴, et qui vaudront au souverain le surnom de *Felipe el Grande*. Le rejet de sa démission renforça encore la position du comte-duc, qui semblait accomplir le dessein autrefois caressé par Philippe II : étendre l'influence de l'Espagne sur le monde pour y faire triompher la foi catholique.

En octobre 1627, Olivares proposa à nouveau de se retirer. Oubliées, les réussites de 1625 ! Son courageux projet d'*Union des armes* organisant la

contribution fiscale aux dépenses de guerre de toutes les composantes de la Couronne, et pas seulement de la Castille, avait été mal accueilli en Catalogne et jugé comme une atteinte intolérable aux libertés civiques. Le gouvernement était devenu impopulaire, la révolte grondait, le roi boudait les affaires, le *valido*, dépressif, était épuisé. « Personne, prétendait-il, n'obéissait », et le roi « [était] un enfant qui [avait] peu de goût pour le travail de bureau. » Olivares désespérait de le transformer. On sait que la maladie du prince y parvint. Malgré ses ennemis, qui estimaient qu'un roi travailleur pouvait se passer des services d'un favori, Olivares fut confirmé. Le soutien du roi lui était une nouvelle fois acquis.

La fragilité de l'indispensable *valido*

La longue cohabitation entre les deux hommes n'alla pas sans nuages. Mais il fallut attendre 1629 pour voir ébranlée la confiance qui les unissait. Les deux années précédentes avaient fait oublier les succès militaires de 1625. La Couronne venait de connaître la banqueroute et une brutale déflation. La capture par les Hollandais de la flotte des Indes avait aggravé, s'il était possible, la crise financière. Le peuple souffrait des mauvaises récoltes. À la fin de 1628, l'Espagne, mêlée à la guerre de succession de Mantoue ouverte l'année précédente, avait imprudemment entrepris le siège de la place forte stratégique de Casale Monferrato en Piémont, tandis qu'aux Pays-Bas méridionaux elle devait défendre Bois-le-Duc contre les troupes des Provinces-Unies.

À Madrid, les courtisans se délectaient des tensions naissantes entre le roi et son *valido*. Le premier envisageait, malgré la guerre (de Trente Ans) qui déchirait l'Europe, d'accompagner sa sœur Marie-Anne dans son long voyage pour rejoindre son futur époux, Ferdinand de Habsbourg, roi de Hongrie et de Bohême et futur empereur. Ce qu'Olivares considérait comme une folie suicidaire. Malgré les réserves du *valido*, Philippe souhaita ensuite prendre lui-même le commandement de son armée en Italie, à l'exemple de Louis XIII dont on ne cessait de lui vanter les récents succès militaires. Olivares réussit à lui faire abandonner ce projet. Mais Philippe IV persistait à vouloir escorter sa sœur en partance pour l'Allemagne. Et les observateurs de noter avec gourmandise combien les recommandations du favori laissaient le roi indifférent.

L'abandon du siège de Casale, en mars 1629, fut un sérieux revers pour Madrid et une menace sur la carrière d'Olivares. Peut-être fut-ce le moment le plus critique de son *valimiento*. Sous une forme imagée, il confia au gouverneur de Milan : « J'ai complètement perdu mes instruments de navigation, mon quadrant et ma boussole. » Connu, et critiqué, pour la prudence de sa politique extérieure, Olivares se trouvait confronté à deux théâtres d'opérations. Et à deux échecs : Casale dut être abandonnée et Bois-

le-Duc échappa à l'Espagne. La haute noblesse, son ennemie, se précipita dans la brèche. Un manifeste dénonça sa tyrannie et l'accusa de conduire le pays à sa perte. La confiance du roi en fut ébranlée. Brochant sur le tout, et à nouveau contre l'avis de son ministre, Philippe IV projetait désormais d'aller combattre en Flandres. Le comte-duc ne savait comment l'en dissuader : « [Que] Dieu, implorait-il, nous donne la paix cet hiver et calme ces humeurs royales malencontreuses. »

Olivares semblait avoir perdu la main. Ayant renoncé à ses fonctions de gentilhomme de la chambre depuis quelques années, les occasions de rencontrer le roi dans l'intimité de sa vie quotidienne se faisaient plus rares. « Je suis depuis trois ans si écarté de sa personne et de toutes les questions ayant rapport à son plaisir, prétendait-il non sans exagération, que je ne sais vraiment rien à ce propos. Je suis de service auprès de lui un quart d'heure par jour au plus. » Le comte-duc, qui – on le sait – préférait être considéré comme premier ministre plutôt que favori, semblait découvrir désormais la nécessité d'une familiarité avec le roi pour lui faire partager ses vues.

En cette fin d'année 1629, ce reste d'intimité lui fit également défaut. Philippe s'obstinait à vouloir accompagner l'infante sur les routes d'Espagne avant que celle-ci ne prenne la mer, tandis qu'Olivares restait à Madrid. Lui qui avait suivi le roi dans son voyage en Andalousie en 1624 et en Aragon deux ans plus tard semblait relégué dans la capitale. Il ne fut plus bruit que de sa disgrâce prochaine. Quand on apprit que Sa Majesté avait convoqué le duc d'Albe à Saragosse pour le servir, les observateurs en furent convaincus : les heures d'Olivares étaient comptées.

Spéculations de courtisan ! La vérité est que Philippe IV avait du mal de se séparer de sa sœur, et Albe, grand chambellan, était invité à escorter l'infante jusqu'au terme de son voyage. La « comédie de Saragosse », insignifiante à nos yeux, douloureuse pour le *valido* resté à Madrid loin de la personne de son souverain, n'avait peut-être d'autre but que de montrer qui était le maître, qui savait tenir tête au comte-duc et le défier ! Tant d'années au service du roi pouvaient être effacées en un jour.

Cependant, Sa Majesté abandonna toute velléité d'indépendance et manifesta à nouveau sa confiance en son *valido*.

Une boulimie de travail

Le service du roi remplissait la vie du comte-duc. Toute son énergie lui était consacrée et rien ne pouvait l'en détourner. « Je n'ai, écrivait-il en 1633, ni père ni enfant, ni ami que celui qui sert bien le roi, qui risque sa vie et son honneur et qui est prêt à tout sacrifier pour le service royal²⁵. » Son dévouement au prince devait à ses yeux être partagé par tous. Olivares blâmait la routine, la négligence des serviteurs de l'État, dénonçait la lenteur et l'inefficacité des Conseils. « Je suis tout seul », se plaignait-il. Aussi, pour

stimuler le zèle, assistait-il le plus souvent possible aux séances du Conseil d'État qu'il dominait, tandis qu'aux trop nombreuses et confuses commissions spéciales (*juntas*) créées pour faire face à la guerre contre la France, il préféra un cabinet de guerre restreint, connu sous le nom de *Junta de Ejecucion* (commission d'exécution), qui prenait rapidement les décisions et veillait à leur exécution immédiate. Les ambassadeurs étrangers le notaient : les affaires étaient ainsi « réglées selon les souhaits d'un seul homme ». On n'appelait plus Olivares que le « nouvel Atlas », portant seul sur ses puissantes épaules l'immense fardeau de la monarchie espagnole.

Ce dévouement qui absorbait sa vie privée résolument austère – sans plaisirs de la table ni infidélités conjugales – mettait sa santé en péril. « Il ne connaît pas les limites de la fatigue, notait un diplomate ; pour travailler, il a renoncé à tous les plaisirs. » Olivares fut un *valido* perpétuellement souffrant. Maux de tête, insomnie, goutte furent ses fidèles compagnons. Très éprouvé par la mort de sa fille en 1626, qui l'avait laissé prostré, le comte-duc connaissait de nombreuses crises de dépression, oscillant entre l'euphorie et une mélancolie qu'il tentait de vaincre sans toujours y parvenir. Ses lourdes responsabilités l'épuisaient, ses maladies le rendaient irritable, coléreux, brutal. On douta de sa santé mentale en ses dernières années. Mais rien ne pouvait entamer son sens du service qu'il estimait « mille fois plus que [sa] propre vie ».

Haï, Olivares l'était tout autant qu'un favori ordinaire. L'énorme tâche qu'il accomplit deux décennies durant le distingue des *validos* incompetents ou uniquement soucieux de s'enrichir. Mais comme eux, le comte-duc fut la cible des mécontents, Grands, clergé, peuple. Au sein de la cour et des courtisans qui le détestaient, la reine, Isabelle de Bourbon, fille d'Henri IV, lui était hostile. L'on vit même des aristocrates andalous fomenter contre lui sous la direction du duc de Medina Sidonia une conspiration indépendantiste, d'ailleurs mal préparée, en août 1641. Il fut également victime d'un attentat en juillet 1642 à Molina de Aragón. C'est à la division de l'opposition qu'il devait d'être encore aux affaires. Les efforts fiscaux demandés à la société espagnole lui avaient valu quantité d'ennemis et une impopularité générale dont libelles et pasquinades se faisaient l'écho. On rapporta qu'il avait renoncé complètement aux distractions à la campagne et au Buen Retiro « à cause de certaines manifestations d'animosité du peuple contre lui ». Comme la goutte qui menaçait sa santé, l'impopularité d'Olivares jamais ne le quitta.

Son gouvernement autoritaire (que les pamphlets disaient tyrannique), son programme de réformes se heurtaient à la dure réalité des faits. La guerre contre les Provinces-Unies, rallumée en 1621, durait sans issue décisive. Madrid secourait en hommes et en argent les cousins Habsbourg de Vienne malmenés dans la guerre qui déchirait l'Europe centrale. Si le conflit avec la France de Louis XIII et de Richelieu s'ouvrit par quelques victoires, à Corbie (1636) ou à Fontarrabie (1638), les échecs se concentrèrent en 1642 avec la douloureuse perte de Salses et de Perpignan en septembre et celle de Lérida

en octobre, avant qu'en janvier suivant Barcelone n'ouvre ses portes à l'armée française. Déjà affecté par la révolte de la Catalogne et la sécession du Portugal déclenchées en juin et décembre 1640 et qui signaient l'échec de sa politique d'unité, Olivares était quotidiennement partagé entre le désespoir – « J'assure [...], écrivait-il, qu'il ne me reste plus qu'à mourir au milieu de tant de malheurs » – et la volonté de continuer la lutte.

Contre son avis, Philippe IV avait tenu à se placer à la tête de ses troupes en Aragon menacé par l'avancée des Français. C'était la première fois depuis près d'un siècle qu'un roi d'Espagne prenait la tête de ses armées. En novembre 1642, après ce chapelet de défaites, il dut rentrer à Madrid. Olivares, harcelé par une foule hostile massée sur le trajet, rentra seul dans la capitale par une porte peu fréquentée et gagna l'Alcazar par de petites rues. Là, il dut attendre deux semaines un signe du roi. La rumeur enflait : tant d'échecs ne pouvaient qu'entraîner une disgrâce.

La disgrâce du favori

Chacun à la cour croyait en percevoir les signes. En souhaitant préparer une nouvelle campagne contre le Portugal, le *valido* ne s'opposait-il pas au roi, décidé à marcher plutôt contre les Catalans félons ? Au palais royal, la reine, qui ne l'aimait pas, ne manquait jamais de dépeindre la triste situation de la monarchie dont le nom du responsable était sur toutes les lèvres. Le peuple pestait si fort contre le gouvernement que nul au palais royal ne pouvait l'ignorer. La position d'Olivares devenait intenable. Le 17 janvier 1643, le roi lui accorda par écrit, et non de vive voix, l'autorisation de prendre sa retraite. Dans la note qu'il rédigea pour le Conseil, le monarque se chercha des excuses en s'abritant derrière la mauvaise santé du disgracié et l'insistance de celui-ci à réclamer son retrait.

On a beaucoup spéculé sur ceux qui auraient décidé Philippe à se passer de son ministre. Quelques grandes dames de la cour qui faisaient de leur inimitié envers le comte-duc leur raison d'être ? L'ambassadeur impérial ? Un agent français ? Jusque-là, l'hésitation du roi à renvoyer Olivares tenait sans doute à l'ancienneté de leur relation et à l'impuissance du monarque à tenir seul les rênes de l'État. À l'inverse, sa décision pouvait exprimer une lassitude, voire une irritation, devant un homme indispensable, dont la boulimie de travail et l'énergie paraissaient souligner ses propres faiblesses. Le temps s'était écoulé : Philippe n'était plus le jeune homme qu'avait éduqué le favori, l'élève formé par le maître. Le roi atteignait désormais les 37 ans, Olivares dépassait les 55.

Dans la lettre qu'il adressa au Conseil, Philippe précisa à ses ministres que « le fardeau du gouvernement et de la direction des affaires dépendra[it] désormais entièrement de ma [sa] personne, car une fois le comte parti je n'ose confier à personne d'autre ce que je lui confiais²⁶ ». Hommage

supplémentaire au disgracié, mais aussi décision de gouverner par lui-même. Sa Majesté ne cessa d'en avertir ses correspondants : « Je reprends la barre », assénait-il. À sa cousine qui lui demandait qui serait le nouveau *valido*, il répondait avec assurance : « Mon favori, c'est ma reine²⁷. » La nouvelle du retrait d'Olivares fut saluée par la noblesse comme par le petit peuple.

On applaudit aux bonnes intentions du souverain. Il présidait les réunions du Conseil d'État, assistait aux juntas, aménageait les bureaux des secrétaires pour y travailler à toute heure, annotait les rapports. « Je suis continuellement assis sur ma chaise avec mes papiers et la plume à la main, confiait-il à sœur Maria de Agreda, sa pieuse correspondante cloîtrée dans son couvent²⁸ ; je vois tous les dossiers qui concernent cette cour et toutes les dépêches de dehors²⁹. » Philippe IV était-il devenu un « homme nouveau » ? Malgré les apparences, on en douta, tant son irrésolution, son manque de confiance en lui, connus de tous, paraissaient condamner un gouvernement direct par lui-même. « L'expérience, écrivait avec lucidité le père Guidi, représentant de Modène, démontre clairement qu'il est moralement impossible à un si grand roi d'être sans favori car tout est resté en suspens depuis le moment de la chute du comte-duc, et il faut une éternité pour expédier des affaires qui étaient réglées rapidement et facilement par un ministre qui exerçait tout le poids de son autorité pour les faire avancer³⁰. » À son habitude, le roi s'essouffla vite.

L'après-Olivares

Ainsi s'ouvrit la succession d'Olivares. Le favori fut d'abord exilé non loin de Madrid, tandis que sa femme demeurait à la cour. Comme il fit écrire une défense énergique contre ses accusateurs, sans épargner son maître – « Si j'ai fait des fautes, le roi les a partagées avec moi » –, il dut s'éloigner encore pour vivre dans le Léon, à Toro, entre Valladolid et Zamora. Il s'y ennuya, sa maladie empira, il perdit la tête et mourut le 22 juillet 1645, à 58 ans, épuisé par une tâche écrasante exercée pendant plus de vingt années. Même ses ennemis devaient le reconnaître : il laissait un grand vide.

Qui lui succéderait ? Malgré les difficultés du pays et sa terrible défaite à Rocroi le 19 mai 1643, quatre mois à peine après son retrait, les candidats ne manquaient pas. Parents et alliés du comte-duc étaient demeurés au gouvernement. Nulle chasse aux sorcières, comme lui-même s'en était fait autrefois le champion contre les créatures du duc de Lerma. Un homme se distingua : le neveu du ministre déchu, Luis de Haro (1598-1661), proche du roi dont il avait presque l'âge et avait été le compagnon d'enfance. Jusque-là dans l'ombre de son oncle, Haro apparaissait en pleine lumière. Serait-il le nouveau *valido* ? Le roi s'en défendait. « Depuis qu'il le [Haro] connaissait, assurait-il à sa confidente religieuse, il l'avait toujours trouvé honnête et plein de bonnes intentions, d'ailleurs il avait toujours refusé de lui donner le

caractère d'un ministre principal. » Philippe IV ne dissimulait pas son estime, avouant l'avoir « toujours trouvé honnête et plein de bonnes intentions ». L'homme, il est vrai, était réservé – méritant son surnom de « discret au palais » –, modéré en ses paroles, dépourvu de morgue et grand travailleur. C'était la prudence et la douceur après vingt ans d'un ministériat tonitruant : Mazarin succédant à Richelieu ! Mais lui offrir la pleine succession d'Olivares, le monarque s'y refusait.

Don Luis exerça une grande influence dans les conseils de gouvernement pendant une durée presque aussi longue qu'autrefois le duc de Lerma. Mais il partagea cette influence avec d'autres ministres. Haro avait la confiance de son maître, mais pas l'exclusivité du gouvernement. « Sa tâche, confiait le monarque, ne dépassait pas le métier des ministres ordinaires qui avaient à exécuter les ordres de leur roi. » Certes, avec le temps, Luis de Haro s'enhardit, élargit ses compétences et s'attira des ennemis. Lors de la célèbre rencontre de juin 1660³¹ entre son roi et le jeune Louis XIV dans l'île des Faisans, au milieu de la Bidassoa, frontière entre son pays et la France, il incarnait à lui seul la politique espagnole. Sur la toile qui célébra la rencontre, le peintre Charles Le Brun n'a d'ailleurs pas manqué de le faire figurer entre Philippe IV et l'infante. Alors, et alors seulement, le monarque le considéra comme le principal ministre.

Principal, mais pas premier ; au-dessus de ses collègues, mais au milieu de ses pairs. D'ailleurs le roi, qui avait conservé le personnel politique hérité d'Olivares, faisait aussi une place à des hommes « nouveaux » compétents qui occupèrent des fonctions importantes. Par sa complexité croissante, le gouvernement de l'Espagne et de son empire ne pouvait être dans les seules mains du roi. Philippe IV aimait à le faire savoir : « Dans les circonstances présentes, écrivait-il, quand la vitesse et l'efficacité dans les affaires sont si nécessaires, je ne peux faire seul tout ce qui est fondamental. » Le monarque avait ne pas pouvoir gouverner par lui-même, sans pour autant abandonner son autorité entre les mains d'un *valido* tout-puissant.

Après le long et flamboyant « règne » d'Olivares était venu le temps d'un *valimiento* adouci où Philippe IV, au prix de quarante heures de bureau par semaine, renouait, aidé de son premier collaborateur, avec le métier de roi³².

Chapitre X

Menchikov, « l'aiglon de Pierre le Grand »

« Derrière lui se pressaient en foule
Ces oisillons du nid de Pierre,
Ses compagnons et ses fils,
Pour changer le destin du monde
Pour faire la puissance et la guerre. »

Pouchkine

« Il fait ce qu'il veut, sans me demander mon avis, mais moi je ne décide jamais rien
sans lui demander le sien. »

Pierre le Grand

Imagine-t-on Pierre le Grand, tsar de toutes les Russies (1682-1725), entouré de favoris ? Des militaires, des charpentiers de marine, des horlogers, des compagnons de beuverie forment son éclectique entourage, mais de favoris, point. Impensable, semble-t-il, que le premier empereur de Russie, qui a régné, gouverné, administré, réformé, ait pu céder la moindre parcelle de son autorité. Le grand bâtisseur de l'État, fondateur d'une Russie nouvelle, ne peut avoir délégué tout ou partie de son pouvoir à l'un de ses sujets. Qui croira qu'un autocrate « dont l'âme ne trouvait de plaisir que dans l'action » ait pu ainsi, par paresse ou incompétence, se délester de ses responsabilités au profit d'un compagnon tout-puissant ?

On n'imagine guère ce colosse de près de deux mètres, aux manières rustiques et au comportement d'une rare brutalité, s'attendrir auprès d'un favori. Marié à deux reprises, amant épisodique d'innombrables maîtresses choisies parmi de nobles dames comme chez les servantes, Pierre n'a pas laissé dans l'histoire le souvenir de sa bisexualité. Nombre d'historiens, tout

occupés à louer son œuvre², ont tu cet aspect de sa personnalité. Pourtant les relations du prince avec ses camarades de jeunesse comme avec ses compagnons de l'âge adulte avaient déjà en son temps suscité des rumeurs et troublé l'opinion.

Parmi ceux que Pouchkine appelle les « aiglons de Pierre », un homme occupe une place particulière. Il se nomme Alexandre Danilovitch Menchikov (1673-1729). C'est bel et bien le favori de Pierre le Grand, qui le demeura durant tout son règne et qui lui survécut. D'âge semblable – Pierre est né en 1672, Menchikov l'année suivante –, il ne sera jamais disgracié ou exilé, même s'il en coûtera parfois à son maître. La mort du tsar ne lui ôtera pas davantage sa première place. Menchikov sera encore le favori de son successeur, la seconde épouse de Pierre devenue tsarine en 1725, Catherine I^{re}.

La naissance d'amitiés particulières

Après le court règne de Fedor III (1676-1682), mort sans postérité, le pouvoir est tant disputé à Moscou³ qu'on invente pour sortir de la crise le partage de l'autorité suprême entre deux tsars : Ivan V, faible d'esprit, et son demi-frère Pierre⁴. Ivan V est incapable de régner et Pierre trop jeune pour disputer le pouvoir à leur sœur, Sophie, qui s'approprie la régence et gouverne, aidée par son amant et favori, Basile Golitsyne, intelligent et raffiné, principal ministre d'État et maître de la politique étrangère.

Aussi durant cette régence (1682-1689), inédite dans l'histoire russe, Pierre, malgré son titre de co-tsar, vit-il de longues années à l'écart, dans un village proche de Moscou. Il s'y occupe à des jeux guerriers, comme faire manœuvrer ses camarades ou attaquer ou défendre des forteresses en miniature. « L'enfant s'amuse », aime à se rassurer Sophie. Au sein de sa petite troupe, fils d'aristocrates ou issus du milieu populaire, il crée le futur premier régiment de la garde impériale russe où il s'engage d'abord comme tambour, puis bombardiers⁵. Quelques-uns des garçons de son âge l'accompagnent dans ses fréquentes visites au faubourg des étrangers de Moscou, nommé le « Faubourg des Allemands », où il satisfait sa curiosité pour les langues et les techniques occidentales.

De 10 à 17 ans, le jeune homme vit ainsi dans un univers uniquement masculin où il noue avec quelques jeunes gens des relations privilégiées qui suscitent des commentaires désobligeants. Vérité ou médisance ? Camaraderie virile ou amitiés particulières ? Nul ne le sait. Mais lorsque, en septembre 1689, Pierre est averti que sa demi-sœur projette de se débarrasser de lui, trois proches compagnons – Lefort, Gordon et Menchikov – vont l'aider à éliminer Sophie de la scène politique et à se rendre maître du Kremlin⁶.

Dans la préparation de cette révolution de palais visant à écarter la régente, Pierre manque d'appuis, alors qu'une partie de sa famille, la cour et l'assemblée des boyards s'opposent au changement. Aussi lui faut-il recruter

des complices pour éliminer sa sœur⁷ puis des collaborateurs pour gouverner, sans trop regarder à leur origine sociale. Son entourage est alors très hétérogène. Il le restera sa vie durant, tant le tsar est dépourvu de préjugé social. Les étrangers seront alors des auxiliaires précieux.

Deux d'entre eux font partie des intimes du prince. Il rencontre le premier, François Lefort, Genevois calviniste, durant l'été 1689. Bientôt promu général et amiral en chef, charmeur et grand buveur, il devient l'un de ses camarades de plaisirs. Les deux hommes sont inséparables. On nomme Lefort « le débauché français », et il est blâmé par une opinion qui se scandalise des fêtes licencieuses données en son palais au faubourg des étrangers. À sa mort en 1699, Pierre sera anéanti. « Je n'ai plus d'ami dévoué, avouera-t-il ; il était le seul fidèle. À qui pourrai-je me confier à l'avenir ? »

C'est oublier le second, Patrick Gordon, d'une famille catholique d'Écosse. Nommé général, il combat vaillamment à Azov, qu'il conquiert en 1696. Père de l'armée russe moderne, il enseigne la tactique et la stratégie au tsar, qui lui accorde une confiance sans faille. Il meurt la même année que son rival Lefort.

Le double du tsar

Le jeune tsar s'entoure aussi de compatriotes. Parmi les « oisillons du nid de Pierre », l'un d'eux succède à Lefort dans le cœur du monarque et atteint le sommet de la faveur. Il se nomme Menchikov. Roturier de basse extraction, fils d'un palefrenier ou d'un boulanger, ayant vendu, dit-on, des pâtés en sa prime jeunesse, il devient l'ombre du souverain. Il n'est pas un moment de l'existence du tsar que Menchikov ne vit. Camarade dès l'enfance, au temps où Sophie gouvernait, il est l'un des premiers à s'enrôler dans la compagnie recrutée par le co-tsar pour ses jeux guerriers. Lorsque la petite troupe devient officiellement le régiment Preobrajenski, il y sert comme bombardier, l'arme préférée de son maître. Là où est Pierre, Menchikov n'est jamais loin. Après la fréquentation, peu appréciée des conservateurs, du quartier moscovite des étrangers où le favori accompagne Pierre, celui-ci décide d'entreprendre un voyage à travers l'Europe pour découvrir la civilisation occidentale. « J'ai rang d'écolier et besoin de maîtres », avoue-t-il humblement. Inhabituel pour un souverain russe, ce voyage, lors duquel le tsar se camoufle (mal) parmi les militaires et derrière un pseudonyme, rassemble des hommes de confiance.

Deux cent cinquante personnes constituent ce que l'on nomme la Grande Ambassade qui, dix-huit mois durant, de 1697 à 1698, parcourt l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, Vienne et Cracovie⁸. Grâce à sa connaissance des langues étrangères, François Lefort est désigné comme « premier ambassadeur », mais Menchikov, dès l'annonce du projet, s'est aussitôt porté volontaire pour accompagner son maître. Officier d'ordonnance personnel de

Pierre, il est à son service jour et nuit, travaille à ses côtés dans les chantiers navals de Hollande, couche au pied de son lit. Pierre veut-il se rendre à Londres incognito ? Il embarque avec le seul Menchikov et quelques volontaires. Le favori partage l'insatiable curiosité du tsar, s'enthousiasme pour l'art nautique (il apprend à faire des mâts), fréquente les manufactures, visite les collections scientifiques. Il participe aussi aux beuveries homériques qu'affectionne son maître et à ses orgies quand ce dernier et ses proches s'affichent avec des prostitués hommes ou femmes.

Le fidèle serviteur anticipe souvent les décisions du souverain. Dans les États qu'il traverse ou qui l'accueillent, il se dépouille (comme Lefort) de ses habits traditionnels pour revêtir des vêtements occidentaux. Or, on sait qu'au retour de la Grande Ambassade, Pierre tenant « à vêtir en hommes son troupeau de bêtes », proscrivit les robes traînantes portées par les hommes, leurs longues chevelures et barbes. À l'image du tsar, Menchikov se présente comme un précurseur converti à l'occidentalisation. Un portrait le représentera plus tard coiffé d'une haute perruque et vêtu à la prussienne.

L'homme semble deviner avant l'intéressé lui-même ce que celui-ci décidera. Il sait percer ses états d'âme. Sans doute est-il inculte, mais il est doté d'une intelligence naturelle et instinctive. À l'affût des décisions à venir du monarque, prompt à satisfaire ses caprices, à épouser ses manies, il apprend vite. Parfait courtisan, le comportement de son maître ne saurait le rebuter. Il en accepte les excès, quand il ne les prépare pas. Ainsi n'est-il jamais impressionné par ses colères, voire ses crises de fureur qu'il est le seul à apaiser. Soumis, Menchikov l'est autant pour adhérer à toutes les folies impériales que pour essuyer les coups de poing ou de bâton dont Pierre le gratifie, quand il ne le menace pas de son épée. Mais il sait accepter ces mauvais traitements, le plus souvent avec une inaltérable bonne humeur qui enchante Pierre.

Zélé, il l'est encore quand, sur ordre du tsar, il est le premier de ses proches à participer à la répression de la révolte des *streltsy*⁹ – corps militaire d'infanterie équipé d'armes à feu – dont Pierre a triomphé en 1698. De ses proches, le tsar a exigé qu'ils fassent office de bourreaux. Menchikov est un des premiers à torturer et à participer à cette macabre besogne. Désireux de plaire au souverain, il se serait vanté d'avoir tranché une vingtaine de têtes.

Serviteur particulier et intime du tsar, complice de ses amours, comblé de faveurs, l'homme passe dans l'opinion pour avoir ensorcelé le souverain, et chacun s'interroge sur la nature de l'amitié qui les unit. Aujourd'hui les historiens n'en doutent pas : le favori a noué avec Pierre des relations homosexuelles dont celui-ci ne se cache guère¹⁰. Leurs lettres sont parsemées de mots tendres qui expriment sans fard aussi bien leur passion amoureuse que l'ivresse des sens. Sous la plume de Pierre, « Mon cœur » est la formule qui inaugure bien de tendres billets. Il aime à rappeler par écrit à son compagnon de plaisirs les excès d'une orgie vécue en commun et conclut, mêlant vousoiement et tutoiement : « Tout est bien, mais que Dieu me donne

la possibilité de vous voir dans le plaisir. Tu le sais toi-même.» Pierre supporte mal les absences de son favori : « Je souffre de la tristesse d'être séparé de vous ; je n'en peux plus, venez au plus vite vers moi pour que je sois plus gai, ce dont tu pourras juger toi-même. » Sa dépendance sourd de chacune de ses lettres : « Notre gaieté sans vous, c'est comme un repas sans sel. » Même lorsqu'il blâme par écrit un Menchikov pris en défaut de corruption, les mots choisis, remarque Mme Liechtenhan, sa biographe, traduisent encore la tendresse. Les observateurs en sont convaincus : le monarque, note un diplomate étranger, voue à son favori « plus que l'amour matrimonial ».

Menchikov plaît au tsar. Sa corpulence physique, sa taille (1,80 m)¹¹, sa robustesse, sa résistance aux épreuves comme son habileté aux exercices corporels en font une sorte de double. Mais il y a davantage : Menchikov est le type d'homme que Pierre veut créer dans le pays¹². Russe authentique, mais désireux de comprendre et d'admettre les idées nouvelles, acceptant de rompre avec des traditions surannées et bousculant les préjugés ordinaires de la vieille Russie.

Chef de guerre

Le favori s'impose aussi par ses talents militaires, reconnus dans toutes les campagnes d'un tsar conquérant qui ne néglige jamais ses conseils. À la Russie s'opposaient deux ennemis principaux, les Ottomans au sud et, plus redoutables, les Suédois au nord. Dans presque chacun des combats, Menchikov se tient aux côtés du monarque.

Au premier siège d'Azov sur le Don, possession turque, Lefort et Gordon n'évitent pas l'échec. Mais au second siège, en 1696, Menchikov est auprès de Pierre qui emporte la ville. C'est cependant la longue guerre du Nord, opposant vingt ans durant la Russie aux Suédois (1700-1721), qui révèle les capacités guerrières du favori, militaire heureux. Il n'assiste pas à la terrible défaite de Narva contre le jeune Charles XII de Suède, pas plus que Pierre, qu'il a accompagné à Novgorod. Mais les opérations suivantes requièrent sa présence active. C'est la prise, à l'automne 1702, de la forteresse de Nöteborg, rebaptisée Chlisselbourg¹³, qui va ouvrir sa carrière militaire. Il en est récompensé par la charge de gouverneur. Avec Pierre, il participe l'année suivante à la première victoire navale russe au large de la péninsule de Hangö, au sud de la Finlande, contre des frégates suédoises. Il reçoit alors le prestigieux ordre de Saint-André. Il est encore avec son maître à la prise d'une autre place forte suédoise à l'embouchure de la Neva¹⁴, lieu qui formera le noyau de la future ville de Saint-Pétersbourg, permettant ainsi à Pierre de réaliser son rêve : disposer d'une fenêtre sur l'Europe. Il en est nommé gouverneur.

Après Kalisz, en Pologne, où en 1706 il remporte, seul contre les

Suédois, une victoire en rase campagne, l'homme est au sommet de sa gloire. Pour lui, Pierre obtient de l'empereur Habsbourg le titre de prince du Saint Empire et lui octroie celui de prince de l'Empire de Russie. Sur les champs de bataille, Menchikov est indispensable. En 1708, il prend et détruit Batourine, en Ukraine, capitale du célèbre Mazeppa, hetman¹⁵ des Cosaques du Dniepr, qui s'était allié à l'ennemi. L'année suivante, il combat avec bravoure à Poltava, où la Russie remporte une éclatante victoire sur Charles XII. À la tête de l'aile gauche de l'armée impériale¹⁶, Menchikov combat sans désespérer, malgré trois chevaux tués sous lui. La puissance suédoise est abattue, tandis que la Russie devient la première puissance du Nord. Chacun à Moscou est convaincu qu'une « ère nouvelle » s'ouvre pour le pays. L'entrée des vainqueurs dans la capitale donne lieu à une glorieuse parade, où le tsar est flanqué de Dolgorouki, sénateur et conseiller du monarque, représentant l'ancienne noblesse, et de Menchikov, symbole vivant de la nouvelle, bientôt nommé gouverneur général de la Livonie et feld-maréchal, niveau le plus élevé de la hiérarchie militaire consacrée par la Table des rangs¹⁷.

Le nouveau promu suit son maître partout. Il ne cesse de servir, prêt à accomplir toutes les tâches ordonnées par Pierre. Envoyé notamment en Poméranie en 1712-1713 pour commander en chef, ses troupes occupent les grandes villes du nord de l'Allemagne et assiègent victorieusement Stettin. Chez le favori, le soldat l'emporte sur le diplomate. La paix de Nystadt (1721), par exemple, qui clôt la guerre du Nord et offre la rive sud de la Baltique à la Russie¹⁸, est signée sans lui, tant le tsar doute de ses talents de négociateur. Menchikov n'en sera pas moins honoré au cours des réjouissances qui suivent cet heureux traité.

Le « favori du destin sans naissance »

Sa proximité avec le tsar ne s'est jamais démentie. La vie commune pendant les campagnes militaires – surtout les victorieuses – a maintenu leur intimité. Mais au-delà de cette complicité des champs de bataille, la vie privée du tsar ne cesse de démontrer combien le favori lui est indispensable. Si le monarque a su récompenser de talentueux généraux et d'habiles conseillers, aucun n'a bénéficié, comme lui, d'une confiance aussi absolue. Aucun n'a été aussi comblé de faveurs. Menchikov n'est pas seulement le brillant ornement militaire et civil du règne de Pierre le Grand, il est surtout l'homme le plus proche du tsar, celui sur lequel son maître peut compter, chargé de missions délicates ou intimes, aussi bien dans la préparation de son second mariage que dans l'éducation réservée à son fils, le tsarévitch Alexis.

Un jour d'automne 1703, Menchikov présente au tsar sa maîtresse, une jeune paysanne livonienne illettrée qui avait d'abord servi comme domestique chez un pasteur luthérien. Très jeune et sans ressources, elle avait cru fonder une famille en épousant un soldat suédois, qui disparut avec son régiment

après huit jours de vie commune. À la recherche d'un nouvel employeur, elle entra dans la maisonnée du feld-maréchal Cheremetiev. En visite chez ce dernier, Menchikov la remarque et l'achète. Convertie à l'orthodoxie, elle prend alors le nom de Catherine¹⁹. Une nouvelle vie, moins douloureuse, s'ouvrira-t-elle ? Le favori l'emmène à Moscou et en fait sa maîtresse. Pierre la voit et Menchikov, toujours zélé, la lui offre.

Avenante, toujours gaie, robuste et aux formes généreuses, ayant de l'esprit et du bon sens, elle fut pour le tsar la femme idéale. Leur entente physique et leur complicité garantirent la durée de leur liaison jusqu'à la mort de Pierre. Restée longtemps dans l'ombre, Catherine, qui a donné onze enfants au tsar, apparaît en pleine lumière lorsque le monarque décide de l'épouser. La cérémonie religieuse a lieu en février 1711 dans la chapelle privée du palais de Menchikov, dont la cour sait qu'il a découvert la jeune femme, l'a cédée à son maître et a préparé son mariage. Ainsi ce sont deux roturiers – un ancien vendeur de pâtés et une paysanne illettrée – qui forment le premier cercle de l'entourage du tsar²⁰. Comme Menchikov, Catherine appartient à la nouvelle classe méritocratique chère à Pierre le Grand. La consécration suprême vient en 1723, lorsque le souverain décerne à son épouse le titre d'impératrice. En mai de l'année suivante, dans la cathédrale moscovite de la Dormition, elle est couronnée par le tsar – première femme à l'être officiellement en Russie – flanqué de l'incontournable Menchikov.

C'est auprès du tsarévitch Alexis, né du premier mariage de Pierre²¹, que le favori montra plus que jamais sa soumission aux ordres, aux caprices, voire aux folies de son maître. Le tsar, souvent absent, avait négligé son fils, dont il avait confié l'éducation à un précepteur qui lui enseignait la haine des étrangers et critiquait les réformes en cours. L'homme fut renvoyé et Menchikov nommé à sa place. On ne pouvait faire plus mauvais choix. Curieux précepteur, en effet, qu'un homme quasi illettré ! Mais au moins le favori ne saperait-il pas l'œuvre du tsar auprès de son élève. Preuve supplémentaire de l'inaltérable confiance que Pierre plaçait en lui.

Les méthodes brutales de Menchikov, faites d'humiliations et de coups, transformèrent Alexis en ennemi. Le tsar lui fit épouser une princesse allemande, qu'Alexis détesta aussitôt et maltraita. Nommé gouverneur de Moscou, il se désintéressa de la fonction et, avec sa mère, le clergé et quelques boyards, critiqua la politique de Pierre. Il apparaît même comme le symbole de l'opposition aux réformes engagées, dont il annonce qu'il fera litière dès son avènement. Le conflit ne pouvait qu'éclater. Craignant les actes de violence du tsar comme de Menchikov, Alexis s'enfuit à Vienne. De retour à Moscou sur la promesse faite par son père de lui pardonner, il est emprisonné et passe en jugement. Une fois encore, Menchikov est l'auxiliaire dévoué de son maître qui le nomme président de la commission d'enquête chargée de juger les agissements d'Alexis. Le procès s'ouvre. Dûment fouetté en présence même de son père, Alexis est condamné à mort. Il mourra avant son exécution des conséquences de la torture, dans l'indifférence de Pierre.

Largesses du prince, faste du parvenu

Pareil zèle, semblable intimité sont récompensés avec largesse : des titres, dont celui de prince de Russie, réservé jusque-là aux descendants des anciennes maisons royales ; des décorations russes et étrangères ; de prestigieuses fonctions, militaires – comme celle de feld-maréchal après Poltava –, ou civiles – comme gouverneurs de provinces et la présidence du collège (ministère) de la guerre. Parce qu'il a cru au grand dessein de Pierre de créer une ville nouvelle à l'embouchure de la Neva et d'en faire la capitale de l'empire, le nom de Menchikov est une nouvelle fois associé à celui du tsar bâtisseur.

Peu de contemporains croyaient en la pérennité d'une cité édifiée dans une contrée aussi humide, désolée et dangereuse, alors que Pierre la jugeait semblable à un « paradis » : « Vraiment ici nous vivons au Ciel », écrivait-il à son compagnon. Menchikov est l'un des rares à comprendre la passion du tsar. Esprit courtisan ? Conviction profonde que Saint-Petersbourg deviendrait la Venise du Nord ? La complicité entre les deux hommes, leur communauté de vues s'imposent à nouveau. Le favori accompagne chaque étape de la création de la capitale. C'est lui qui est responsable de la naissance de la forteresse Pierre-et-Paul, sur l'île aux Lièvres, et non comme le veut la légende le tsar lui-même qui, armé d'une bêche, aurait creusé un fossé et posé la première pierre le 16 mai 1703 tandis qu'un aigle apparaissait dans le ciel, signe annonciateur de la gloire de la ville. La citadelle est dotée de six bastions, chacun construit sous la direction personnelle d'un proche du souverain et portant son nom : on ne s'étonne guère que l'un d'eux se nomme Menchikov.

Au favori aussi, la fonction de gouverneur général de la ville. À lui encore, le don impérial de la grande île du delta, l'île Vassilevski, où il fait construire, sur le quai face au grand bras de la Neva, un palais de trois étages qui porte son nom. Alors que Pierre, de goût simple, est à l'étroit au palais d'Été pour offrir de grandes fêtes, Menchikov accueille celles-ci en sa somptueuse demeure, la plus grande de la ville et la plus richement meublée, cadre prestigieux pour célébrer le mariage de la nièce du tsar, Anna Ivanovna, avec le duc de Courlande (1710) ou celui de Pierre avec Catherine l'année suivante. Menchikov est toujours prêt à faire étalage de sa richesse. Son palais est la meilleure table de la ville. Ses tableaux, ses meubles sont d'un prix inestimable. Et peu importe alors que les objets d'art accumulés semblent avoir été « pris dans un château polonais ».

À Menchikov toujours, le don en 1710 d'une terre et d'un petit village sur la rive sud du golfe de Finlande. Le favori y fait édifier par Mario Fontana, son architecte privé (auquel succède Gottfried Schädel), une maison de campagne disposée sur une légère éminence d'où la vue s'étend sur le golfe, baptisée Oranienbaum. Les dimensions de la demeure et son décor en font la plus grande et la plus belle *datcha* de l'époque. Un cabinet riche de porcelaines chinoises, japonaises et de Meissen, un appartement de bains

surmonté d'une verrière circulaire, un jardin où le propriétaire ambitionne de cultiver des plantes exotiques et des orangers dans des serres, enfin un canal reliant le palais à la mer font la renommée de la propriété.

Iniquités et friponeries

Du parvenu, Menchikov possède également les travers. Ses terres, ses palais, son style de vie ostentatoire irritent la vieille noblesse. Son intimité avec le souverain suscite des jalousies. Mais chacun sait, à Moscou comme à Saint-Petersbourg, qu'il est aussi cupide et diablement corrompu. Les faveurs impériales ont alimenté son énorme fortune, mais celle-ci s'est surtout nourrie de détournements de fonds, de prévarications et d'escroqueries. On s'étonne de l'amitié que lui accorde le tsar quand on sait qu'il a pour réputation de voler continûment le monarque et donc l'État. Pierre n'est pas aveugle : il a comblé Menchikov de faveurs mais lui a refusé, on le sait, la négociation de la paix de Nystadt, lui préférant le comte et grand amiral Fiodor Apraxine. De même l'a-t-il laissé en Russie lors de sa seconde ambassade en Occident, en 1717. Et surtout, le favori n'a jamais été membre du Sénat, la prestigieuse création du tsar.

Son origine plébéienne lui a-t-elle interdit de figurer à la table de diplomates chevronnés ou de rencontrer la meilleure noblesse de Paris ? Il ne le semble pas. Depuis sa jeunesse, le tsar sait privilégier le mérite avant la naissance. Enfin, la mauvaise éducation de Menchikov, qui lui aurait interdit le second séjour en Europe, n'est qu'un prétexte : le monarque lui-même n'était pas un modèle de comportement. Le duc de Saint-Simon, qui le vit à Versailles, ne jugeait-il pas ses manières marquées par « une forte empreinte de cette ancienne barbarie de son pays » ? Ainsi, ni la roture ni les manières rustiques de Menchikov n'expliquent ces courtes éclipses dans la faveur du prince. C'est la corruption qui en est la cause. Corruption d'autant plus choquante que Pierre est toujours prêt à la condamner fermement chez autrui. Dans la seconde partie de son règne, son combat contre les détournements de fonds est permanent, ce dont témoigne l'augmentation des affaires pénales devant les tribunaux. Les éminentes personnalités poursuivies et condamnées – tel sénateur, tel vice-gouverneur – prouvent que personne n'échappe à la traque. Personne, sauf Menchikov.

L'âpreté financière du favori est confondante : pots-de-vin, détournements de l'argent destiné à l'alimentation et à l'armement des troupes, taxes illégales sur les importations à Saint-Petersbourg (dont il est gouverneur) de marchandises étrangères, impositions aussi indues qu'écrasantes sur les villes d'Allemagne du Nord où stationnent ses troupes, dons forcés, cadeaux obligés, profits illicites sur les contrats de l'État, gaspillage des biens publics... Si Menchikov est l'homme le plus riche de Russie, il est aussi le premier trafiquant du règne. Son amitié avec le tsar en a

été affectée.

Certes, le service de l'État est alors considéré comme un moyen de s'enrichir et, les faibles salaires des « fonctionnaires » aidant, la corruption est généralisée. Quelle ne fut pas la surprise de Pierre en apprenant d'un de ses collaborateurs interrogés sur le sujet que « certains prennent un petit peu, d'autres prennent beaucoup, mais nous prenons tous quelque chose » ! Malgré le tsar, tout le monde vole. Presque chaque année, de grandes enquêtes émaillent le règne, et Menchikov est régulièrement poursuivi. Sans doute les commissions d'instruction peuplées de ses ennemis manquent-elles d'objectivité. Il est vrai aussi que – en l'absence d'une comptabilité des transferts d'argent – Menchikov a souvent mobilisé sa fortune personnelle pour gérer des affaires publiques sans toujours en obtenir le remboursement. Vrai aussi que des irrégularités étaient commises sans intention de frauder. Mais les accusations de corruption n'émanent pas seulement des adversaires du favori. Le tsar lui-même se fait procureur. « Change tes façons de faire, lui écrit-il, menaçant, ou tu en répondras sur ta tête²². » « Menchikov, juge-t-il, a été conçu dans l'iniquité, mis au monde dans le péché et il finira dans la friponnerie. S'il ne s'amende pas, il y laissera sûrement sa tête. » Les avertissements n'y changent rien. Menchikov continue de trafiquer.

Sur les coupables pleuvent de lourdes amendes, des châtiments corporels sévères, des condamnations aux galères ou à l'exil en Sibérie. Mais quand la condamnation concerne le favori, le tsar atténue la sentence, lui épargne le knout, diminue l'amende, révoque la confiscation de ses biens. Malgré la gravité de la faute, Pierre manifeste toujours sa tendresse à un homme qui n'a cessé de le servir et dont il ne peut se passer. Sa patience est-elle pour autant illimitée ? On prétend qu'en 1725, le favori ne peut échapper à la condamnation. Écœuré par la rapacité de son compagnon, Pierre le Grand est décidé à sévir. Mais, malade, il meurt le 28 janvier 1725. La mort du tsar a sauvé Menchikov.

Faiseur de tsar et de tsarine

La carrière du favori ne s'arrête pas avec la disparition du souverain. L'homme a 52 ans et compte bien conserver son éminente position dans les sphères du pouvoir. Encore faut-il lever une incertitude : qui succédera à Pierre le Grand ? Un nouveau tsar risquerait fort de se défaire du favori à la sulfureuse réputation (les favoris ne survivent guère politiquement au décès de leur maître²³).

En 1721, le monarque défunt avait modifié les règles de succession au trône. Au souverain était désormais reconnu le droit de désigner son héritier en toute liberté, sans se soucier de l'ordre dynastique, indifférent aussi bien à la primogéniture qu'au sexe, dérogeant ainsi au principe héréditaire. Ainsi une femme, bien que sans naissance et sans qualification politique, avait-elle à

présent les mêmes droits qu'un homme de monter sur le trône. Mais Pierre le Grand était mort sans faire connaître ses dernières volontés. Qui pourrait garantir la longévité gouvernementale à Menchikov ?

Parmi les candidats possibles, le petit-fils du défunt, prénommé Pierre, n'a que 9 ans. Fils de l'infortuné tsarévitch Alexis, mort sous la torture, il ne pardonnera sans doute pas à celui qui a présidé la commission chargée de juger son père. Quant à ses sœurs, aucune ne semble en mesure de prétendre au trône : Anne s'apprête à épouser un étranger, le duc de Holstein, et sa sœur Élisabeth est jugée trop jeune. À Menchikov de briser les ailes de la coterie liée au jeune Pierre, les Galitzine, Dolgorouki, Repnine, Chérémétiev avides de prendre leur revanche sur les brimades du règne précédent. Pour les balayer, le favori dispose d'un candidat : l'épouse, et désormais veuve, du tsar, la « petite mère » Catherine. Elle seule, affirme-t-il, a la légitimité et la capacité d'exercer le pouvoir suprême. Comme « vraie dépositaire de la pensée impériale », sa cause s'impose. Menchikov compte surtout sur sa gratitude pour le maintenir dans ses fonctions et privilèges.

On lui oppose que sa candidate est femme, étrangère et épouse de Pierre en secondes noces. Devant l'assemblée des sages de l'empire, Menchikov n'a aucun mal à souligner qu'elle n'est pas novice en politique. De son époux, elle a appris l'art de régner. Elle a témoigné d'un courage viril en suivant son mari à la fin de la campagne militaire de 1711. Son couronnement solennel la désigne tout naturellement comme seule héritière de l'empereur. Le plaidoyer est d'autant plus convaincant que Menchikov a mobilisé deux régiments de la Garde acquis à dame Catherine. Trois jours après la mort du tsar, il rédige un manifeste affirmant que couronnement vaut désignation à la succession. La petite servante livonienne devient ainsi Catherine I^{re} impératrice, la première impératrice de Russie (1725-1727). Et Menchikov est son sauveur.

Le favori de Pierre le Grand a mis sa veuve sur le trône. Ne lui a-t-il pas été toujours fidèle ? Il fut, on s'en souvient, son amant ; il a mis son palais à disposition pour la célébration religieuse de son mariage avec le tsar, et il a applaudi à son couronnement. L'installation de Catherine sur le trône des Romanov est son œuvre. Il en attend des récompenses. Elles ne tardent pas : il est fait de nouveau gouverneur général de Saint-Petersbourg et président du collège de la Guerre. Mais surtout, il est le premier parmi les membres du Haut Conseil secret ou Conseil intime suprême, qu'il crée comme principal organe de gouvernement. Alors que Catherine s'abandonne à une existence dérégulée, mêlée d'alcool, de fêtes nocturnes et d'amants éphémères, Menchikov prend un ascendant sur ses collègues, comme il domine le Sénat. Favori, il le reste. À Catherine, il est indispensable. Ne pouvant gouverner seule, elle se repose sur ses capacités. Aussi, imperturbablement, continue-t-il à s'enrichir et à quémander des places. En 1726 le voilà généralissime.

La mort de Catherine en mai de l'année suivante, sans héritier désigné, remet tout en cause. Menchikov impose alors la candidature de Pierre, fils du tsarévitch Alexis. Mineur – il n'a que 12 ans –, le nouveau tsar, désormais

Pierre II (1727-1730), doit être assisté du Haut Conseil dont le président gouvernera à sa place. Menchikov est un véritable régent, qui relègue le jeune monarque au rang de figurant et s'arroe le droit de décider seul des oukases, et parfois contre la majorité des membres du Conseil. Le rusé favori, rompu aux intrigues de cour, prend ses précautions. Il installe l'adolescent dans son palais, surveille ses fréquentations, fait le vide autour de lui, le confine dans d'innocents divertissements qui doivent lui donner le goût du paraître en lui ôtant celui d'agir.

L'exercice de la pleine autorité (qu'il ne posséda ni au temps de Pierre le Grand ni sous le règne de Catherine I^{re}), le conduit à se comporter en autocrate, négligeant le jeune tsar ou le soumettant à sa fêrule. Ne songe-t-il pas à le marier avec sa fille Maria, le plus sûr moyen de le dominer, et, parallèlement, d'unir son fils à la sœur de Pierre II ? À Saint-Petersbourg, on s'irrite à l'idée de voir « la petite-fille d'un pâtissier épouser le petit-fils d'un empereur ». La vanité tourne la tête au régent. Dans l'almanach officiel il impose d'inscrire les noms des membres de sa famille à côté de ceux de la famille impériale. Les prières publiques doivent rendre hommage au généralissime ainsi qu'à ses filles. Ses lettres au tsar sont signées « Votre père ». Pierre II ne doit être qu'un fantoche aux mains de l'éternel favori.

Pierre le Grand vivant, Menchikov ne manquait déjà pas d'ennemis. Leur nombre a désormais décuplé. En réponse à ses prétentions autocratiques se noue contre lui une conjuration. C'est la vieille noblesse, son ennemie de toujours, qui l'anime. Elle réussit à convaincre le jeune tsar de s'émanciper d'une tutelle insupportable. Les Dolgorouki, les plus actifs, réussissent à écarter Marie Menchikov au profit de leur fille Catherine, qu'ils fiancent à Pierre. Celui-ci prête une oreille de plus en plus attentive et confiante à son futur beau-père, le prince Dolgorouki. Pourtant une intrigue de palais n'aurait peut-être eu aucune chance de réussir si Menchikov n'était tombé malade. Ce fut son malheur. Pierre II le fait alors arrêter, le 8 septembre 1727, juger et condamner à l'exil à Beriozovo, trou perdu de Sibérie, où il meurt d'une apoplexie le 23 novembre 1729²⁴. La chute du favori de Pierre le Grand reste bien présente dans la mémoire collective russe. En témoigne, à la fin du siècle suivant, la toile d'un célèbre peintre d'histoire, Vasily Surikov, consacrée à l'exil de Menchikov, seulement entouré de ses filles, pauvre et isolé dans une méchante *isba* construite de ses mains et attendant la mort²⁵.

Chapitre XI

Bühren et Razoumovski : canaille de Courlande et chanteur petit- russien

« Le funeste attachement d'Anna à un favori vil et sans âme assombrit tant sa vie que sa mémoire dans l'Histoire. »

Nicolai Karamzine

Entre les fortes personnalités d'un Menchikov au temps de Pierre le Grand et d'un Potemkine sous le règne de Catherine II, les favoris des tsarines Anna Ivanovna (1730-1740) et Élisabeth Ire (1741-1761) font pâle figure. Sans compétence affirmée, n'occupant aucune fonction précise, ils ne songent qu'à s'enrichir et profiter des multiples privilèges que leur vaut leur intimité avec leur souveraine-maîtresse. Aucun n'a le prestige d'un chef de guerre, aucun ne cultive de projets politiques. Servir leur pays est une ambition dont ils sont dépourvus. Servir leur impératrice ne les occupe pas tous les jours. Se servir est toute leur vie.

Une originalité les distingue toutefois du profil ordinaire des intimes des monarques. Autant Menchikov et Potemkine – nous le verrons – cumulaient de prestigieux postes, civils et militaires, autant les favoris des deux tsarines sont officiellement éloignés des emplois politiques, réservant leur influence aux conversations privées avec leur impériale maîtresse, se contentant de jouir de leur position.

Un attachement hors du commun

En 1730, à la mort soudaine de Pierre II, sans héritier, le trône de Russie est vacant. Faute d'accord entre les membres du Conseil intime suprême, on suggère de changer de lignée au sein de la dynastie des Romanov. La descendance d'Ivan V, demi-frère de Pierre le Grand et brièvement co-tsar avec lui, est choisie. Ce sera sa fille Anna Ivanovna, veuve du duc de Courlande, vivant sans histoire dans ce pays de la Baltique avec son amant courlandais, un hobereau nommé Johann Ernest Bühren. Son accession au trône est toutefois subordonnée à des conditions sur lesquelles les membres du Conseil ont fini par s'entendre. Toutes visent à restreindre ses pouvoirs. Inspirées par le modèle suédois, elles transforment l'autocratie impériale en une monarchie constitutionnelle contrôlée par les clans nobiliaires. Aux contraintes juridiques imposées à la future souveraine, le document ajoute l'obligation de rompre avec son amant.

Anna signe, promet la séparation demandée et quitte Mitau, sa capitale, pour Moscou. Là, le voile tombe. À la demande d'autres nobles, elle déchire ses promesses, abolit le Conseil suprême intime et est reconnue comme autocrate. La monarchie constitutionnelle de Russie a duré cinq petites semaines. Anna est couronnée en mai 1730 et elle invite Bühren à la rejoindre.

Ainsi s'ouvre le règne d'une nouvelle impératrice de 37 ans, qui ne brille pas par son aptitude à exercer la prestigieuse charge qu'on vient de lui confier. Grande – elle dépasse de la tête tous les hommes de sa suite –, brune, de beaux yeux, des mains admirables, un port majestueux, Anna n'en est pas moins « très grasse ». « L'on ne peut dire qu'elle soit belle, note le duc de Liria, ambassadeur d'Espagne, mais elle est *dans le tout* agréable. » On la dit d'intelligence médiocre, d'instruction nulle et d'idées bornées. Surtout, les Russes découvrent une impératrice éminemment paresseuse, signant des papiers officiels sans les lire, ne s'intéressant qu'aux cancanes de la cour, aimant par-dessus tout jouer à la marieuse. Sa paresse jointe à sa lourdeur d'esprit l'obligent à s'en remettre à autrui pour gouverner. Dans un éclair de lucidité, la souveraine se convainc de son incapacité à exercer le pouvoir. Un tel handicap impose le recours à un homme de confiance, un intime, un favori. Son amant fera l'affaire. Elle en est follement éprise et en cet amour, Bühren trouve le chemin d'une réussite dont il n'avait pas idée hier en Courlande.

Johann Ernest Bühren n'est pas allemand mais germano-balte, issu d'une famille de Westphalie établie en Courlande où elle possédait un domaine depuis deux générations et dont il prétend tirer sa noblesse. À Mitau, il fait néanmoins figure de parvenu. On le dit petit-fils de palefrenier. Mais l'opinion se plaît à renvoyer à la basse roture ceux qui gagnent la faveur royale. Dans un accès de vanité sociale, lui-même prétend être apparenté à une ancienne et noble famille du sud-ouest du royaume de France, les Biron. Ce nom d'emprunt est passé à l'Histoire. Sa jeunesse dissipée n'a ignoré ni les amendes ni la prison. Il a rencontré Anna en Courlande en 1718, à l'âge de 28 ans. Elle en avait alors fait son secrétaire, un gentilhomme de la chambre et

son amant. De taille moyenne, Bühren/Biron est plutôt bel homme, encore que la dureté de ses traits et son nez en bec d'aigle suggèrent un caractère impérieux.

Débute ainsi le « règne de Biron », et par extension abusive celui « des Allemands », pesant sur la Russie, affirment les contemporains, comme un « joug ». Le rejet du favori dans l'opinion est tel qu'on ne l'appelle plus que « cette canaille de Biron » et que l'on désigne son temps du nom de « bironovchtchina ». Si Biron règne en despote, les Allemands, contrairement à la légende, ne monopolisent pas tous les postes². Faute de soutien dans l'aristocratie qui avait prétendu limiter ses pouvoirs, Anna trouve, il est vrai, des collaborateurs parmi les étrangers, allemands ou germano-baltes. Aussi, le favori n'est pas seul à conduire l'action de la tsarine. Andréï Ostermann, fils d'un pasteur de Westphalie, au service de la Russie depuis Pierre le Grand, devient maître de la politique étrangère et Burckhardt Christoph von Münnich est chargé de la guerre où s'illustre le maréchal-comte Pierre de Lacy, un Irlandais. Les frères Loewenwolde sont baltes, Gustave est militaire, Rinhold, grand maître de la cour. Mais, au-delà des personnalités, la proportion d'officiers russes dans l'armée réformée par Münnich l'emporte et, à la cour, les Allemands intriguent autant contre leurs compatriotes que contre les Russes.

Anna n'en conforme pas moins ses pensées et ses actes à l'emprise exercée sur elle par son amant. Un historien russe du XIX^e siècle assure que, quoi qu'elle fit, tout venait en fait de Biron. Pourtant celui-ci n'est investi d'aucune fonction exécutive. Il est homme d'influence, non premier ministre. Certes, il s'est fait élire duc de Courlande en 1737 par la diète de son pays natal, a reçu de l'empereur Habsbourg le titre d'altesse, porte les ordres de Saint-André et de Saint-Alexandre Nevski. Mais il n'exerce pas directement le pouvoir. Biron joue son rôle, mais en coulisses, en secret, offrant une relative liberté d'action à Ostermann, vice-chancelier, tout en le surveillant de près. L'imprécision, probablement volontaire, du rôle de chacun n'a pas échappé aux contemporains, dont l'un déclare : « Quant au gouvernement, elle [Anna] ne fait que prêter son nom à son cher duc de Courlande. Monsieur le comte Ostermann paraît être l'adjoint du duc sans l'être réellement. Il est vrai que le duc le consulte... mais il se défie de lui³. »

Un cabinet de ministres sous la direction du vice-chancelier se transforme en Conseil suprême qu'Anna néglige après un très court moment de zèle. En 1732, sa présence n'est signalée que deux fois. En revanche, les oukases émis par les membres de ce Conseil ont force de loi, même en l'absence de l'impératrice, comme s'ils avaient été signés par elle. Ostermann est certes officiellement en première ligne, mais c'est Biron qui préside les discussions et impose la décision finale. Par indifférence envers les affaires publiques, Anna consent à une large délégation de pouvoir. Biron s'en saisit et suggère à la tsarine la création d'une chancellerie secrète qui la préservera des tracasseries administratives ordinaires et se chargera de la surveillance de ses

sujets. Ainsi le favori commande à une véritable armée d'espions et de mouchards qui ne rendent compte qu'à lui. Son règne est bien celui de l'arbitraire, voire de la terreur, qui réprime les factions de la haute noblesse, persécutant, exilant, emprisonnant les Dolgorouki ou les Golitzyne⁴.

D'âge égal à la souveraine, Biron n'en craint pas moins sa disparition précoce. Dans la Russie impériale, les favoris convoitent toujours un royaume pour leurs vieux jours ou préparent à leur profit la succession de leur maître. Duc de Courlande, il n'a guère l'intention de rejoindre Mitau si Anna meurt avant lui. En revanche, il songe à sa survie à Saint-Petersbourg. Des héritières possibles de l'impératrice, sa nièce, Anna Leopoldovna, semble la mieux placée. Aussi Biron pense-t-il aussitôt à la marier à son fils. Projet vain car la jeune femme s'apprête à épouser Antoine, duc de Brunswick. Le favori met alors tous ses espoirs dans l'enfant du couple, Ivan, né en août 1740. Malade et alitée en octobre de la même année, l'impératrice, avant de mourir, choisit le nourrisson comme successeur et désigne Biron comme tuteur. Mais ce dernier exige davantage : qu'on lui reconnaisse la pleine régence, à la place de sa mère.

Cette nouvelle ambition divise les conseillers, les opposants étant les plus nombreux. Münnich, Ostermann sont hostiles. Dans la Russie du temps, une intrigue de palais ne saurait se conclure sans l'intervention du régiment des Gardes, sorte de cohorte prétorienne semblable à celle qui dans la Rome antique faisait et défaisait les empereurs. Le favori compte sur la fidélité de quelques régiments, mais le Preobrajenski, dont Münnich est lieutenant-colonel, échappe à son influence. Or, c'est lui qui est de garde au palais d'Hiver. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1740, Münnich fait arrêter le frère de Biron, le diplomate Bestoujev et Biron lui-même. Anna Leopoldovna, jeune mère de 22 ans, s'octroie alors la régence. Mais, indolente et peu intéressée par le pouvoir, elle confie le gouvernement au feld-maréchal von Münnich.

Biron est emprisonné dans la forteresse de Schlüsselbourg où il croupit six mois dans l'attente de son procès. Accusé d'être intervenu personnellement et arbitrairement dans les affaires de l'État sous le règne d'Anna Ivanovna, il est condamné à mort en avril 1741. *Sic transit gloria mundi*.

L'ex-favori voit toutefois sa peine commuée en exil à vie dans un village perdu de Sibérie. Celui qui, disait-on, dépassait même Menchikov en cupidité, est privé de ses biens, même si son exil est adouci par la présence d'une assez nombreuse domesticité. À l'avènement d'Élisabeth I^{re}, il sera libéré mais contraint de rester éloigné de Saint-Petersbourg. Pierre III le rappellera à la cour et Catherine la Grande lui rendra son duché de Courlande en 1763. Il mourra à Mitau à l'âge respectable de 82 ans.

La « Vénus russe », des coulisses du pouvoir au trône

Biron exilé, nul ne pense que « le règne des Allemands » est pour autant achevé. L'ex-favori a des successeurs : ses compatriotes, alliés puis adversaires, von Münnich, von Löwenwolde, Ostermann, dont l'ambassadeur de France affirme qu'« il n'est pas exagéré de dire qu'il est le tsar de toutes les Russies ». Tous entourent Anna Leopoldovna, régente au nom de son fils Ivan VI, à qui le très jeune âge garantit de se maintenir longtemps au pouvoir. C'est sans compter un nouveau coup d'État, en novembre 1741. Avec la complicité des officiers de la Garde et ceux du régiment Preobrajenski, la cousine d'Anna, Élisabeth, fille de Pierre le Grand, chasse la régente et l'expédie dans une forteresse⁵, arrête ses ministres⁶ et son fils Ivan, mis au secret sous le nom de « Prisonnier numéro 1 » dans la forteresse de Schlussembourg, où il mourut assassiné en 1764.

L'avènement d'Élisabeth I^{re}, couronnée selon la tradition à Moscou en avril suivant, scelle la fin du « régime allemand » et prélude à la renaissance de la nation russe. « À bas les étrangers, crie-t-on, vivent les Russes. » Les premiers pas de la jeune femme augurent d'un règne débarrassé des étrangers⁷. Le complot, où pas un coup de feu n'a été tiré, s'est déroulé sans effusion de sang et la nouvelle impératrice, qui s'attarde à Moscou pendant huit mois, fait le pèlerinage de La Trinité-Saint-Serge, témoignage éloquent d'une âme profondément russe.

Mais sera-t-elle capable de gouverner par elle-même ou abandonnera-t-elle le pouvoir à son entourage, fût-il russe ? De la fille de Pierre le Grand, on peut attendre la même volonté farouche d'exercer l'autorité, interrompant ainsi la suite des impératrices sans grand caractère, manipulées par leurs intimes, dominées par un favori. Cependant, malgré son coup d'État, Élisabeth n'a pas la réputation de cultiver une ambition politique. L'impatience de régner lui a toujours fait défaut. À la mort de sa mère, Catherine I^{re}, en 1727, elle est restée étrangère aux intrigues cherchant à promouvoir le futur Pierre II. Pendant le règne de celui-ci (1727-1730) elle a vécu écartée de la vie publique. « J'étais trop jeune », dira-t-elle pour excuser sa retraite volontaire. D'ailleurs l'opinion la jugeait inapte, frivole, inconséquente. À la mort de Pierre II, on lui préféra Anna Ivanovna (1730-1740). Passive, elle se contenta alors d'une existence oisive que seuls les changements d'amants suffisaient à animer, redoutant par-dessus tout d'être enfermée dans un couvent. Une troisième fois en 1740 la couronne lui échappa au profit d'Ivan VI et de sa mère Anna Léopoldovna. Elle atteignait désormais 32 ans. Pour elle, qui vouait un véritable culte à son feu père, le temps était venu de sortir de sa réserve, de faire valoir ses droits.

Convaincue de son devoir d'accéder au pouvoir suprême pour rendre le trône à la lignée de Pierre le Grand, elle avait accepté de s'engager dans le complot qui l'y porta, conspiration animée par quelques personnalités comme l'ambassadeur du roi de France, le marquis de La Chétardie, le médecin Lestocq, et son dernier amant en date, Alexis Razoumovski. Celui-ci allait-il avoir l'étoffe d'un favori ?

Le tempérament de la tsarine incite à le croire. Élisabeth est populaire, elle plaît, d'abord physiquement. « C'est une beauté telle que je n'en ai jamais vu », assure le duc de Liria. La « Vénus russe », comme il la nomme, possède un « teint stupéfiant, yeux lumineux, bouche parfaite, gorge et poitrine d'une rare blancheur⁸ ». Solidement charpentée sans doute, mais « il était impossible en la voyant pour la première fois de ne pas être frappée par sa beauté », témoignera plus tard Catherine II⁹. Son goût pour la toilette – elle ne met jamais deux fois la même robe – dit l'importance qu'elle accorde au paraître. « Gracieuse », « séductrice », relèvent ses proches qui ne manquent pas d'ajouter « voluptueuse » et d'une évidente « sensualité ». « Elle était voluptueuse à l'excès, affirme François de La Harpe, née de sang voluptueux [sa mère ?], et elle disait souvent à ses confidentes qu'elle n'était contente que tant qu'elle était amoureuse. Mais elle était avec cela fort inconstante et changeait souvent d'amants¹⁰. » Nobles ou domestiques, officiers ou soldats de la Garde comme Alexandre Boutourline ou Alexis Choubine, tout est bon pour satisfaire une véritable frénésie sexuelle.

À ses mœurs légères, Élisabeth ajoute un goût irrépressible pour les fêtes et les divertissements. Conjuguer ses amours avec la « vie molle » qu'elle affectionne risque de la condamner à être le jouet d'un favori. Politiquement, la jeune femme est inexpérimentée. Son éducation est restée sommaire et la paresse semble la dominer. Gouvernera-t-elle ou laissera-t-elle gouverner ses proches ? Son entourage compte un bel homme de son âge rencontré neuf ans plus tôt, en 1732, alors qu'elle vivait retirée de la cour : il se nomme Alexis Razoumovski (1709-1771).

« L'empereur de la nuit »

Cosaque d'Ukraine issu d'un milieu très modeste, il avait été repéré par un courtisan chargé par l'impératrice Anna Ivanovna de recruter des chantres pour le palais. Un diacre de sa paroisse lui avait appris à lire, à écrire et à chanter à l'église de son village. Son apparence et sa superbe voix de basse lui valurent d'être engagé. Aussi Alexis rejoignit-il à Saint-Petersbourg le chœur de la chapelle impériale. Élisabeth le remarqua et tomba aussitôt amoureuse. Passé à son service comme chambellan quand elle n'était encore que princesse, le jeune villageois se dégrossit et apprit si bien les manières de cour qu'Élisabeth s'afficha avec ce nouvel amour auquel elle resta attachée malgré les infidélités dont elle était coutumière. Quant à Razoumovski, d'un naturel aimable et spontané, il resta fidèle et lia pour toujours son destin à celle qui devint impératrice après le coup d'État de 1741 auquel lui-même avait participé.

Vint alors pour les conjurés le temps des récompenses. Herman Lestocq, Michel Vorontsov, Nikita Troubetzkoï, les frères Chouvalov, le Français La Chétardie – amant occasionnel de la jeune femme – reçurent titres,

promotions, fonctions, cadeaux. Mais gare à ceux qui se jugeaient capables de manipuler la tsarine peu familière des affaires de l'État ! Leur liberté de propos, leurs intrigues leur furent fatales. La Chétardie, qui, à l'aube du règne, crut, en sa qualité d'ancien amant et artisan du coup d'État, conduire la politique russe, paya ses intrigues d'une expulsion en juin 1744.

Élisabeth prétend qu'elle régnera directement comme son père tant admiré. Seuls le jeune Michel Vorontzov, ancien amant lui aussi, et le fidèle Razoumovski ont toute sa confiance. Aussitôt sur le trône, elle bombarde ce dernier grand veneur et lieutenant-général, quoiqu'il soit sans connaissance militaire. S'ouvre alors une collaboration originale et plutôt inédite entre une impératrice peu tentée par les tâches gouvernementales et un favori qui se gardera bien, sa vie durant, d'occuper la première place.

Nombre de ses contemporains se plaisaient à penser qu'Élisabeth, rebelle aux contraintes, adonnée aux plaisirs, préférerait toujours les fastes et les divertissements de la cour aux tâches ingrates du gouvernement. Et de souligner qu'après avoir présidé la conférence des ministres et assisté aux séances de travail du Sénat pendant les premières années de son règne, elle s'y ennuya et s'y déroba. Quelques années seulement après le coup d'État, elle néglige déjà, dit-on, les affaires de l'État. Il est difficile pour ses conseillers de l'entretenir de sujets politiques. Elle les fuit sous prétexte de pèlerinages que sa foi religieuse, certes, lui commande, mais qui sont aussi une manière de se dispenser du travail de bureau. S'astreindre à la tâche lui coûte, prendre des décisions l'assombrit. Aussi laisse-t-elle passer des mois avant de parapher certains documents officiels. Élisabeth est incapable de se livrer à un travail continu. Elle ne se lève pas aux aurores comme le fera Catherine II, et est loin de consacrer plusieurs heures par jour à l'examen des dossiers. Semblable négligence envers le métier d'impératrice n'ouvrirait-elle pas la voie à un favori qui la délésterait de ses contraintes ?

Ne forçons pas le trait. Si Élisabeth se lasse vite de la paperasserie quotidienne, elle reste attentive aux relations internationales. Elle s'informe, lit les rapports de ses conseillers, la correspondance des ambassadeurs, les annote, les discute et rédige les réponses, jusqu'à ôter certains dossiers au collège des Affaires étrangères.

Razoumovski prendra-t-il le relais ? Sera-t-il celui qui, de l'alcôve impériale jusqu'à la salle du Conseil, deviendra le maître de la Russie ? Le favori, on le sait, n'est ni homme d'épée ni homme de plume, ni militaire ni administrateur. Il n'était que choriste. Pour gouverner, Élisabeth choisit notamment le vice-chancelier Alexis Bestoujev, chef de sa diplomatie. Elle estime sa capacité et son habileté, mais elle ne l'aime guère. Pierre Chouvalov, qui a participé au coup d'État, est chargé des affaires économiques. Le redoutable André Ouchakov est quant à lui chef de la chancellerie secrète et Nikita Troubetskoï, « laborieux au suprême degré », parfait connaisseur des lois de l'empire, contrôle le Sénat. Allaient-ils tous devoir se soumettre à l'autorité d'un favori ?

Au temps de Pierre le Grand, Menchikov cumulait les fonctions exécutives. Quant à Potemkine, nous le verrons, à la fois membre du Conseil impérial, ministre de la Guerre et gouverneur général de la Nouvelle-Russie, il détenait les rênes du gouvernement de Catherine II. Mais le favori d'Élisabeth seconde l'impératrice sans titre officiel.

Certes, faveurs, décorations, charges de cour et honneurs ne lui manquent pas. Celui que l'on surnomme « l'empereur de la nuit », pour ironiser sur un pouvoir qu'on prétend réduit à la chambre impériale, est maréchal de la cour, comte du Saint-Empire, comte russe, titulaire des ordres de Saint-André et de Saint-Alexandre Nevski. Mais il reste sans statut politique officiel. Une sorte de prince consort, en marge du gouvernement, partageant l'intimité de la tsarine, occupant un appartement contigu au sien, soupant en tête à tête avec elle, mais dont l'influence ne s'exprime pas par une fonction ministérielle.

Parce qu'il ne demande rien pour lui-même (mais beaucoup pour sa famille) et semble dédaigner les distinctions officielles (qui lui sont toutefois accordées), Razoumovski jouit de l'entière confiance de l'impératrice. Il ne lui impose jamais sa volonté, mais elle n'ignore rien de ses préférences. Il ne se mêle pas directement de politique, mais les amants ne cessent, dans l'intimité, d'échanger avis, conseils, jugements. Il est en pleine lumière comme favori, mais reste homme de l'ombre quand il s'agit d'exercer le pouvoir. Éminence grise donc, non premier ministre.

Une fois seulement, il s'est engagé au vu de tous. À Razoumovski, son enfant, l'Ukraine doit beaucoup. Pour la contrôler efficacement, Pierre le Grand avait réduit son autonomie et déposé l'hetman, chef des Cosaques, jugé indocile. Indifférent aux privilèges de ceux-ci, dont il se méfiait, le tsar avait augmenté leurs impôts, interdit l'impression de livres en langue ukrainienne, remplacé l'élection de leurs officiers par la nomination d'hommes sûrs et employé les soldats comme main-d'œuvre sur les grands chantiers du règne. Malgré sa dévotion à son père, Élisabeth décide pourtant de suivre une autre voie, favorable à la province longtemps rebelle. Razoumovski en est bien sûr l'inspirateur¹¹. En 1744, il reçoit à Kiev une délégation venue lui réclamer le rétablissement de l'hetmanat. La demande est à nouveau formulée l'année suivante, et cette fois-ci acceptée. L'impératrice nomme comme nouvel hetman le frère cadet du favori, Kyrill Razoumovski, un jeune homme de 16 ans¹². L'Ukraine retrouve alors un certain particularisme et la bienveillance de Saint-Pétersbourg. Le favori n'avait pas oublié ses origines.

Les contemporains attribuent son influence, pourtant discrète, à la place qu'il occupe dans le cœur de l'impératrice, dont il est l'amant fidèle depuis tant d'années. Mieux informés, ils auraient pu en rendre compte grâce au mariage secret qui lie les amants. Les projets de mariage princiers n'ont pourtant pas manqué – Louis XV, Maurice de Saxe furent parmi les conjoints pressentis – mais Élisabeth tient à sa liberté. Elle sait que, mariée, elle perdrait tout pouvoir. Rapidement, elle renonce officiellement au mariage et se pose en

reine vierge comme son homonyme d'Angleterre. C'est que, jalouse de ses droits, la fille de Pierre le Grand s'estime *seule* habilitée à régner, *seule* capable de succéder au plus fameux tsar de Russie. Ainsi se soustraira-t-elle aux pressions d'une maison régnante étrangère ou d'une famille de la noblesse russe. Une telle conscience de son rang ne laisse pas de place à un époux. En revanche, particulièrement dévote, elle régularise son union avec son grand amour par un mariage secret et morganatique célébré en 1742. Le petit villageois ukrainien n'est plus l'amant d'un soir, il est l'époux de la tsarine devant Dieu. Le favori n'a nul besoin de porter un titre ronflant ou d'exercer une fonction trop exposée.

L'amant lettré

Ce mariage ne le met toutefois pas à l'abri des rivaux qu'Élisabeth invite dans sa chambre. La satisfaction des sens ne préside pas seule à ses choix. La place occupée par un amant occasionnel, qui est aussi lettré, le montre. Razoumovski et Ivan Chouvalov (1727-1797) sont à la fois différents et proches. Dix-huit années les séparent, comme elles séparent l'impératrice de son jeune amant. Ivan, page d'Élisabeth depuis son couronnement, s'est fait remarquer lors des fréquents pèlerinages qu'elle accomplit dans les monastères proches de Moscou. Aussitôt promu gentilhomme de la chambre, il est autorisé à fréquenter régulièrement la cour. Bientôt il emménagera au palais d'Hiver dans les appartements de Razoumovski, logé alors au palais Anitchkov. Celui-ci n'est pas pour autant détrôné. Le favori n'est pas jaloux des conquêtes d'Élisabeth. Aucune ne menace vraiment sa position. N'est-il pas l'époux de l'impératrice ?

De plus, l'indifférence de Chouvalov aux charges officielles n'en fait pas un dangereux rival. Le jeune homme, certes décoré de l'ordre de Saint-Alexandre Nevski, a décliné le titre de comte et n'occupe aucune fonction dans le gouvernement ni à la cour. Il a renoncé au poste de vice-chancelier et a proclamé son refus de s'occuper de politique. Encore que, homme d'influence comme Razoumovski, il se plaise à jouer le rôle d'éminence grise auprès de l'impératrice. Une éminence occupée, non à intriguer ni à vouloir s'approprier les affaires de l'État, pas davantage à s'enrichir, mais à animer la vie culturelle de la Russie.

Surnommé le « mécène des Lumières russes », Chouvalov est en effet féru de culture. De ses séjours à l'étranger, il a rapporté la maîtrise des langues (Razoumovski, qui assaisonne son russe d'un fort accent ukrainien, n'en connaît aucune) et une francophilie à toute épreuve. Ses correspondants se nomment d'Alembert, Diderot, Helvétius et Voltaire, à qui il commande une histoire de l'empire sous Pierre le Grand et fournit une documentation dûment sélectionnée. Sa bibliothèque est l'une des plus belles du pays et sa collection personnelle de peintures et de sculptures, riches de Rubens et de

Rembrandt, formera le noyau du futur musée de l'Ermitage.

Razoumovski semble bien s'accommoder de l'infidélité d'Élisabeth. Pourtant la famille Chouvalov a le goût du pouvoir qui manque tant à Ivan. Alexandre, son frère, dirige la chancellerie secrète et devient par sa fonction la « terreur de la cour, de la ville, de l'empire entier ». Au contraire d'Ivan, son aîné, Pierre entend profiter de tous les avantages de la position de son frère et de sa femme, confidente de l'impératrice. Il accepte le titre de comte qu'Ivan avait refusé et, malgré son avidité reconnue, reçoit la responsabilité des affaires économiques et financières du pays ainsi que la gestion des fournitures militaires. Ivan est étranger à ces ambitions. Son influence se concentre sur la politique culturelle. Avec le savant Mikhaïl Lomonossov, fils de moujik, il engage Élisabeth à créer l'université de Moscou (1755), première du pays¹³, puis, deux ans plus tard, l'Académie des beaux-arts de Saint-Pétersbourg, ainsi que, dans la capitale, le premier Théâtre national de Russie. L'ancien cosaque-chanteur Razoumovski ne peut guère rivaliser. Encore que le vieux favori et le jeune amant aient tous deux encouragé le goût de l'impératrice pour les bâtiments édifiés à Saint-Pétersbourg, Tsarskoïe Selo et Peterhof, résidences nouvelles ou restaurées, agrandies ou aménagées par l'architecte italien Bartolomeo Rastrelli.

Des attaques cardiaques répétées viennent révéler la mauvaise santé d'Élisabeth. Les dix dernières années de son règne l'ont changée. Elle a beaucoup grossi et, toujours préoccupée par son apparence, s'en irrite. Sa peur permanente d'un coup d'État l'a rendue soupçonneuse et autoritaire comme jamais. Après un défilé d'impératrices sans prestige, Élisabeth I^{re} avait su néanmoins faire respecter l'empire comme une grande puissance en Europe. L'Histoire lui reconnaît le mérite d'avoir restauré l'autorité impériale et la fierté russe. Son long règne de vingt années s'acheva avec sa mort à 52 ans en décembre 1761, non sans qu'elle ait désigné comme successeur son neveu, qui sera Pierre III, marié à la future Catherine II. Razoumovski lui survécut dix ans. Retiré de la cour dès l'avènement de Catherine, il mourut paisiblement en 1771. Plus jeune, Ivan Chouvalov mourut, lui, au lendemain de la disparition de Catherine II en 1797.

Sans qu'ils aient détenu une fonction politique officielle, l'influence de ces deux favoris n'en fut pas moins décisive. Ainsi ont-ils joui de « tous les privilèges d'un ministre sans en être un »¹⁴.

Chapitre XII

Potemkine : le Sérénissime « aux cent vies »

« Potemkine a sous son commandement immédiat toute la partie sud du pays et sous son commandement indirect l'ensemble de l'empire. »

Samuel Bentham

« Je vous prie et je vous implore de mettre une petite croix en face de chaque article que vous approuvez. Si vous voulez supprimer quelque chose, marquez de cette manière. Si vous voulez faire quelque changement, écrivez-le. »

Catherine II à Potemkine

Dès l'avènement de Catherine II sur le trône de Russie (1762-1796), l'opinion est convaincue que la jeune impératrice de 33 ans abandonnera le soin de gouverner à ses favoris. N'est-elle pas femme, donc réputée faible, à l'image de ses devancières, Catherine I^{re}, Anna Ivanovna ou Élisabeth I^{re}, dominées par leurs favoris, Menchikov, Bürhen ou Razoumovski ? En outre, la nouvelle tsarine n'est pas russe, mais allemande, princesse d'Anhalt-Zerbst. Ne cédera-t-elle pas le pouvoir suprême par faiblesse, paresse ou incompétence à d'éventuels compatriotes, comme naguère les Germano-Baltes qui s'emparèrent du gouvernement au temps d'Anna Ivanovna ? Le poids du passé laisse mal augurer de l'avenir. Sans doute a-t-elle appris le russe et, née luthérienne, s'est convertie à la foi orthodoxe, abandonnant son prénom de Sophie pour celui de Catherine. Mais que peut-on attendre d'une femme dont le mariage avec le tsarévitch Pierre s'est révélé si calamiteux que, délaissée par son piètre époux, elle s'abandonne dans les bras d'amants dont l'Europe entière se répète les noms, Saltykov – le « beau Serge » –, Stanislas Auguste Poniatowski, au cœur amoureux et sensible, futur roi de Pologne, ou encore Gregori Orlov, artisan du coup d'État du 28 juin 1762 qui

l'a portée seule au pouvoir² ? Catherine ne deviendra-t-elle pas le jouet de ceux qui en ont fait une autocrate ? Ne devra-t-elle pas céder aux prétentions des vainqueurs ? Une princesse sans expérience politique n'est-elle pas vouée à se soumettre à quelques favoris ambitieux ?

« Jamais je ne prendrai l'avis d'un favori »

C'est méconnaître celle qui, défiant les préjugés, se révéla une « fausse novice »³. Depuis quelques années déjà, sa correspondance foisonne de sujets politiques. Et, dès les premiers jours de son règne, elle s'attèle à la tâche avec une énergie « supérieure en talents, en informations et en application à n'importe qui en ce pays », note un diplomate étranger. Chacun peut le constater : l'impératrice est une grande travailleuse, œuvrant quinze heures par jour à ce qu'elle appelle drôlement son « petit ménage », annotant de sa main chaque document proposé à sa signature. Pour accomplir son métier de souveraine, Catherine se soumet ainsi à une discipline de fer dont jamais elle ne se détourna. Quand le ministère des Affaires étrangères, soucieux de lui éviter trop de lectures superflues, lui propose un résumé des informations importantes, elle refuse : « On doit me soumettre des rapports complets et détaillés. » Catherine a le goût du travail et une inlassable application à s'y adonner. Peut-être n'y a-t-il eu aucun souverain russe, depuis Pierre le Grand, qui ait travaillé avec tant d'acharnement.

De la même façon qu'aucun sujet ne lui est indifférent, aucun conseiller ne lui est indispensable. Nul n'est irremplaçable. Catherine s'entoure certes de ministres, d'exécutants, de commis, de secrétaires, mais chacun n'est responsable que devant elle. Et personne ne peut prendre d'initiative sans son approbation. « Je vous en peux jurer, affirme-t-elle à Poniatowski, que, quoi qu'on en dise, ils ne font que ce que je leur dicte, je les écoute tous et fais mes conclusions moi-même. » A-t-elle oublié à qui elle doit sa couronne, interrogent ceux qui, ayant œuvré au coup d'État, espèrent une impériale reconnaissance ? « À Dieu et à la volonté de mon peuple », répond-elle brutalement, confirmant involontairement le thème classique de l'ingratitude des Grands. Tout passe par elle. Après une insolence d'Orlov, elle assène, hors d'elle : « Jamais je ne prendrai l'avis d'un favori. » Certes, elle se plaît à sa table de travail comme dans les bras de ses amants. Mais l'un d'eux pourrait bien devenir un favori impatient de partager ses responsabilités politiques.

La ronde des amants

Sensuelle, amoureuse, Catherine ne peut se passer d'hommes. « Le vrai mal de ma vie, a-t-elle écrit un jour, c'est que mon cœur ne peut vivre un seul

instant sans aimer. » On lui attribue entre quinze et vingt et un amants qui, durant quelques mois ou plusieurs années, éphémères ou durables, ont accompagné sa vie et fait sa légende. Tous sont beaux, quelques-uns ont de la culture, mais peu d'entre eux partagent ses préoccupations intellectuelles. La médiocrité de la plupart leur interdit de prétendre à la moindre influence dans les affaires de l'État. Avec ceux-ci, Catherine finit par s'ennuyer, quand leur fadeur ne l'exaspère pas.

À Gregori Orlov (1734-1783), pour lequel elle éprouve un amour ardent, cédera-t-elle un rôle ou au moins une influence politique ? L'homme possède la beauté et du bon sens, mais n'est ni un intellectuel ni apte à gouverner. Pourtant, enivré par l'amour de Catherine et fort du précédent d'Élisabeth I^{re} Romanov⁴, il s'enhardit à vouloir l'épouser. Les conseillers impériaux, le comte Panine en tête, condamnent cette folle prétention. « L'impératrice peut faire ce qu'elle veut, déclare le ministre, mais madame Orlov ne sera jamais impératrice de Russie. » On n'en parle plus, mais la frustration d'Orlov demeure. L'ambitieux ne reçoit aucun poste importants et Catherine freine avec constance ses ambitions politiques.

L'impératrice n'entend pas partager le pouvoir – elle « gouverne elle-même », assure un diplomate étranger – et ne compte accorder à personne une trop forte position. Elle s'efforce toujours de distinguer vie privée et vie publique : ses passions restent cantonnées à la première, que la seconde doit ignorer. Après dix années heureuses, la rupture est consommée en septembre 1772. Orlov, par ailleurs volage, est contraint bon gré mal gré d'accepter son éviction, à peine adoucie par la générosité de sa maîtresse en argent, rentes, titres et serfs⁶.

Après Orlov, c'est au tour d'Alexandre Vassiltchikov d'être distingué. Lui succèdent Zavodovski, Zoritch, Rimsky-Korsakov, « chef-d'œuvre de la création, selon l'impératrice, rêve des sculpteurs », tous éphémères compagnons d'alcôve. Alexandre Lanskoï, qui aurait pu être son fils – trente années les séparent –, lui assure un bonheur tranquille de quatre ans. Désintéressé, il est dénué de prétentions politiques. Yermolov et Mamonov – qui affectait imprudemment de traiter l'impératrice comme un être sur qui on a tout empire – se maintiennent quelques mois, avant que l'impératrice ne s'entiche de Platon Zoubov, lieutenant aux Gardes, son dernier amour de 22 ans, prétentieux, intrigant et avide. Un médiocre qui envoûte cette femme de près de quarante ans son aînée et menace l'affection qu'elle continue de porter à celui qui a été autrefois son amant mais reste son favori, son ministre, son *alter ego* : Grigori Alexandrovitch Potemkine (1739-1791).

Un favori parmi d'autres ?

Comme nombre de favoris, Potemkine fut d'abord officier de la garde impériale, le plus sûr moyen d'entamer une brillante carrière militaire et

d'atteindre la fortune, voire de se faire remarquer par la tsarine. Durant la messe à la chapelle du palais d'Hiver ou à Tsarskoïe Selo, bien des jeunes gens « faisaient la roue devant l'impératrice, pour peu qu'ils fussent bien de leur personne ».

Potemkine avait, à sa mesure, participé au coup d'État de 1762 dont les frères Orlov avaient été les artisans. Avec l'un d'eux, Alexis, frère du favori, il avait contribué à arrêter Pierre III, mais n'avait joué aucun rôle dans son assassinat. La récompense ne tarda pas : l'impératrice le promut colonel dans le régiment des Gardes, accélérant son avancement de deux grades, puis le nomma gentilhomme de la chambre. Le jeune homme de 23 ans, admis dans les palais impériaux, avait ainsi l'occasion de croiser Catherine dont il se plaisait, pour l'amuser, à imiter la voix. Rien cependant qui puisse augurer d'une carrière de favori. D'autant que Potemkine semble échapper au profil de ses prédécesseurs, comme s'il cultivait l'originalité.

À la différence de Menchikov, de Bürhen ou de Razoumovski, il n'est pas sans naissance. Point de boulanger ou de palefrenier parmi ses ancêtres proches. Sa famille n'est sans doute ni riche ni pauvre⁷, mais son grand-père, pittoresque et excentrique, a été ambassadeur dans plusieurs capitales occidentales et son colonel de père a combattu à Poltava, où Pierre le Grand triompha des Suédois. C'est sans doute faute de moyens que le jeune Grigori Alexandrovitch n'a pas de précepteurs privés. Mais, après le lycée, il fréquente la toute récente université de Moscou. L'adolescent se révèle doué pour les langues, le grec et le latin, le français et l'allemand. Grand lecteur, l'histoire des religions et la théologie le passionnent. Plus tard, il expliquera à Catherine, nouvelle convertie, les subtilités du rituel orthodoxe. Potemkine brille dans ses études – récompensées par une médaille d'or – avant de les négliger et de se faire renvoyer de l'université. C'est alors qu'il entre dans la garde à cheval de Saint-Pétersbourg, espérant y gagner un avancement rapide et l'occasion de fixer l'attention de la souveraine.

Déjà le jeune homme irrite les frères Orlov, qui voient en lui un rival. Potemkine se montre en effet aimable avec tous les courtisans en faveur, afin de pénétrer dans le cercle intime de l'impératrice. Il y réussit et fait une cour assidue à Catherine, manifestant aux yeux de tous le vif désir de lui plaire. Les Orlov ne peuvent le supporter. On en vient aux mains et l'on prétend que, dans la bagarre, Potemkine perdit un œil. Il décide alors de quitter la cour, de rompre avec toute vie sociale, et se retire dix-huit mois dans un couvent. Aucun futur favori n'a jusque-là abandonné le terrain qui doit mener au succès pour étudier la religion et songer à se faire moine. Sa décision est néanmoins sincère et illustre bien les sautes d'humeur qui l'affectent et l'accompagneront sa vie durant, le faisant subitement passer d'une intense activité à une apathie extrême. Ce qui autorise nos contemporains à le qualifier de maniaco-dépressif.

Potemkine est amoureux de Catherine et ne le cache pas. Mais, à la différence des amants officiels qui ont rapidement trouvé le chemin de sa

chambre, il doit patienter près de douze ans. Douze années où la vie de cour – celle des plaisirs, des réceptions et des fêtes – ne suffit pas à combler un homme pourtant promu chambellan mais avide d'activités, civiles comme militaires. Quelques missions l'initient au travail administratif et, en janvier 1769, il s'engage comme volontaire dans la guerre contre les Turcs. Aide de camp du maréchal Roumiantsev, il se distingue par sa bravoure, que son supérieur vante à l'impératrice. À son tour, celle-ci ne manque pas de mentionner ses exploits dans une lettre à Voltaire. Les ordres de Sainte-Anne et Saint-Georges et le grade de lieutenant général récompensent le glorieux combattant. De retour dans la capitale, il est accueilli chaleureusement par l'impératrice, qui l'invite plusieurs fois à ses dîners. En février 1774, Potemkine et Catherine deviennent amants. Il a 34 ans, elle dix de plus.

Une entente physique et, à la différence des amants précédents (et de son successeur Zoubov), une complicité intellectuelle les unissent. Catherine a trouvé l'homme de sa vie. Ce n'est pourtant pas le type masculin dont elle s'entichait d'ordinaire. Certes, Potemkine a de larges épaules et dépasse le mètre quatre-vingts. C'est un colosse, mais massif. Un observateur anglais remarque que « sa taille est gigantesque et disproportionnée et sa physionomie loin d'être engageante ». Sa tête, énorme, n'a, dit-on, rien de beau, à part les dents et la bouche sensuelle. Le front est bosselé et les mâchoires trop larges. Son œil unique accentue l'asymétrie du visage. « Le Cyclope », comme on le nomme, a une crinière fournie, mais un nez épaté et dévié, des mains grossières, aux ongles perpétuellement rongés. Catherine a été et sera amoureuse de très beaux garçons – dont Zoubov, le plus beau de tous –, et manifestement Potemkine n'était physiquement pas son genre.

En revanche, son intelligence et son caractère exercent sur elle une séduction inédite. Le sexe occupe une grande place dans leur relation, mais Potemkine proclame que s'il est favori pour aimer l'impératrice, il l'est aussi pour l'aider à gouverner. Ces deux êtres s'écrivent sans relâche, en russe ou en français, et supportent mal d'être séparés, fût-ce quelques heures. Dans chaque résidence impériale, Potemkine se voit attribuer un appartement au plus près de celui de sa maîtresse. Ils passent rarement la nuit ensemble car Grigori se couche le matin venu alors que la vie de la souveraine est plutôt réglée, et qu'elle se retire de sa société avant 23 heures. Grigori prend l'habitude de débouler dans l'appartement de Catherine sans jamais s'annoncer. Ensemble, ils lisent et examinent les dépêches, discutent, élaborent, rédigent des projets, envisagent des réformes, s'adonnent à ce qu'elle nomme elle-même sa « législomanie ». Une admiration mutuelle soude le couple. Chacun a besoin de l'autre. Potemkine est créatif, original, drôle. Sans lui, elle s'ennuie.

Amant et collaborateur

Pour la première fois, la souveraine a trouvé un collaborateur avisé qui va alléger sa tâche. Avec elle il dépouille la correspondance relative à la révolte de Pougatchev (1773-1775)⁸, avec elle il prépare une série de réformes administratives (1775), en son nom il participe aux négociations de paix avec les Turcs (1774)⁹. Nommé à sa demande « général et aide de camp personnel » de l'impératrice, commandant en chef des Cosaques, Potemkine partage avec la souveraine les rênes du gouvernement. Il entre au Conseil secret, est promu vice-président du collège (ministère) de la Guerre et gouverneur général de la « Nouvelle Russie » (les provinces du Sud). Jamais les frères Orlov n'ont obtenu semblable promotion. Les observateurs s'en étonnent : « Bien que les favoris ne se soient élevés nulle part aussi rapidement que dans ce pays-ci, il n'y a pas eu d'exemple, même ici, d'un progrès aussi rapide que celui réussi par le présent. » À ces prestigieuses fonctions s'ajoute l'octroi de décorations comme l'ordre d'Alexandre Nevski ou celui de Saint-André, le plus recherché de l'empire. Et Catherine sollicite en outre les monarques étrangers qui accordent à son protégé l'Aigle noir prussien, l'Aigle blanc de Pologne, l'Éléphant blanc du Danemark.¹⁰

Par ses attributions militaires, financières et administratives, le ministère de la Guerre offre à son titulaire une vue d'ensemble sur les affaires de l'État. Il y consacre beaucoup de temps et, fort de ses compétences, ne manque pas d'exprimer ses avis au Conseil impérial, sans crainte de contredire ses collègues ou les membres du Sénat, parfois même ne tenant aucun compte de leurs opinions et agissant de sa propre initiative.

Catherine ne cesse de le solliciter. Qu'il prenne au plus vite connaissance des documents qu'elle a rédigés et dont elle attend une approbation ou d'éventuelles corrections ! « Il est déjà onze heures passé[es], lui écrit-elle, et vous ne m'avez pas encore rendu la fin du manifeste [...]. Je vous prie de me la faire parvenir tout de suite, si vous êtes satisfait de mes idées ; sinon corrigez-le, s'il vous plaît. Je vous suis fidèle jusqu'à la mort. » Un oukase¹¹ mérite-t-il un additif, une lettre à expédier exige-t-elle une nouvelle rédaction ? Potemkine est tenu d'approuver ou de refuser, de compléter ou de modifier. Aucun détail du gouvernement, aucune intrigue de la cour ne lui échappe. L'impératrice tient à son avis sur tous les sujets, même les plus anecdotiques. Aussi les nominations aux emplois ou la distribution des honneurs dépendent-elles également de lui. Potemkine a l'œil partout, comme si, affirme l'ambassadeur de Suède, « il avait seul l'honneur de gouverner cet empire ».

Mais Catherine n'est ni sottement soumise à celui qui partage sa couche ni dominée par la forte personnalité de son compagnon. Si elle le consulte sur toute chose, elle n'en exprime pas moins ses désaccords le cas échéant. Il est vrai que le couple n'ignore pas les tensions. Potemkine entend gouverner, mais Catherine sait rappeler qu'elle est la souveraine. (« Tant que je vivrai, lui assène-t-elle par exemple, on ne cédera pas d'impôt à bail¹². ») Grigori ne supporte pas alors d'être traité en élève. Il boude, disparaît, se fait rare. « Mon

Dieu ! lui écrit-elle. Je me demande si je vous verrai aujourd'hui. Tout est vide et sans joie. Vous pouvez organiser la conférence politique n'importe où il vous plaira pourvu que je vous voie. » Il est vrai que, souvent peinée par la dureté de Potemkine, elle s'efforce de préserver leur bonheur.

Le favori est un amant fougueux et maladivement jaloux et, si Catherine aime à s'abandonner à cet amour ardent, c'est un amour coupé de bruyantes querelles, interrompu par des départs, ravivé de retours et ponctué par une pluie de billets doux. Être l'amant de la souveraine ne suffit manifestement pas à Potemkine : il veut gouverner. Et vivre à sa guise, même si un mariage secret, vraisemblable sans être certain, les a soudés davantage à la fin de l'année 1774. Potemkine, nommé comte de l'Empire russe et prince du Saint Empire romain germanique, est traité en époux par Catherine, qui accepte de partager le pouvoir avec celui que l'on nomme désormais « le » prince ou encore « le » Sérénissime.

L'ami, le conseiller

Les liens entre ces deux êtres sont si forts que la fin de leur passion physique, pendant l'année 1776, compte peu. Volupté épuisée, il reste l'essentiel : la tendresse, l'affection, l'admiration réciproque, la collaboration politique. Potemkine a compris que les innombrables querelles d'amour avec Catherine risquent de provoquer son congé. La femme amoureuse peut céder devant les devoirs de l'impératrice et Potemkine rejoindre la cohorte qu'il méprise tant, celle des favoris d'un jour. Or, il estime incomplète sa tâche au service du pays et de sa souveraine. Une banale disgrâce ne va pas le contraindre à abandonner sa besogne ! Il bouillonne d'idées, échafaude des plans, concocte des projets ambitieux. S'il décide de s'éloigner de sa maîtresse – ce que les courtisans interprètent à tort comme une implacable disgrâce –, il reste attaché à son impératrice. Il déserte l'alcôve pour mieux investir son cabinet de travail. « Plus il devenait inutile à ses plaisirs, plus il se rendait essentiel à ses affaires¹³. » À charge de choisir un successeur pour satisfaire la sensualité de Catherine, par exemple l'un de ces aides de camp, beau garçon, mais manipulable et sans prétention au pouvoir suprême.

Liaison physique exceptée, rien n'est brisé entre les deux époux. En cessant d'être l'amant de la souveraine, Grigori ne cesse pas pour autant d'être son ami, son confident, son conseil. Il conserve son logement dans la résidence impériale de Saint-Petersbourg tout en se voyant offrir le palais Anitchkov. En outre, il fait sien un hôtel voisin du palais d'Hiver où, par une galerie de liaison, il peut pénétrer à toute heure, à l'abri des regards. Aussi, qu'il s'invite ou la reçoive, demeure-t-il près de Catherine du matin au soir, se consacrant à sa tâche avec plus d'ardeur encore. Le Sérénissime devient un véritable homme d'État. Gommée, la vie dissipée ! L'homme travaille sans cesse. « L'impulsivité, qui le passionnait autrefois, est terminée, note un

observateur. Il mène une vie tout à fait différente. Il ne joue pas aux cartes le soir, travaille tout le temps [...] Vous ne le reconnaîtriez pas. »

La politique étrangère est son terrain d'élection. Sans doute rêve-t-il de remplacer le comte Panine à la tête de la diplomatie impériale. Mais il veut plus qu'un poste : *primo*, réorienter la politique étrangère russe en mettant fin au « système du Nord », c'est-à-dire au réseau d'alliances de la Russie, notamment avec la Prusse, dirigé contre les Bourbons et les Habsbourg. *Deuzio*, renforcer les intérêts de la Russie vers le sud, en direction de la mer Noire, plutôt que vers le nord, en mettant en valeur les territoires méridionaux.

Le ministre Panine et le grand-duc Paul, fils et héritier de Catherine, tiennent à la traditionnelle alliance prussienne. Potemkine, au contraire, presse Catherine de céder aux sollicitations autrichiennes de l'empereur Joseph II de Habsbourg. Le Sérénissime l'emporte et un traité est signé en 1781 entre Saint-Pétersbourg et Vienne, signe d'une radicale réorientation des alliances qui laisse à la Russie les mains libres dans une nouvelle guerre probable contre l'Empire ottoman. Après ce succès personnel, la politique pro-autrichienne du favori éclipse désormais l'influence du parti pro-prussien. Que l'on ne s'y trompe pas : imaginer l'impératrice prisonnière des desseins de son ancien amant ou cédant chaque fois à ses volontés serait oublier sa force de caractère. À tout moment, elle entend réfléchir par elle-même aux décisions à prendre et elle assume seule ses choix. La souveraine n'est pas manipulable : elle est son propre ministre des Affaires étrangères. À la disgrâce de Panine, écrit le marquis de Vérac, « elle se persuada qu'elle pouvait prendre en main seule sa politique extérieure, sans accepter quelque influence que ce soit ». Le ministère est alors dévolu à trois personnes : Bezborotko, Bakounine et Ostermann¹⁴. Il échappe à Potemkine.

Les limites d'une influence

Si le Sérénissime a toujours tenté de faire partager ses vues à l'impératrice, il n'y a pas toujours réussi. Même sur des sujets qui lui sont familiers, Bezborotko est autant consulté que lui. Le gouvernement de la Russie n'est pas une dyarchie, où deux dirigeants règnent en position égale. Il s'incarne en une autocrate servie par un conseiller spécial qui lui est indispensable. Ses lettres en témoignent. « Je vous demande de hâter votre arrivée, lui écrit-elle, car rien ne me fait plus peur que de passer à côté de quelque chose ou de me tromper. » Ou encore : « Si tu étais ici, je déciderais en cinq minutes de ce qu'il faut faire après un entretien avec toi. » Potemkine n'en est pas moins soumis à ses décisions. Entre eux, la relation reste inégale. Bien des faits en témoignent.

Vers 1776, l'Angleterre, aux prises avec le soulèvement de ses colonies américaines et la guerre d'Indépendance qui suivit, avait demandé aux

puissances européennes de prendre une part plus ou moins active à sa cause. Le cabinet anglais espérait détourner la Russie de sa neutralité et comptait convaincre Potemkine, connu pour son anglophilie. Le prince entra en effet dans les vues de l'Angleterre, mais son éloquence échoua contre la fermeté de la souveraine, convaincue, avec Panine et Ostermann, que l'indépendance américaine était inéluctable. La Russie n'envoya ni hommes ni vaisseaux pour aider à vaincre la rébellion. Catherine savait résister aux pressions du Sérénissime.

La paternité du « projet grec » de Catherine II destiné à chasser les Turcs d'Europe, conquérir Constantinople et faire renaître l'antique Empire byzantin est discutée par les historiens. Les uns remarquent que Potemkine a exhorté Catherine à s'y préparer dès 1777, ce qui paraissait alors folie à un ministre aussi raisonnable que Panine. Les autres assurent que le document qui porte le projet a été rédigé par Bezborotko. Qu'il y ait mis la main ou pas, Potemkine n'en considère pas moins comme essentiel de valoriser les acquisitions territoriales de la Russie dans le sud, au risque d'une nouvelle guerre contre les Turcs. Cette « Nouvelle Russie » gagnée sur les Ottomans vaincus en 1774 resterait enfermée dans la steppe si elle n'était prolongée par la Crimée, cet eldorado, jusque-là vassale du Grand Turc. Déjà Potemkine avait créé près de la frontière ottomane la ville portuaire, base navale et centre de commerce de Kherson, aussitôt nommée « la Pétersbourg méridionale ».

À la fin de 1782, Catherine et Potemkine décident l'annexion de la Crimée. « Nos troupes doivent pénétrer en Crimée sans plus attendre », ordonne l'impératrice. Potemkine exprime dans un mémorandum la même urgence et se charge aussitôt de l'organisation de la nouvelle province. La Crimée annexée, on édifie une forteresse à Akhtiar, future Sébastopol. La Russie, déjà en partie riveraine de la mer Noire, s'apprête à la dominer. Le rêve de Pierre le Grand et de Potemkine devient réalité.

Même au faite de la faveur et des honneurs, celui-ci n'a jamais oublié que la roche Tarpéienne est proche du Capitole. Qu'advient-il s'il survit à Catherine, de dix ans son aînée ? Haï du grand-duc Paul promis au trône, sa position, ses biens, sa vie peut-être seraient sérieusement menacés. À l'image des favoris de jadis, Potemkine songe alors à se tailler un royaume dont il serait le maître unique. Catherine ne s'y oppose pas, à condition toutefois que le domaine retenu aille dans le sens des ambitions territoriales et des intérêts de la patrie.

Le « projet grec », on le sait, ne signifie pas seulement de s'agrandir aux dépens des Turcs, mais se propose d'anéantir leur domination en Europe. Il envisage notamment de leur retirer les provinces de Moldavie, de Valachie et de Bessarabie qui formeraient un État indépendant nommé Dacie. À sa tête pourrait prendre place un prince de religion orthodoxe. Le Sérénissime, qui cultive l'espoir de se former une souveraineté de quelques débris du vaste Empire ottoman, peut être ce monarque-là. Toutefois, l'hostilité de l'Autriche lui fait abandonner ses prétentions.

Le favori convoite aussi la Crimée, propre à devenir l'une des composantes du royaume qu'il tente de se construire. Jamais il n'a autant pressé Catherine de répondre favorablement à ses désirs personnels de possession. Il connaît la région à la perfection et passe son temps dans les territoires du sud, notamment à Kherson. Mais le différend demeure. La Crimée est pour Catherine l'objectif majeur de sa politique d'expansion, alors que le favori ambitionne de la transformer en royaume potemkinien. Si le favori travaille pour son compte, la souveraine, elle, entend parachever l'œuvre de Pierre le Grand. Le célèbre tsar avait échoué dans sa marche vers la mer Noire ; Catherine II vient d'y triompher. Potemkine a œuvré à la préparation de l'annexion mais il n'est pas promis à régner seul sur les territoires du sud : là est la limite de son influence.

Dès que les Turcs reconnaissent la perte de la Crimée, le favori reçoit sa récompense. En février 1784, il est promu feld-maréchal et président du collège de la Guerre. Quant au territoire annexé, il s'ajoute à son gouvernement général de la « Nouvelle Russie ». Cent mille roubles, don de Catherine, lui permettent d'édifier une nouvelle demeure à Saint-Petersbourg : le palais de Tauride, du nom antique de la presqu'île de Crimée dont il porte désormais le nom. Le nouveau prince de Tauride se voue avec succès à chacune de ses tâches. Du ministère de la Guerre, il connaît tous les détails de l'organisation : l'équipement des troupes, l'intendance, le ravitaillement. Avec l'ouverture en 1787 du second conflit contre les Turcs, il assume le commandement en chef de l'armée, mais aussi de la marine comme grand amiral. Pour la première fois dans l'histoire militaire du pays, l'unité de commandement est assurée. Enfin, aux territoires annexés, le gouverneur de la « Nouvelle Russie » travaille à donner un équipement et une défense. Après Kherson naissent des villes, des ports, des forteresses, Ekaterinoslav (« la gloire de Catherine »), Nikolaïev, Odessa, Sébastopol.

On ne manque pas d'admirer la capacité du Sérénissime à assumer d'aussi nombreuses responsabilités. Et l'on s'étonne qu'il ait le temps d'accomplir d'aussi lourdes tâches. Si les territoires du sud ne forment pas un royaume proprement dit, le prince ne les gouverne pas moins comme un véritable empereur. Il est exceptionnel qu'une souveraine accepte de déléguer tant de pouvoirs à un sujet qui, tel un monarque, tient dans cette région éloignée sa propre cour, accordant titres et domaines, entouré d'une suite quasi royale, servi par une chancellerie privée d'une cinquantaine de personnes. Fastueux comme un potentat oriental, Potemkine a « sous son commandement immédiat toute la partie sud du pays, et sous son commandement indirect l'ensemble de l'empire ».

Le célèbre voyage de propagande en Crimée, qu'il organise pour l'impératrice en 1787, marque son triomphe. Si le grand-duc Paul n'est pas invité, Stanislas Poniatowski et l'empereur Joseph II sont les hôtes de la tsarine. Celle-ci, écrit le monarque autrichien, « est absolument en extase [...] Le prince Potemkine est pour l'heure tout-puissant et fêté au-delà de

l'imagination ». Entrées dans les villes sous de fastueux arcs de triomphe, fêtes splendides organisées à chaque étape, visites des villes nouvelles à peine sorties de terre, démonstration de la flotte à Sébastopol, rien ne manque pour célébrer la gloire de l'impératrice, la puissance de la Russie et le succès du gouverneur.

Les trop fameux « villages Potemkine », fruits de l'imagination d'un favori prêt à tout pour abuser sa souveraine, sont une légende qui prétendait que des villes factices – seulement décors de théâtre et façades de carton-pâte –, peuplées de paysans endimanchés que l'on aurait fait venir tout exprès, auraient été destinées à donner une haute idée de la richesse et de la prospérité de ces provinces. Aucune preuve ne vient pourtant étayer l'existence de ces villages artificiels, ni dans les ordres émanant du prince de Tauride ni dans les récits des témoins. « Tout ce que j'ai vu est vrai », témoigne le prince de Ligne, réfutant la légende née chez les ennemis de Potemkine, toujours prompts à le discréditer.

Au cours du long périple, le roi Stanislas rejoint la caravane impériale. Potemkine a réglé les détails de la rencontre avec le monarque polonais, autrefois aimé de Catherine et sans doute toujours amoureux. L'éternel soupirant et le favori soumettent à l'impératrice leur projet, élaboré en commun, pour l'avenir de la Pologne : y renforcer le pouvoir royal et combattre toute atteinte à l'intégrité du pays, c'est-à-dire réformer la constitution polonaise et éloigner la perspective d'un nouveau partage¹⁵. Mais la souveraine reçoit ses propositions avec froideur. Aux pressions de Potemkine, elle ne répond que par une fin de non-recevoir. Une fois encore, Stanislas est déçu et Potemkine ne décolère pas. Chacun peut constater ainsi les limites de son crédit. L'avenir de la Pologne les divise. Si Potemkine insiste sur la transformation interne de ce royaume en faveur d'un pouvoir exécutif fort, n'est-ce pas à son profit lorsque, devenu roi à Cracovie comme il l'ambitionne, il prendra en main son destin ? « Garante de l'intégrité et de la sûreté de l'Empire [l'impératrice] ne saurait [...] adhérer » à une telle perspective¹⁶.

Le temps des désaccords

Le temps des désaccords semble être venu. Plus que tout autre événement, la seconde guerre russo-turque (1787-1791) le révèle. S'y ajoutent des intrigues de cour qui menacent plus que jamais le prince.

Décidée à effacer le traité défavorable de 1774 et à reprendre la Crimée, la Sublime Porte, forte d'une armée et d'une marine puissantes, entre en guerre contre la Russie. Les Turcs s'apprêtent à assiéger les Russes dans la forteresse de Kinburn, sur la rive sud du Dniepr. Leur succès devrait préluder à la conquête de Kherson et leur permettre de reprendre pied dans la presqu'île. Face à Kinburn s'élève la forteresse ottomane d'Otchakov, qui

contrôle l'embouchure du fleuve : c'est contre ce « Kronstadt du Sud », selon le mot de Catherine, qui y reconnaît la clef de la Crimée, que doit se concentrer l'offensive russe. Sa conquête est de la plus haute importance.

À son habitude, Potemkine, à la tête d'une armée de plus de quatre-vingt mille hommes, combat avec ardeur. Il est toujours courageux au feu et s'expose témérairement. « Jamais, affirme l'intrépide prince de Nassau, je n'ai vu d'homme avoir meilleure tenue sous le feu que lui. » Ses amis le supplient d'être prudent « car, dit l'un d'eux, il n'y a qu'un Potemkine en Russie ». Économe du sang de ses soldats, il répugne au combat frontal qui décide en une journée de la victoire ou de la défaite. La guerre d'usure a ses préférences.

Mais les forces russes sont-elles de taille à affronter les Ottomans ? Lucide, Potemkine en doute. Et ce doute, chez cet homme sujet à des accès de dépression, l'incite à remettre son bâton de commandement à l'impératrice, qui le refuse et lui ordonne de s'emparer sans attendre d'Otchakov, la Loi et les Prophètes de la Crimée.

Au printemps de 1788, la victoire tarde encore. Certes, Kinburn résiste, mais ni la flotte ni l'armée russes ne sont capables d'offensive. Potemkine est démoralisé. Faut-il qu'il le soit pour proposer à la souveraine l'abandon de la presqu'île et des terres riveraines auxquelles il tient tant ! Et ce pour envisager de faire la paix avant d'avoir commencé vraiment la guerre ! Catherine fait alors preuve d'un sang-froid remarquable. Au défaitisme, elle oppose l'action ; à la défensive, l'offensive. « Occupez-vous d'Otchakov, ordonne-t-elle : prenez cette forteresse par n'importe quels moyens. » Jamais le couple n'a été aussi désuni. Le prince n'est plus le flamboyant favori, le premier artisan de la gloire impériale, mais un vieux général paralysé par la crainte de la défaite. Catherine tente de combattre cette dépression : « Fortifie ton esprit et ton âme contre toutes ces difficultés et sois certain que tu en viendras à bout avec une certaine patience. Mais ce serait une vraie faiblesse si, comme tu me l'écris, tu faisais fi de toutes tes capacités et disparaissais. » L'homme paraît épuisé. Chaque jour il dicte et écrit missives, ordres, rapports. Lui seul coordonne les forces de terre et de mer. Les meilleurs généraux, Roumiantsev, Souvorov, Reprine, sont sous ses ordres. Ses fonctions sont écrasantes, la charge de ses responsabilités presque surhumaine.

Cyclothymique, il finit par se reprendre. Au prix d'un assaut sanglant, Otchakov tombe enfin le 6 décembre 1788. Potemkine renaît. Cette victoire est la sienne. « Je vois un commandant d'armée – écrit de lui le prince de Ligne, subjugué par sa force retrouvée – qui a l'air paresseux et qui travaille sans cesse, qui n'a d'autre bureau que ses genoux, d'autre peigne que ses doigts, toujours couché et ne dormant ni jour ni nuit. »

Militairement, son crédit n'a jamais été aussi grand. De retour à Saint-Pétersbourg, auréolé de la prise d'Otchakov, il entre dans la ville accueilli par le tir de tous les canons de la forteresse, honneur généralement réservé à la souveraine. Et aux multiples témoignages de sa satisfaction, Catherine ajoute un collier en diamants de l'ordre de Saint-Alexandre.

Mais au printemps de 1789 un nouveau conflit l'oppose à l'impératrice. Au palais un nouvel amant, le très jeune Platon Zoubov, semble avoir ensorcelé la souveraine. Passion sénile sans doute, mais dangereuse pour le prince. Une coterie déterminée cherche à l'évincer définitivement. Le comportement de Catherine envers son ex-amant a changé. S'il reste son principal conseiller, il n'est plus celui dont les avis sont reçus comme des oracles. Une nouvelle divergence de vues en politique extérieure le montre.

Pour alléger le poids de la coalition antirusse dans la guerre contre les Turcs, Potemkine propose une alliance avec la Prusse. Ainsi aura-t-il les mains libres contre les Ottomans et les Polonais. Cette seule perspective révolue l'impératrice. Que le prince se préoccupe de la « Nouvelle Russie » ? Soit. Mais l'Europe est son domaine réservé. Vexé, Potemkine répond : « Je ne sais rien de l'Europe, mais quand elle intervient dans les affaires qui me sont confiées, je ne saurais faire preuve d'indifférence. » Bien que Catherine ait procédé à la répartition géographique des responsabilités – l'Europe à l'impératrice, les terres du sud au favori –, son conseiller rechigne à s'y soumettre.

Le Sérénissime n'est plus soucieux de plaire à Catherine. La conduite de la guerre l'absorbe entièrement et lui fait oublier de respecter les formes dans ses rapports avec elle. Il exprime sa volonté avec brutalité, veut ignorer les réserves qu'elle lui oppose, devient tranchant. Il ne prend plus la peine de dissimuler la domination qu'il prétend exercer sur elle. En retour, elle supporte difficilement sa présence quand il s'attarde à Saint-Pétersbourg et ne lui concède des témoignages d'amitié que dans sa correspondance. Certes, il finit toujours par se soumettre à sa volonté, mais n'y consent qu'après d'orageux entretiens et de longues résistances.

Trop occupé par la guerre, le général en chef de l'armée du Sud, ne pense guère à l'administration de l'empire. Aussi exige-t-il toujours plus d'argent pour combattre l'ennemi. Son rôle consiste à demander et à recevoir sans s'inquiéter de l'épuisement des finances, souci quotidien de Catherine. Divergence classique entre pouvoirs civil et militaire, mais envenimée par des intrigues de cour qui rendent nécessaire la présence de Potemkine dans la capitale.

Il y fait son entrée le 11 mars 1791. Depuis la prise d'Otchakov, le vainqueur s'était emparé en novembre 1789 de Bender et d'Akkerman¹⁷, et en décembre 1790 Souvorov avait pris d'assaut Izmaïl, redoutable forteresse turque du delta du Danube dont la conquête achevait la soumission de la Moldavie¹⁸. C'est dire combien le commandant suprême de l'armée du Sud s'attend à un triomphe et à de multiples marques de reconnaissance. Le triomphe est au rendez-vous. L'impératrice accueille avec éclat un Potemkine enchanté, mais qui ne manque pas d'étaler sa superbe et son mépris pour le favori en titre Platon Zoubov.

Pour mieux convaincre l'opinion qu'il reste, malgré ce jeune homme, le compagnon privilégié de Catherine, il offre le 28 avril suivant à celle-ci, à la

cour et aux ministres étrangers une fête somptueuse – la plus grande jamais vue à Saint-Petersbourg – dans son gigantesque palais de Tauride. Bal masqué dans la célèbre salle aux trente-six colonnes, comédies, ballets, illuminations, souper de six cents couverts se succèdent. Au centre du jardin d'hiver, un temple illuminé par des milliers de lampes abrite une statue en marbre de l'impératrice tenant une corne d'abondance qui déverse de l'argent et des décorations. « À la mère de la patrie et ma bienfaitrice », a-t-il fait inscrire sur le piédestal. À deux heures du matin, au moment où elle s'apprête à se retirer, se déroule la fameuse grande scène d'adieux des anciens amants. Une fois encore, la souveraine témoigne sa gratitude envers son hôte, tandis que celui-ci se jette à ses pieds, prend sa main et l'arrose de larmes : « Ce fut la dernière fois qu'il put, dans ce lieu, lui donner ce témoignage de respect et de reconnaissance. »

Catherine l'encourage à regagner le théâtre de la guerre où le prince Repnine commande en chef pendant son absence et ouvre la campagne de 1791. Potemkine préfère prolonger son séjour dans la capitale dans l'espoir de l'emporter sur le favori qu'il déteste chaque jour davantage. Faut-il conclure la paix au plus vite ou la forcer par de nouvelles victoires ? Leurs visions contradictoires occasionnent des discussions toujours vives et parfois aigres. Aux yeux de Catherine, il faut que Potemkine parte. Il s'y décide enfin en juillet, à l'annonce de nouvelles victoires remportées sans lui par le prince Repnine. Il arrive à Yassi¹⁹ souffrant et furieux contre la récente signature des préliminaires de paix. Il décide de quitter la ville pour Ortachakov, mais la maladie fait son œuvre. Au cours du voyage, il meurt, le 16 octobre 1791. Il avait 52 ans.

« Maintenant, il ne me reste plus personne sur qui je puisse compter. » La nouvelle de la mort de Potemkine fait sur Catherine un effet véritablement douloureux. Elle a perdu un soutien, l'ornement de son trône, un tuteur, un homme dont on ne compte plus les défauts mais auquel on reconnaît de hautes qualités. Jamais le nouveau favori, Zoubov, ne pourra le remplacer. Elle le sait. Pourtant, avançant en âge, en manque d'appuis, comme envoûtée, elle accorde sa pleine confiance au jeune homme, lui laisse prendre plus d'ascendant sur sa personne et sur ses décisions. Ainsi le nomme-t-elle président du collège des Affaires étrangères et président de celui de la Guerre, deux ministères importants réunis dans les seules mains d'un homme sans talent, mais désormais sans rival qui puisse balancer son crédit.

À son habitude, Catherine se montre généreuse. Les décorations couvrent la poitrine du séduisant jeune homme qui loge dans l'appartement quasi officiel des favoris au palais d'Hiver. Habitué à la ronde des amants impériaux, les contemporains n'en demeurent pas moins étonnés de sa faveur. « Zoubov, écrit le comte Rostopchine, jeune homme qui s'est emparé de tous les titres de feu le prince de Tauride et jouit de la confiance illimitée de l'impératrice ; tout passe par ses mains ; il présente ses opinions sur chaque chose et rien ne se fait sans lui. »

Si ses prétentions à gouverner l'impératrice sont démesurées, le dernier favori manque des qualités nécessaires pour se mêler des affaires de l'État. Avec lui s'achève la ronde des favoris quand Catherine meurt à son tour en 1796.

Avec Potemkine a disparu LE favori, qui, près de seize années durant, partagea les mêmes vues que la souveraine, l'homme aimé et aimant dont Catherine ne pouvait se passer, qui l'avait conseillée, fascinée, amusée, mais aussi le ministre « aux vues toujours grandes », le chef de guerre heureux, le conquérant qui avait agrandi l'empire, le bâtisseur qui œuvra, certes pour sa gloire personnelle, mais aussi pour celle de la tsarine et de la Russie. « En un mot, a-t-elle écrit, c'était un homme d'État pour le conseil et l'exécution. » Dans l'Histoire, peu de favoris méritent un tel éloge.

Chapitre XIII

Struensee : un favori réformiste

« Le roi ne sortait de sa plume que ce qu'on lui dictait presque mot à mot. Il avait toujours besoin d'être aidé. »

« Cette faction allègue que Struensee avait empiété sur l'autorité absolue du roi. »

Reverdil

L'Europe des princes et des lettrés est bouleversée : en ce printemps 1772, elle vient d'apprendre que le principal ministre du roi de Danemark a été condamné à mort et décapité. Cette lourde peine sanctionne-t-elle l'acte d'un meurtrier, d'un régicide, d'un traître ? La hache du bourreau s'est abattue sur un homme qui, quelques années durant, a gouverné un royaume et dont le crime a été d'être l'amant de la reine et, assure-t-on, d'avoir usurpé le pouvoir du roi. Sans doute le siècle des Lumières n'ignore rien de la torture ni des exécutions capitales. Dans la France de Louis XV, le sieur Damiens a subi un effroyable et interminable supplice pour avoir poignardé le roi qui a survécu à sa blessure. Mais, de mémoire d'homme, on ne connaît pas, à l'exclusion de la barbarie turque, de grands serviteurs de l'État condamnés à être exécutés. Au siècle précédent, à Paris, Nicolas Fouquet, surintendant des finances de Louis XIV, condamné au bannissement pour malversations et tentative de sédition, avait échappé à la mort. Certes, Louis XIV avait commué la peine en détention à vie, mais il n'avait pas exigé la tête de son ministre. Sans doute aurait-il fallu se souvenir du comte d'Essex, favori d'Élisabeth I^{re} d'Angleterre, décapité en 1601, ou de Cinq-Mars, mignon de Louis XIII, qui subit le même sort en 1642, l'un et l'autre accusés de complot et de trahison, mais ces temps baroques paraissaient si lointains !

Tous ceux qui imaginaient que les lumières de la raison avaient triomphé de l'obscurantisme ressentent l'effroi d'une exécution indigne du siècle. Comment admettre que le souverain de Danemark ait pu commander semblable supplice, alors qu'à l'exemple de Frédéric II de Prusse ou de Catherine II de Russie, il a naguère répondu à l'appel de Voltaire, défenseur du couple Sirven injustement accusé d'assassinat, et contribué au secours attribué à cette malheureuse famille languedocienne victime de l'injustice ? Se souvient-on du séjour parisien, quatre ans plus tôt, du petit roi de Copenhague curieux de rencontrer la fine fleur de la philosophie, les Diderot, d'Alembert ou Condillac ? Pourtant, en ce 28 avril 1772, Christian VII de Danemark a laissé décapiter son ministre Johann Friedrich Struensee dans la sanglante boucherie prescrite par le jugement : main tranchée, tête décollée, corps dépecé.

Deux jours plus tôt, l'impératrice de Russie avait encore exhorté le roi à « préférer les conseils de la douceur à ceux de la sévérité et de la rigueur ». Mais rien n'y avait fait. Le terrible supplice d'un autre âge a eu lieu et l'Europe est bouleversée. Voltaire s'est indigné : « Ce qui se passe dans le Nord n'est pas plus agréable, écrit-il à d'Alembert. Votre Danemark a fourni une scène qui fait lever les épaules et qui fait frémir. » À Mme du Deffand, il confie, pessimiste : « Je ne crois pas qu'il y ait beaucoup à attendre actuellement du Danemark ni du reste du monde. » Le ministre qui vient d'être sauvagement exécuté a naguère comblé la République des lettres tant ses réformes, menées au pas de charge, ont séduit les hommes de progrès. Celui qui s'est vu octroyer un brevet de ministre éclairé n'est plus qu'un corps déchiqueté, jeté dans un seau et exposé sur une roue plusieurs mois durant pour l'exemple.

Un esprit dérangé

Les contemporains, étrangers comme danois, ignoraient pour la plupart un trait de la psychologie de Christian VII, souverain de Danemark et de Norvège depuis janvier 1766 : sa démence. Pourtant, le Suisse Reverdil, écrivain et mathématicien, précepteur de Christian lorsqu'il n'était encore que prince héritier, témoignait déjà de cet esprit dérangé. Sans complaisance ni outrance, l'homme livre dans ses écrits les manifestations de la folie royale. Serait-ce la cause de l'exécution de Struensee ? Le Danemark abriterait-il un nouveau Néron ?

Jusqu'à son avènement, à 17 ans, Christian avait assez de sens pour connaître lui-même ses curieuses manies, qu'il cachait soigneusement afin que personne ne les devinât. Enfant, il avait été si maltraité, grondé, battu par un gouverneur tyrannique qu'il n'avait trouvé de salut que dans la dissimulation. Adolescent, il oscillait entre des extravagances de langage prononcées d'un babil rapide et sans suite et un silence profond dont rien ni

personne ne pouvait l'extraire. Exaltation avec pulsions destructrices et abattement alternaient. Avec l'âge, son esprit fut presque constamment dérangé, et rares furent les moments de lucidité. « Il y avait dans son délire, écrit Reverdil, trois nuances marquées qu'il désignait lui-même par trois expressions [...] suivant le degré de son trouble [...] *Ich bin confus* (*J'ai l'esprit embrouillé*) ou bien *Il se fait du bruit dans ma tête*, ou enfin *Je suis tout à fait égaré*. Souvent un de ces discours embrouillés et murmurés entre les dents finissait par ces mots : *Je n'y puis plus tenir*. Il était donc très malheureux². »

Un de ses divertissements était de se battre avec ses compagnons, et il n'était lui-même battu qu'autant qu'il l'ordonnait. L'envie de tuer le taraudait, mais il reconnaissait vouloir le faire en toute impunité. Parfois, il feignait d'en vouloir à sa propre vie : « Me noierai-je ?, interrogeait-il, me jetterai-je par la fenêtre ou dois-je me casser la tête contre les murs ? » Il désirait la mort, remarquait Reverdil, mais la craignait en même temps. Il n'y avait point de débauches, de beuveries auxquelles il ne se livrait quotidiennement. Une sexualité désordonnée et la fréquentation des mauvais lieux – dont il jetait les meubles par les fenêtres et chassait les pensionnaires à coups de plat d'épée – se combinaient avec toutes sortes d'extravagances. Il n'était pas rare de le voir revenir aviné au petit matin de chez une prostituée, notamment celle que l'on nommait « Catherine aux bottines » ou, par dérision, « Milady », et rentrer au palais en habit bourgeois, se croyant bien déguisé, salué par les gardes qui lui rendaient les honneurs.

Parmi ses craintes et ses fantasmes, la peur de régner le hantait. Aucune éducation au métier de roi ne lui avait été prodiguée. On pouvait lui vanter le bien qu'il pourrait faire en régnant, méritant ainsi la reconnaissance de ses sujets, lui promettre la gloire qui récompenserait ses actions, aucun de ces encouragements n'opérait plus. Le travail de bureau, la présidence du Conseil, les relations avec les ministres, le rituel monarchique même lui étaient insupportables. Ses rares et brefs intervalles lucides ne permettaient pas un exercice normal de l'autorité royale. Christian VII « était incapable d'une attention longtemps soutenue ». De telles faiblesses en faisaient une proie idéale pour les ambitieux et les intrigants.

Son mauvais génie se nommait le comte Holck. L'homme ne manquait pas de charme. Beau garçon, gai, facétieux, bon danseur, il était le maître des plaisirs du roi. Mais menteur effronté, complice des turpitudes royales, il ne songeait qu'à tirer profit des bizarreries de Christian et le gouverner. Ce « jeune blondin », remarquait-on, était alors le seul qui eût « l'amitié et le crédit auprès du jeune roi où il faisait tout », nota plus tard le duc de Croÿ. Privé d'amitiés en son jeune âge, rétif à toute espèce d'assujettissement, le monarque avait besoin d'amis sincères. Or, il n'avait en la personne de Holck qu'un compagnon de beuveries et un familier des bordels de Copenhague. Encouragé par Holvek, Christian s'abandonnait à ses viles passions et négligeait entièrement les affaires de gouvernement qui l'ennuyaient.

L'obligation du mariage

Il avait fallu toutefois le marier. À son avènement, en 1766, on lui trouva une princesse de Grande-Bretagne de 15 ans – il en avait trois de plus –, sœur du roi George III d'Angleterre, Caroline Mathilde de Hanovre³. Sans être une beauté, elle était attirante et capable de retenir le regard des hommes. On la disait capricieuse, mais il faut aussi reconnaître sa vivacité d'esprit et ses capacités intellectuelles. Les idées à la mode l'attiraient. Elle parlait plusieurs langues, était douée pour la musique et dotée d'une jolie voix. Mais de Mathilde, on attendait surtout un héritier. Le mariage suivit de peu l'avènement de Christian. Il fut prétexte à de somptueuses fêtes qui s'échelonnèrent sur un mois. Beaucoup à la cour espéraient de cette union une amélioration de l'état mental du jeune époux. Mais celui-ci resta de glace, peu pressé de consommer le mariage, et négligea son épouse. C'est sans elle qu'il entreprit dans l'été 1767 un voyage dans le Holstein⁴. Son refus d'emmener la reine, qui venait d'être couronnée, était un camouflet pour Mathilde et une source d'inquiétude pour le gouvernement. Loin de Copenhague, Christian se proposait de s'abandonner à toutes sortes d'écarts.

Si l'on avait espéré que cette courte séparation réchaufferait les ardeurs du jeune époux, il fallut bien admettre qu'elle n'avait pas porté ses fruits. Au sein du couple, les relations ne s'amélioraient pas. Elles empiraient. Des scènes violentes éclataient dans l'appartement d'une reine à laquelle les humiliations n'étaient pas épargnées. À la demande de Holck, le roi chassa ainsi la première dame de compagnie de sa femme, Louise von Plessen, qui avait eu le tort de dénoncer l'immoralité du compagnon du roi. Caroline Mathilde perdait ainsi sa plus proche confidente. À la cour, elle était désormais isolée, à la merci des foudres de son mari. Toutefois, poussé dans le lit de sa femme, Christian devint père, la reine ayant accouché d'un fils, le futur Frédéric VI, le 28 janvier 1768. Mais cette naissance ne sonna pas l'heure de la réconciliation.

Pas davantage que le précédent, le nouveau voyage envisagé par le roi ne fait de place à la reine qui, une fois encore, doit demeurer à Copenhague et batailler contre les deux souveraines douairières⁵ qui la détestent. Tout, dans le comportement de Caroline Mathilde, est sujet à critique. Son naturel choque une cour à l'atmosphère compassée. Aime-t-elle les promenades à pied ? On les juge indignes d'une souveraine qui ne devrait se déplacer qu'en carrosse. Monte-t-elle à cheval en costume masculin ? Les moralistes s'offusquent. Se plaît-elle à donner des concerts en compagnie de musiciens et de chanteurs reçus en son appartement pour les répétitions ? C'est, assure-t-on, un prétexte pour retrouver ses amants.

On lui avait reproché de tarder à devenir mère ; désormais, on ne lui pardonne pas la naissance d'un fils. C'est que l'héritier qu'elle vient de donner à la couronne déjoue les plans de la seconde épouse et désormais veuve de Frédéric V, prédécesseur et père du roi régnant. La reine mère

Juliane Marie espérait en effet répudier une Caroline Mathilde demeurée sans enfant et écarter du trône son époux, malade mental, pour le remplacer par son propre fils Frédéric, âgé de 15 ans, appelé le « prince héréditaire ». S'ouvrirait alors une régence dont elle s'emparerait⁶. La naissance d'un héritier oblige à remettre à plus tard son ambition.

Le voyage d'un monarque éclairé

Quel spectacle inédit de voir un monarque hors de son royaume ! Le 6 mai 1768, Christian VII se met en route, sous un incognito aisément décelable, accompagné d'une suite de plus de cinquante personnes. La reine, on le sait, n'est pas du voyage. Christian lui a préféré son compagnon de beuveries le comte Holck, mais est aussi accompagné (surveillé ?) par celui qui dirige le Conseil privé et les Affaires étrangères, le comte Ernst von Bernstorff. Entré au service du Danemark trente-six ans plus tôt, le ministre appartient à une dynastie d'origine allemande fidèle aux monarques danois jusqu'au début du XIX^e siècle⁷. L'homme est rompu à la vie de cour et aux subtilités diplomatiques. Il saura canaliser les extravagances du roi. Curieusement, le médecin royal en titre, peut-être trop âgé, est resté au pays. Le remplace un jeune praticien natif de Halle, Johann Friedrich Struensee (1737-1772), qui jusque-là ne s'était occupé qu'épisodiquement de la santé de Christian. Les ministres royaux l'ont imposé à Sa Majesté.

Le cortège pénètre dans le Saint Empire, dépasse Hanovre, Francfort, Mayence, Coblenze, Cologne, passe aux Provinces-Unies, est reçu à Amsterdam et La Haye. Le 3 août il est à Bruxelles. De Calais, il gagne l'Angleterre, patrie de la mère du roi, la très populaire Louise de Hanovre, fille de George II, morte à 27 ans, et patrie de la reine régnante, son épouse, qui a donc été privée d'une visite à sa famille. Après le 14 octobre, le monarque et sa suite quittent Londres pour Paris.

À l'aller comme, six semaines plus tard, au retour d'Angleterre, Christian fait plutôt bonne impression. Le duc de Croÿ qui l'accueille en France vante son « très bon maintien⁸ ». À Calais, Sa Majesté « a enchanté par les choses obligeantes qu'elle a dites ». Tout indique qu'Elle a de l'esprit, disant à chacun « quelque chose d'honnête et de placé ». Il est difficile « d'avoir un ton plus noble et plus honnête ». Croÿ est enthousiaste : le roi paraît « avoir grande envie de plaire [...] le ton français étant le modèle qu'on veut copier dans le Nord. Il parle bien toutes les langues [*sic*] et fort bien la nôtre ». On avait prétendu qu'il avait « un air étourdi », le duc dément : « Au contraire, son maintien fut des plus nobles. » Croÿ est toutefois contraint de souligner le physique médiocre du roi. « Il est très petit, l'air de 15 ans, quoiqu'en ayant près de 20. En apparence délicat, très blond, de gros yeux qui annoncent qu'il a la vue extrêmement courte. Cependant [...] son regard est tendre et fin. » À lire notre témoin, on pourrait penser mensonger le piètre état

mental qui fut décrit ou imaginer une rémission procurée par un voyage désiré et le contact d'une société étrangère à ses habitudes.

En réalité, les louanges du duc de Croÿ cachent mal quelques étrangetés. Christian, écrit-il, n'aime que le plaisir et le bal. Il le prétend sobre [*sic*] et affirme qu'il ne fait aucun excès de table. Mais s'il paraît apprécier la comédie, ce n'est que pour « lorgner les actrices », car il aime « surtout le sexe ». Croÿ s'inquiète. « Le naturel et le fond de l'éducation paraissent bons, mais il est à craindre que les vices et les mauvais amis ne perdent bientôt tout cela. » Le duc, qui a vanté son maintien, doit le reconnaître : « Quand il s'oublie et se met à l'aise, il n'a plus bonne grâce. » Le caractère du roi de Danemark recèle des failles. Croÿ est témoin de la sagesse apparente du roi, mais sait aussi que des rumeurs le contredisent. Christian, déclare le duc, est capable de séduire si toutefois il est « en bonnes mains ». Ce n'est pas celles du comte Holck, « maître de son maître par la voie du plaisir » et devant qui « tout plie ».

Arrivé à Paris, le 21 octobre, descendu à l'hôtel d'York, rue Saint-Benoît, le roi et sa suite y restent un mois et demi. Tout Paris veut voir le souverain du Nord. À Fontainebleau où la cour se tient pour la saison des chasses, Christian est reçu par Louis XV qui, balayant l'incognito, l'appelle *Sire* et *Votre Majesté*. On accable le visiteur de spectacles, à la Comédie-Française, chez les Italiens, à l'Opéra-Comique, à l'Académie royale de musique. Sept actes d'opéra-comique lui sont infligés en une seule soirée. Les fêtes succèdent aux fêtes, les bals aux bals. Le jeune monarque est aimable, galant, patient. Amateur d'art ou non, il est contraint de visiter toutes les salles de l'Académie de peinture au pas de course, mais aussi les manufactures de porcelaine, de tapisserie et d'artisanat les plus renommées. Épuisé, Christian fait bonne figure. « On s'attendait qu'il se lâcherait ? » Il n'est que tact, réserve, politesse. N'est-ce pas le monarque éclairé dont rêvent les philosophes ?

Ils s'en convainquent lorsque Sa Majesté émet le souhait de les rencontrer, alors que le roi de France se méfie des hommes de lettres et redoute les hommes d'esprit. Le 20 novembre, sur les cinq heures du soir, philosophes, écrivains, scientifiques se rassemblent à l'hôtel d'York. Dix-huit personnes disposées en cercle, d'Alembert, le baron d'Holbach, Crébillon, Condillac, Diderot, Helvétius, Marmontel... lui sont présentés⁹. Christian parle obligeamment des ouvrages ou de la réputation de chacun. Le 3 décembre, le monarque souhaite assister aux séances particulières des trois académies (française, des sciences, des inscriptions et belles-lettres), et écoute sagement le discours de d'Alembert débordant de louanges. Qui osera suggérer la démence de Christian VII ?

Le cortège quitte la capitale française le 3 décembre et, par Strasbourg et Hambourg, regagne Copenhague le 12 janvier suivant. Si les frais du voyage ont épuisé le Trésor, chacun est satisfait du comportement général du roi, à la réserve de quelques bris de meubles et autres dévastations des hôtels qui l'ont

accueilli aux étapes. Mais à qui attribuer cette bienfaisante influence sur un monarque aisément manœuvrable ?

Le bon docteur devenu favori

Au cours du voyage, le médecin embarqué s'est occupé de la santé du roi et quelquefois de sa conduite. Sa présence apaisante a espacé ses redoutables foudres. Christian VII est devenu présentable, comme si sa démence avait rendu les armes. Aussi, en ces terres étrangères, s'est-il attaché à son médecin sans que Holck, compagnon de tous les excès, ne s'en inquiète. Il semblait convaincu que la société d'un homme instruit comme Struensee laisserait bien vite le roi et qu'il retrouverait sa place auprès du monarque. Hélas pour ce mauvais génie, Christian VII, brevet d'amitié des philosophes en poche, s'attache à cet homme spirituel et cultivé.

Né dans la grande cité universitaire de Saxe prussienne, Halle, fils d'un pasteur piétiste et professeur de théologie, petit-fils du médecin personnel de Christian VI, Johann Friedrich Struensee a soutenu une thèse de médecine sur les lésions dues aux faux mouvements qui, outre ses qualités pédagogiques, se fonde non sur de vénérables traités de médecine mais – méthode nouvelle – sur l'observation et l'expérience. Son père ayant été nommé pasteur à Altona, aujourd'hui quartier de Hambourg, il y suivit sa famille et fut engagé comme médecin municipal. La modestie de ses émoluments l'obligea à y ajouter un travail de journaliste.

Dans le style railleur du temps, le mensuel qu'il fonda adoptait un ton satirique et anti-religieux qui le fit interdire par les autorités. Struensee lança alors une nouvelle revue dont le titre même – *Pour les sciences, les arts, le goût et les mœurs* – disait les ambitions, conformes à l'esprit encyclopédique alors à la mode. Le médecin n'en noua pas moins des relations avec la noblesse locale, notamment avec le comte de Rantzau, grand seigneur à la vie aventureuse, intrigant, remuant et criblé de dettes. Le cercle d'études que les deux hommes animèrent brassait de grandes idées et des projets de réformes aussi vagues qu'ambitieux destinés à moderniser la vieille monarchie danoise.

Fort de son entregent, Rantzau introduit son ami dans la haute société de Copenhague et réussit à le faire nommer médecin privé du roi pour le voyage à l'étranger. Alors âgé de 30 ans, Struensee porte beau. Il est, dit-on, « grand avec de larges épaules. Sa physionomie est gracieuse, son nez un peu grand, son regard agréable. Il est très naturel dans tous ses mouvements, distingué sans affectation¹⁰ ». Malgré sa roture, l'homme pouvait faire bonne figure dans l'entourage royal.

Pendant sa longue tournée en Europe, le roi, on le sait, prit goût à sa compagnie. Au retour, leur complicité se confirma. Le monarque se faisait accompagner par Struensee quand il allait chez la reine parce qu'il avait remarqué que la présence du médecin était désagréable à Caroline Mathilde.

La méfiance de celle-ci ne dura guère, puisqu'elle accepta, sur les instances de son mari, de consulter Struensee pour la guérir d'une hydropisie. La reine constatait d'ailleurs que Christian la traitait mieux et attribuait cette éclaircie au précieux médecin. D'ailleurs le roi ne manquait aucune occasion d'envoyer Struensee chez la reine porter toutes sortes de messages et à toute heure.

La défiance de Caroline Mathilde cède définitivement lorsque le médecin inocule le prince royal contre la variole et veille l'enfant avec elle. Struensee multiplie les marques de respect et de délicatesse envers la reine et le roi regarde avec indulgence ces assiduités, quand il ne les encourage pas. Au printemps 1770, la reine et le médecin deviennent amants. Le 7 juillet de l'année suivante, Caroline Mathilde accouche d'une fille dont le roi se reconnaît le père mais qui, aux yeux de tous, est la fille de Struensee¹¹.

La faveur de celui-ci s'accélère. Il devient le favori de Sa Majesté et reste en permanence auprès du roi, mais non plus pour des raisons médicales. La cour, médusée, observe une élévation à nulle autre pareille et qui semble échapper à tout contrôle. Le roi associe aux affaires de l'État l'homme dont il s'est entiché. Bientôt le monarque n'a qu'une seule réponse à toutes choses : « Adressez-vous à Struensee. » En trois années, le favori devient le maître du gouvernement du Danemark¹².

Une « autorité empruntée »

Mai 1769 : il est nommé conseiller d'État. Comme un directeur de cabinet aujourd'hui, il ouvre le courrier du roi et le trie avant de le lui transmettre.

Début de l'année 1770 : sa nomination comme secrétaire du cabinet de la reine et lecteur du roi lui vaut un logement au palais royal de Christiansborg.

Été 1770 : avec l'appui de la reine, il réussit à écarter le sulfureux Holck (sa chute sera définitive l'année suivante) et à intégrer dans l'entourage royal son ami le comte de Rantzau ainsi que Brandt, promu « ministre des divertissements ». Le roi, dont l'état mental s'est brusquement aggravé, a signé la disgrâce de son cher Holck sans coup férir. La longévité d'un favori dépend de l'humeur du prince. Struensee s'en souviendra-t-il ? Pour l'instant, il n'est pas encore le conseiller unique du monarque. Il partage la confiance de Christian VII avec ses deux amis.

15 septembre 1770 : le petit groupe, qui ne songe qu'à éliminer Ernst von Bernstorff – l'homme fort du gouvernement et chef de la diplomatie –, prend prétexte d'un échec militaire naval danois pour obtenir sa disgrâce et celle du ministre de la Marine. La vacance de ces deux départements – « et à la fin ils le furent tous [vacants] », note Reverdil – modifie la pratique du pouvoir. Une fois les responsables ministériels écartés, leurs subalternes reçoivent l'ordre de préparer les dossiers comme à l'ordinaire et de les

transmettre par écrit au Conseil privé. Celui-ci, désormais débarrassé de toute délibération politique, n'est plus qu'une instance technique, travaillant uniquement sur dossiers pour éclairer les décisions du favori. Ainsi diminué, il devient inutile. Pire : pour Struensee et ses amis, il est un obstacle à l'adoption des réformes. Le favori obtient sa dissolution avant la fin de l'année.

L'exposé des motifs de sa suppression est une déclaration de guerre aux ministres et personnes de haut rang qui participaient jusque-là aux affaires de gouvernement. Il exprime aussi la volonté de réformer le pays sans délai. « Attendu, disait le texte qui enterrait l'institution, que le nombre des personnes d'un haut rang qui participent aux affaires du gouvernement [...] ne fait qu'embrouiller et retarder l'exécution, et que nous n'avons rien de plus à cœur que d'avancer avec zèle le bien public ; que, dans ce dessein, nous ne voulons être retardés et empêchés par aucun obstacle de suivre les principes et de prendre les mesures qui y conduisent [...] nous avons trouvé bon d'abolir et supprimer absolument notre ci-devant Conseil privé¹³. »

Pour réfuter l'accusation de despotisme d'un gouvernement désormais privé d'instances délibératives, le Conseil supprimé est remplacé par un Conseil de conférences. Mais ce n'est en réalité qu'un leurre. Il « n'a jamais rien fait, témoignera Reverdil, et ne s'est assemblé qu'un petit nombre de fois ». Bientôt Rantzau perd de son autorité, Brandt se contente de jouer les doublures. Struensee reste seul et monopolise la réalité du pouvoir¹⁴.

Printemps 1771 : le favori, qui s'est réservé la gestion de la cassette du roi, fait nommer son frère Carl August à la tête du collège des finances, dont il assure ainsi le contrôle¹⁵. Aussi ne pouvait-il « se distribuer un écu sans la permission de Struensee ».

Été 1771 : Struensee est nommé « ministre intime du cabinet » – charge inédite au Danemark –, habilité à promulguer de sa propre autorité des « ordres de cabinet ». Ceux-ci, donnés verbalement par le roi, seront, précise le texte officiel, rédigés par le ministre « selon leur vrai sens », ce qui laisse au rédacteur une large liberté d'interprétation. Ils seront ensuite présentés à la signature du monarque ou expédiés en son nom. Sans doute le roi recevra une fois par semaine un « extrait » des décrets signés de Struensee, mais cette maigre réserve n'entamait aucunement l'autorité du favori, dont les ordres furent considérés de même valeur que s'ils émanaient du roi¹⁶. « Nulle patente de principal ministre durant toute l'histoire de l'Ancien Régime, juge l'historien François Bluche, n'avait confié tant de pouvoirs à un seul homme. Jamais Louis XIII n'eût signé un texte semblable à l'intention de Richelieu. » On ajoutera qu'il n'est guère d'exemple de favori auquel un monarque remettait ainsi la totalité de son pouvoir. Pouvoir d'autant plus illimité qu'il procédait d'un souverain malade mental.

Struensee profite de chaque moment de rémission pour convaincre le roi que celui-ci a une claire conscience de la politique à suivre. Le favori l'engage même à mettre par écrit les principes de gouvernement qu'il prétend

appliquer, tant il est vrai que Struensee laisse croire au monarque que les mesures qu'il lui suggère viennent de lui. « Insensiblement, prétend Reverdil, on s'accoutuma tellement au gouvernement de Struensee qu'il n'était presque plus question de solliciter des ordres immédiats, et cet homme inconnu, qui voulait persuader que le roi était seul auteur des mesures prises en son nom, se fit enfin nommer [en juillet 1771] comte et premier ministre¹⁷. » Les entorses au protocole royal révèlent sa prééminence. Un ambassadeur étranger sollicite-t-il une audience de Sa Majesté ? Introduit au palais, il n'y a que Struensee dans la pièce, qui lui explique que le monarque est indisposé. Christian VII a remis son pouvoir à un seul homme, forme scandinave du grand vizir ottoman.

Des réformes à marche forcée

À coup d'« ordres de cabinet » évalués à 600 pour les uns, 2 000 pour les autres, le favori, désireux de « faire le bien en grand », initie un tourbillon de réformes. Finances, justice, économie, marine, armée, société, cour, mœurs, jusqu'à l'administration de la capitale : rien n'échappe à sa réformite. Certaines des mesures prises représentent d'incontestables améliorations, d'autres paraissent arbitraires et inutiles. À supprimer des offices, secouer la routine des bureaux, diminuer le volume de la paperasse dans les chancelleries, l'État y gagne en efficacité. Atténuer la rigueur du code criminel, supprimer la torture valent à son inspirateur les applaudissements des élites éclairées, même si le renoncement à la suppression entière du servage les déçoit.

Homme des Lumières et ancien journaliste, Struensee décide la suppression de la censure des livres, assurant ainsi un régime de totale liberté de la presse et du livre dont l'habile favori attend aussi la multiplication des écrits hostiles à l'ancienne administration. La mesure fait grand bruit en Europe. Elle inspire Voltaire, auteur d'une *Épître au roi de Danemark* :

*Tu rends des droits à l'homme et tu permets qu'on pense
Sermons, romans, physique, ode, histoire, opéra,
Chacun peut tout écrire et siffle qui voudra.*

Mais hauts fonctionnaires, pasteurs, juristes s'indignent, tandis que les publicistes usent de cette liberté nouvelle pour attaquer le gouvernement. Le favori est alors contraint de la restreindre et hérite de la colère de ceux qu'il croyait gagner à sa cause.

Précipitées, brouillonnes, souvent nées de bons sentiments mais indifférentes aux groupes sociaux qu'elles lèsent, les réformes suscitent mécontentements et oppositions. La réduction des pensions des courtisans et des appointements des officiers de la cour, la diminution du nombre des

services et des dépenses de celle-ci, l'ajournement des constructions royales, le licenciement de la garde à cheval irritent ceux qui vivent dans l'entourage du monarque et sont prompts à toutes les intrigues pour abattre le favori. Les mœurs n'échappent pas davantage au bouleversement ministériel : les procès pour adultère sont abolis, les différences entre enfants légitimes et naturels effacées. La société danoise en est bouleversée.

Struensee a l'art de se faire des ennemis. Beaucoup jugent que son élévation a été trop rapide, et trop évidente son impréparation à gouverner. Le temps de méditer sur l'art de manier les hommes, la fréquentation de personnes expérimentées lui ont, dit-on, manqué. Ses intentions, guidées par son adhésion aux idéaux des Lumières, sont sincères, mais elles ignorent la force des habitudes, le poids des préjugés. Ainsi, pour lutter contre les infanticides, Struensee crée à la Fondation pour la maternité un « tour d'abandon », soit un lieu (une boîte tournante) où les mères pouvaient laisser de manière anonyme leurs nouveau-nés pour qu'ils puissent être pris en charge par l'établissement. La mesure provoqua contre toute attente l'indignation.

Le très chic café Gabel, créé par le favori soucieux de doter la capitale danoise d'un club prestigieux pour hommes d'affaires comparable au Llyod londonien, est aussi jugé scandaleux. Les esprits malintentionnés ne voient dans l'établissement qu'une maison close. Tous les actes du ministre, reconnaît Reverdil, se retournaient contre lui.

On le répète à satiété : l'expérience fait défaut à Struensee. Sa connaissance du pays est superficielle, comme lui est étrangère la mentalité de sa population. Reverdil a établi le diagnostic : « Il aimait à contredire, à blâmer, à détruire. Ses moyens étaient toujours tranchants, et les voies de la conciliation lui étaient inconnues. Il comptait pour rien l'opinion publique, et les avis différents du sien pour moins que rien. »

Homme à théorie, Struensee nourrit de vastes projets mais ne se préoccupe jamais de savoir si ceux-ci s'adaptent aux circonstances et aux personnes. Ce mépris des formes est pour beaucoup de ses contemporains la marque du despotisme. Le mot est lâché. On blâme la « tyrannie » d'un favori qui s'attribue indûment l'autorité d'un souverain qui seul, croit-on, ferait mieux. Alors que Struensee est, lui, persuadé de n'avoir fait que mettre en forme des plans « tout arrêtés dans l'esprit du roi ». Double ambiguïté de l'opinion et du ministre.

Assommer le pays de réformes en un temps aussi court et heurter de front de larges fractions de la population, cela enhardit les opposants. La manifestation pacifique des matelots, le 10 septembre 1771, sous les murs du château de Hirschholm, résidence d'été de la famille royale au nord de Copenhague, est une manière d'avertissement que confirme le tumulte, à la veille de Noël suivant, quand les manifestants rassemblés devant le château de Frederiksborg protestent contre les réformes militaires. Struensee comme la reine, jusque-là indifférents à l'opinion, ressentent alors la peur face à une

foule que le favori doit apaiser. Il ne s'agit pourtant que d'une fermentation des esprits, d'une opposition encore sourde. Personne ne met en cause le roi. Seul le favori est la cible des mécontents.

D'ailleurs, les rumeurs vont bon train. Il en est d'insignifiantes, comme celle qui assure que Struensee a empêché Christian VII d'honorer la fête offerte aux ouvriers des chantiers navals. D'autres sont plus graves : on murmure que l'on maltraite le roi, dont l'état mental n'est plus un secret. Les récentes manifestations d'hostilité sont-elles spontanées ou organisées par les ennemis du favori ? Car c'est bien de la cour que vient le danger. La reine douairière Juliane, marâtre du roi, est à la manœuvre au bénéfice de son fils Frédéric, dit le « prince héréditaire ». Il n'est question que du dessein de Struensee, ce roturier sans expérience politique et scandaleux amant de Caroline Mathilde, de détrôner Christian VII, voire de s'en défaire, avant d'épouser la reine et de se déclarer protecteur du royaume. Qui en douterait lorsque le ministre renforce la sécurité du palais et confie sa garde à des régiments composés de mercenaires allemands ? Soigneusement entretenues, ces chimères sont destinées à préparer l'opinion à sa chute.

« Le grand coup de balai »

Pour ses ennemis, le moment est venu. Le 15 janvier 1772, au palais royal, l'heure est à la fête. Le favori et la reine participent, insouciant, à un bal masqué, tandis que la douairière Juliane se procure un mandat d'amener pour faire arrêter Struensee et ses compagnons. Transmis aux complices du coup d'État, les ordres doivent être exécutés, même s'il y manque la signature du roi. Pour faire face à toute éventualité, une compagnie de grenadiers se positionne autour de la résidence royale. La nuit suivante, la reine Juliane et son fils se rendent dans les appartements royaux pour s'assurer de la personne du roi. Les conjurés ont beau jeu de l'effrayer en le persuadant qu'une révolte a éclaté et que sa vie est en danger. Christian signe ce qu'on lui présente. On arrête ensuite Struensee, son ami Brandt et des proches, tous aussitôt emprisonnés dans la citadelle de Copenhague.

À son tour, la reine est arrêtée. Sans perdre courage, elle demande à voir l'ordre du roi. On le lui refuse. On prétendra même qu'un conjuré, le comte de Rantzau, naguère ami du favori, a osé porter la main sur elle. Caroline Mathilde est emmenée au château de Kronborg, à Elsenør. Dans la capitale, dès l'annonce de la chute du favori, on pavoise et on célèbre la « fête du grand coup de balai ». À Christian, on fait croire que l'opinion approuve les mesures prises. Le « prince héréditaire » prend la tête d'un nouveau gouvernement. La reine Juliane a gagné.

Dans leur prison, les interrogatoires du favori déchu et de la reine commencent. Au début, Struensee montre beaucoup de fermeté, persuadé que personne n'osera attenter à la personne de la reine et que plus il liera son sort

à celui de Caroline Mathilde, moins il pourra être attaqué. Faute de preuves, l'acte d'accusation abandonne le crime d'avoir voulu attenter à la vie du roi et le projet d'avoir voulu le contraindre à l'abdication. Reste le « commerce illicite avec la reine » et la « puissance » que le favori s'est arrogée. Sur l'adultère, le ministre avoue, probablement sous la torture. La reine, qui avait tout nié, cède à son tour à l'annonce des aveux de son amant, avant de se rétracter.

Pour condamner l'autorité sans bornes du favori, les juges rappellent la « Loi royale », sorte de Constitution qui avait accompagné l'instauration au Danemark de la monarchie absolue, en 1665. Un de ses articles interdisait au roi de partager son autorité, défendait à quiconque de la rechercher ou de l'accepter et condamnait à mort « quiconque inflige le déshonneur au roi ou à la reine ». L'argument de l'état mental du monarque, que ne prévoyait pas la « Loi royale », est utilisé par les juges suivant leur intérêt : ils admettent tacitement la démence quand elle dessert l'accusé, mais n'en tiennent aucun compte quand elle lui servirait d'excuse. Au terme du procès, durant lequel les accusés ont été défendus par un avocat de 28 ans sans expérience, on prononce la sentence de divorce entre Christian VII et la reine et l'on condamne à mort Struensee pour crime de lèse-majesté et pour avoir usurpé le pouvoir du roi. Brandt, accusé d'avoir maltraité Sa Majesté, est aussi condamné à mort.

Le lendemain du verdict, le 28 avril 1772, Brandt et Struensee, devant une foule muette, montent sur l'échafaud dressé à l'extérieur de la ville, sur « le pré communal de l'Est », un terrain réservé aux exercices militaires¹⁸. Supplice que la reine douairière pouvait voir, dit-on, depuis le château de Frederiksberg¹⁹. Banni, le frère du ministre, Carl August, se réfugie en Prusse, où il sert le monarque Frédéric II comme ministre des finances. Caroline Mathilde, déchue et répudiée, est libérée sur pression de l'Angleterre où règne son frère. Elle quitte sa prison d'Elseneur le 30 mai pour le château de Celle, ville du Hanovre, alors possession anglaise²⁰, où elle ne tarde pas à mourir de la scarlatine en 1775, âgée seulement de 23 ans. Christian VII reste prisonnier de sa nuit pendant encore trente-six ans, jusqu'à sa mort en 1808. Son fils Frédéric exerce la régence dès l'âge de 16 ans mais doit attendre encore un quart de siècle pour monter sur le trône sous le nom de Frédéric VI.

Avec la condamnation de Struensee, les conservateurs, si bien représentés jusque dans la famille royale, ont triomphé. La plupart des réformes engagées sont abrogées²¹ et l'on interdit désormais à un « étranger » d'accéder au pouvoir. La torture est rétablie, l'adultère de nouveau puni, la garde royale restaurée, les administrateurs de l'État et les serviteurs de la cour réembauchés. Mais ni les réformes administratives ni celles relatives aux hôpitaux et aux hospices ne sont abolies.

Si l'on écarte l'accusation de cynisme, le grand tort du favori aura été de vouloir réformer le Danemark trop vite, trop tôt et de manière autoritaire. Mais si la postérité a oublié le détail de ses réformes, en revanche elle se

souvient de son rôle apaisant auprès d'un souverain à l'esprit égaré, et de sa liaison avec une malheureuse reine mal mariée. Un destin aussi romanesque a suscité romans, dont celui du Suédois Per Olov Enquist²², et films, allemand comme *Pour l'amour d'une reine* (1957) avec Odile Versoix ou, plus récemment (2012), danois, connu en France sous le titre *Royal Affair*, couronné par deux Ours d'argent au Festival de Berlin. Dans la mémoire des hommes, le romantisme l'emporte toujours sur les aléas du pouvoir.

Chapitre XIV

Manuel Godoy

« Le roi, Godoy et moi formons la Trinité sur Terre. »

Marie-Louise, reine d'Espagne

« Je m'explique sa fortune, non pas comme homme d'État, mais comme parvenu. »

Prosper de Barante

Parmi les favoris des rois, l'Espagnol Manuel Godoy (1767-1851) est sans doute le plus haï. Il n'est personne parmi ses compatriotes qui n'ait blâmé l'homme et jugé néfaste son rôle au service de son pays. Hors des frontières, souverains, ministres et diplomates européens ont aussi été unanimes à dénoncer son arrivisme forcené, son appétit de richesses, sa vanité. À Madrid comme à Paris ou à Londres, critiques, dénigrement mais aussi médisances et calomnies encombrant les correspondances, les mémoires et les souvenirs de ses contemporains. Le favori du roi d'Espagne Charles IV (1788-1819) est internationalement détesté. Il le demeure encore largement aujourd'hui. Son ascension réalisée à la vitesse d'un météore et l'emprise qu'il exerça sur le souverain lui sont imputées à crime. Pourtant, alors que nombre de favoris ont achevé leur folle carrière sous la hache du bourreau, Godoy, le paria, est mort dans son lit. En exil à Paris, certes, mais de sa belle mort et octogénaire.

Jusqu'à la renonciation au trône de son roi et la mort de celui-ci, il a joui de sa faveur et de son amitié. Jamais la confiance du monarque ne lui manqua. Godoy le fait remarquer avec justesse en ses *Mémoires* : « Ni la prospérité ni le malheur n'affaiblirent cette noble amitié. Roi tout-puissant, il aimait son ministre ; détrôné, banni, il l'aimait encore plus. » L'exil du favori ne doit rien

à une quelconque disgrâce, mais tout à la chute de son maître, détrôné en 1808 par un Napoléon impatient de s'emparer du royaume de Charles Quint.

Seconde originalité : comme Struensee au Danemark, Godoy réussit à être en même temps l'amant de la reine Marie-Louise (1751-1819) et le favori du roi son époux, l'un et l'autre sévèrement jugés par leurs sujets et davantage encore par la postérité. Godoy, qui n'a jamais reconnu tenir sa place de son intimité avec la souveraine, ne cessa d'insister sur la double origine de sa faveur. Le roi, affirme-t-il à chaque occasion, « alla plus loin que son épouse dans son ardeur à multiplier les preuves de son affection ». Godoy s'est défendu d'être un gigolo, mais il ne mentait pas en prétendant être avant tout l'ami du roi.

Des années durant, l'homme affronta celui qui, maître de la France et nouveau Charlemagne, bouleversa l'Europe, renversa les trônes et distribua les sceptres. À croiser Napoléon I^{er}, son allié puis son adversaire, on comprend combien le destin du favori marqua la mémoire collective. Dans ses confidences à son entourage comme dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, l'empereur ne cessa de déverser son mépris sur un homme qu'il qualifiait d'ambitieux, d'intrigant, de lâche, d'égoïste, prêt à tout pour se maintenir au pouvoir. Un tel catalogue d'injures vaut aujourd'hui à la victime un certificat de renommée.

Il ne manquait plus que le génie de Goya, son portraitiste comme celui du couple royal, pour couronner la fâcheuse réputation d'un petit noble d'Estremadure brusquement comblé de faveurs par les maîtres de l'Espagne qui lui confièrent aveuglément les rênes de l'État.

Un petit noble de province

Quel avenir peut espérer un enfant de cette province reculée, loin de la mer et sans grande communication intérieure ? Un bout du monde d'où, à la suite des grandes découvertes, s'étaient arrachés les futurs *conquistadores* du Mexique et du Pérou, seul souvenir glorieux d'un pays déshérité. Godoy y est né, le 12 mai 1767, sous le règne de Charles III, à trois lieues de la frontière avec le Portugal, dans la petite ville fortifiée de Badajoz où, « excepté le pont, note un voyageur, on n'y voit rien de remarquable ».

Ni pauvre ni opulente, sa famille se prévalait d'une noblesse ancienne et jouissait d'une honnête fortune, suffisante pour permettre à don José, le père, d'élever convenablement ses six enfants. Des ennemis du futur ministre, aucun ne put mettre en doute sa noblesse. Nul besoin pour l'accabler de l'imaginer « sorti de la fange ». Suggère-t-on quelque imperfection dans l'arbre généalogique ? Godoy affirme posséder les preuves des huit degrés de noblesse ininterrompue nécessaires pour recevoir la croix de l'ordre de Santiago. À l'inverse, sûr de sa « bonne souche », il reste sourd aux généalogistes inventifs prompts à rattacher ses aïeux aux anciens rois

wisigoths, comme il moque les courtisans qui cherchaient au temps de sa gloire à se présenter comme ses lointains parents.

Faute de pouvoir contester sa noblesse, les ennemis de Godoy s'acharnèrent sur son prétendu défaut d'instruction. N'affirmait-on pas qu'il tarda à savoir lire et écrire ? On reconnaissait son physique avantageux pour mieux douter de ses qualités intellectuelles. D'un gigolo, on n'attend pas la possession d'un doctorat en droit romain. La réalité est autre. Godoy n'est ni le « grand joueur de flûte » ni le « moderne Orphée » à quoi on voulait le réduire. Gratter la guitare ne l'a pas aidé à faire carrière. La musique, d'ailleurs, lui est indifférente. En revanche, ses parents ont offert à leur progéniture un luxe étranger à la pauvreté : des maîtres particuliers dispensant leurs leçons à domicile. Jusqu'à la fin de sa vie, Godoy s'est rappelé leurs noms. Le futur ministre ne fréquenta pas les bancs des écoles publiques. Aussi fut-il plus familier des belles-lettres que de la scolastique, des mathématiques et des sciences naturelles que du latin d'Église. Son capital d'instruction fut modeste. Il n'était pas inexistant.

Comme il convenait alors aux bonnes familles, les fils de don José et de doña Antonio Justa Alvarez de Feria se partagèrent entre l'Église et l'armée. L'aîné, prénommé comme son père, fut destiné aux ordres. Il fut plus tard chanoine de Tolède. Luis voulut être soldat comme ses cadets Manuel et Diego¹. Point de villes de garnison pour les enfants du noble don José : Madrid devait être le théâtre de leur carrière naissante et le prestigieux régiment des gardes du corps le marchepied de leur ascension. Luis fut admis en premier, Manuel le rejoignit bientôt. Il avait 17 ans.

Comme les médisances font feu de tout bois, on prétendit que les deux frères menaient une vie misérable, relégués dans un galetas, ne vivant que de leur guitare et alternativement vêtus de la même chemise. Manuel réfute cette pauvreté, reconnaissant toutefois qu'il menait à l'hôtel des gardes du corps une vie austère, fréquentant peu les salles de théâtre, plus rarement encore les divertissements de la cour et ne se risquant pas au jeu. Voulut-il convaincre les lecteurs de ses *Mémoires* que, malgré sa jeunesse, sa conduite était irréprochable ? Comme ses fonctions l'y obligeaient, il suivait la famille royale dans ses déplacements rituels autour de Madrid, à Aranjuez, à La Granja de San Ildefonso, ce Versailles espagnol, et à l'Escorial, austère palais-monastère de Philippe II.

La diversité des terrains de chasse, jointe à la nécessité de fuir la chaleur étouffante de l'été madrilène, explique ce nomadisme. Sa vie durant, le vieux Charles III, quatrième Bourbon d'Espagne, cultiva la passion de chasser². L'âge – 70 ans en 1786 – ne semblait pas l'avoir émoussée, d'autant qu'il chassait souvent avec son fils, Charles, prince des Asturies (futur Charles IV), solide gaillard de 36 ans qui poursuivait quotidiennement le gibier pendant de longues heures.

Si l'exercice de certaines charges de cour, qui permettent pourtant d'approcher en permanence les monarques, ne conduit pas toujours à être

distingué par eux, il en autorise la possibilité. Le garde du corps Godoy ne tarda pas à se faire remarquer des princes.

Comment attira-t-il l'attention ? Lorsqu'il devint le principal ministre du roi, on en chercha la raison. Et de choisir, entre mille possibilités, la plus humiliante : l'habileté à gratter la guitare – toujours Orphée modernisé ! – parut à certains le sésame qui convenait à un homme sans autre talent³. D'autres ont imaginé une chute de cheval sous les yeux de l'épouse du prince des Asturies, Marie-Louise, qui, émue de son courage (douloureusement blessé, le cavalier remonta aussitôt en selle) et touchée par sa beauté, s'informa de son identité et se le fit présenter. Une chute comparable due à un cheval rétif ne fut-elle pas à l'origine de la fortune du futur comte de Somerset, favori de Jacques I^{er} d'Angleterre, au début du siècle précédent ?

Quoi qu'il en soit, le garde du corps fut admis dans le cercle de l'héritier du trône et de sa femme. Il ne manquait certes pas d'atouts. La haute stature, les yeux clairs, le teint frais de ce beau jeune homme attiraient le regard. Les bons usages de la société de cour ne lui étaient pas étrangers et des amis français l'avaient initié à la langue de Molière – dominante à la cour des Bourbons d'Espagne – et à l'italien. Il ne restait plus à cet homme accompli qu'à croiser une noble dame pour nouer une belle histoire d'amour dans la tradition des romans du temps. Le scandale vint du fait que cette dame fut Marie-Louise de Bourbon-Parme, princesse des Asturies, épouse de l'héritier du trône.

Née à Parme en 1751, où elle avait reçu de l'abbé de Condillac, plus philosophe que religieux, une éducation marquée par l'esprit des Lumières, Marie-Louise avait été fiancée à 13 ans à Charles, son cousin germain, de trois ans son aîné. Les deux jeunes gens se marièrent l'année suivante, en 1765. Princesse promise à régner, elle devint aussitôt la proie des portraitistes de la cour. Tous – Marino Salvador Maella, Laurent Pécheux et Raphaël Mengs (mais ne l'ont-ils pas trop flattée ?) – la montrent charmante, gracieuse, en un mot très féminine, fière de son port de tête, de sa gorge généreuse et de ses bras parfaits qu'elle aimait à découvrir. Avec déjà une énergie dans les traits et le regard qui se renforça avec les ans. À trop regarder les terribles portraits bossés plus tard par Goya, on oublie qu'elle fut une agréable jeune femme que ses grossesses rapprochées n'avaient pas encore alourdie⁴.

Son goût pour la danse, le théâtre, les fêtes et les sorties troublait quelque peu la cour austère de Charles III où elle s'ennuyait et dont elle formait le principal ornement⁵. Comme nombre de princesses de son temps, elle était éprise de mode et se fournissait à Paris auprès de Rose Bertin, la célèbre « ministre des modes » de la reine Marie-Antoinette. Aussi Marie-Louise était-elle habillée le plus souvent à la française. La musique avait ses préférences et les contemporains notaient qu'elle aimait à se retrouver dans petits cercles qu'elle animait de ses bavardages dont les sujets trop sévères étaient bannis.

Plus que la mode, davantage encore que la danse, Marie-Louise aimait par-dessus tout l'amour. Non l'amour éthéré, idéalisé, dans la tradition de l'amour courtois, mais l'amour physique. À cette nature ardente, le mari ne suffisait pas. De belle taille, déjà corpulent, le futur Charles IV ne manquait pourtant pas de majesté. Mais, doté d'un visage au teint coloré et encombré d'un nez long et tombant et d'un embonpoint naissant, il ne pouvait physiquement rivaliser avec les jeunes courtisans. Si le prince remplissait avec assiduité son devoir conjugal – les grossesses successives de sa femme en témoignent –, la chasse et le travail manuel le retenaient trop souvent éloigné de son épouse.

Bien vite, la cour s'alarma des « imprudences » de l'héritière de la Couronne, qui se jugeait délaissée. Aussi, par crainte du scandale, le roi Charles III veilla-t-il à chasser ceux qui semblaient partager les dernières faveurs de la princesse. Banni, le comte de Teba, héritier de la famille des Montijo ; éloigné, le beau cavalier Agustin de Lancaster, gentilhomme de haut lignage ; exilé, le vif et spirituel Juan Pignatelli, fils du comte de Fuentes, déjà amant de la duchesse d'Albe. Jusque-là Marie-Louise avait su choisir ses amants. La naissance, le mérite de ses partenaires ajoutaient du charme à leur beauté. Puis les besoins du plaisir lui firent remarquer de simples gardes du corps. Ortiz, guitariste à ses heures, Luis Godoy, frère aîné de Manuel, lui aussi talentueux musicien, succédèrent aux gentilshommes fréquentant la cour.

Le tourbillon de ses conquêtes ne pouvait rester secret. Marie-Louise était imprudente et ses amants trop vaniteux pour taire leur bonne fortune. Comme dans les comédies, le mari ignorait tout. Sa cécité devint la fable de Madrid et même de l'étranger. Influençable, soumis à sa femme, Charles ne voyait rien, ne se doutait de rien, jamais ne s'alarmait. Avec une naïveté confondante, il applaudissait même aux fréquentations de son épouse. « Sans lui, disait-il d'Ortiz, Marie-Louise est malheureuse ; il l'amuse beaucoup. » Charles, prince des Asturies puis roi, restait ainsi sourd aux sarcasmes. Aussi fut-il le seul à ignorer son déshonneur.

Dans les faveurs de la princesse, Manuel succéda à son frère. Nous en ignorons la date précise. L'élue ne s'en vante pas et ne fait aucune allusion à cette liaison dans ses *Mémoires*. Avec la mort de Charles III, le 14 décembre 1788, et l'avènement de Charles IV, sa fortune ne cessa de croître. La reine avait assisté à la première audience accordée par le nouveau souverain, soucieuse de montrer le rôle qu'elle entendait jouer dans les affaires du royaume. Sans tarder, elle assura la promotion de son nouvel amant, dont elle aimait la prestance et la tendresse. Godoy ne pouvait rester simple garde du corps : il fut nommé *exempt* avec l'équivalent du grade de colonel et fait chevalier de l'ordre de Santiago.

L'année 1791 fut celle de toutes les promotions : janvier le vit atteindre le rang de général de brigade, février celui de maréchal de camp, et en juillet il devenait lieutenant général et major. Avec la dignité de gentilhomme de la

chambre octroyée en mars, il accédait à une fonction de cour et fut fait grand croix de l'ordre de Charles III, la plus haute distinction militaire qui récompensait les personnes ayant servi la couronne d'Espagne. Six mois avaient suffi à lui octroyer ce que toute une carrière demandait à d'autres.

Nul ne pouvait l'ignorer : Manuel Godoy était le favori de Leurs Majestés. La berline ornée du chiffre de la reine surmonté d'une couronne royale qui lui fut offerte en octobre indiquait que sa faveur tenait surtout à Marie-Louise. « Les grands sont furieux, écrivait le ministre de Prusse, mais ils sont aux pieds de Godoy. »

Depuis la chute d'Olivares en 1643, la couronne espagnole n'avait plus connu de favori. Au XVIII^e siècle, de grands ministres avaient servi les premiers rois Bourbons, mais aucun n'avait pu se prévaloir de la confiance absolue et de l'affection de ces monarques. Aucun n'avait accumulé sur sa tête en un temps record titres, pouvoir et richesses. Aucun n'avait dominé seul le Conseil du roi. Charles III, monarque réformateur et jaloux de son autorité, avait une trop haute idée de son métier de roi pour traiter ses ministres autrement que comme des « commis ». Quant à ses deux prédécesseurs, Philippe V et Ferdinand VI, ils avaient préféré accorder leur confiance à leurs royales épouses qui les dominaient plutôt qu'aux ministres de qualité dont ils s'entourèrent.

Avec l'avènement de Charles IV, la monarchie espagnole semble renouer avec le *valido* des temps anciens⁶. La faiblesse du souverain régnant comme l'agitation des temps l'expliquent. L'habileté de l'intéressé a fait le reste. On l'oublie trop : la promotion de Godoy dans les hauts grades de l'armée comme les cadeaux reçus de la reine ne garantissaient pas une faveur durable. L'amant de Marie-Louise pouvait n'être qu'une passade et retomber dans l'anonymat. Sauf à s'imposer par ses qualités à la tête de l'État.

Le favori en majesté

À en croire les rumeurs, une querelle opposant le roi à la reine valut à Manuel Godoy l'attribution du titre de duc. Un jour où le comte de Floridablanca, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, accompagnait Charles IV à la chasse, le ministre profita de leur tête-à-tête pour mettre en garde le souverain contre le mauvais effet produit dans l'opinion par la générosité de la reine envers le jeune homme. Celui-ci ne dépensait-il pas sans compter ? Contre un train de vie au faste insolent, le peuple murmurait et le carrosse tiré par six chevaux, cadeau de Marie-Louise, n'était pas fait pour l'apaiser. Le roi eut l'imprudence de rapporter la conversation à son épouse. Celle-ci piqua une crise de nerfs, sanglota, alterna cris et plaintes, menaça de retourner en Italie. En un mot, se dit victime de la malveillance d'un vieux ministre jaloux alors que, épouse soucieuse de ses devoirs, elle portait son treizième enfant. Pour la calmer et la consoler, le roi disgracia le conseiller

maladroit et accorda à Godoy, en juillet 1792, le titre ducal.

Malgré la vraisemblance de l'anecdote, il n'est pas sûr que cette faveur soit la simple contrepartie d'un caprice de la reine d'Espagne. En revanche, il est certain que cette distinction s'accompagna d'une pluie de nouveaux titres prestigieux. Ceux de duc d'Alcudia – avec la dotation en terres qui lui était attachée – et de Grand d'Espagne de première classe, échelon le plus élevé de la noblesse espagnole, plaçaient le jeune hidalgo d'Estremadure au-dessus de ses rivaux. Mais même accompagnée par l'octroi de la Toison d'or, cette promotion au sommet de l'élite nobiliaire n'était pas suffisante pour faire de Godoy un véritable favori. Le 15 novembre 1792, le tout nouveau duc, fort de sa grandesse et déjà conseiller d'État, fut nommé principal secrétaire d'État, fonction que l'heureux promu assimile en ses Mémoires à celle de « premier ministre ». Il avait 25 ans.

Certes, Marie-Louise comblait ainsi son amant, mais la passion amoureuse n'explique pas tout. Godoy apparaissait à la reine comme la promesse de l'indispensable renouveau du personnel politique. Les ministres qui avaient illustré le règne précédent et qui étaient toujours en fonction dépassaient en âge la soixantaine⁷. Sauraient-ils répondre au défi lancé par le voisin français soucieux d'affranchir les peuples d'Europe de leurs « tyrans » ?

Si, jusqu'en 1791, le gouvernement espagnol était resté presque indifférent au déclenchement de la Révolution française, il redoutait désormais de voir la propagande jacobine franchir les Pyrénées. Aussi tenta-t-il de se barricader contre la contagion. Marie-Louise exigeait mieux que l'attentisme en vigueur. Les ministres âgés, trop prudents, irrésolus, velléitaires, devaient céder la place. Elle ne les supportait plus. Un sang neuf s'imposait. Son jeune amant semblait posséder les qualités attendues.

Charles IV partageait avec sa femme la crainte de voir l'incendie de Paris gagner la Péninsule. Le surnom que lui donnaient les révolutionnaires des bords de Seine – « Le Capet espagnol » – n'augurait rien de bon. Comme Marie-Louise, il espérait trouver en Godoy un ministre fidèle. Attaché à sa tranquillité et occupé à des plaisirs simples plus qu'à la conduite des affaires publiques, il souhaitait se reposer sur un homme de confiance qui soit son propre ouvrage, dévoué, attentif au service de l'État ; un sujet dont l'intérêt particulier s'identifiât avec celui de ses maîtres. Malgré sa jeunesse, Godoy était cet homme. Sans rival depuis la disgrâce de Floridablanca en février 1792 et le retrait partiel du comte d'Aranda, resté doyen du Conseil, mais déchargé du secrétariat d'État à son profit.

À la différence de ses prédécesseurs, Godoy n'est pas seulement le premier des ministres. Sa liaison avec la reine et l'amitié du roi l'autorisent à vivre désormais dans l'intimité des souverains. Aussi Charles IV se décharge-t-il sur son « cher Manuel » de ses tâches gouvernementales, de l'étude des dossiers comme des décisions à prendre, se contentant de signer ce qu'il lui présente. « *Yo, el Re* » (« Moi, le Roi ») qu'il trace au bas des papiers officiels

est le seul effort qu'il consente. L'indifférence du Bourbon pour les affaires de l'État, son goût pour une vie paisible transpirent dans la confiance qu'il fit à son frère Ferdinand IV de Naples, tout aussi insoucieux de ses devoirs : « Ah ! la belle chose que d'avoir une femme qui me laisse faire ce que je veux, et un ministre qui ne me laisse rien faire. »

Semblable déclaration ne révèle pas seulement un « roi fainéant ». Elle traduit une curieuse conception de l'« autorité » royale. Vers la fin de son règne, au plus fort des épreuves, le monarque confia à Napoléon I^{er} – son exact opposé en tout – sa nostalgie de cette époque dorée où il se déchargeait de toutes ses tâches sur son premier ministre. « Tous les jours, j'allais chasser jusqu'à une heure et j'y revenais aussitôt après le déjeuner, jusqu'au crépuscule. Le soir, Manuel me disait si les affaires allaient bien ou mal et j'allais me coucher. » Charles règne sur son royaume comme un gentilhomme possède une propriété, et se déleste de ses responsabilités comme un propriétaire abandonne à son intendant le souci de la bonne marche de son domaine. Manuel Godoy fut cet intendant chargé d'éviter au successeur de Charles Quint et de Philippe II la peine de gouverner.

Le favori au travail

« Le jeune duc d'Alcudia, notait un diplomate français en poste à Madrid, est bien intentionné ; mais il est ivre de son pouvoir sans limites. On peut dire qu'il joue avec la Couronne que la passion a mise entre ses mains. » Dès son entrée en scène, Godoy suscite l'hostilité. Une famille sans passé ni fortune, une jeunesse sans expérience des affaires de l'État, un être à la morale douteuse coupable de capter la confiance royale : le récent premier secrétaire d'État fait l'unanimité contre lui. Donne-t-il audience ? On assure que son antichambre est peuplée de « dames, respectables par leur naissance et leur situation, qui ne se servaient pas moins de leurs charmes pour capter la bonne grâce du tout-puissant ministre et qui négociaient leur vertu contre sa bienveillance ; parfois même, on y voyait des mères venues pour vendre leurs filles, et des maris leurs épouses » . L'ambassadeur de France confirme que « les solliciteuses sortaient de là animées, chiffonnées et réparant, aux regards de tous les assistants, le désordre de leur toilette sous les yeux de tout le monde [...] . Les bureaux s'accommodaient du superflu du prince » .

Oublierait-on que le ministre travaille ? À l'indolence sensuelle rapportée par des amateurs de ragots, l'envoyé prussien en poste à Madrid oppose l'emploi du temps chargé de Godoy. Il se lève tôt et, pour combattre un embonpoint naissant, se donne de l'exercice au manège jusqu'à onze heures. En son palais, solliciteurs, donneurs d'avis, pétitionnaires se pressent pour lui parler d'affaires. La toilette suit, en musique. À une heure, le ministre va au palais royal pour assister, en sa qualité de gentilhomme de la chambre, au dîner (notre déjeuner) de la reine. Dans son appartement, il dîne seul. La

souveraine le rejoint par un escalier dérobé. « C'est dans ces entrevues secrètes, croit savoir notre témoin, que la reine et Godoy décident ce qu'ils proposeront au roi. » Vers sept heures, le ministre va travailler avec le souverain, une heure durant. Puis viennent les audiences qui l'occupent au moins deux heures « et ce n'est que de dix heures à minuit qu'il peut travailler avec ses commis ».

L'homme est jeune, vigoureux, éclatant de santé, soucieux de fortifier son pouvoir auprès de la reine et de gouverner sans importuner un roi qui fuit ses obligations. À lui d'accueillir les ambassadeurs, de diriger ses collaborateurs, de recevoir les ministres, de siéger au Conseil. Quand ils sont bien disposés, les diplomates étrangers lui reconnaissent « un esprit sain », « parfaitement clair et juste » et une « grande ponctualité dans l'expédition des affaires courantes ». Godoy n'est pas un de ces amants royaux éphémères faisant de la frivolité l'essence de leur vie. Il gouverne, remporte des succès, essuie des échecs, conscient d'occuper une place toujours menacée.

Travailleur et héritier des Lumières – du moins se donne-t-il pour tel –, il s'efforce de moderniser le royaume. Ses déconvenues militaires ont laissé dans l'ombre son œuvre intérieure. Jugée inférieure à celle des ministres de Charles III, elle n'est pourtant pas mince. L'équipement du pays, son développement économique et l'amélioration des services administratifs le disputent à d'heureuses initiatives en matière de culture et d'éducation. Le courage ne manque pas au ministre lorsqu'il réduit les antiques privilèges de la *Mesta*, cette toute-puissante association des possesseurs de troupeaux transhumants. Comme il n'hésite pas davantage à affronter la puissante Église espagnole et la redoutable Inquisition lorsqu'il prescrit la vente de la plupart des biens fonciers appartenant à des institutions religieuses⁹.

Godoy est assez habile pour transformer des échecs en succès. Sauver son cousin Louis XVI est la principale mission que lui confie Charles IV en le nommant secrétaire d'État. Bien qu'une intervention militaire soit exclue, l'Espagne pourrait tenter d'obtenir la libération du roi de France, auquel elle donnerait asile contre la reconnaissance de la République française. Ou plaider, auprès des Conventionnels, y compris par la corruption, l'appel au peuple à l'issue du procès du roi pour le sauver de la guillotine. Paris ayant tout refusé, Godoy échoue. De même en mars 1793, au lendemain de l'exécution du roi de France et des premières conquêtes militaires de la Convention, il ne peut empêcher la guerre avec la toute nouvelle république. Pour la conduire, le roi le nomme capitaine général, soit l'équivalent de maréchal de France. Une solde élevée, un état-major peuplé de ses parents et de ses fidèles témoignent de la confiance absolue de Charles IV. Toutefois le favori ne peut s'opposer à l'invasion du territoire par ces diables de Français sans roi ni Dieu. Il faut traiter, sous peine de disparaître.

La paix est signée à Bâle le 22 juillet 1795. Madrid doit céder à la France la partie orientale de Saint-Domingue, mais l'Espagne conserve son intégrité territoriale. Si Godoy a plutôt bien manœuvré, c'est loin d'être un

triomphe. Pourtant le favori présente le traité comme tel¹⁰. Pour l'opinion, il est un héros et Charles IV lui décerne le titre ronflant de *prince de la Paix* sous lequel les contemporains le nomment désormais avant que l'Histoire n'en use et abuse à son tour. Jusque-là, l'héritier du trône d'Espagne était le seul à porter le titre de prince¹¹. Il doit désormais le partager avec celui que les pamphlets n'appellent plus, en raison de la spécialité de sa région de naissance, que le « marchand de saucissons ». Sensible aux honneurs, Godoy est davantage encore attentif à accroître sa fortune. L'artisan du traité de Bâle reçoit ainsi une propriété de la Couronne dans la province de Grenade, dont le capital et le revenu font de lui un des seigneurs les plus riches du pays.

Avec l'appui du roi, Godoy entend consolider la paix par une alliance avec la France. Séduits par les idées des Lumières parisiennes, les intellectuels madrilènes applaudissent, alors que le clergé renâcle à voir la monarchie catholique s'allier à une république impie. L'alliance, offensive et défensive, est conclue à Saint-Ildefonso en août 1796. Elle repose sur une équivoque. L'Espagne croit trouver en son nouvel allié une garantie contre les ambitions anglaises, alors que la France cherche surtout à compléter sa marine défaillante avec des navires espagnols.

Une nouvelle fois, Godoy s'illusionne. Le traité fait en réalité de son pays l'auxiliaire de la France, qui l'oblige à entrer en guerre contre l'Angleterre. Une partie de l'opinion éclairée juge même l'alliance humiliante pour Madrid. « Les Espagnols, écrit Marie-Caroline, reine de Naples, belle-sœur de Charles IV, sont totalement soumis aux Français dont ils sont devenus les esclaves. » Avec la défaite de la marine espagnole devant la flotte anglaise au large du cap Saint-Vincent, en février suivant, l'échec est palpable, l'humiliation tangible. Le mécontentement grandit et s'étend. La noblesse supportait déjà mal le parvenu, elle déteste le vaincu. Le Saint Office s'apprête à ouvrir une enquête contre celui qu'il dénonce comme un impie et un débauché. Le peuple murmure. D'autres souverains auraient sacrifié le ministre pour apaiser le mécontentement et tâcher de renouer avec le prestige de la Couronne, mais pas Charles IV ni la reine. Godoy semble non seulement à l'abri d'un renvoi, mais conserve en outre l'entière confiance et l'amitié des souverains.

L'indispensable prince de la Paix

Ses amours avec Marie-Louise sont certes orageuses. Des scènes violentes les interrompent parfois. On parle à l'occasion de rupture. L'homme, qui n'a pas 30 ans, est volage, et la reine d'une jalousie volcanique. Les contemporains, indulgents envers le jeune homme aimable, toujours de bonne humeur et souvent drôle, ne passent plus rien au favori en titre dont le maintien au pouvoir affaiblit le royaume et discrédite la Couronne. Son portrait moral s'assombrit – il est reconnu « vain », hautain, vindicatif,

arrogant, orgueilleux, « extrêmement menteur ». Godoy garde tout de même ses « avantages extérieurs », sinon un embonpoint qui lui donne, dit-on, un « air de cocher ».

De la reine, les observateurs ne cessent de noircir à plaisir le portrait. Elle est dite coquette, nourrissant des prétentions « qu'on pardonnerait à peine à une femme jeune et jolie ». Ses robes « en gaze, en linon ou en mousseline », trop transparentes, conviendraient mieux à « une brune piquante de 20 ans ». De cette femme qui ne pouvait se résoudre à vieillir, Mme Junot, la piquante duchesse d'Abrantès, assure qu'elle était « de bonne mine », voire « encore belle », mais s'empresse de noter qu'elle « commençait à être grasse, et son menton se doublait comme celui de Catherine II, ce qui donnait à sa figure une apparence de matrone ». Exhibant une gorge « très découverte ainsi que les épaules », la reine d'Espagne, édentée, évitait de sourire. Goya, portraitiste de la souveraine comme de sa famille¹², ne l'a ni embellie ni caricaturée. Marie-Louise vieillit prématurément – ses nombreuses grossesses n'y sont pas étrangères –, ce qui souligne davantage encore les seize années qui la séparent de son amant.

L'originalité de la situation du favori ne réside ni dans la durée de sa liaison ni dans son écart d'âge avec la reine, mais dans l'affection que lui porte le mari de sa maîtresse. Charles IV, qui considère Godoy comme son meilleur, voire son unique ami, nourrit pour lui une affection quasi paternelle. Il admire son aisance, son air martial, son physique avantageux. On doute fort que le monarque ignore son infortune. Mais, ingénu, il en attribue les allusions à la malveillance. Les témoins sont unanimes : « C'est une fleur d'antique probité castillane, dit de lui Lucien Bonaparte : religieux, généreux, confiant, trop confiant car il juge les autres d'après lui-même » ; de mœurs régulières, remarque Alquier, ambassadeur de France, et « s'interdisant par pitié de mal penser d'autrui [...], il en est à ce point de pureté qu'il ne croit pas à l'adultère, et surtout pour les princesses », disant à qui veut l'entendre que son frère le roi de Naples est « un sot qui se laisse mener par sa femme ». À moins que cette ignorance soit volontaire, car il juge apaisante l'influence que Godoy exerce sur son épouse. L'homme, on le sait, aime sa tranquillité. La chasse, le travail manuel et le violon le comblent. Toute agitation dans son couple perturberait ses plaisirs simples. L'ignorance des frasques de sa femme lui convient. Elle lui garantit la paix.

Dupe ou complaisant, Charles IV ne peut en tout cas se passer de Manuel. Il le proclame et le montre à chaque occasion. Ses démonstrations d'amitié font la joie de ses hôtes, prompts à moquer sa naïveté. Le favori offre-t-il à la reine un splendide solitaire ? Aux courtisans qui s'en étonnent, le roi répond : « C'est un cadeau du prince de la Paix. Ma femme l'aime beaucoup. » La journée de Sa Majesté offre mille occasions pour croiser l'indispensable Godoy. Chaque matin, il se rend dans les appartements du favori « tandis que celui-ci fait sa toilette et va jusqu'à l'aider à s'habiller. Ensuite, ils vont ensemble se promener dans les jardins ». Le roi, pourtant si

soucieux d'une étiquette qu'il veut immuable, esclave du protocole sa vie durant, fait lui-même, au profit de son ami, des entorses aux usages de la cour. Ne l'a-t-il pas autorisé à faire porter à ses gens la livrée des Bourbons et garder son palais par les carabiniers royaux ?

Tout se passe comme si Godoy faisait partie de la famille royale : c'est chose acquise lorsque, à la demande de Marie-Louise, il épouse en septembre 1797 Marie-Thérèse, comtesse de Chinchon, jeune fille sans grande beauté, timide et effacée, mais fille de don Luis, frère de Charles IV, et donc nièce du roi. Ce mariage, note un observateur, est « la plus puissante forteresse contre ses nombreux ennemis ». En est-on si sûr ?

Un pouvoir toujours menacé

Courtisans jaloux et ministres rivaux ne peuvent rester inertes face à une aussi insolente réussite. Pour tâcher d'atteindre le favori, ses ennemis rivalisent d'imagination. Sans doute pourraient-ils exploiter le mécontentement du peuple en temps de disette et de hausse des prix. À moins qu'une intrigue de cour poussant un séduisant officier dans le lit de la reine renvoie plus sûrement le prince de la Paix dans son Estremadure natale. Mais Manuel veille et le rival choisi, un Sicilien nommé Alexandre Malaspina, est réexpédié en Italie, tandis que Godoy reçoit somptueusement les souverains dans sa maison de famille à Badajoz. La vie immorale du favori, qui indigne le clergé, ne mériterait-elle pas aussi d'être examinée par le Saint-Office ? Une instruction est sur le point d'être ouverte. Là encore la vigilance de Godoy vaut à ses inspireurs un exil qui enterre la procédure.

Plus inquiétant est le procès en inexpérience que le ministre-comte d'Aranda instruit contre lui devant le roi. Ce ne sont plus des insinuations contre la richesse trop rapidement acquise par Godoy ni une intrigue de « basse-cour » mais une attaque en règle menée par un vieux serviteur fort de plus de trente années au service de l'État. Mais Manuel ne rougit pas de son jeune âge. « Il est vrai, se défend-il devant le roi, que je n'ai que 26 ans, mais je travaille quatorze heures par jour, ce que personne n'a jamais fait. Je dors quatre heures et en dehors du temps de repas, je ne cesse de m'occuper de tout ce qui se présente. » Face à Charles IV, Godoy prêche un convaincu. « C'est assez pour aujourd'hui », tranche Sa Majesté, qui ordonne à Aranda de se retirer avant de l'exiler. Godoy est à son zénith.

Son plus solide soutien – la reine – peut toutefois se révéler un maillon faible. Avec Marie-Louise, les scènes orageuses, on le sait, ne manquent pas. Les infidélités répétées de Manuel la blessent, suscitent sa colère. Que l'appui de la reine se relâche, et Godoy n'est plus rien. Elle a supporté le libertinage de son amant, mais elle ne peut accepter de se voir supplantée par celle à laquelle l'ingrat Godoy semble le plus attaché : Pepita Tudo¹³, une roturière, fille de peu, de près de trente ans la cadette de la reine !

Isolés, les motifs de disgrâce sont impuissants ; réunis, ils atteignent leur but. Le clergé, qui s'estime spolié par la mise en vente d'une partie de ses biens, blâme le favori ; la noblesse déteste sa morgue de parvenu ; le peuple, qui ne l'appelle plus que « le charcutier » (*choricero*), ne répugnerait pas à l'éliminer. Le mécontentement est si général que Godoy se voit contraint d'offrir sa démission. La reine l'accepte, le roi – malgré lui – s'y résout. Le 28 mars 1798, le prince de la Paix abandonne ses fonctions de premier ministre et de major des gardes du corps, gardant toutefois ses autres dignités, salaires et émoluments. Il n'est pas condamné à l'exil : il se retire dans sa propriété près de Grenade mais conserve ses entrées à la cour et l'affection des souverains.

Privé du favori « qui ne [lui] laissait rien faire », Charles IV ne cache pas sa peine à se séparer d'un ministre qu'il continue de louer. « Je suis très satisfait du zèle, de l'amour et du succès avec lesquels vous avez expédié toutes les affaires dont vous aviez la charge, lui écrit-il. Je vous serai ma vie durant extrêmement reconnaissant, et en toute occasion, je vous donnerai des preuves sans équivoque de ma gratitude pour vos services exceptionnels. »

L'éloignement de Godoy semble au contraire convenir à une Marie-Louise aigrie, qui s' imagine devenir ainsi la seule tête politique du royaume. Elle semble d'ailleurs y parvenir. « On devine en voyant cette princesse, observe le Français Alquier, qui ne l'aime guère, qu'elle veut avoir l'autorité et qu'elle la possède tout entière. » « C'est elle qui règne », ajoute-t-il, avant de lui dénier toute qualité pour exercer le pouvoir. Marie-Louise assiste régulièrement au Conseil des ministres et chacun sait à la cour qu'on ne peut entretenir le roi d'une affaire sans en avoir averti sa femme au préalable : « Elle ne le pardonnerait pas ! » Le règne du favori est-il définitivement clos ?

Retour en grâce

Ce serait ignorer l'attirance physique qu'il continue à exercer sur la reine et méconnaître son ardeur à reconquérir le pouvoir. Charles IV, qui n'a cessé de regretter son départ, l'y encourage. Ses lettres à Godoy disent assez la permanence de son affection. Ici, le roi lui est reconnaissant pour son « honnêteté, [son] désintéressement, [sa] noblesse et [son] amour pour nous ». Là, il regrette de ne l'avoir pas croisé quand celui-ci s'est rendu au palais : « Car tu sais à quel point je t'estime. Tu me laisses entendre que tu crains de nous importuner alors qu'au contraire nous ne sommes jamais aussi heureux que lorsque tu es avec nous. Tu sais bien l'affection naturelle que j'ai pour toi. Aussi suis-je décidé à ne pas sortir cet après-midi avant de t'avoir vu et d'y avoir trouvé du réconfort. Je suis et je serai toujours ton fidèle ami. »

Quelques habiles lettres à la reine, empreintes d'humilité et jouant sur la nostalgie des jours heureux, achèveront de reconquérir Marie-Louise. Godoy parle en sujet obéissant, rappelle combien il a donné « de moments de plaisir à

Votre Majesté », sollicité : « Que Votre Majesté m'éprouve. Qu'elle me confie des missions dangereuses où ma seule personne soit exposée. » Par ses missives soumises, il dessine bien la silhouette du favori : un être partageant l'intimité du monarque, objet de sa faveur privée, bénéficiant de sa confiance, et, par ses responsabilités gouvernementales, apte à préserver son maître des critiques ou des oppositions.

Ainsi Godoy reprend-il progressivement le chemin de la cour, sans titre ministériel mais prodigue d'avis, de conseils, de recommandations destinés aux souverains, ses « vrais parents ». L'année 1800 marque sa réconciliation avec la reine. L'éloignement de son dernier amant en date, un garde du corps nommé Mallo, laisse à nouveau la voie libre pour le prince de la Paix. Un succès militaire achèverait d'asseoir son autorité retrouvée.

L'occasion se présente lorsque, en France, le Directoire – qui l'avait malmené et avait demandé son renvoi – fait place au Consulat. Le nouveau régime politique né à Paris du 18 brumaire est accueilli avec soulagement à Madrid. La Révolution française semble achevée : « Les temps des délires républicains sont passés », assure Bonaparte à Charles IV. Le nouvel homme fort exige toutefois l'entrée en guerre de l'Espagne contre le Portugal, trop lié à l'Angleterre. Le roi, pourtant admiratif du restaurateur du culte catholique en France, en décembre 1799¹⁴, répugne à entreprendre une guerre contre le pays où régne sa fille aînée, l'infante Charlotte, épouse du régent dom João. Godoy réussit néanmoins à vaincre ses réticences. Marie-Louise est à son tour convaincue quand Bonaparte promet la création en Italie d'un royaume d'Étrurie au profit de son autre fille, prénommée comme sa mère, épouse de Louis de Bourbon-Parme.

La guerre, dite des Oranges¹⁵, contre le petit royaume lusitanien s'ouvre en février 1801. Elle dure à peine quatre mois. Godoy, qui reçoit le commandement en chef, remporte des succès militaires faciles et s'empresse de signer la paix¹⁶, prompt à se contenter des vagues promesses de Lisbonne de fermer ses ports aux navires anglais. Bonaparte, furieux de cette « demi-victoire », en garda rancune au favori. À la proposition faite par son ambassadeur à Madrid de lui envoyer son portrait, Napoléon répondit : « Je n'envverrai jamais mon portrait [...] Je puis m'en servir [de Godoy], mais je ne lui dois que du mépris. »

De cette brève campagne, Godoy tire le maximum de satisfactions. Il y gagne un regain d'affection de la reine, inquiète de sa présence au feu. « Ne t'expose pas trop, lui écrit-elle. Ne te fatigue pas. N'emmène pas en campagne ce cheval ombrageux que tu as. Prends-en un qui soit calme. Ah ! Manuel, quelle bataille j'imagine... Je crois déjà te voir avec le lion portugais à tes pieds, acceptant toutes les conditions que tu daigneras lui imposer ! Couvre-toi d'une gloire qui sera fameuse chez nos enfants et arrière-neveux ! » De quoi s'estimer digne des plus grands capitaines de l'Histoire ! Le favori n'en doute pas lorsqu'il commande à Francisco Goya son grand portrait où, mollement étendu devant les drapeaux pris à l'ennemi, le

vainqueur se repose après la bataille¹⁷.

Déjà capitaine général de l'armée, Grand d'Espagne et prince de la Paix, Manuel reçoit le titre jusque-là inconnu dans le royaume de *généralissime*, dont l'historien espagnol Emilio La Parra Lopez a souligné l'importance. Contrairement à ce que le mot suggère, le titulaire ne détient pas seulement un pouvoir militaire, mais exerce la plus haute autorité sur *toutes* les affaires de la Couronne. Alors que le travail des ministres était encombré de tâches techniques ingrates et peu valorisantes, le généralissime en était dispensé. Godoy ne faisait plus partie du gouvernement, il le supervisait. Aux ministres, considérés comme des collaborateurs, le détail de l'administration ; au généralissime la grande politique, comme une sorte de vice-roi. Certes, dans le système monarchique, son autorité passait après celle du souverain, mais ses décisions étaient de fait – rappelait le décret de sa nomination – « *como si el rey las diese* » (« comme si c'était le roi qui les disait »). Cette large délégation du pouvoir royal – là encore sans précédent – confirme la plénitude de l'autorité du favori.

Pareille promotion répondait à l'appétit démesuré de Godoy pour le pouvoir. Elle paraissait confirmer l'ambition forcenée d'un homme jamais rassasié d'honneurs et de distinctions. Pourtant, elle ne traduisait pas seulement le désintérêt du roi pour l'exercice de l'autorité suprême et sa pleine confiance placée en son cher Manuel. La création de la fonction de généralissime devait renforcer, voire régénérer la monarchie espagnole, à l'intérieur comme au plan international. Les graves difficultés économiques du royaume, soumis à un effort de guerre presque permanent, l'exigeaient. Rassembler entre les mains de Godoy les pouvoirs suprêmes militaires et civils, c'était parier sur la capacité de modernisation de l'Espagne pour en préserver l'existence. C'était aussi caresser l'espoir de la voir tenir son rang pour sauvegarder son intégrité territoriale. Cette prise de conscience avait un modèle : celui de la Constitution française de l'an VIII, qui avait mis en place le Consulat et renforcé considérablement le pouvoir exécutif. Madrid singeait Bonaparte dans l'espoir de mieux lui résister.

Charles IV avait souhaité que le généralissime soit à l'Espagne ce que le Premier consul était à la France et qu'il puisse détenir une autorité quasi illimitée, exercer le commandement suprême de l'armée, s'affranchir des affaires courantes et court-circuiter les interminables délibérations des conseils de gouvernement. Godoy avait le droit de donner au roi son opinion sans aucun intermédiaire « en ce qui concerne les affaires militaires ou en toute autre affaire de la monarchie¹⁸ ». Le généralissime devenait le pivot et le pilier de la Couronne d'Espagne. Sauf que Godoy n'était pas Napoléon Bonaparte. Enivré par son nouveau statut, il se crut son égal, alors qu'il allait devenir son obligé puis sa victime.

Le rêve portugais

Bouffi de vanité, le prince de la Paix n'était toutefois ni aveugle ni inconscient, et son impopularité l'inquiétait. De son œuvre réformatrice – en matière d'éducation, d'équipement du pays ou d'assistance aux pauvres –, il ne tirait aucun profit. L'opinion ne retenait que sa fortune mal acquise, sa corruption¹⁹, son comportement de parvenu, les titres que la reine continuait de lui prodiguer : duc de Sueca, baron de Moscalbo..., la nouvelle et prestigieuse fonction d'« amiral général d'Espagne et des Indes », grade qui lui conférait le titre d'*altesse sérénissime*, d'ordinaire réservé aux infants d'Espagne. Il ne lui manquait que la couronne.

Cette gloire, que beaucoup jugeaient usurpée, avait un prix. Il se lisait dans les pamphlets qui colportaient rumeurs et accusations les plus insensées. Godoy, y lisait-on, cachait des tonnes d'or dans son jardin, chez sa maîtresse Pepita Tudo, chez sa mère, dans les banques étrangères. Homme sans moralité, il entretenait un harem et procurait des amants à la reine. La mort de la princesse des Asturies, à l'âge de 23 ans, lui était imputée. Sur sa lancée, ne songeait-il pas à empoisonner le prince héritier, le roi, la reine et usurper le trône ?

En réalité, Godoy tremblait à l'idée de voir mourir Charles IV. Si le roi était sobre sur la boisson, son légendaire appétit digne des Bourbons impressionnait les témoins. Il mange « à vous effrayer », notait l'un d'eux, mais jamais de légumes juste bons pour les animaux. À tout instant, Sa Majesté risquait l'apoplexie. Quelques alertes rendaient probable une disparition précoce. Charles mort, Ferdinand, prince des Asturies, monterait sur le trône. Or, Godoy ne pouvait trouver ennemi plus résolu. Bigot, immature et frustré d'amour maternel, le prince haïssait le favori. Les efforts de ses parents n'y changeaient rien. « Ce soir, écrivait Marie-Louise à Manuel, Charles et moi avons parlé à Ferdinand et nous lui avons dit qu'il devait toujours t'estimer et t'aimer ; le roi a ajouté que tu le méritais bien. Mais hélas ! Je souffre de voir qu'il n'est pas comme son père ni comme moi. »

Ferdinand méprisait la faiblesse de son père et jalousait l'affection de la reine pour son amant. Longtemps il avait dû dissimuler son hostilité. Désormais, il rassemblait sous son nom tous les opposants à Godoy. Une coterie fernandiste était née, excédée par la prépotence du favori. Dans une lettre adressée au roi, Napoléon n'hésitait pas à condamner « l'espèce de détronement où le prince de la Paix se plaît à représenter Votre Majesté auprès de tous les gouvernements. Il est le véritable roi d'Espagne ».

En cas de mort du roi, Godoy ne serait plus rien. Pire, sa vie serait menacée. Tant de haine recuite, de frustrations, de jalousies l'enverraient aussitôt devant un peloton d'exécution. Aussi lui fallait-il ménager l'avenir. Un royaume serait son salut. Le Portugal, dont il avait déjà triomphé dans la guerre des Oranges, ou seulement une fraction de celui-ci, conviendrait bien. Mais rien ne pourrait se faire sans l'aide de Napoléon. Or, celui-ci, on le sait, n'avait aucune confiance dans le favori qui avait suscité sa colère en signant

prématurément la paix avec Lisbonne en juin 1801. Il l'irritait de surcroît en tardant toujours à remplir ses engagements, rechignant à fournir soldats, subsides et navires prévus dans leurs traités d'alliance. Et ne nouait-il pas des intrigues avec la Prusse et la Russie pour faire naître une sorte de « ligue des neutres » qui échapperait à l'influence de la France ?

De son côté, Bonaparte se montrait désinvolte envers l'Espagne, signant sans consulter Madrid la paix d'Amiens avec l'Angleterre (mars 1802) – qui coûta à l'Espagne La Trinité, perle des Antilles –, vendant la Louisiane aux États-Unis (1803) malgré ses promesses de ne pas aliéner ce territoire américain, exigeant la même année l'aide de Madrid, qui aurait souhaité rester neutre, dans le nouveau conflit avec Londres. Godoy cédait tout à Napoléon, les yeux de plus en plus fixés sur le royaume lusitanien que la France devait l'aider à conquérir.

Pour complaire à son entreprenant voisin, l'Espagne était donc entrée en guerre contre l'Angleterre (décembre 1804). Madrid n'y gagnait rien : les navires anglais bloquaient sa flotte dans l'Atlantique, perturbaient son commerce colonial et ruinaient ses ports. Brochant sur le tout, le désastre naval de Trafalgar du 21 octobre 1805 fit perdre à l'Espagne 10 vaisseaux et 2 500 marins, hypothéquant ainsi son empire américain. Ses colonies étaient désormais sans défense face à une Angleterre maîtresse des mers.

Le peuple espagnol rendait Godoy responsable de ces échecs. À Madrid, on dénonçait la dépendance du royaume, satellite de la France, vassal soumis à ses volontés. À Paris, on accusait Godoy de double jeu. De sa future accession au trône du Portugal, le favori ne voyait rien venir, alors que la santé de Charles IV se délabrait. Allait-on diviser le petit royaume en deux, ou en quatre pour en réserver une part au prince de la Paix ? À chaque nouveau plan de Madrid, Paris répondait évasivement. Entre les deux capitales, les routes étaient encombrées de diplomates et de messagers portant projets et contre-projets. Napoléon lanternait le favori impatient. Ce n'était pourtant pas faute de flagorneries adressées à l'empereur des Français. « Les prouesses d'Alexandre, de César, de Charlemagne, lui écrivait-il, sont devenues des actes ordinaires. L'Histoire ne pourra citer rien de plus grand que les hauts faits de Votre Majesté. » Mais en attendant, rien n'avancait. « Le Grand Napoléon, le héros qui m'a promis de me défendre contre mes ennemis », selon ses mots, refusait toujours de transformer le rêve de Manuel en réalité. Ce dernier se croyait indispensable alors qu'il n'était qu'un pion sur le grand échiquier napoléonien. Sa servilité exaspérait l'Empereur et renforçait son mépris à l'encontre d'un favori qu'il savait aussi vaniteux que duplice, et qu'il ne supportait plus.

Le rêve déçu

Godoy était devenu gênant. À Ferdinand, prince des Asturies, la France

était donc à présent prête à apporter son soutien. L'ambassadeur français à Madrid, François de Beauharnais, avait adhéré à sa coterie, et beaucoup songeaient à un remariage du prince héritier avec une parente de Napoléon²⁰. Fort de ces encouragements, le prince, qui barbotait jusque-là dans de dérisoires intrigues de cour, devint l'âme d'un complot qui se noua en octobre 1807 à l'Escurial. Son but ? Écarter le roi et, plus sûrement, abattre le favori. Mais, rapidement découverte, la conjuration fut tuée dans l'œuf. Charles IV confondit son fils, saisit ses papiers et le fit jeter dans un cachot. La mise en jugement de l'héritier de la Couronne d'Espagne fut annoncée. Le roi rédigea à l'intention de Napoléon un véritable réquisitoire contre son fils, dont le coupable projet lui semblait avoir été encouragé par la France.

Habilement, Godoy visita le prince emprisonné qui, implorant sa grâce, répéta ses aveux et dénonça ses complices, dont beaucoup avaient déjà été arrêtés. Le favori exigea la rédaction de deux lettres d'excuses à ses parents avant de plaider son pardon auprès du couple royal. Ferdinand, humilié, paraissait définitivement discrédité. Pourtant la manœuvre de Godoy échoua : l'opinion se retourna contre lui et fit de Ferdinand son héros. « Cet événement, écrivit Beauharnais, a rendu public l'attachement des Espagnols pour le prince des Asturies et la haine implacable qu'ils portent au prince de la Paix dont le joug leur devient de jour en jour plus insupportable. »

Pour Godoy, l'alerte avait été chaude. Au moins avait-il déjoué la manœuvre destinée à le renverser, mais les querelles publiques de la famille royale incitaient Napoléon à intervenir. Le Blocus continental avait marqué un tournant dans l'histoire du jeune empire, l'obligeant à contrôler l'ensemble des côtes dans l'espoir d'asphyxier Londres. Par sa position géographique, l'Espagne constituait un enjeu essentiel dans cette nouvelle stratégie. L'idée de détrôner les Bourbons, inspirée par Talleyrand, faisait son chemin. L'Espagne pourrait être annexée à l'Empire ou devenir un protectorat. Beauharnais le suggérait également : « C'est uniquement de Sa Majesté Impériale que la nation espagnole attend son salut et on peut assurer que dans tout le royaume, il n'y a plus que des amis de la France. »

Napoléon ayant pris Ferdinand sous sa protection, la déchéance du prince était devenue impossible et son procès se termina par un non-lieu. L'Empereur était désormais l'arbitre de la famille royale. Afin d'assurer une stricte application du Blocus continental, il avait décidé d'envahir le Portugal, allié ancien et fidèle de Londres. L'armée impériale en marche en direction du Tage devait emprunter les routes d'Espagne et recevoir logement et vivres du pays traversé. Un corps expéditionnaire français sous les ordres du général Junot s'engagea avec l'autorisation de Madrid dans le nord de l'Espagne – dont la frontière fut franchie le 17 octobre 1807 – pour atteindre Lisbonne. Un traité secret précisait qu'un contingent de troupes espagnoles seconderait l'armée française et, en cas de victoire, prévoyait le partage du pays, dont le sud était théoriquement destiné à Godoy, que Napoléon s'était déjà résolu à écarter des affaires.

Coup de théâtre ! Le régent du Portugal, la famille royale, le gouvernement, la haute administration et la cour abandonnèrent le pays le 28 novembre et s'embarquèrent pour leur colonie du Brésil, sous la protection de la *Royal Navy*, laissant le territoire national ouvert à l'invasion napoléonienne. Le Portugal fut donc occupé sans résistance, mais le gouvernement de Madrid s'inquiéta du grand nombre de soldats français qui demeuraient sur son sol et qui pouvaient être rejoints par ceux encore stationnés à sa frontière.

Allait-on, comme la France s'y était engagée, procéder au partage du royaume et en attribuer une partie au favori prêt à se tailler une couronne en Algarve et en Alentejo ? Marie-Louise comme Godoy y croyaient encore. La déception ne tarda pas. Godoy avait beau multiplier les missives en direction de Paris pour organiser le dépeçage du royaume, il se heurtait au silence de l'Empereur. Le favori en conclut alors que le vrai projet de Napoléon n'était pas de rétablir l'entente entre Charles IV et son fils, mais bien de profiter de leurs dissensions pour les chasser l'un et l'autre du trône afin d'y placer un prince de sa famille. Quand Junot déclara officiellement qu'il était chargé d'administrer le Portugal *tout entier*, chacun comprit que le démembrement espéré était abandonné. Napoléon donna le coup de grâce, écrivant à Charles IV : « Je pense que les affaires ne sont pas assez avancées pour publier la convention²¹ que nous avons faite sur le sort futur du Portugal. » Non seulement l'Empereur reniait sa promesse, mais il considérait le favori comme quantité négligeable, l'excluant de toute négociation suivie avec le gouvernement espagnol. À Madrid, le maître était désormais le maréchal Murat, alors grand-duc de Berg, nommé lieutenant général, représentant de l'Empereur.

Démoralisé, Godoy ne dormait plus. Son espoir de ceindre une couronne s'était brisé. Il avait désormais deux ennemis déclarés : Ferdinand et surtout Napoléon, ce dernier s'employant à le déshonorer en faisant rédiger des pamphlets hostiles. « Il faut, exigeait l'Empereur de leurs rédacteurs, appuyer sur [ses] dilapidations, sur ses immenses richesses, parler en détail de ses intrigues criminelles avec la reine [...], de la part d'intérêt qu'il prend dans toutes les affaires de l'État, de sa vénalité et de sa corruption. » Face à ces attaques en règle, le temps n'était-il pas venu pour Godoy de se démettre et de rentrer dans la vie privée ? À moins pour les souverains espagnols d'imiter la famille royale portugaise : de partir pour les Amériques et d'y transporter le siège du gouvernement. Marie-Louise y était favorable ; Charles IV, à son habitude, restait indécis. Le projet de départ prenait corps. Mais le secret fut éventé et l'idée de voir s'éloigner les souverains déclencha la colère du peuple. « En voyant charger sur les voitures et fourgons de la cour les caisses du trésor, l'argenterie et les meubles les plus riches, écrit le baron Marbot, les nobles, le peuple et la garnison d'Aranjuez comprirent la vérité ! L'indignation fut générale et s'étendit à Madrid. » La population s'opposa au départ de la famille royale.

La chute

Trois jours durant, du 16 au 18 mars 1808, l'émeute régna à Aranjuez, petite ville accueillant au printemps la résidence royale. Au soir du 17, aux cris de « Vive le roi ! Mort à Godoy ! », la foule envahit l'hôtel du prince de la Paix, situé face à la grille principale du château, et le pilla. Pour s'échapper, le maître des lieux dut se réfugier dans un grenier et se cacher sous un amas de tapis et de nattes, tandis qu'à l'extérieur on criait « Vive le roi, vive Ferdinand ». Durant la journée du 18, il demeura ainsi invisible, sauvant sa vie mais plongeant le couple royal dans la pire angoisse. Pour les souverains, le seul moyen de sauver leur ami, s'il était encore vivant, était de le démettre de ses fonctions et de lui permettre de se retirer en lieu sûr. Charles IV signa enfin le décret qui l'éloignait des affaires et lui retirait tous ses titres, grades et dignités.

Dans ce texte, il proclamait officiellement son règne personnel, scellant ainsi la fin du régime des favoris. « Voulant commander en personne l'armée et la marine, j'ai décidé d'ôter à Don Manuel Godoy, prince de la Paix, ses emplois de généralissime et d'amiral et de lui accorder de se retirer où cela lui conviendra le mieux. » Dans le même temps, Charles assurait l'Empereur de son refus de quitter le pays, non sans l'implorer de sauver son ami : « Manuel est parti, je le plains, il m'a servi vingt ans ; je serais fâché qu'il lui arrivât quelque chose. Je ne veux plus de généralissime ; je marcherai moi-même à la tête de mes troupes. » Avant de promettre l'essentiel : « Je ne ferai plus aucune démarche sans en parler à l'empereur. » Informée, la foule applaudit le royal décret. L'Espagne était enfin débarrassée du favori honni.

Godoy resta caché trente-six heures, souffrant de la soif et de la faim. Dès qu'il sortit de son réduit, dans la matinée du 19, le corps ankylosé, il fut aussitôt arrêté. Ses gardiens ne purent empêcher la foule de lui cracher au visage et de lui donner des coups de poing sur la bouche et de couteau à la cuisse. « Il marchait le corps incliné, note un témoin, et tout le peuple hurlait en demandant sa tête. » Mis en sécurité dans une écurie, il échappa au lynchage mais reçut la visite du prince des Asturies – réplique de celle qui, quelques mois plus tôt, avait conduit Godoy à la prison où le roi avait fait emprisonner son fils – devant lequel il s'humilia en demandant sa grâce. Ferdinand lui assura qu'il lui pardonnait. Mais, ajouta-t-il : « Tu dois compte à l'Espagne du mal que tu lui as fait. » Godoy était promis à un procès et au châtiment. Pourtant, son destin fut autre.

Un simple spectateur

L'histoire marchait désormais sans lui. À Aranjuez, la population ne se contenta pas de son limogeage : elle exigea de voir le prince des Asturies aux

commandes de l'État. Aussi, malgré les réticences de la reine, Charles IV abdiqua en faveur de son fils au soir du 19 mars. En l'absence du prince de la Paix, le couple royal se montrait désespéré et le roi n'aspirait qu'au repos. Charles n'avait abandonné sa couronne que dans l'espoir d'obtenir la libération de son cher Manuel, mais celui-ci restait prisonnier, tandis qu'à Madrid la foule pillait sa maison et celles des siens.

L'abdication du roi ne convenait pas à Napoléon. Comme Godoy, Ferdinand VII n'avait été qu'un pion entre ses mains. Il le soupçonnait d'ailleurs de tractations avec les Anglais. Puisque les Espagnols étaient incapables de s'entendre, il allait trancher le nœud gordien et installer l'un des siens sur le trône. Dans la capitale espagnole, Joachim Murat, qui convoitait la couronne pour lui-même, refusa de reconnaître Ferdinand comme roi et fit conseiller à Charles IV de protester contre une abdication qui lui avait été arrachée par la révolte et la menace. À peine deux jours plus tard, Charles IV rétracta donc son abdication, tandis que Ferdinand était acclamé par le peuple madrilène, de plus en plus hostile aux Français. Le roi laissait l'Empereur juge du différend qui l'opposait à son fils, mais s'inquiétait surtout du sort de Godoy. Transféré à Villaviciosa où, sous bonne garde, il soignait ses blessures, le favori retrouva sa santé et sa faconde.

Sauver Godoy. Tel était le mot d'ordre, l'obsession du couple royal. Marie-Louise inondait Murat de missives – dix-sept en cinq semaines –, implorant son concours pour faire libérer son ami. La reine écrivait et le roi contresignait. Elle alternait les arguments, variait le ton, jouait de la compassion – « le pauvre prince de la Paix est emprisonné et blessé » –, incitait à la reconnaissance – « ami passionné de la France, il souffre pour avoir souhaité la venue de vos troupes » –, s'engageait à vivre désormais tranquillement – le laissant « toujours à nos côtés pour que nous puissions achever ensemble paisiblement nos jours dans un climat plus doux et à l'écart des intrigues ». Le couple royal ne demandait rien pour lui-même, tout (du moins la vie) pour Manuel : « Rien ne nous intéresse d'autre que le sort de notre unique et innocent ami. » Nulle ambition de reconquérir le trône ou de châtier le fils maudit ; seulement une retraite « pour vivre tous les trois ensemble en un lieu qui convienne à notre santé », si possible hors d'Espagne, d'où elle demandait à « sortir le plus vite possible, le roi mon mari, le prince de la Paix et moi ; et également notre pauvre fille²². Mais surtout, insistait-elle, nous trois ».

Murat céda à sa demande. Apprenant que l'Empereur entendait réunir en France, à Bayonne, le roi, la reine, leur fils et Godoy, il ordonna la libération du favori. À Charles IV, cette nouvelle « rendait la vie, car bien certainement, écrivit-il de lui-même, il aurait succombé s'il eût été condamné à rester encore quelque temps séparé de son cher Manuel ». Le 21 avril, Godoy fut remis aux autorités françaises et partit pour la France. Ferdinand, qui avait été fêté par la foule madrilène, était déjà à Bayonne. Manuel arriva le 25 au soir – il fut logé dans une modeste maison en dehors de la ville –, tandis que le roi et la reine,

venus plaider leur cause auprès de Napoléon, furent installés le 30 au palais des gouverneurs. Leur bonheur était complet : ils venaient de retrouver leur cher ami. Le 1^{er} mai, Napoléon, présent dans la ville depuis le 14 avril, offrit un dîner au couple royal. Godoy avait été oublié de la liste des invités. « Manuel, s'inquiéta Charles IV, où est Manuel ? » On l'envoya chercher. Le roi s'apaisa.

Le favori n'était plus que le témoin passif de l'histoire dont Napoléon était le maître d'œuvre. Au roi, l'empereur trouvait la mine « d'un brave homme », « un air de patriarche franc et bon ». La reine, à l'air « faux et méchant », lui parut « tout à fait laide », ressemblant à une momie ridicule. Quant à Godoy, il le jugea « très médiocre » mais aussi « le personnage le moins incapable de cette cour dégénérée ». Il est vrai que les scènes lamentables dont il fut le témoin et les insultes échangées entre les parents et leur fils²³ ne pouvaient que lui faire mépriser ces Bourbons « de peu de conséquence ».

Napoléon, qui avait destiné la couronne d'Espagne à son frère Joseph, exigea que Ferdinand renonce au trône et obtint sans difficulté que Charles IV lui cède sa couronne. Ce 6 mai 1808, alors que l'on venait d'apprendre le soulèvement de Madrid des 2 et 3 mai précédents (les célèbres *Dos* et *Tres de mayo*, illustrés par Goya), les Bourbons cessèrent de régner en Espagne. « Ainsi, écrit le baron Marbot, se trouva consommée la spoliation la plus inique dont l'histoire moderne fasse mention. » Désormais maître du royaume de Charles Quint et de Philippe II, Napoléon l'offrit à son frère aîné. En contrepartie, la famille royale déchue fut autorisée à s'exiler en France et reçut les palais de Compiègne et de Chambord comme résidences, ainsi qu'une confortable pension annuelle de six millions de francs, tandis que Ferdinand serait logé au château de Valençay, hôte forcé de M. de Talleyrand.

Fidèle jusque dans l'exil

La renonciation au trône d'Espagne par le descendant de Louis XIV ressemblait au départ d'un serviteur poussé vers la sortie par son maître et ravi d'entrer dans une nouvelle vie paisible. Le ménage à trois unissant plus que jamais le roi, la reine et Godoy n'avait d'autres soucis que d'être bien logé et percevoir les revenus promis. De l'aigreur sans doute, mais nul désir de reconquérir le trône, seulement quelques intrigues pour améliorer l'ordinaire. Charles IV allait enfin mener l'existence bourgeoise à laquelle il avait toujours aspiré.

Dans l'exil des têtes couronnées se mêlent souvent le romantisme des causes perdues, l'espérance jamais satisfaite de retrouver le pouvoir, la fidélité inébranlable des vieux serviteurs, la justification de l'œuvre accomplie. Celui de Charles IV, de Marie-Louise et du prince de la Paix a au contraire l'aspect d'une comédie de boulevard. Quand Godoy fut rejoint par sa maîtresse Pepita

Tudo, le trio se transforma en quatuor.

Parti de Bayonne le 12 mai, ce petit monde, augmenté de quelques serviteurs, fit une brève halte à Fontainebleau avant de gagner Compiègne, où l'on s'installa vaille que vaille. Le roi se réjouissait tant de pouvoir s'adonner à son plaisir favori, la chasse, qu'il ne parlait plus que de son « bon ami Napoléon » qui venait pourtant de lui ravir sa couronne. Quant à Marie-Louise, elle aspirait à se reposer autant que Godoy, encore hanté par le souvenir des affreuses scènes d'Aranjuez.

Favori, au sens de *valido*, selon l'usage espagnol, ce dernier ne l'était plus depuis le décret signé par Charles IV du 18 mars précédent. Mais favori au sens d'ami privilégié du couple royal, il le demeurait. Sans doute, à 41 ans, aurait-il pu se séparer de ses protecteurs, s'exiler ailleurs que dans les châteaux mis à leur disposition ou en Amérique latine. Mais Manuel n'avait plus de revenus : ses biens avaient été confisqués. Aussi dépendait-il de la générosité du roi. Elle lui était acquise et le passé commun soudait cette « trinité » dont les ci-devant souverains approchaient ou atteignaient l'âge respectable de 60 ans.

Bien qu'informés de l'embrasement de l'Espagne contre les Français, du chapelet de batailles qui émaillèrent la « guerre d'Indépendance », de la défaite française de Bailen en Andalousie en juillet et de l'entrée de Napoléon à Madrid en décembre, les exilés n'en paraissaient guère affectés. Charles ne manifestait de déception que pour le gibier moins abondant du domaine de Compiègne. On décida de rejoindre une région au climat moins rude. Aix-en-Provence accueillit la troupe, mais le loyer trop élevé de l'hôtel d'Albertas obligea à gagner Marseille. On logea dans une bastide, alors à une lieue au nord de la ville – le château Saint-Joseph – puis au cœur de la cité, rue Mazade, en l'hôtel Samatan, formé de trois maisons contiguës²⁴. Comme le ferait plus tard à Paris Louis-Philippe roi des Français, le ci-devant roi d'Espagne, flanqué de Manuel, aimait à parcourir les rues de la ville, salué par les habitants auxquels les deux hommes faisaient l'aumône. Pour garantir à Charles une provision de gibier à abattre, on acheta la propriété de Mezargues, au sud de la ville. Les exilés demeurèrent près de quatre années à Marseille²⁵.

Mais les soucis financiers gâchèrent cette petite vie bourgeoise. La pension accordée avait été réduite. Il fallut vendre des biens et se séparer de plusieurs domestiques. Godoy souhaitait quitter Marseille. On prépara pour le couple royal déchu une fuite vers l'Angleterre. Manuel n'étant pas compris dans le voyage, Charles refusa de partir, préférant « rester à la merci du tyran qui l'opprime » plutôt que l'abandonner.

Rome fut choisie comme nouvelle résidence, et l'on y mena une existence monotone au palais Borghèse puis au palais Barberini. Pendant ce temps, le Grand Empire s'écroulait dans les neiges de Russie puis dans la terrible campagne d'Allemagne de 1813. Acculé, Napoléon rendit la liberté à Ferdinand, estimant ses parents incapables de régner. Lorsque le prince des Asturies, devenu le roi Ferdinand VII, fut enfin de retour à Madrid en mars

1814, il chercha, toujours haineux, à faire chasser Godoy de Rome. Sans succès.

Celui-ci demeura auprès de ses protecteurs et n'eut plus désormais que des préoccupations privées. Son ambition était de divorcer d'une épouse qui n'avait pas quitté l'Espagne et s'était réfugiée chez son frère l'archevêque de Tolède, afin d'épouser Pepita et de partir pour l'Autriche. Marie-Louise y consentit, mais le projet échoua. Le prince de la Paix était décidément lié pour toujours au destin de la famille royale. La reine, malade, mourut la première le 2 janvier 1819, en l'absence de son mari, en visite à Naples chez son frère Ferdinand I^{er}, roi des Deux-Siciles. Deux semaines plus tard, le 19 janvier, Charles mourut à son tour. Godoy se retrouva seul.

L'isolement pesait à cet homme d'environ 60 ans, de santé robuste, encore promis à quelques années de vie. De Rome, il s'était lassé. Aussi, en 1832, décida-t-il de s'installer à Paris. Ses moyens financiers étaient maigres, ses biens toujours sous séquestre et il avait dû renoncer au legs testamentaire de Marie-Louise. Enfin, douleur secrète : on l'avait totalement oublié, en Espagne, à Rome comme à Paris. Aussi, au 59 *bis* boulevard Beaumarchais puis au 6 de la rue Neuve des Mathurins, mena-t-il une vie sans relations, proche de la misère, n'était la modeste pension que lui versait le roi Louis-Philippe. Chaque jour, il se promenait au Palais-Royal ou aux Tuileries, et les familiers saluaient par son prénom ce vieil homme encore élégant et jovial qui parlait un curieux français : « Bonjour monsieur Manuel ! »

Veuf depuis 1828, il avait enfin épousé Pepita, qui tenta de tenir salon dans la capitale mais ne réussit qu'à faire de nouvelles dettes. Elle l'abandonna pour retourner à Madrid, où elle mourut en 1869 sans l'avoir revu. L'ex-généralissime se tenait sans nul doute informé des événements d'Espagne. Lui parvinrent ainsi les échos de la brutalité du règne de Ferdinand VII, du soulèvement libéral de 1822 suivi de l'« Ignominieuse Décennie » (1824-1833) : politique absolutiste, réactionnaire et répressive qui sévit dans la Péninsule jusque à la mort de Ferdinand en 1833²⁶. Un temps, il espéra être rappelé pendant les guerres carlistes, guerre civile qui divisa les Espagnols entre les partisans du frère du roi, Don Carlos, et ceux de sa fille Isabelle II et de la reine régente Marie-Christine. Il attendit en vain. Godoy appartenait au passé. Il ne lui restait plus qu'à écrire ses *Mémoires*, dont la publication en 1835 à Paris, en quatre tomes, n'eut pas plus de succès que ses espoirs de jouer à nouveau un rôle politique. Le prince de la Paix était enterré avant même d'être mort.

Une décision venue de Madrid rompit un temps le silence qui s'était fait autour de lui : sa fille s'était décidée à lui servir une pension et un décret de 1847 l'autorisa à revenir en Espagne. Mais Godoy avait alors 80 ans. Le temps du retour était passé. Sa santé, si longtemps robuste, ne lui permettait plus de changer une nouvelle fois de vie. C'est donc à Paris, dans la maison qu'il occupait au 20, de la rue de la Michodière, qu'il mourut, à 84 ans, le 4 octobre 1851, en cet automne où le prince-président Louis-Napoléon

Bonaparte fomentait le coup d'État du 2 décembre qui préluda au second Empire.

« Homme étrange ! conclut son ami lord Holland, en visite à Paris. Étrange destin ! Son cas semble destiné à servir de thème de morale ou de sujet de roman. »

Chapitre XV

Les amis de cœur de Louis XVIII

« M. Decazes, en ce temps-là, a véritablement régné sur la France. »

Chancelier Pasquier

« Ce prince si froid, si insensible, avait des attachements qui ressemblaient à des passions. »

Chateaubriand

« Mon Élie [Decazes], je te presse sur mon cœur, et je te bénis, mon Élie, mon fils. »

Louis XVIII

Louis XIV a tenu parole. Au lendemain de la mort du cardinal Mazarin, le jeune monarque a publiquement déclaré qu'il régnerait seul, sans premier ministre. Le ministériat, croyait-on, appartenait désormais au passé. Cinquante-quatre années durant, le roi gouverna avec de talentueux ministres, mais n'abandonna rien de son autorité entre les mains d'un seul d'entre eux. Pas davantage il n'eut de favoris. Louis, qui détestait les rois fainéants, n'imaginait pas déléguer tout ou partie de son pouvoir à un intime ou être soumis à son influence. Il transmit à sa famille sa défiance : « N'ayez jamais de favori. »

Ses successeurs ont retenu la leçon. Comme le Roi-Soleil, Louis XV et Louis XVI eurent des amis privilégiés et des ministres fidèles, mais aucun de ces monarques ne transforma un familier en confident privilégié. Sans doute, en 1726¹, le Bien-Aimé confia-t-il à son précepteur, le vieux cardinal de Fleury, la responsabilité des affaires, comme principal ministre. Louis lui était sincèrement attaché et versa des larmes à sa mort en 1743. Mais jamais le cardinal, que cinquante-sept années séparaient du roi, ne fut son compagnon. Il n'eut aucune fonction de cour et n'intervint pas dans la vie privée du monarque. Pour son ancien pupille, Fleury était un mentor, un père, voire un

grand-père, pas un favori.

Le recours à des ministres d'expérience séduisit aussi Louis XVI. Quand, à son avènement en 1774, le nouveau monarque affirma regretter de régner trop jeune, il choisit pour chef de gouvernement un vieillard de 73 ans, le comte de Maurepas, poussé par le parti dévot animé par sa tante Madame Adélaïde. L'homme était un revenant : au début du règne précédent, il avait occupé le secrétariat d'État à la marine avant de connaître en 1749 une disgrâce longue d'un quart de siècle. Comme son prédécesseur, le dernier Bourbon de l'Ancien Régime, qui souffrait d'un déficit de confiance en soi et d'un manque d'esprit de décision, avait besoin d'un mentor. Le vieux ministre « plein d'esprit et de gaieté » était d'une grande légèreté, mais il convenait au jeune roi qu'aurait embarrassé une forte personnalité. En affirmant qu'il aurait fallu à Louis XVI « un homme nerveux qui le subjugué », Maurepas admettait lui-même qu'il n'était pas tout-puissant. « Je n'ai cette force, regrettait-il, ni dans mon caractère, ni dans mon âge, ni même dans la confiance entière que le roi paraît avoir en moi². » Sa disparition en 1781, âgé de 80 ans, peina un souverain qui avait besoin d'être guidé mais qui n'avait pas transformé son mentor en favori.

Lévis, un favori lettré

Avant la Révolution, le comte de Provence (1755-1824), frère cadet de Louis XVI et futur Louis XVIII, aimait à s'entourer de gens de confiance, de compagnons, dont quelques-uns étaient admis dans son intimité³. Pierre Marc Gaston de Lévis (1764-1830) fut de ceux-là. Capitaine des gardes du corps de Monsieur⁴, capitaine puis colonel dans le régiment de ses carabiniers, l'homme était très apprécié par son maître. De taille moyenne, cheveux châains, yeux bleus, front haut, il portait beau et avait fait un riche mariage avec une très belle héritière de 16 ans, Pauline Charpentier d'Ennery. Pour ce jeune officier de dix ans son cadet, Provence eut un coup de cœur, platonique mais intense : « Monsieur aima pendant quelques années à partager [avec Lévis] ses travaux politiques et littéraires, ainsi qu'à se livrer à l'épanchement d'une amitié intimes⁵ », explique l'un de ses cousins. Tout est dit : des centres d'intérêt communs et une amitié sincère réunissaient les deux hommes.

Monsieur cultivait depuis toujours les lettres, sa passion. D'une intelligence vive et d'une grande curiosité, érudit jusqu'à la cuistrerie, il eut dès l'enfance un goût marqué pour l'étude que ne partageaient ni son aîné, le futur Louis XVI, plus à l'aise en mathématiques et en géographie, ni son cadet, le comte d'Artois, seulement doué pour l'équitation, le jeu et les plaisirs de la cour. Éloigné des « têtes légères » qui entouraient Marie-Antoinette, dauphine puis reine, il aimait s'entourer de courtisans à l'esprit orné, avec lesquels il pouvait dissenter à l'infini des mérites comparés des écrivains, s'essayer à écrire des vers ou s'amuser à des jeux littéraires⁶. Lévis

partageait ce goût qu'il conserva sa vie entière, écrivant, l'âge venu, des ouvrages littéraires, politiques et philosophiques qui lui valurent un fauteuil à l'Académie.

Tous les témoins l'assurent : Provence avait aussi besoin d'amitié. Marié à 16 ans à Marie-Joséphine de Savoie, il avait bientôt délaissé sa femme, plutôt laide, qui refusait les conventions de la cour et était dépourvue du « bel esprit » auquel il était si attaché. En outre, la jeune princesse éprouvait une brûlante passion pour sa lectrice, Marguerite de Gourbillon, une intrigante sans scrupules qui encourageait son goût pour la boisson et fut l'amour de sa vie⁷. De cette union avec Marie-Joséphine, aucun enfant ne naquit, au désespoir de Monsieur, qui aurait tant voulu chérir un fils. Aussi trouva-t-il en ses jeunes favoris des enfants de substitution.

Les lettres tendres qu'il échangea avec Gaston de Lévis entre 1787 et 1792 en sont l'illustration⁸. Louis lui écrivait parfois tous les jours, lui donnant du « *my dear child* », l'embrassant « de toutes [ses] entrailles paternelles », trouvant l'explication à sa bonne humeur d'un jour par la présence de son « fils » à ses côtés. Lévis s'absente-t-il ? Louis regrette de ne pas l'avoir embrassé avant son départ : « J'en suis plus peiné que je ne puis l'exprimer, je pensais hier avec tant de plaisirs : “Je verrai encore mon fils demain, je le serrerai dans mes bras, je lui redirai que mon cœur sera auprès de lui...” » Lévis a-t-il un enfant ? « Jouissez, mon fils, lui écrit-il, jouissez des plaisirs de la paternité. Dieu me les a refusés, mais je regarde comme un dédommagement pour moi qu'il vous les ait accordés puisque vous me tenez lieu de ce que je n'ai jamais eu et qu'il y a mille contre un à parier que je n'aurai jamais. » « Vous savez combien je vous aime », lui répétait-il, avant de prendre l'habitude au printemps de 1789 de le tutoyer.

Au comportement possessif de Monsieur, Lévis tâche parfois d'échapper, sans pour autant brusquer son protecteur. Il s'efforce seulement de prendre ses distances, mais doit en retour endurer des reproches. « Je ne vous cacherai pas, mon cher enfant, que je commençais à trouver que vous tardiez à me répondre. » Ses absences répétées désespèrent Provence. « Vendredi [jour prévu d'un des retours du favori] me semble bien éloigné, tout ce que vous me ferez gagner sur ce temps vous sera compté par le cœur d'un père qui vous aime et qui meurt d'envie de vous embrasser en personne comme il fait ici par écrit. » À ce fastidieux commerce, le jeune homme trouve des avantages de carrière. Si son élévation à la dignité ducal ne doit rien au prince (mais à la mort de son père), c'est grâce à sa recommandation qu'il est nommé grand bailli de Senlis, présidant ainsi l'assemblée des trois ordres en mars 1789, prélude à la réunion des états généraux où il siégea comme député de la noblesse, se liant à Mirabeau et y affirmant des idées libérales que réprouvait son protecteur.

L'idylle touchait ainsi à sa fin. Entre les deux hommes, les rapports s'aigrirent. Lévis se plaignait de Louis à sa femme. « Savez-vous ce que c'est que Monsieur à présent ? À sa faiblesse naturelle s'est jointe une

dévotion superstitieuse et érudite. Il sait tous les passages des conciles, m'ennuie à pleurer de citations évangéliques. » La rupture semblait proche : « Mon projet est pris. À la première mesure antipatriotique, je le quitte avec éclat et ne le verrai plus de ma vie. » Quand Monsieur émigre, le 20 juin 1791, jour de la fuite à Varennes de Louis XVI et de sa famille, Provence « oublie » d'avertir Lévis, pourtant son capitaine des gardes. Aussitôt, celui-ci démissionne. Il ne rentrera plus jamais en grâce⁹. Sa charge fut donnée à celui qui accompagna Louis en son exil, le vicomte d'Avaray.

Avaray ou l'adulation

Fils d'un maréchal de camp, Antoine Louis François de Béziade, comte d'Avaray (1759-1811), avait entamé une carrière militaire et de courtisan comme maître de la garde-robe du comte de Provence. Remarqué par son maître, il l'aïda à prendre le chemin de l'émigration et en tira prestige. Il fut le seul confident du projet de fuite. Il en avait minutieusement préparé le plan, qui fut ponctuellement exécuté, et avait même fabriqué de vieux passeports, à défaut d'en obtenir de réguliers. Les deux hommes, qui voyagèrent sous le nom de deux Anglais, passèrent la frontière sans encombre. Parvenu à Mons, terre d'empire, le prince embrassa son compagnon qu'il nomma son libérateur¹⁰.

Sur les routes de l'Europe qu'empruntèrent les deux hommes et leur maigre suite, le temps n'était plus à la douceur de vivre versaillaise ni aux jeux littéraires, mais aux difficultés d'argent, aux relations difficiles avec les gouvernements étrangers qui accueillaient le prince sans enthousiasme et le renvoyaient parfois sans ménagement. Alors que d'autres refusèrent de l'accompagner dans son errance, Avaray, resté célibataire, abandonna sa famille et ses amis pour suivre Louis, acceptant de vivre ces misères sans faillir jamais, tout à la joie de servir un maître qu'il adulait. Pourtant, solliciter des secours auprès des monarques d'Europe, recevoir des visiteurs, accueillir des fidèles, se garder des espions et des agents doubles, élaborer des plans contre-révolutionnaires, créer une agence de renseignement était un rude quotidien. Le dévouement exemplaire dont fit montre ce fidèle serviteur lui valut d'occuper aux côtés de Monsieur une place privilégiée, passant chaque soir une heure ou deux en sa compagnie, lisant, conversant, jouant aux cartes. Ce compagnon d'infortune s'installa ainsi dans l'affectueuse intimité de Louis pour qui il devint « [l']ami et le confident de toutes [ses] pensées ».

Au long d'un périple d'exil de plus de deux décennies, de Bruxelles à Coblenze, de Vérone à Blankenburg (Saxe-Anhalt), de Mitau (en Courlande) à Varsovie, avant de gagner l'Angleterre, jamais Avaray ne quitta longtemps le prince, attentif à ses moindres désirs, prompt à l'emporter sur Mme de Balbi, que Louis présentait comme sa favorite de cœur, sa maîtresse, probablement « décorative »¹¹. Ne suggérerait-on pas que Louis était

impuissant ? Ce qui était probablement faux, son épouse ayant fait deux fausses couches. La sensualité du prince était sans doute en berne. Mais, pour donner le change, il racontait volontiers de lestes histoires et jouait les amoureux transis sans jamais passer à l'offensive.

Envers Avaray, Provence se montrait d'une tendresse infinie. Le moindre événement restait gravé dans sa mémoire encyclopédique. Louis se rappelait ainsi qu'à Liège, étape dépourvue de tout confort sur la route de Coblenz, « nous n'eûmes, d'Avaray et moi, qu'une même chambre [...]. Cette circonstance, qui me rappelait le temps peu éloigné où, voyageant à peu près dans le même pays, nous existions seuls l'un pour l'autre sur la surface de la terre, me fit un vrai plaisir¹² ».

À son favori qu'il voyait chaque jour seul à seul, Louis confiait les secrets qu'il ne livrait à aucun de ses ministres. C'est Avaray qui conseilla au prince, informé de la mort au Temple de Louis XVII en juin 1795, de se proclamer roi au plus vite devant les cours d'Europe. C'est avec lui qu'il mit au point la délivrance de sa nièce, Madame Royale, fille de Louis XVI, enfermée avec son frère, et son futur mariage avec le duc d'Angoulême son cousin. Avec Avaray encore qu'il s'enfuit de Vérone, territoire vénitien menacé par l'avancée des troupes de Bonaparte, et franchit le Saint-Gothard à dos de mulet, pour atteindre Riegel, au nord de Fribourg-en-Brisgau, et l'armée contre-révolutionnaire de Condé.

Avaray était indispensable. Il préparait la correspondance du prince, recevait ses lettres, les annotait et rédigeait un projet de réponse. Lui seul avait l'oreille de Louis. Dans le gouvernement en exil, il assumait un rôle de plus en plus officiel. Aussi s'arrogea-t-il des airs de premier ministre. Mais il intervenait aussi dans la vie privée de son maître. Son adulation ne souffrait aucun rival. Mme de Balbi, dont on apprit qu'elle était enceinte des œuvres d'un de ses amants, annonçait-elle sa venue auprès du prince ? Pour défendre l'honneur de son maître, Avaray, qui la détestait, menaça de partir si elle arrivait, lançant à Louis ces mots d'un absolu désintéressement : « Votre gloire avant tout, votre faveur après ! »

Avaray, gratifié de la charge de capitaine des gardes, n'en reçut pas moins le titre de duc, la seule dignité créée en exil, lorsque le prince séjourna à Mitau. On prétendit bientôt qu'il dominait Louis, pourtant très jaloux de son autorité. Quand il défendait la dignité royale d'un prince encore sans royaume, le favori, il est vrai, le comblait. Mais Louis ne suivait pas tous les conseils de son ami. Il refusa de le laisser l'accompagner en Suède en 1804, lança malgré lui une proclamation en 1805 où il protestait contre l'« horrible farce » du couronnement de Napoléon, organisait seul son emploi du temps quotidien, contrôlait personnellement la petite machine de son gouvernement en exil. Un courtisan l'affirmait : « Le roi [Louis XVIII depuis la mort de son neveu au Temple] est son premier ministre et fait tout. » Louis citait d'ailleurs volontiers son cher Horace et choisissait cette maxime, sans doute à l'intention de son favori : « Il n'y a à la tête de mes affaires que moi¹³. »

D'ailleurs, sa santé fragile obligea d'Avaray, la mort dans l'âme, à s'éloigner de son maître. Le climat trop rude de Varsovie le contraignit en effet à soigner ses poumons en Italie. Plus pénible encore fut le séjour inhospitalier à Mitau. Ses proches le décrivaient alors comme un squelette vivant. Pour soigner sa tuberculose, il quitta l'Angleterre, ultime séjour de Louis à l'étranger, pour Madère. Il y mourut le 4 juin 1811 en serrant, dit-on, sur son cœur les lettres de son roi.

L'encombrant comte de Blacas

C'est un autre compagnon des jours difficiles qui succéda au dévoué Avaray. Pierre de Blacas d'Aulps (1771-1839), d'ancienne noblesse provençale mais sans attache à la cour de Louis XVI, émigra en 1790. Après avoir séjourné à Nice, ville du royaume de Sardaigne, il rejoignit l'armée du prince de Condé à Coblenze, s'attacha au comte de Provence et fut par lui chargé de mission en Europe, notamment à Saint-Pétersbourg.

La récompense fut au rendez-vous lors de la Restauration de 1814, lorsque, Napoléon ayant abdiqué le 6 avril, Louis XVIII quitta Hartwell House pour le continent où il arriva à Calais le 24 et fit son entrée solennelle à Paris le 3 mai, retrouvant les Tuileries. Dans le ministère alors créé, où Talleyrand reçut les Affaires étrangères, Dambray les Sceaux, l'abbé de Montesquiou l'Intérieur et le baron Louis les Finances, Louis XVIII attribua la maison du roi – c'est-à-dire les différents services chargés d'assurer la vie quotidienne du prince et de son entourage – à Blacas. La réconciliation entre l'Ancien Régime et la France nouvelle était à l'ordre du jour. Le roi prit l'engagement de donner au pays une Constitution libérale et un régime représentatif. Sa déclaration, dite de Saint-Ouen, datée de la veille de son entrée dans la capitale, avait été rédigée sur des bases fournies par Blacas¹⁴. Elle promettait de garantir les libertés politiques, l'égalité devant la loi, la liberté de culte, l'inviolabilité des biens nationaux et de donner à la France un régime constitutionnel. Un mois plus tard, Louis XVIII octroya la Charte, qui prétendait « renouer avec la chaîne du temps » et conjugait la pleine souveraineté du monarque avec les libertés modernes.

On s'aperçut bientôt de la faveur du nouveau ministre. À tout moment, il avait ses entrées dans le cabinet du roi tandis qu'au Conseil, fort de l'appui de Sa Majesté, il n'hésitait pas à couper la parole à ses collègues, donnant péremptoirement son avis et travaillant à le faire prévaloir. Il irrita d'emblée et un halo d'inimitiés l'entoura. L'homme était autoritaire, plutôt froid, dépourvu de charme et de manières avenantes, distant avec tous. Mais chacun savait qu'il avait la confiance totale du monarque. D'ailleurs, lorsque Louis XVIII imagina de réunir deux fois la semaine les ministres sans portefeuille pour donner de l'homogénéité au cabinet, ces rencontres eurent lieu dans l'appartement de Blacas aux Tuileries. Tout encourageait le favori à se

considérer comme une sorte de premier ministre.

Le retour de Napoléon, débarqué à Golfe-Juan le 1^{er} mars 1815, inaugurant ce que l'on ne savait pas encore être les Cent-Jours, contraignit Louis XVIII à quitter une nouvelle fois les Tuileries. Blacas l'accompagna. Abbeville, Hesdin, Béthune virent passer l'escorte royale, que sa maison militaire n'avait pas encore réussi à rejoindre. Louis entra le 22 mars dans Lille, où les habitants l'acclamèrent, alors que les troupes se muraient dans un silence hostile. Le roi, qui ne se sentait pas en sécurité, décida de gagner Dunkerque la nuit même. Son entourage tenta de l'en dissuader. Déjà que le monarque et son gouvernement avaient refusé de rester à Paris pour se battre comme ils l'avaient promis, un départ nocturne serait assimilé à une fuite peu glorieuse ! Mais Louis, pressé de partir, ne voulut rien entendre. Blacas dut intervenir : lui seul pouvait se permettre de le faire changer d'avis. Il entra dans le cabinet où Louis se rasait et lui exposa le mauvais signal que donnerait un départ précipité. Louis explosa de colère, puis céda. Au matin, on apprit que Dunkerque, naguère royaliste, n'était plus sûre. Alors la petite troupe quitta Lille et passa la frontière. Le favori avait sauvé son maître.

Une fois la frontière franchie, Louis se rendit à Ostende, caressant le projet de gagner l'Angleterre. Blacas, seul ministre avec Jaucourt qui accompagnait le roi en fuite, demanda au gouvernement anglais de mettre, si nécessaire, des bateaux à sa disposition pour atteindre Douvres. Mais parallèlement, après sa rencontre à Ypres avec le comte d'Artois, il entreprit de dissuader Louis de traverser la Manche. Une nouvelle fois, le favori orientait le destin du roi. Louis se rendit alors à Gand et s'y installa.

Après la défaite de Napoléon à Waterloo et sa seconde abdication, le retour de Louis XVIII à Paris ne fut pas aussi favorable à Blacas. Cent jours durant, il était resté fidèle, alors que les ministres avaient refusé de rejoindre le roi en exil. Mais les Alliés – Russes, Prussiens, Autrichiens et Anglais – qui occupaient militairement les deux tiers du pays souhaitaient son éviction. Prototypé de l'émigré, l'homme leur paraissait coupable de toutes les erreurs passées du règne. Ils le jugeaient responsable des faiblesses du régime révélées par le retour triomphal de Napoléon, des imprudences du gouvernement, mais aussi des insuffisances et du discrédit du roi, aveuglé par la jactance de son homme lige. Blacas était le bouc émissaire parfait. Il est vrai que l'homme n'était pas seulement le secrétaire particulier du roi mais le ministre de sa maison. Il était toujours aux côtés de Louis et ne rendait de comptes qu'à lui. On en conclut qu'il était le mauvais génie du monarque. Celui-ci, dès lors, dut céder aux alliés et se séparer de son favori.

L'étoile de Blacas avait cessé de briller. De ministérielle, sa carrière devint diplomatique, ce qui sonnait malgré tout comme un exil. Nommé ambassadeur à Naples, il négocia en février 1816 le mariage du neveu du roi, le duc de Berry, fils cadet du comte d'Artois, avec Marie-Caroline des Deux-Siciles, dont on attendait un héritier¹⁵. Diplomate à Rome, il fit signer par le pape le concordat de 1817 qui annulait celui de 1801 pour rétablir celui de

François I^{er}. Lorsque le roi fit une « fournée » de nouveaux pairs, le 17 août 1815, Blacas ne fut pas oublié. La dignité ducale lui fut aussi octroyée.

Mais, jugé complice des extravagances des ultraroyalistes combattus par le gouvernement, il était devenu encombrant. À l'été 1822, sous prétexte de remplir ses devoirs de premier gentilhomme de la chambre pour l'année suivante, il démissionna de son poste diplomatique et regagna Paris. Ses espoirs de rentrer en grâce s'évanouirent aussitôt. Louis XVIII affecta de l'avoir oublié. Quand le favori déchu se présenta aux Tuileries pour une réception, raconte Philip Mansel, le roi l'accueillit par ces mots : « Ah ! vous voilà de retour de votre campagne, monsieur de Durfort. » Le duc de Duras se hâta de rectifier : « Mais, Sire, c'est M. de Blacas. » « Allez ! », dit le roi en s'éloignant¹⁶. Louis, toujours en quête d'une âme-frère, avait depuis longtemps remplacé Blacas par un nouvel ami de cœur¹⁷.

Decazes, bourgeois de province

Troublante est l'affection que Louis XVIII porta à ses favoris successifs. Les innombrables lettres intimes qu'il rédigea à leur intention débordent de tendresse. Louis semble toujours réclamer leur amour ; leur présence à ses côtés lui est indispensable ; il se préoccupe de leur santé, garantie de rencontres quotidiennes, de leur famille, de leur fortune. De l'attention à l'étouffement, la frontière est ténue. Le roi est demandeur en cette amitié amoureuse. Est-il sincère ? Louis XVIII a déconcerté ses contemporains. On le sait d'une intelligence vive, d'une intense curiosité, d'une grande habileté, capable de réflexion et souvent doté de sagesse. Il n'en reste pas moins une énigme. Ses démonstrations d'affection ne dissimuleraient-elles pas un profond égoïsme ?

Il sait s'épancher envers ses intimes avec le même talent qu'il sait flatter hommes d'État et grands seigneurs dans sa correspondance officielle. Ses biographes ont souligné qu'il était convaincu que son bien-être personnel devait constituer la préoccupation majeure de ceux qui l'entouraient. De l'élite, il attend un homme à son écoute, capable de recevoir ses confidences, prêt à supporter ses démonstrations d'affection, goûter ses citations d'Horace, disposé à chaque instant à être à son service exclusif. Élie Decazes a été le plus célèbre des bénéficiaires d'un pareil attachement.

Les premiers favoris avaient partagé avec Louis les épreuves de l'exil. Decazes (1780-1860), le plus jeune d'entre eux (il n'avait pas 11 ans quand le futur Louis XVIII émigra), n'avait pas connu ce compagnonnage qui avait lié au prince Avaray ou Blacas. Fils d'un notaire de Livourne, où il est né et où sa famille possédait la terre de La Grave, il avait entrepris, études de droit accomplies, une carrière de magistrat : juge au tribunal civil de la Seine puis conseiller à la cour impériale. Grâce à son beau-père, premier président de la Cour de cassation¹⁸, il entra parallèlement au service de la mère de Napoléon,

comme secrétaire de ses commandements, puis de la reine Hortense et de son mari Louis, roi de Hollande, frère de l'Empereur, dont il fut une manière de chef de cabinet. Avoir été familier des Bonaparte ne tira pas à conséquence. Rallié à la monarchie en 1814, il resta fidèle au roi pendant les Cent-Jours, refusa de prêter serment à Napoléon, qui l'exila dans ses terres, et, soutenu par le baron Louis, ministre des Finances sous la première Restauration, fut promu préfet de police de Paris.

Un préfet de police « brave garçon »

Les temps étaient périlleux. Au préfet revenait la tâche d'assurer la protection des souverains étrangers victorieux présents dans la capitale et celle de Louis XVIII de retour aux Tuileries. Il avait encore à surveiller les républicains et les bonapartistes qui méditaient un coup de main. Jeune – il n'avait que 35 ans – et peu averti en politique, il dut faire face aussitôt aux intrigues et aux querelles de personnes. Par sa fonction, il était contraint de ménager Fouché, ministre de la Police, son supérieur hiérarchique, mais aussi le baron de Vitrolles, ministre d'État et puissant secrétaire du Conseil, ou encore Talleyrand, le nouveau président du Conseil. Celui-ci, toujours méfiant envers ses collègues, lui confia l'instruction d'une curieuse affaire de menace d'attentat sur la personne du tsar. Le roi tenait à être informé. Aussi le principal ministre pressa-t-il Decazes de voir le roi.

Cette première rencontre fut décisive. Le 8 juillet 1815, Decazes se rendit aux Tuileries. Immédiatement introduit auprès de Sa Majesté, il reçut l'accueil le plus bienveillant. On peut imaginer que l'élégance et la beauté de son interlocuteur frappèrent le roi. Louis, dont la voracité à table passait toute mesure, était doté d'un embonpoint colossal. Tous les observateurs relevaient l'obésité chronique d'un homme qui ne se déplaçait qu'en chaise roulante. Lui-même ne se nommait-il pas le « roi-fauteuil » ? Au royal infirme, le jeune préfet offrait au contraire un visage aux traits réguliers et aux yeux clairs et vifs, et surtout une noble prestance. Élie paraissait sûr de lui sans insolence, déférent sans servilité, d'un naturel parfait. Après une longue conversation, Louis l'invita à revenir le lendemain et, signe d'une faveur aussi grande que soudaine, l'autorisa à le visiter chaque fois qu'il le jugerait utile.

Curieux de connaître l'état réel de l'opinion publique, le roi n'avait besoin ni de flatteurs ni d'intrigants, mais d'un serviteur fidèle doublé d'un observateur attentif. Du sérieux et séduisant préfet de police, il attendait des informations que ses ministres s'employaient à lui cacher. En sortant du cabinet royal, Decazes observa dans le salon d'attente les visages marqués par la jalousie de ceux qui faisaient antichambre. Il revint régulièrement aux Tuileries et put se vanter qu'en allant voir Sa Majesté entre 21 et 22 heures, « le roi était là pour lui ». Depuis la retraite forcée de Blacas, le monarque se sentait très seul, isolé au milieu d'une cour truffée d'ultras. Désormais, par

courrier ou de vive voix, son nouvel ami allait lui faire parvenir directement ses rapports, sans le filtre des ministres.

Soirée après soirée, le charme de Decazes opéra. Lorsque, doutant de la légalité des listes de proscriptions dressées en juillet 1815, il sauva du bannissement le comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur sous l'Empire, ou Benjamin Constant, il acheva la conquête du roi. « Vous êtes un brave garçon, lui dit-il, embrassez-moi¹⁹. »

Le roi a un fils

Conformément à la Charte de 1814, les élections législatives eurent lieu les 14 et 28 août 1815. Dans un climat tendu par les exactions de la « Terreur blanche²⁰ », elles assurèrent la majorité aux opinions royalistes les plus intransigeantes qui firent de l'Assemblée, selon le mot ironique du monarque, une « Chambre introuvable ». Après avoir congédié le ministère Talleyrand-Fouché, Louis XVIII fit appel au duc de Richelieu, royaliste modéré, pour former le cabinet en septembre suivant. La majorité nouvellement élue, écrivit Decazes, rassurait le président du Conseil et l'effrayait à la fois. « Elle le rassurait par le royalisme éprouvé de ses membres ; elle l'effrayait par la passion qu'il prévoyait trop qu'on trouverait en eux. » Les ultras(royalistes) ne demandaient-ils pas « des fers, des supplices, des bourreaux » contre les coupables des Cent-Jours²¹ ? Dans le nouveau gouvernement, Decazes accepta le portefeuille de la Police et, si la composition du ministère fut plusieurs fois modifiée, il demeura à ce poste stratégique pendant les trois années suivantes.

Le nouveau ministre partageait les opinions conciliatrices de Richelieu. Chacun jugeait indispensable de stabiliser la monarchie par une politique de pondération du pouvoir et de réconciliation des Français. Le roi y était le premier attaché, refusant d'être le roi de deux peuples²². « Tous les efforts de mon gouvernement, écrira-t-il bientôt, tendent à faire que ces deux peuples qui n'existent que trop finissent par n'en former qu'un seul. » Tout à leurs passions politiques, les ultras fustigeaient au contraire comme une faiblesse coupable la clémence du ministère envers les anciens serviteurs de Napoléon. Decazes devint bientôt leur bête noire. Lorsque l'ancien directeur des postes de l'Empire, le comte de La Valette, emprisonné pour bonapartisme, réussit son évasion, le ministre de la Police fut accusé de complicité par les « énergumènes » de la Chambre introuvable.

Les outrances de ceux-ci constituaient un danger pour l'autorité du roi et celle de ses ministres. Pas un jour où les ultras n'attaquaient et ne critiquaient le gouvernement ! D'autant qu'ils trouvaient un fort soutien dans la famille royale, chez Monsieur²³, frère du roi, ses deux fils, les ducs d'Angoulême et de Berry, sans oublier sa belle-fille et nièce, l'orpheline du Temple²⁴. Il arrivait à Decazes d'encourager Louis XVIII à faire preuve d'autorité envers son irascible cadet : « Vous en parlez à votre aise, s'excusait Louis ; vous

croyez qu'il est facile d'être le roi avec son frère quand, enfants, on a dormi dans le même lit. »

Monsieur et Angoulême méprisaient Decazes, cet arriviste que le roi aimait et appelait « mon cher enfant ». C'est que l'affection de Louis ne cessait de grandir. Le roi respectait certes le duc de Richelieu, appréciait sa loyauté, vantait ses compétences, mais ne l'aimait guère. Sa franchise un peu cassante, ses silences, ce je-ne-sais-quoi de « sec et d'aride²⁵ » dans ses manières embarrassaient le vieux monarque. Decazes, lui, était – hors de toute sexualité – l'homme qu'il aimait, qu'il aimait comme un fils, le fils qui lui avait été refusé et qu'il pouvait façonner et modeler à sa guise. Avec Gaston de Lévis, on le sait, Louis s'était déjà comporté en père. Mais Lévis appartenait à une ancienne et puissante famille et pouvait vivre en dehors de la faveur du monarque. La faveur de Lévis envolée, Avaray mort et Blacas écarté, le roi avait choisi un autre fils à chérir.

Pourtant, l'élévation de Decazes paraissait singulière. Si nul ne s'étonnait de la différence d'âge avec le roi – vingt-cinq ans, une génération, les séparaient (mais n'était-ce pas naturel entre un père et un fils ?) –, le choix de celui-ci s'affranchissait des conventions sociales. Lévis, Avaray, Blacas étaient nobles, Decazes était roturier, bourgeois honorable mais roturier. Les premiers avaient émigré, servi dans l'armée de Condé ou accompagné le comte de Provence dans ses errances, à l'époque où le jeune Élie faisait encore son droit. La comtesse de Boigne ne manque pas de souligner cette différence d'état. « Le favoritisme du bourgeois et impérialiste Decazes fit regretter, prétend-elle, le noble et émigré Blacas²⁶. »

Malgré le mépris des nobles de vieille souche qui jugeaient que Louis XVIII était tombé « de la noble intimité du duc provençal [Blacas] » à « l'intimité basse de l'huissier gascon » [Decazes]²⁷, le favori ne rougissait pas de ses origines. Il n'avait pas coupé son nom en deux pour isoler une particule ni tenté de s'assimiler à la famille homonyme « de Cazes ». Les familiers des Tuileries devaient l'admettre : aucun proche du roi n'avait jusque-là bénéficié d'une semblable proximité avec son maître. Malade et vieillissant, Louis reportait sur Decazes toute la tendresse qu'il n'avait pas su ou pu offrir à sa femme et à sa famille, qui probablement y auraient été indifférentes. À son favori qu'il recevait quotidiennement, Louis écrivait de surcroît tous les jours de courts billets ou de longues lettres intimes et drôles qui débordaient d'affection. « Ne voyez-vous jamais que vous avez un père ? lui déclare-t-il en avril 1816. Je songe si souvent que j'ai un fils. » L'année était à peine achevée qu'il accorda à son Élie un honneur à nul autre pareil : il le tutoya.

Dans la relation imaginaire père-fils, Louis intégra la famille royale. Si le roi était le père du favori, Monsieur devenait son oncle et les ducs d'Angoulême et de Berry ses cousins. La faveur royale, débordante, ne se limitait d'ailleurs pas à Élie. Elle s'étendait à sa sœur, Mme Princeteau, « une bonne petite personne bien bourgeoise, écrivait malicieusement la comtesse de Boigne, qu'il avait fait venir de Libourne pour tenir sa maison²⁸ ». Les

critiques fusaient : les ultras daubaient sur les origines sociales modestes et les manières de parvenu du favori. Plus que jamais, le baron de Frénilly déversa son fiel dans ses *Souvenirs*, à la manière d'un Saint-Simon. Évoquant la sœur de Decazes et ses neveux, il assurait que le roi les « soignait en grand-père, employant ses loisirs royaux à leur faire des cornets de bonbons. Il s'était fait ainsi dans un coin des Tuileries une petite famille de basse-cour qui n'était pas un des moindres soins de son empire ».

« Homme d'émotion et homme d'intrigue »

Nourrissant la faveur royale, Decazes comblait la curiosité du roi et son goût du secret. Le ministre de la Police disposait d'informateurs, officiels ou non, qui l'inondaient de rapports politiques dont il donnait au roi lecture des meilleures pages. Maître de la poste aux lettres, il communiquait aussi le contenu des plus intéressantes – secrets de famille, extraits de correspondance – à un monarque friand de ragots. Ainsi Louis était-il éclairé sur la véritable situation du pays, sur les menées des députés et de ses proches. Chaque soir, dans son cabinet, informé par son homme lige, il avait l'impression de tout savoir. Le trait est commun à nombre de favoris, qui ont gagné la confiance de leur maître en doublant les réseaux d'information officiels – ceux des ministres, notamment – et en portant à la connaissance du prince, trop souvent isolé, ce qu'il devait savoir de l'état de l'opinion et des secrets de la cour.

Au-delà de l'usage du cabinet noir, les contemporains ont tenté de deviner les raisons de la faveur grandissante et insolite de Decazes. Sans craindre l'outrance, Mme de Boigne affirmait que « le roi ne voyait que par ses yeux, n'entendait que par ses oreilles, n'agissait que par sa volonté²⁹ ». Quels étaient les ressorts d'une telle osmose ? Louis était sensible à la flatterie ordinaire, mais cette arme était trop familière aux courtisans pour suffire à justifier l'élévation de l'un d'eux. Laisser croire au roi qu'il était aimé pour lui-même était aussi un artifice commun. L'originalité de Decazes pour soutenir sa faveur était de se présenter comme l'ouvrage même du roi, habile à façonner sa créature. « Il feignit d'être son élève, poursuit Mme de Boigne, [...] passait des heures à se faire endoctriner par lui [...] apprenait, sous son royal professeur, les langues anciennes aussi bien que modernes, le droit, la diplomatie, l'histoire et surtout la littérature ». Decazes savait Louis XVIII passionné de belles-lettres, volontiers pédant, prompt à se transformer en maître d'école. Il se faisait alors « brillant écolier ».

À ce magistère culturel, Louis ajoutait le plaisir d'initier son jeune ministre sans expérience aux arcanes de la politique. Le roi pensait ainsi « qu'il l'avait créé et qu'il le formait. Decazes était son ouvrage comme l'avait été la Charte. Il aimait l'un et l'autre à cause de cela³⁰ ». Et le favori, impressionné par sa propre réussite, flatté d'avoir été distingué, se laissait

modeler et montrait sa reconnaissance. Il ressentait, observait Charles de Rémusat, « devant le nom, le rang, l'âge de Louis XVIII un véritable respect et, en gagnant sa bienveillance à force d'adresse, il lui en restait sincèrement et même humblement reconnaissant [...] en sorte que les bontés du roi, qui lui étaient si utiles, le touchaient véritablement³¹ ».

Comprenant le goût secret de son maître pour le pouvoir, le favori l'y encourageait. Rémusat propose un diagnostic proche de celui de Mme de Boigne en prétendant que « Decazes avait ce qu'il fallait pour flatter et occuper sans relâche l'amour-propre et l'esprit prétentieux de son maître. En lui parlant de puissance royale, de sa haute sagesse, de l'ingratitude et des prétentions royalistes, de la malheureuse activité de son frère [Artois], il était sûr de plaire à un vieillard malicieux et jaloux³² ».

Perspicace, le favori avait en outre deviné l'indifférence, pour ne pas dire la répulsion de son maître pour le détail des affaires politiques. Les ministres qui se complaisaient à lui en parler l'assommaient. Louis XVIII offrait à l'opinion l'apparence du pouvoir absolu, alors que la réalité était celle d'un roi fainéant. Aussi Decazes le soulageait-il dans sa tâche. À « son fils » le fastidieux travail d'administration, au roi le choix des grandes décisions à prendre.

Dans sa relation avec ce vieux monarque, goutteux, impotent et blasé au soir d'une vie publique agitée, Decazes ajoutait un atout : l'optimisme. Si le duc de Richelieu, chef du gouvernement, était « Jean-qui-pleure », lui était « Jean-qui-rit », prompt à remonter le moral du roi³³. Son habileté n'excluait pas la sincérité. « Ce n'était pas seulement par calcul, mais de bon cœur, qu'il s'occupait de le [le roi] rendre heureux, et son affection lui rendait faciles les soins fastidieux d'un favori. On ne connaît pas Decazes, assurait Rémusat, quand on ne sait pas que c'est un homme d'émotion autant qu'un homme d'intrigue³⁴. »

Un favori convaincant

Conscient des dangers que les ultras faisaient courir au pays, Decazes informait régulièrement Louis XVIII de leurs audacieuses menées. Dans les départements, la plupart des préfets étaient gagnés à l'ultraroyalisme. Cette sensibilité, relayée par les salons parisiens du « noble faubourg » (Saint-Germain), diffusée par des journaux comme *La Quotidienne*, par des publicistes tel que Joseph Fiévée ou des écrivains comme Chateaubriand, était appuyée de surcroît par la famille royale réunie sous l'appellation de Pavillon de Marsan, pavillon d'angle des Tuileries où logeait le comte d'Artois. Tous ces « exagérés » avaient en tête un projet radical, dénoncé par Maine de Biran, un des amis de Decazes, qui leur faisait dire : « Il est temps de purger la France, de faire disparaître toutes les traces de la Révolution. La Chambre des députés est appelée à cette grande destination³⁵. » Pour échapper à cette

méchante purge naquit l'idée de sa dissolution.

Renvoyer une Chambre encombrante parce qu'elle était trop royaliste paraissait insensé. Richelieu hésitait et Louis XVIII, tiraillé entre sa famille et les ministres, commença par s'y opposer. Depuis le mois d'août 1816, Decazes avait abordé ce sujet devant le souverain et dit son opinion. Mais Louis persévérait dans ses atermoiements : ne pourrait-on pas différer la dissolution et n'agir que si la Chambre persistait dans son opposition ? Le chef du gouvernement, dont on disait qu'il était difficile à convaincre, se rendit aux raisons de son ministre. Il fut moins facile de vaincre les répugnances du roi. Il ergotait, se dérobaît, multipliait les échappatoires, examinait des solutions pour les écarter aussitôt, citait Machiavel – « On ne sort pas du péril sans péril ». Les efforts de Decazes pour le convaincre – notes, lettres, conversation – firent figure de test. On pourrait mesurer le degré d'influence du favori à sa réussite. Un échec le renverrait à l'obscurité.

Louis répondait aux propositions de son « cher enfant » en lui confiant ses craintes. Decazes les balaya avec fougue : « Il est impossible de gouverner avec une Chambre qui insulte et humilie... » ; « Attendre de nouveaux torts ? Ils n'en ont eu que trop. Ils n'ont déjà que trop élevé de ressentiments, excité de haines, alarmé d'intérêts » ou encore « Il faut que Votre Majesté me permette de le lui dire, parce que c'est la vérité et parce que votre indulgence et votre bonté, qui sont inépuisables, ont pu vous le dissimuler, la masse du peuple et aussi des gens sages voient en eux des nobles qui veulent rentrer dans leurs biens ».

La vigueur du ton était celle d'un intime, non d'un ministre. Là où un Richelieu s'en tenait à l'exposé des raisons institutionnelles et politiques, arguant du risque de voir les ultras affaiblir l'autorité royale et menacer la paix civile, excipant de l'inquiétude des alliés³⁶, Decazes faisait figure d'imprécateur. Il dénonçait, et avec quelle ardeur !, la violence des ultras, leur agitation, les périls qu'ils faisaient courir au pays, non sans prédire la chute du gouvernement. Personne jusque-là ne s'était permis de s'adresser ainsi au roi. Louis était ébranlé. Son « enfant » – il disait désormais « mon fils » – avait revêtu les habits du procureur.

Devant le Conseil, Decazes porta le coup décisif, et Louis XVIII céda. Le 5 septembre 1816, il signa l'ordonnance de dissolution de la Chambre « introuvable » et de l'élection d'une nouvelle assemblée que l'on espérait plus favorable au ministère. Le combat n'avait pas été aisé. L'intervention de Decazes avait été déterminante. Désormais, sa faveur était reconnue par tous. Louis n'en avait pas moins gardé jusqu'au bout son pouvoir de décision. Le ministre lui rendait hommage, en s'excusant de l'avoir bousculé : « Je suis triste et malheureux parce que j'ai vu que j'affligeais Votre Majesté et qu'elle était douloureusement affectée du parti que nous croyons devoir lui imposer. » « Triste », « malheureux » n'étaient pas les mots d'un ministre, mais ceux d'un intime, d'un favori influent au crédit officiellement déclaré.

Le bouc émissaire des ultras

Les ultras ne lui pardonneraient jamais la dissolution. « Calamité », « folle et ingrate ordonnance », « premier pas vers l'abîme » : ils n'avaient pas de mots assez durs pour la condamner. La victoire des « ministériels » aux élections de 1816, au succès desquels Decazes avait mis tout son savoir-faire, aiguisa encore leur colère. Sans doute le résultat du vote avait réjoui les alliés, la bourgeoisie et la Bourse dont la satisfaction avait conforté le roi. Mais les attaques se concentrèrent sur le favori, considéré comme le principal artisan de leurs malheurs. Bouc émissaire, Decazes l'était aussi pour la famille royale qui, par la voix de Monsieur, comte d'Artois, exigeait son renvoi. Ce n'était pas parole en l'air. Le futur Charles X était convaincu que le ministère s'inspirait des principes révolutionnaires et que le roi, mal entouré, conduisait la France à sa perte. Aussi, héritier présomptif de la couronne, menaçait-il « d'en appeler à la nation et à tous les vrais royalistes³⁷ ». Louis tentait de l'apaiser, sans tarir pour autant les attaques concentrées sur son cher Élie.

« Parvenu » et « arriviste » étaient les accusations les plus ordinaires. On aimait à rappeler le mot de Talleyrand qui, le rencontrant la première fois, lui avait trouvé « une tournure de perruquier³⁸ ». Ses réceptions ostentatoires – déjeuners, dîners, concerts – recherchées des hommes de lettres, des peintres, des artistes, des tragédiens comme Talma n'étaient pas jugées du meilleur goût. Son train de vie quotidien faisait l'objet de semblables critiques, Mathieu Molé raillant « cette multitude de laquais portant d'élégantes livrées qui, chez lui, obstruaient les antichambres » ou « ce grand chasseur tout resplendissant de galons qui avait seul le privilège de servir M. Decazes à table³⁹ ». Lui-même aurait manqué de distinction. Si ses adversaires ne pouvaient éviter de le reconnaître comme un bel homme, ils ne manquaient pas de blâmer son habitude « de regarder en l'air à côté de vous en vous parlant », ce qui ôtait « de la franchise à l'expression de son visage ». Le favori essayait des insultes, écrites ou orales, comme celle de cette grande dame à laquelle il avait imprudemment demandé : « Mais Madame, savez-vous de quel parti je suis et de quel parti vous êtes ? », pour s'entendre répondre : « Certainement, je suis du parti que l'on guillotine et vous êtes du parti que l'on pend⁴⁰. »

Au-delà de sa personne, la critique ciblait les effets politiques fâcheux de l'intimité ostentatoire entre le monarque et son ministre. « Il faisait bon le voir, notait avec talent le baron d'Haussez, parcourant ses salons encombrés, prenant sans bien savoir à qui elles appartenaient les mains qui venaient se placer dans les siennes, distribuant à droite, à gauche, et sans beaucoup s'embarrasser à qui ils s'adressaient, des petits signes d'intelligence qui disent tout ce qu'on veut, précisément parce qu'ils ne disent rien, des mots sans suite, toujours favorablement interprétés, et cette monnaie courante de demi-sourires, de clignements d'yeux, de gestes familiers, qui enrichissent les rêves des solliciteurs, au moins pour une nuit, sans ruiner le ministre. Puis, quand

neuf heures sonnaient, il disparaissait pour aller chez le Roi. “Chez le Roi !” À cette époque, ces trois monosyllabes avaient bien de la valeur [...] “Je sors de chez M. Decazes, qui sort de chez le Roi”, c’était un mot qu’on aimait à dire en rentrant chez soi⁴¹. »

Chateaubriand était de la curée. Alors porte-parole des ultras, il publia un essai politique intitulé *La Monarchie selon la charte* qui était une attaque en règle contre le ministère qu’il espérait ainsi faire tomber. Le vicomte épargnait le roi pour mieux critiquer ses ministres coupables d’avoir « surpris sa sagesse », c’est-à-dire de le tromper. La dissolution, jugeait-il, avait été arrachée à la faiblesse du monarque par la duplicité de ses ministres dont Decazes, durement dénoncé par l’écrivain comme « un monstre né dans la fange révolutionnaire de l’accouplement de l’anarchie et du despotisme⁴² ».

Faire tomber politiquement Decazes semblait hors de portée. Malgré des débats acharnés, les ultras n’avaient pu s’opposer à la loi électorale votée en février 1817 qui assurait la prépondérance politique des notables au détriment de l’aristocratie. À défaut d’une victoire à la Chambre, ils songèrent à exclure le favori du jeu politique en incitant le roi à s’en déprendre. Comme un nouveau venu qui partagerait leurs idées était introuvable, on pensa à un ancien favori dont ils étaient sûrs. Le choix se porta sur le comte de Blacas, alors ambassadeur à Rome, dont on espérait qu’il retrouverait son influence sur Louis XVIII. Ses amis le rappelèrent de la Cité éternelle qu’il quitta secrètement et sans autorisation officielle à la mi-avril 1817. Le roi l’accueillit avec joie, l’invita à déjeuner (ce qui était rare) et lui proposa de reprendre son ancien appartement resté inoccupé aux Tuileries. En outre, privilège précieux et qui tenait à sa fonction de grand maître de la garde-robe qui lui avait été conservée, il fut autorisé à se servir des voitures de la cour. En outre, Louis XVIII l’autorisa à lui rendre visite quand il voudrait.

L’intrigue semblait réussir. Déjà l’ancien-nouveau favori « rayonnait de triomphe ». Son antichambre ne désemplassait pas. Les plus optimistes lui attribuaient déjà le poste de principal ministre. Les ultras relevaient la tête. Celle de Blacas lui tourna et il multiplia les déclarations imprudentes : « Que de fautes se sont commises en mon absence ! », n’hésita-t-il pas à dire. « Je trouve tout changé en France, hors le roi qui m’a redonné son ancienne affection. » Or, ce dernier – on l’a dit – était jaloux de son pouvoir et détestait que l’on pense qu’il était sous emprise. Pressé par ses ministres, Louis XVIII ordonna à Blacas de rejoindre son poste à Rome. Les ultras étaient à nouveau vaincus.

Entre le ministère et la minorité royaliste, le fossé s’était élargi. En juin et septembre de la même année, Decazes obtint un remaniement gouvernemental. Le ministère de la Marine fut retiré à Dubouchage et la Guerre au duc de Feltre, tous deux attachés au parti du comte d’Artois. En septembre, aux premières élections partielles, la droite perdit une douzaine de sièges au profit du parti ministériel mais, il est vrai, en perdit autant au bénéfice des indépendants de gauche qui, sous couvert de libéralisme,

abritaient tous les ennemis de la royauté.

Le mariage du favori

Élie, consolidé, recevait de son roi de nouveaux témoignages de bienveillance, notamment le titre de comte et celui de pair de France. Fait sans précédent dans les annales de la monarchie : il le maria. Si tous les rois ne se sont pas réjouis de voir convoler leur favori, certains y ont applaudi, comme Henri III pour le duc de Joyeuse ou Jacques I^{er} Stuart pour Buckingham. D'ordinaire, les princes étaient spectateurs des idylles qui s'achevaient en noces. Louis XVIII en fut l'organisateur, visant à la fois à ennoblir son protégé tout en l'anoblissant⁴³.

C'est une riche héritière de très bonne famille – alliée à nombre de maisons princières allemandes –, Égédie de Saint-Aulaire, qui à 16 ans devint l'épouse d'Élie, depuis longtemps veuf. Le futur trouva dans son mariage le bonheur que partagea son bienfaiteur dans des lettres débordantes d'affection. « Sans doute l'époux de l'ange [Égédie] qu'enfin tu possèdes doit croire que personne n'est aussi heureux que lui, et pourtant je connais quelqu'un qui l'est encore davantage. Et qui donc ? L'homme qui, travaillant à ton mariage, croyait ne faire que le bonheur de celui qui n'est qu'un avec lui [...]. N'est-il pas vrai, ma chère Égédie, que vous êtes heureuse ? Parlez-moi librement. Oubliez que je suis votre beau-père [*sic*]. Ne voyez qu'un bonhomme qui vous aime pour vous-même et qui n'est pas moins jaloux de votre bonheur que de celui même de son fils. » La suite de la lettre est du même style et se termine par un « Bonsoir, mon cher fils, tu sais si je t'aime. Parle souvent de moi à ta femme. J'ai besoin que tu l'occupes de moi, parce que j'ai besoin qu'elle aime ton Louis ».

Ici, le roi avoue employer son temps à contempler « le bonheur de son Élie, et cet emploi est bien agréable » ; là, il compatit à la tristesse de Decazes en l'absence temporaire de sa bien-aimée : « Ton cœur qui souffre se serre contre le mien [...]. C'est que je ne suis pas moi, je suis toi. » Le mariage religieux avait été célébré le 11 août 1818 dans la chapelle du palais du Luxembourg. L'étiquette interdisait au roi d'y assister. Mais, trait piquant, ce fut lui qui rédigea l'allocution que le coadjuteur de l'archevêque de Paris qui officiait adressa aux époux. Désormais, Louis XVIII appela Égédie sa fille⁴⁴.

L'épreuve du choix

Autant le duc de Richelieu, chef du gouvernement, s'inquiétait de la poussée de la gauche aux élections partielles d'octobre 1818, autant Decazes entendait toujours combattre en priorité les ultras. Monsieur restait sa

première cible. Le favori, dont Mme de Boigne disait qu'il était royaliste du roi et non royaliste de Monsieur, encourageait l'idée d'écarter du trône l'héritier de la Couronne au profit de son fils aîné le duc d'Angoulême, jugé plus malléable. Il réussit à convaincre le monarque de priver son frère de la charge de colonel-général de la Garde nationale, désormais placée sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et ainsi de réduire son influence. Monsieur tempêta, son fils cadet, le duc de Berry, était furieux, la duchesse d'Angoulême mécontente et les ultras redirent leur haine du ministre.

Au sein du cabinet, l'actif Decazes tâchait d'obtenir le concours des hommes modérés de droite et de gauche, tandis que son chef, Richelieu, alors à Aix-la-Chapelle pour négocier avec les alliés le départ (anticipé) des troupes d'occupation du royaume, englobait dans une commune défiance les hommes de la Révolution et ceux de l'Empire⁴⁵. L'ancien gouverneur d'Odessa⁴⁶ commençait à s'inquiéter d'une possible victoire des néo-jacobins et souhaitait corriger le tir. À l'idée portée par Richelieu d'une réconciliation avec les ultras, Decazes s'opposa farouchement. « C'est eux qui doivent se rapprocher et sans condition », assenait-il. Dans leur appréciation du danger – la montée du « jacobinisme » pour l'un, les excès des ultras pour l'autre –, Richelieu et Decazes se séparèrent. Le cabinet était divisé. Si le chef du gouvernement l'emportait, le favori, promoteur d'une politique dite du just-milieu, devrait être éloigné. Richelieu ne tenait pas à son propre maintien comme chef du gouvernement : avec la libération du territoire, il considérait avoir rempli sa mission. Il démissionna le 21 décembre 1818, mais le roi supplia le partant de constituer un nouveau cabinet. Le président du Conseil démissionnaire y mit pour condition l'éloignement du favori. Louis XVIII était écartelé. Il lui fallait choisir entre les deux camps et, éventuellement, accepter une longue séparation d'avec son favori. « Je voudrais être mort, ô mon fils⁴⁷ ! » lui écrivit-il.

Habilement, Decazes se posa en victime. Son épouse, enceinte de quatre mois, résisterait-elle aux fatigues d'un voyage à Saint-Pétersbourg où il serait nommé ambassadeur ? Louis XVIII vivait de déchirants moments, se rappelant les jours heureux où son cher Élie le visitait chaque soir – « là, tout était commun entre nous : discours sérieux, plaisanterie, joie, tristesse » –, et ordonnant à sa femme : « remplacez-moi auprès de lui [...] Ne l'exposez jamais à s'affliger seul. C'est le plus cruel des tourments. J'y serai peut-être bientôt condamné. Mais il me sera adouci par la consolante pensée que vous en préserverez celui que j'aime mille fois plus que moi-même ».

Pourparlers, scènes larmoyantes, rebondissements, aucun ingrédient d'une « semaine des dupes » ne manqua. « Homme d'intrigue », Decazes travailla en sous-main pour faire échouer toute combinaison ministérielle dont il serait exclu. Richelieu finit par se rendre compte que le roi ne lui pardonnait pas d'avoir éloigné son favori. Il démissionna définitivement le 26 décembre⁴⁸.

Comme successeur à la présidence du Conseil possible, Richelieu avait

suggéré deux hommes de caractère, les maréchaux Marmont ou Macdonald. Decazes les réfuta pour leur préférer un homme à la personnalité plus faible, le général Dessolles, sans expérience politique. Le favori s'octroya le prestigieux portefeuille de l'Intérieur. En réalité, il devenait le véritable chef du gouvernement, le principal ministre du roi.

La volonté du roi

« Quand M. Decazes fut devenu ministre de l'Intérieur, remarqua son épouse, sa faveur auprès du roi fut plus grande encore qu'elle ne l'était avant. » Égédie aurait pu ajouter qu'elle-même bénéficiait de plus en plus de l'amitié attentive du monarque. À l'occasion des réceptions hebdomadaires aux Tuileries, elle entrait, raconte-t-elle, « dans la salle du trône où étaient les duchesses, les femmes des ministres et quelques autres ayant le tabouret [...] le roi arrivait et me parlait plus qu'à tout autre ». Louis la tutoyait comme il le faisait avec son « cher fils », s'informait de sa santé, compatissait à ses douleurs de l'enfantement, lui recommandait de mettre « un brin de rouge » à la pâleur de son visage et usait à son intention des mêmes démonstrations d'amour que celles déployées pour Élie. « Je t'aime, je te bénis de toute mon âme, je te presse contre mon cœur ; viens y recevoir les plus tendres baisers de ton ami, de ton père, de ton Louis⁴⁹. »

Cette invraisemblable faveur qui, loin d'être affaiblie par la durée, s'enracinait chaque jour, semblait résister à toute menace. Louis XVIII appuyait la politique de son favori que ce dernier synthétisait en une célèbre formule : « Royaliser la nation, nationaliser la royauté. » Les deux hommes s'accordaient en 1819 sur une « fournée » de nouveaux pairs libéraux, amis personnels du favori, pour changer la majorité de la Chambre haute, ce qui exaspéra les ultras⁵⁰. Decazes obtint un blanc-seing du roi pour faire la chasse à ces derniers dans l'administration, changeant à son gré préfets, sous-préfets et généraux. Un ministre s'en inquiétait-il ? « Decazes allait trouver le roi [...] et le préfet soutenu par le ministre [...] était destitué. »

Pourtant le monarque n'adhérait pas à toutes les idées du favori. Il gardait son indépendance de jugement, aimant à répéter qu'il consultait Decazes sur tout avec confiance, mais qu'il entendait conserver « un libre vouloir sur quelques points ». Ainsi, de crainte que l'équilibre entre l'aile gauche et l'aile droite du gouvernement ne soit rompu, il refusa la création d'un ministère de la maison du roi que le favori s'apprêtait à confier au baron Pasquier. Le « cher fils » n'avait donc pas tout à fait les coudées franches. Louis le lui rappelait parfois : « C'est ma volonté qui doit tout faire. Les ministres responsables disent au roi : "Voilà notre opinion." Le roi répond : "Voilà ma volonté."⁵¹ »

Les premières mesures du ministère contentèrent la gauche – ce qui alarma le roi. L'élection en septembre 1819 comme député de l'Isère de l'abbé

Grégoire, prêtre jureur et conventionnel régicide, scandalisa les royalistes et inquiéta les modérés⁵². À la fin de l'année, pour répondre à l'attente d'un Louis XVIII troublé, Decazes accepta avec la présidence du Conseil la pleine responsabilité de la politique qu'il entendait mener et tenta de faire marche arrière. Sa résolution de donner un coup de barre à droite ne réussit pas à satisfaire les ultras qui ne lui avaient rien pardonné, tout en inquiétant le centre gauche qui dénonçait la timidité de ses réformes⁵³. La nouvelle loi électorale en préparation, favorable aux grands propriétaires, divisait en outre les députés de la droite royaliste, les uns – nommés « impatients » – jugeant le moment opportun pour renverser tout de suite Decazes, les autres, dits « circonspects », étant prêts à la voter pour faire endosser au président du Conseil l'impopularité de la mesure. Mais les travaux parlementaires prirent du retard. Decazes fut empêché par une mauvaise bronchite qui le tint éloigné de la scène politique. Finalement, le projet de loi devait être examiné le 14 février 1820, mais un coup de foudre imprévisible bouscula ce calendrier.

Fin de partie

Le 13 au soir, le duc de Berry fut assassiné à la porte de l'Opéra. Le meurtrier, un ouvrier sellier bonapartiste nommé Louvel, espérait par son geste détruire « l'infâme race » des Bourbons. Le fils aîné de Monsieur, le duc d'Angoulême, ne pouvant avoir d'enfant, la Couronne devait justement revenir, après lui, à son frère cadet qui, marié récemment, n'avait pas encore de fils. La mort de Berry signifiait donc l'extinction de la dynastie⁵⁴.

Louvel affirma avoir agi seul, sans « complices », mais l'enquête tendit à en faire le bras armé d'un vaste complot contre les Bourbons. L'occasion parut propice aux ultras pour abattre Decazes dont ils dénonçaient la complaisance envers les libéraux, cause prétendue du drame. Chacun espérait que le président du Conseil ne pourrait plus désormais bénéficier de la faveur d'un roi meurtri et obligé de donner des gages à sa famille éplorée. Haine et calomnie se déversèrent sur lui. Lorsqu'il accourut sur les lieux, « il ne vit partout, rapporte Charles de Rémusat, que des yeux ennemis et, jusque dans la famille royale, perçut une injurieuse défiance ». Dès le lendemain, un député ultra osa demander sa mise en accusation comme complice du meurtrier. Monsieur et la duchesse d'Angoulême réclamèrent son renvoi. Chateaubriand affirma : « Le poignard qui a tué le duc de Berry [était] une idée libérale⁵⁵. » La presse royaliste se déchaîna. La vie même du favori parut menacée⁵⁶. Son visage portait les stigmates du drame. « Sa figure, observa Mme de Rémusat, était à elle seule une tragédie tout entière⁵⁷. »

Louis XVIII, choqué par ces outrances, espérait garder Decazes auprès de lui. « Ils vont exploiter ma douleur [...]. J'exige que tu restes au ministère ; ils ne nous sépareront pas. » « Je t'aime », lui écrivait-il encore le 16 février. À la Chambre, la loi électorale si laborieusement préparée fut repoussée. Aux

Tuileries, le roi, dans une scène pénible, dut affronter sa famille impatiente de voir tomber le président du Conseil honni. « Sire, supplia la duchesse d'Angoulême, nous vous le demandons pour empêcher un nouveau crime, pour empêcher qu'il y ait une victime de plus. » Le roi résista comme il put : « Je ne céderai pas. Est-ce toi, répondait-il à son cher fils, qui me conseillerais cette lâcheté ? Ne vois-tu pas qu'autant vaudrait abdiquer ? » Le 17, Louis confia avoir eu un « réveil affreux » à l'idée de perdre son fils. Il l'inonda de messages de tendresse. « Tu me demandes comment je vais. Ah ! mon ami, il fallait d'abord me demander si j'existe ; je t'aurais répondu : guère [...]. Ma douleur est grande [...]. Songe, enfin, que le triomphe de nos ennemis ne sera pas complet, car, malgré eux, ils diront comme Phèdre : ils s'aimeront toujours. »

Un nouvel entretien avec Monsieur qui menaça, si Decazes se maintenait au ministère, de mener une fronde sans merci, finit par avoir raison du soutien de Louis XVIII. Le 18 février, celui-ci promit à son frère de sacrifier « son fils ». La mort dans l'âme, il en avertit le favori : « Viens le plus tôt que tu pourras ; viens voir le prince ingrat qui n'a pas su te défendre et qui a encore besoin de te consulter sur les choix. Viens mêler tes larmes à celles de ton trop malheureux père [...]. Peux-tu croire encore que je t'aime ? »

Rappelé aux affaires, le duc de Richelieu finit par accepter la présidence du Conseil le 20⁵⁸. Decazes ferait-il partie de l'équipe ? Le duc s'y opposa, comme il refusa de le voir nommé gentilhomme de la chambre, tant il craignait que la faveur du souverain pour son favori mine la cohésion ministérielle. Louis éleva Decazes au rang de duc et le nomma ambassadeur à Londres, première représentation diplomatique française en Europe. Richelieu exigea son départ immédiat. Applaudissant à la chute du favori, Chateaubriand écrivit en une formule assassine que « les pieds [de Decazes] lui ont glissé dans le sang ; il est tombé ».

La droite tenait sa victoire. Elle avait eu raison de l'inamovible favori. Et, avec lui, de son ambitieuse politique de réconciliation entre l'Ancien Régime et la Révolution que la postérité nommera « Restauration libérale ».

Le 26, le ministre déchu gagna sa terre de Gironde, couvert de cadeaux offerts par le roi, accompagné par de nouvelles protestations d'amour. Aux Tuileries, seul demeurait son portrait que Sa Majesté avait fait accrocher dans son cabinet, « cette image chérie qui, toujours à portée de vue, devait faire couler ses larmes ». De retour à Paris avant d'embarquer pour l'Angleterre, Decazes vit son maître tous les jours entre le 22 juin et le 10 juillet. Richelieu s'en irrita, comme il s'agaça de savoir que les deux hommes correspondaient lorsque le nouvel ambassadeur gagna Londres.

Puis l'éloignement fit son œuvre. À la fin de l'année, leur correspondance s'espaça. À Paris, le roi se sentait bien seul face à la droite à laquelle Richelieu donnait satisfaction en faisant voter des mesures d'exception qui traduisaient la revanche des ultras et assuraient leur victoire : celle, électorale, du double vote⁵⁹, une autre suspendant les libertés

individuelles, une autre encore rétablissant la censure des journaux. Les « vrais royalistes » conquièrent la Chambre puis forcèrent Richelieu, en décembre 1821, à quitter le pouvoir pour faire place au meilleur d'entre eux, le comte de Villèle.

Louis XVIII avait toujours besoin d'un confident. Le vide laissé par le départ de Decazes fut comblé par une jolie femme aux formes généreuses et à l'esprit orné, Mme du Cayla, de trente ans sa cadette⁶⁰. Le monarque s'amouracha d'elle, platoniquement, l'appelant « ma fille », au grand déplaisir des duchesses d'Angoulême et de Berry. Zoé du Cayla s'empara rapidement de l'esprit d'un monarque physiquement diminué et moralement las. Royaliste fervente, elle exerça sur lui un véritable ascendant qui profita aux ultras.

Decazes, alors à Londres, fit les frais de cette nouvelle passion. L'accueil que Louis XVIII lui réserva à Paris en mars 1821 fut nettement moins chaleureux que ses précédentes visites. Leur dernier véritable entretien eut lieu en mai 1822. Puis, les mois suivants, leurs rencontres se rarifièrent, limitées aux seules réceptions officielles de la cour. Malade, impotent, Louis s'éteignit après une longue et douloureuse agonie le 16 septembre 1824.

Rappelé de Londres par Villèle en décembre 1821, Decazes siégea à la Chambre des pairs jusqu'en 1848. Retiré des affaires politiques, il regagna son Sud-Ouest natal où il fonda une société d'exploitation du charbon et du fer dans l'Aveyron, ainsi qu'une ville nouvelle qui prit le nom de Decazeville. Il mourut à Paris, rue Jacob, le 24 octobre 1860.

Louis, on l'a dit, avait besoin d'un fils et, pour tout dire, d'une âme sœur, de préférence masculine. Ni Avaray ni le dévoué Blacas n'ont répondu à son vœu, qui fut comblé en revanche par Lévis et surtout par Decazes. Les lettres dans lesquelles il s'épanche avec effusion en témoignent. Lirait-on sous la plume d'un père ordinaire de semblables missives qui ne cessent de protester avec tant d'ardeur de son amour ? La réserve, la pudeur du temps semblent l'exclure. Aussi est-on en droit de s'interroger. Les troublantes démonstrations d'affection ne cachent-elles pas une attirance sexuelle jamais explicitée ? Les déclarations d'amour inlassablement répétées au long des pages, les embrassades confiées à ses billets, la fusion proclamée entre le monarque et son favori (« Je ne suis pas moi, je suis toi ») ne seraient-elles pas plutôt l'expression d'un désir physique inabouti ?

Louis était-il capable d'un amour sincère ? Ses favoris, on l'a vu, étaient tenus de partager ses goûts, ses idées, ses loisirs. Ils devaient lui prêter une oreille attentive, être toujours disponibles pour recueillir de sa bouche ses traits d'esprit ou ses citations d'auteurs antiques. Ils furent aussi invités à alléger son métier de roi et l'aidèrent à prendre certaines décisions quand il hésitait. Blacas et surtout Decazes l'aidèrent à jouer un rôle politique de premier plan. Du Versailles d'avant 1789 aux Tuileries des années 1820, la succession même des favoris, l'oubli dans lequel le roi les a laissés, son indifférence à leur sort autorisent à douter de sa sincérité. Louis XVIII avait

« besoin d'un Narcisse », assurait Royer-Collard. Son égoïsme a été décrit avec autant de perspicacité que de malice et de sévérité par Joseph Turquan : un favori était pour le roi « un complément de bien-être [...]. L'individu lui était égal, il n'aimait que celui qui occupait la place et qui s'occupait de lui. On l'eût changé tous les mois qu'il eût aimé douze favoris par an et eût pleuré chacun pendant trois jours⁶¹ ».

Chapitre XVI

Une originalité : Disraeli et Victoria ou Dizzy et la reine des fées

« J'ai la chance de servir une souveraine qui est femme. »

Disraeli

N'y a-t-il pas un curieux paradoxe à mêler aux favoris des rois un parlementaire anglais du XIX^e siècle, chancelier de l'Échiquier et Premier ministre de Sa Très Gracieuse Majesté ? L'Angleterre de Victoria (1837-1901) est une monarchie parlementaire, non une monarchie absolue où le prince, par sa seule grâce, comble de faveurs un intime ou l'appelle à de hautes fonctions. La carrière politique de Benjamin Disraeli (1804-1881) est soumise au vote des électeurs, non à la volonté ou au caprice de sa souveraine : Victoria ne l'a nommé ni député ni chef de parti et pas davantage ministre. Le suffrage de la Chambre des communes et le jeu politique des partis l'ont imposé.

D'autres favoris ont été en leur temps distingués par un roi ou une reine à la faveur d'une attirance physique. L'ascension fulgurante du comte de Leicester ou du comte d'Essex tenait à leur liaison intime avec Élisabeth I^{re} ; Buckingham était aimé de Jacques I^{er} Stuart et partageait une profonde amitié avec son successeur Charles I^{er}. Et la reine Anne (1702-1714), dernière souveraine de la lignée Stuart, avait régné sous l'emprise de son amie intime Sara Churchill, duchesse de Marlborough. Mais rien ne vient indiquer une attirance sensuelle entre la veuve la plus célèbre d'Europe et son ministre.

Pourtant, malgré ces réserves, Disraeli et Victoria ont noué non seulement une solide relation, mais « une relation très particulière », assurent leurs biographes¹. Disraeli est plus qu'un ministre : c'est un ami très cher de Sa Majesté. Les marques inédites de faveur de la part de la souveraine, les

petites attentions partagées, les confidences des intéressés et les témoignages des proches justifient la place de Disraeli parmi les favoris des rois. Une place différente de celle d'un Essex ou d'un Buckingham, et assez originale pour dessiner un portrait inattendu de la reine et de la personnalité politique la plus marquante du XIX^e siècle anglais. Par comparaison avec ses collègues Premiers ministres, Disraeli a lié avec la souveraine des liens particuliers. Indispensable à la Couronne, travaillant au rayonnement de la monarchie et à la gloire de l'empire, c'est un ministre zélé, mais aussi un homme charmeur, prompt à flatter, attaché à Victoria par une affection inédite et partagée.

Un vulgaire ambitieux

Rien à l'aube de la carrière de Disraeli ne pouvait attirer l'attention de la jeune reine ou de son mari, le prince Albert. Le couple royal nourrissait à son endroit bien des préjugés. Victoria le jugeait vulgaire, d'une vulgarité affligeante de parvenu. Selon les mentalités du temps, les origines du futur Premier ministre ne plaidaient pas pour lui. Né à Londres en 1804 dans une famille juive qui descendait de marchands italiens séfarades, il avait rêvé d'intégrer, sans le pouvoir, les prestigieuses *public schools* qui formaient l'élite politique. Son père, critique littéraire, l'avait inscrit dans des écoles moins cotées qu'Eton ou Trinity College. À 12 ans, il fut baptisé avec sa famille selon le rite anglican. Ainsi (mais y pensait-il déjà à cet âge ?), sa conversion l'autorisait, le moment venu, à embrasser une carrière politique. Avocat dans plusieurs études, il modifia son nom, passant de D'Israeli à Disraeli, et entreprit parallèlement une carrière littéraire, publiant plusieurs romans et créant un journal qui ne vécut que six mois et le couvrit de dettes. Deux voyages, en Belgique et dans la vallée du Rhin, puis autour de la Méditerranée lui ouvrirent l'esprit.

Deviendrait-il écrivain ou demeurerait-il avocat ? À moins que la politique ne le tente davantage. Il s'y intéressa dès le début des années 1830, se présenta quatre fois aux élections et fut chaque fois battu. Enfin élu, en 1837, de la ville de Maidstone, chef-lieu du comté de Kent, il devint membre du Parlement un mois après l'accession au trône de Victoria. Il assista à son couronnement à Westminster, vêtu d'un habit de cour emprunté, et regretta de n'avoir pas été distingué par la reine. Il manifestait déjà son impatience. À peine élu, il fit connaître à l'opinion sa conception du rôle du monarque dans un article publié dans le *Times*, « véritable code de conduite à usage d'une reine [...] toute jeune fille² ». Déjà Victoria avait été informée des interventions remarquées de Disraeli à la Chambre des communes, où il parlait avec fougue et sans notes, et était plus écouté que les orateurs chevronnés.

Mais pour la reine, il n'était qu'un petit roturier juif parvenu et endetté qui n'avait pas en lui un seul trait du gentleman, un aventurier dont elle

redoutait l'arrivée au pouvoir. Un dandy londonien à la jaquette vert bouteille, aux manchettes de dentelle et la cravate à la Brummel. Déjà son premier roman, *Vivian Gray*, avait suscité le scandale à sa publication. Quant à ses spéculations malheureuses en Bourse, elles n'auguraient rien de bon. Disraeli n'évoluait pas dans la haute société et lorsqu'il entra à 64 ans au 10, Downing Street, Victoria ne put cacher son étonnement : « M. Disraeli est Premier ministre ! Un noble accomplissement pour un homme issu du peuple. » Les prétentions généalogiques du député, affirmant être issu de l'aristocratie espagnole ou vénitienne, n'y changèrent rien. L'image du parvenu ambitieux et sans manières lui collait à la peau³.

Le prince Albert partageait les préventions de sa femme, mais il les colorait de préjugés politiques. L'ambition du député lui paraissait trop visible pour ne pas être inquiétante. Le talent et l'énergie qu'il lui reconnaissait ne risquaient-ils pas d'être mis au service de mauvaises causes ? En un mot, le prince redoutait ses « tendances démocratiques », qui en feraient, croyait-il, « l'un des hommes les plus dangereux d'Europe ». Pour Albert le député n'était pas, « au fond du cœur, favorable à l'ordre actuel des choses », c'est-à-dire au système constitutionnel. Sa dénonciation des *Poor Law* de 1834 qui supprimaient l'assistance à domicile des indigents et instituaient leur enfermement dans des *workhouses*, comme sa défense du mouvement chartiste⁴ en faisaient un adversaire redoutable du gouvernement *whig* de lord Melbourne. Il convenait de garder Disraeli à distance.

Un ardent désir de conquête

C'est Albert de Saxe-Cobourg que Disraeli voulut gagner le premier. Victoria avait épousé le prince en 1840, malgré les *tories*, que l'on commençait à nommer « conservateurs », qui auraient préféré un homme à poigne capable de limiter le parti pris de la reine en faveur de leurs rivaux *whigs*. Disraeli comprit-il avant tout le monde qu'Albert ne serait pas un mari soliveau, mais l'époux indispensable de la souveraine, et capable de lui résister ? Jeune femme volontaire, Victoria n'en avait pas moins besoin d'un guide sur qui se reposer, d'un mentor l'initiant au métier de reine. Disraeli la devinait sensible à l'influence de ses proches. Son avènement en 1837 avait été une promesse de renouveau. Après un roi d'Angleterre aveugle et fou – George III (1760-1820) –, un monarque dissolu et extravagant comme George IV (1820-1830) et un souverain « balourd et vantard » tel que Guillaume IV (1830-1837), le prestige de la monarchie était au plus bas.

À cette jeune femme de 18 ans sans expérience – et en manque d'affections⁵ – devait revenir le soin de redorer le blason de la Couronne britannique. Des hommes l'y aidèrent. Son oncle maternel Léopold, devenu roi des Belges en 1831, lui tenait lieu de père et était prodigue de conseils dont il noircissait ses lettres envoyées de Bruxelles. Lord Melbourne, Premier

ministre de près de 60 ans, hérité de son prédécesseur et confirmé par elle dans ses fonctions, passait des heures à l'initier aux affaires publiques. Quant à Albert, son mari, qui avait son âge, s'il fut d'abord tenu à l'écart des affaires, il réussit, à la faveur de la première grossesse de la reine qui limitait son activité, à s'approcher du pouvoir avant d'y être associé, lors des grossesses suivantes. Victoria ne dédaignait pas le secours d'hommes plus âgés qu'elle. La maturité n'était pas le seul critère, mais on notera toutefois que Disraeli était son aîné de quinze ans.

Tout en continuant après sa réélection⁶ en 1841 à impressionner ses collègues des Communes par ses talents d'orateur, Disraeli inondait le prince Albert de rapports sur des questions politiques. Ses conseils ne restaient pas tous lettre morte. Le prince s'intéressa au sort des ouvriers et présida aux débats sur l'amélioration de la condition des classes laborieuses. Disraeli pensait ainsi démontrer ses compétences, la rigueur de ses analyses, son intelligence et son sérieux, et ruiner cette fâcheuse réputation d'aventurier, voire d'activiste, qui inquiétait tant le couple royal.

Convaincre le prince, n'était-ce pas le moyen d'entamer la méfiance de son épouse ? On connaissait à Londres la passion d'Albert pour les grandes institutions culturelles. Avant même de lui confier des responsabilités politiques, Victoria consentit à le voir occuper des postes honorifiques aussi variés que la présidence de la Société antiesclavagiste, celle de la Société des arts, la direction des concerts anciens et l'organisation de la première Exposition universelle. Disraeli lui apporta son appui et usa de ses encouragements pour capter sa bienveillance. Mais la méfiance ne disparut pas d'un coup. Albert resta quelque peu réticent, lui préférant le ton moralisateur d'un Gladstone. Aussi Disraeli dut-il faire assaut de charme.

Victoria n'avait toujours pas « une bonne opinion » (c'étaient ses mots) du député. Mais l'intéressé ne désespérait pas de la faire changer d'avis, se rappelant que si elle avait été attachée à lord Melbourne, son mentor, qu'une victoire des *tories* aux Communes avait contraint de démissionner⁷, elle s'était rapprochée de son successeur jusque-là redouté, le leader tory sir Robert Peel.

Constamment réélu, Disraeli finit, au gré des combinaisons politiques, par devenir ministre des Finances en 1852⁸. Enfin ! Après quinze ans de vie publique. Mais Victoria ne désarmait pas. Son passé de dandy impécunieux était une tache originelle, à peine compensée par son mariage en 1839 avec une veuve riche et respectable, Mary Anne Lewis, de douze ans son aînée, et l'achat du manoir de Hughenden, dans le Buckinghamshire⁹. En ce temps-là, un homme politique tory se devait d'être châtelain.

Mais Victoria le jugeait toujours « peu respectable » et demeurait imperméable à son charme. « Il était typiquement juif, écrivait-elle en 1852, de teint livide, yeux et sourcils noirs et boucles brunes. L'impression est désagréable mais [rectifiait-elle aussitôt] je ne l'ai pas trouvée telle en lui parlant. »

Le talent de Disraeli tenait à sa parole. Il ne chassait pas, ne montait pas

à cheval, ne jouait pas aux cartes, ne buvait pas d'alcool, mais son esprit suppléait à ces activités mondaines que beaucoup considéraient comme d'indispensables sésames ouvrant les portes de la bonne société. Une dame reconnut qu'il suffisait de dîner avec lui pour se croire intelligent.

Désormais, il n'était plus un député parmi d'autres, mais un membre du gouvernement qui, si sa première nomination n'avait pas levé les préventions de Victoria, pourrait trouver le moyen de se faire remarquer de la souveraine.

Il y parvint en lui offrant la possibilité d'être informée des affaires publiques. Jusque-là, Sa Majesté était tenue par ses ministres dans l'ignorance des débats au Parlement et des dépêches diplomatiques. Un de ses chefs de gouvernement, John Russell¹⁰, avait pris la liberté de nommer des fonctionnaires sans même la consulter. Au Foreign Office, le ministre Palmerston refusait de lui communiquer les dépêches, et, si elles arrivaient à sa connaissance, il négligeait les corrections qu'elle y apportait. Le bouillant secrétaire d'État aux Affaires étrangères poursuivait ainsi sa propre politique indépendamment de sa souveraine. Disraeli comprit qu'il pouvait exercer un rôle de relais entre Sa Majesté et les Communes.

Quand Victoria tenait à s'informer, le chancelier de l'Échiquier lui adressait les comptes rendus des débats parlementaires, lui décrivait l'ambiance des séances, lui donnait à lire les messages échangés entre les chancelleries, lui détaillait les textes en discussion et prêts à être votés. Mais surtout, il rédigeait ces rapports d'une plume alerte, précise, élégante, pleine de vivacité, d'alacrité et de drôlerie. D'abord surprise par ces rapports qu'elle qualifiait de « très curieux » et « semblables au style de ses livres », elle prit goût au contenu de ses comptes rendus et à sa manière originale de les rédiger, lui demandant d'y inclure ce qu'elle « ne pouvait pas rencontrer dans les journaux ». Disraeli avait ouvert le chemin qui allait faire de lui le plus proche conseiller de la reine.

L'étonnant M. Disraeli

Quand il renoua à deux reprises avec le ministère des Finances¹¹, il lui fit à nouveau parvenir ces « délicieux rapports » dont elle aimait l'exactitude et la fantaisie. En veut-on quelques exemples ? De ses collègues, il brossait des portraits moqueurs, comme celui de George Ward Hunt : « Il a plus de six pieds de hauteur mais paraît moins grand, parce que sa largeur est proportionnée. Comme il arrive pour Saint-Pierre de Rome, personne, à première vue, ne se rend compte de ses dimensions véritables. D'ailleurs, il a la sagacité de l'éléphant aussi bien qu'il en a la forme¹². » Sa manière ironique de traiter ses adversaires amusait pareillement la reine. Les chefs de l'opposition étaient décrits comme « une troupe, une de ces bandes de baladins que l'on rencontre lorsqu'on baguenaude dans les rues l'été [...] mais avec des visages loin d'être aussi beaux et radieux que les contenances

des sujets de Votre Majesté à Balmoral ». Personne n'écrivait à Sa Majesté avec cette liberté de ton, ces trouvailles de style qui contrastaient tant avec les austères et ennuyeuses notes administratives.

Disraeli, même ministre, même après avoir abandonné son extravagant costume de dandy pour la sobriété d'un vêtement noir, restait aux yeux de Victoria « l'étonnant » Disraeli. Fallait-il ajouter foi à la biographie calomnieuse qui l'accusait, au long de six cents pages, de forfaiture, immoralité, infidélité conjugale et manque de scrupules ? Devait-elle se scandaliser qu'il ait été convaincu de plagiat pour son éloquent éloge funèbre du duc de Wellington, reprise, en réalité, d'un discours du Français Adolphe Thiers aux funérailles du maréchal Gouvion-Saint-Cyr ? Victoria et Albert restaient hésitants, comme si la séduction du « sorcier » pouvait se révéler vénéneuse. Mais le chancelier de l'Échiquier et député constamment réélu voyait si juste ! Sa correspondance était désormais indispensable à la reine. Elle partageait sa vision de l'avenir de l'Inde, dramatiquement bouleversée en 1857 par la révolte des Cipayes dont le récit la fit frémir. Comme elle, Disraeli ne voyait de salut pour la Couronne britannique, en ce lointain pays, que dans le respect de ses traditions et dans une économie soustraite aux mains voraces de la Compagnie des Indes orientales. Le couple royal commençait à céder doucement à l'emprise mystérieuse du « fantasque » Disraeli.

Les voies de la conquête

La mort du prince Albert, à 42 ans, le 14 décembre 1861, plongea sa veuve dans un chagrin inextinguible. Cette disparition fut paradoxalement une chance pour Disraeli, qui acheva à cette occasion de conquérir le cœur de la reine. « Le monde ne m'est plus rien », avait-elle soupiré, inconsolable. Elle s'isola et vécut désormais loin de Londres, à Osborne, sur l'île de Wight, ou à Balmoral, en Écosse, obligeant ses ministres à de longs déplacements. Comme elle prolongeait sa réclusion plus que de raison, les critiques fusèrent. La reine, disait-on, s'abandonnait à une morbidité malsaine, se complaisait dans la douleur, négligeait ses devoirs d'État. Il ne manquait pas de bonnes âmes pour le lui reprocher ou la sermonner. Seul Disraeli semblait être sensible à sa souffrance et la comprendre. Aussi, sans la bousculer, l'invita-t-il à renouer avec ses devoirs. Victoria lui en fut infiniment reconnaissante, et soutint que lui seul avait su apprécier le prince de son vivant, affirmant qu'il avait été le plus éloquent de tous les orateurs en vantant les vertus du disparu à la rentrée parlementaire suivante.

Quand le ministre plaida avec succès aux Communes – contre son rival Gladstone – pour l'érection d'un monument à la mémoire du prince défunt dans les jardins de Kensington, la conquête de Victoria était presque achevée. Lord Derby devina alors que « les sentiments tant soit peu défavorables de la reine » s'étaient mués « en un intérêt amical, qui devait ultérieurement se

transformer, pendant son grand ministère [celui de 1874 à 1880], en une confiance illimitée et même affectueuse». S'ouvrit alors pour Disraeli le temps des faveurs personnelles, lettres chaleureuses de la reine, invitation à Windsor et cadeaux, comme cet exemplaire des discours du prince relié en maroquin blanc et dédié de la main même de la souveraine. Grâce royale encore lorsque, dix-huit mois après la mort du « *dear Albert* », le couple Disraeli fut invité au mariage du prince de Galles – futur Édouard VII – avec Alexandra de Danemark dans la chapelle Saint-Georges de Windsor, alors que, le nombre de places étant limité, des familles ducales se désespéraient de n'avoir pas été conviées.

Perpétuer le souvenir du prince défunt et l'avoir aidée à sortir de sa réclusion valaient à Benjamin Disraeli la reconnaissance de Victoria. Mais cette reconnaissance ne risquait-elle pas de s'effacer avec le temps ? Retenir son attention, l'intéresser, voire l'amuser en l'informant comblait une reine jusque-là tenue à l'écart des affaires, mais ces rapports tant attendus à Buckingham¹³ étaient le tribut d'un homme politique respectueux, non la marque d'une intimité. Pour les lier d'une amitié exemplaire, il fallait davantage. Une complicité intellectuelle s'imposait. Une admiration réciproque pouvait y conduire. Disraeli fit la conquête de la reine, non seulement par ses notes rédigées dans le meilleur style de romancier, mais par sa défense des prérogatives de la souveraine, par la force de ses décisions en des temps agités et par une détermination politique raisonnée qui apaisait les inquiétudes royales.

Chancelier de l'Échiquier dans le cabinet de lord Derby, Disraeli avait voulu répondre à l'agitation populaire régnant dans les villes industrielles du pays par une loi électorale qui élargissait le corps des électeurs¹⁴. Les intrigues des partis – alors en formation¹⁵ – en avaient ralenti l'adoption, de crainte d'un « saut dans le noir ». Victoria insista pour que le chef du gouvernement cède à la demande de Disraeli. Grâce à cette alliance, le nouveau *Reform Act*, qui abaissa le cens électoral et doubla ainsi le nombre des électeurs, fut voté en avril 1867¹⁶.

La reine admirait surtout le savoir-faire du ministre par gros temps. Le pays était alors endeillé par les actes terroristes perpétrés par le mouvement *fenian* qui relançait la question nationale en Irlande¹⁷. Et à l'extérieur, l'Angleterre était préoccupée par la création, à l'initiative de Bismarck, de la Confédération des États de l'Allemagne du Nord en 1867, qu'elle considérait comme une menace pour la paix. Face à la violence des nationalistes irlandais comme à la montée en puissance de la Prusse, le Parlement devenait fiévreux.

Le comte de Derby, malade, vivait retiré, laissant le champ libre à Disraeli – qui exerçait de fait la direction du gouvernement auquel il rendait volontiers hommage pour sa maîtrise de soi : « La Chambre, écrivait-il, est agitée et troublée, mais le chancelier de l'Échiquier est certain que la reine n'en sera pas perturbée. » Ou encore ce message adressé à Victoria : « Le séjour de Votre Majesté dans sa demeure écossaise ne sera pas inquiété. »

Indispensable Disraeli ! Et, préoccupé par toute atteinte à l'équilibre européen, il tenait à informer la reine des ambitieux projets de Napoléon III sur le Luxembourg et de ceux de Bismarck sur la Belgique, dont l'Angleterre entendait défendre la neutralité. La souveraine et le ministre étaient à l'unisson. Disraeli conduisait ainsi, sans le titre, la politique avec la « complicité » tacite de Victoria.¹⁸

L'un et l'autre prenaient conscience de partager les mêmes points de vue, le goût de l'action, la défense des prérogatives de la Couronne, la quête de la grandeur pour le pays. André Maurois l'a noté : « À travers lui, elle goûtait mieux le plaisir d'être souveraine [...]. Quand il lui parlait de ses royaumes, elle se sentait toute-puissante [...]. Avec ce ministre [...], les affaires retrouvaient le charme qu'elles avaient eu du temps d'Albert¹⁹. » Disraeli avait arraché la reine à sa réclusion. Il l'avait mise en garde contre le risque de voir ses absences – quand elle ne songeait qu'à fuir Londres – entamer le prestige de la monarchie. « Les gens s'aperçoivent, avait-il écrit, qu'ils peuvent fort bien se débrouiller sans une reine. » Elle avait entendu la leçon²⁰.

Reine, mais femme

À nouveau, Victoria convoquait les chefs de partis, recevait les ministres et les ambassadeurs, et acceptait – mais seulement lorsque Disraeli gouvernait – d'ouvrir les séances du Parlement, ce qu'elle avait jusque-là négligé. La reine retrouvait sa place, heureuse de bénéficier d'un soutien masculin, satisfaite d'être en harmonie avec un ministre enclin à affermir son rôle. Puisqu'elle incarnait la monarchie, il lui fallait intensifier son rayonnement. N'était-elle pas la garante des institutions ? En la persuadant d'agir comme aucun de ses prédécesseurs immédiats ne l'avait fait, Disraeli s'aventurait même parfois aux limites des usages constitutionnels. Mais quand il disait à Victoria que, « dans les grandes occasions politiques, il est sage que l'influence palpable du souverain soit sentie et reconnue par la nation et que le Parlement comprenne de façon pratique que le cours d'un ministre dépend de la volonté de la reine », il comblait une souveraine qui croyait y reconnaître une vision de la monarchie digne de celle de feu le prince Albert.

Les cinq années comme chef de l'opposition au ministère Gladstone, entre décembre 1868 et février 1874, ne rompirent pas le dialogue de Disraeli avec Victoria. Il continuait de lui écrire assidûment, la défendait dans ses discours et satisfaisait son besoin de prestige dans ses déclarations de politique extérieure. Son absence du 10 Downing Street était d'autant plus douloureuse à la reine qu'elle détestait Gladstone, antithèse de celui qu'elle appelait familièrement son « cher Dizzy ». Gladstone était « un dément », disait-elle, « toujours surexcité ». À l'inverse de celui, enchanteur, de Disraeli, son style « boursoufflé » l'exaspérait. Il sermonnait, haranguait, exhortait,

quand son rival charmait par sa conversation familière ; le premier incarnait l'esprit de sérieux, était dépourvu d'humour et suscitait l'ennui, le second était charmant, fantasque, drôle, attachant.

Gladstone Premier ministre, Victoria ne cachait rien de son irritation. Dès février 1869, elle prétexta sa mauvaise santé pour ne pas ouvrir la session du Parlement. Elle semblait vouloir renouer avec la réclusion dont Disraeli l'avait délivrée. Dans la reine d'Angleterre, les deux ministres ne voyaient pas la même personne. « Il me parle, disait-elle de Gladstone, comme à une assemblée publique. » Pour le ministre *whig*, Victoria était une institution, un élément de la Constitution anglaise. Il oubliait qu'elle était femme. Non seulement Disraeli, fin psychologue, ne l'oubliait pas, mais il privilégiait la femme. « Gladstone, écrivait-il, traite la reine comme une institution publique, je la traite comme une femme. » Et ce traitement enchantait Victoria, qui n'était cependant pas dupe des procédés de Dizzy. « Quand nous n'étions pas d'accord, écrit-elle, il avait une façon si persuasive de dire “Chère Madame”, en penchant la tête de côté ! »

Aussi était-elle impatiente de le retrouver comme Premier ministre après le triomphe électoral des conservateurs en 1874. Fort d'une majorité absolue au Parlement, Disraeli avait pour la première fois la sensation d'être réellement au pouvoir. Ainsi s'ouvrit son « long ministère » qui ne s'acheva qu'en avril 1880. Tout à la joie d'avoir retrouvé son Premier ministre préféré, écrit Charles Zorgbibe, Victoria se plut à intervenir sur des questions qui lui tenaient à cœur²¹. Disraeli manœuvra-t-il la reine ou fut-il son « esclave », comme ses adversaires le prétendaient ?

Esclave de la reine ?

C'est dans la genèse des réformes décidées par le gouvernement comme dans l'inspiration des initiatives internationales du « grand ministère » Disraeli que se découvrent leurs influences réciproques.

Soumis, Dizzy semblait l'être quand Victoria le poussa, à grand renfort de missives et de télégrammes, à faire adopter par le Parlement une loi visant à purger l'Église anglicane des pratiques romaines²². « Je vous en prie, lui écrivit-elle, faites voir que vous êtes résolu et bien décidé à faire ratifier ce *bill* sans vous laisser dissuader par les menaces de retardement²³. » Le Premier ministre, qui ne jugeait pas le projet opportun, dut se conformer à la volonté de Sa Majesté. Comme chef de l'Église, la reine était aussi très attachée aux mutations dans la hiérarchie ecclésiastique et se réservait les nominations dont elle excluait les candidats suspects de tendances romanisantes. Là aussi Disraeli, indifférent au rituel comme au personnel religieux, se conforma à ses désirs. Victoria goûta à cette occasion un agréable sentiment de pouvoir et d'obéissance ministérielle.

Elle n'allait pas manquer de soumettre le Premier ministre à un feu

roulant de demandes sur les sujets les plus variés. Ne lui avait-il pas assuré que « tout ce qu'elle pourrait désirer serait fait » ? Sans doute ne manquait-il aucune occasion pour plaire et flatter sa souveraine. « Vous m'avez entendu traiter de flatteur et cela est vrai, reconnaissait-il. Tout le monde aime la flatterie ; et quand il s'agit de princes, il faut l'étendre à la truelle. »

D'ailleurs, n'était-ce pas lui qui, en réalité, manœuvrait la reine, toujours en quête d'un mentor, quand il lui abandonnait des sujets secondaires de politique intérieure, se réservant les grandes questions internationales, à ses yeux la seule vraie politique ? Dans son célèbre discours au meeting conservateur du Crystal Palace de Londres, le 24 juin 1873 – huit mois avant son entrée au 10 Downing Street –, il s'était fixé des perspectives : défendre les institutions monarchiques, améliorer les conditions de vie du peuple (c'était le pari du « conservatisme progressiste »), étendre et renforcer l'empire colonial. Ainsi avait-il imprudemment suggéré que la reine pourrait ajouter à ses titres celui d'impératrice des Indes.

Cette idée encore vague, Victoria l'accueillit avec empressement et ne cessa de presser son ministre de la mettre à exécution. Après la proclamation de l'Empire allemand en 1871, sa fille, Vicky, mariée au Kronprinz Frédéric-Guillaume, n'était-elle pas promise à devenir impératrice d'Allemagne ? Il serait inimaginable de la voir passer avant sa mère dans les cérémonies officielles. Victoria ne pouvait accepter d'être la seule souveraine d'une grande puissance à ne pas porter de titre impérial, alors qu'il existait un empereur d'Autriche-Hongrie et un tsar de toutes les Russies. Le titre, jusqu'à là informel, d'impératrice des Indes ne pouvait-il pas lui être attribué ? Disraeli se démena comme un beau diable face aux réticences des deux Chambres et aux critiques dans le pays. Ses adversaires blâmèrent sa soumission au caprice de la souveraine, voie ouverte, affirmait-on, au renforcement de la prérogative royale. « Elle exige sa couronne impériale ! », confiait-il, un peu las. L'affaire fut conclue et Victoria, au comble de la félicité, fut proclamée impératrice des Indes (1876).

Pour elle, Dizzy avait aussi réussi l'année précédente une opération gouvernementale éclair en rachetant les actions que possédait le khédive d'Égypte, au bord de la faillite, sur la compagnie du canal de Suez, doublant ainsi la France dont le canal était pourtant l'œuvre. La position de l'Angleterre en était consolidée sur les bords du Nil et la sécurité sur la route des Indes renforcée. Ne faisait-elle pas naviguer sous son pavillon les quatre cinquièmes des navires qui empruntaient cette voie ? À terme – ce fut le cas sept ans plus tard –, Londres ferait de l'Égypte un protectorat et toute la mer Rouge passerait sous le contrôle britannique. Alors que le Parlement ne siégeait pas, Disraeli, pour conclure l'achat, avait sollicité et obtenu la permission de la reine, dont il n'avait en réalité nul besoin. Avec habileté, il présenta l'affaire comme un cadeau personnel qu'il lui offrait : « *You have it, Madame*²⁴. » Et Victoria, éblouie, de reconnaître au Premier ministre les « vues les plus larges et les plus hautes sur la position que notre pays devrait

tenir. Son intelligence est tellement supérieure et son approche des choses, petites et grandes, tellement plus rapide que celle de Gladstone ». Grâce à l'audace de son ministre, et à « mon soutien très utile », ajouta-t-elle, l'Angleterre était de retour sur la scène internationale.

Un désaccord fécond

En revanche, le traitement de la crise orientale ouverte dans les Balkans en 1875-1876 révéla un désaccord entre la reine et le Premier ministre. Au soulèvement des populations chrétiennes de Bosnie-Herzégovine et de Bulgarie contre leurs maîtres ottomans, la Sublime Porte avait répondu par une répression dont l'ampleur et la sauvagerie indignèrent l'Europe. À la différence de Victoria, Disraeli comprit très tôt combien une guerre prévisible entre l'Empire ottoman, reconnu comme « l'homme malade de l'Europe », et la Russie, protectrice des populations orthodoxes et ardente à gagner les détroits pour pénétrer en Méditerranée, serait néfaste aux intérêts anglais. Habiles à profiter de la tension, les trois empereurs, allemand, austro-hongrois et russe, s'apprêtaient à partager la péninsule balkanique en zones d'influence. À Londres, on jugeait que leurs appétits menaceraient l'équilibre européen et la sécurité de la route des Indes. Aussi Disraeli se faisait-il l'avocat du *statu quo*. Conscient des dangers d'une guerre dont on ne pouvait prévoir l'issue, le Premier ministre était inquiet et Victoria n'était guère rassurée. Le 21 avril 1877, les troupes russes franchirent la frontière turque, menaçant Istanbul. « Constantinople doit être à nous », réclamait Dostoïevski, en écho à l'opinion commune.

Disraeli déclara que l'occupation de la capitale ottomane serait considérée par l'Angleterre comme un *casus belli*. Il n'en demeura pas moins attentiste, tant le cabinet était divisé, même si le pays était plutôt partisan de la guerre. Les Russes occupaient déjà le nord de la Bulgarie, marchaient sur Sofia et sur Edirne, à une centaine de kilomètres de la capitale ottomane. Les hésitations du gouvernement anglais irritaient jusqu'aux membres de la famille royale. « Pourquoi le présent gouvernement hésite si longtemps à décider une action si évidente et si avantageuse ? », écrivait à sa mère la fille de Victoria depuis Potsdam. « J'ai bien peur, renchérisait le prince de Galles, que nous ne donnions une image bien ridicule aux yeux du monde, car nous savons aboyer, mais pas mordre. »

Ainsi chapitrée, Victoria – qui détestait d'autant plus Gladstone que le chef de l'opposition répétait publiquement que l'Angleterre ne se battrait jamais – se convertit à l'intervention militaire. Dans son Journal, elle ne parlait plus que de « notre politique ». Aussi les atermoiements de Disraeli l'impatientaient-ils. Elle recommandait la fermeté, l'exhortait à la guerre, lui écrivait tous les jours et lui télégraphiait toutes les heures. « Soyez audacieux, insistait-elle, prenez une position ferme et hardie », « je vous en prie, agissez

vite », « on ne doit pas perdre un seul instant et l'on repousse de jour en jour, de semaine en semaine, alors que le danger est là ».

Elle harcelait les ministres, bousculait les parlementaires de l'opposition, entendait profiter de la crise pour renforcer ses pouvoirs, que la « Constitution » lui mesurait. « C'est une chose lamentable, se plaignait-elle, que d'être une reine constitutionnelle et de ne pas pouvoir faire ce qui est juste. » Aussi exploitait-elle toutes les ressources de sa position, faisant lire par Disraeli à l'ouverture de chaque Conseil des ministres les communications qu'elle adressait au gouvernement. Les ministres découvrirent alors à quel point Sa Majesté était au fait des problèmes internationaux. Elle plaidait sans retenue pour l'intervention, alors que Disraeli souhaitait encore temporiser. À moins que ses déclarations belliqueuses n'aidassent son Premier ministre à convaincre les membres du Cabinet, dont trois secrétaires d'État, attachés à la neutralité de l'Angleterre, paralysaient l'action de leur chef²⁵. Entre la reine et son Premier ministre, le désaccord – le premier – n'était peut-être qu'une habile répartition des tâches.

La tension demeurait. Istanbul deviendrait-elle Tsarigrad ? En juillet 1877, l'avance des Russes fut stoppée devant la ville de Plevne²⁶, mais celle-ci tomba entre leurs mains en décembre. Londres décida d'envoyer sa flotte devant Istanbul pour en garantir l'intégrité. La fermeté prévalut : la Russie accepta de signer une trêve en janvier suivant. Cette suspension des combats n'apaisa pas Sa Majesté. Parmi ses adversaires, les uns jugeaient qu'elle avait perdu le contrôle d'elle-même, d'autres que sa russophobie belliqueuse tournait à l'hystérie. Le traité de San Stefano (mars 1878), qui permettait à la Russie de dominer les Balkans, la mit dans tous ses états. L'Angleterre le refusa, en exigea la révision immédiate et tempêta assez pour que le tsar accepte de participer à un congrès international de la paix à Berlin chargé de réexaminer le dossier oriental. Malgré son âge et sa mauvaise santé, Disraeli fit le voyage, accompagné par le ministre des Affaires étrangères, lord Salisbury. Il réussit à imposer les vues britanniques à la Russie et ce fut son triomphe. Grâce à lui, malgré les protestations françaises, l'Angleterre obtint le protectorat sur l'île de Chypre qui offrait à Londres, déjà présent à Gibraltar et à Malte, la maîtrise totale de la Méditerranée et de la route des Indes. Malgré leur désaccord initial, Disraeli et Victoria avaient rendu à l'Angleterre sa prépondérance en Europe.

Aux yeux des observateurs les mieux informés, les mois qui précédèrent et suivirent le court séjour de Disraeli en Prusse révélaient combien les liens entre le Premier ministre et la reine étaient étroits. En décembre 1877, au cœur de la crise des Balkans – la Russie avait déclaré la guerre à l'Empire ottoman en avril précédent –, Victoria, réclamant la fermeté contre Saint-Petersbourg, s'était déplacée à deux reprises pour rendre visite à un Disraeli encore hésitant en sa demeure privée de Hughenden. La faveur ainsi accordée par la souveraine était exceptionnelle. Sa Majesté avait en outre accepté de déjeuner à la table de son hôte et, ensemble, ils avaient planté un arbre sur la

pelouse de la maison, honneur suprême qui ne fut jamais plus renouvelé.

Malgré ses appréhensions, Victoria avait dû laisser partir Disraeli pour Berlin. « Sa santé et sa vie, écrivait-elle, sont d'une immense valeur pour moi et pour le pays, et ne devraient en aucun cas être mises en danger. Berlin est vraiment trop loin. » La reine mais aussi la femme s'inquiétait, aussi Victoria fit-elle promettre à Disraeli de lui envoyer quotidiennement une note sur l'avancement des négociations – tâche d'un ministre zélé soucieux d'informer sa souveraine – mais aussi un bulletin de sa santé, attention d'ordinaire réservée à des intimes. Disraeli s'exécuta. Chaque soir, avant de se retirer pour la nuit, il écrivait sa lettre à la reine. À son retour, le héros reçut de celle-ci une lettre personnelle de félicitations et un bouquet de fleurs. On ne s'étonnera guère du compliment qu'un monarque adresse par écrit à un ministre ayant si bien rempli sa tâche. L'envoi de fleurs a un je-ne-sais-quoi d'affectueux qui, en réalité, n'a cessé d'accompagner les relations entre la reine et son cher Dizzy.

Premières faveurs

Quand il n'était encore que chancelier de l'Échiquier, Disraeli avait déjà reçu des marques d'attention de la reine. Elle le voyait peu et manifestait encore quelques réserves, mais l'avait à plusieurs reprises invité à Windsor et à Osborne. Lorsque, retourné dans l'opposition, il dirigea le parti conservateur, il fut reçu à Buckingham dans le bureau même de feu le prince Albert, ce que l'on interpréta comme une faveur insigne. Devenu Premier ministre, nul n'ignorait l'exclusivité de ces faveurs. Reçu en février 1868 à Osborne pour sa première visite comme chef du gouvernement, il raconta la scène à sa femme : « La reine est arrivée de son boudoir avec un visage radieux, tendant la main et disant : “Vous devez me baiser la main”, ce que je fis aussitôt, et du fond du cœur, en me jetant à ses genoux. Puis elle s'est assise, ce qu'elle ne faisait jamais, si ce n'est devant son Premier ministre, et m'entretint des affaires pendant une demi-heure (moi debout). »

Les moindres gestes de la reine étaient soigneusement codifiés par un protocole rigide et les entorses à l'étiquette en faveur de Disraeli étaient soigneusement observées, pesées, interprétées. Ces égards témoignaient de la place particulière occupée par le ministre, certains d'entre eux révélant même une véritable complicité. On notait ainsi que Disraeli avait le droit de s'asseoir pendant les audiences, ce que lord Derby, pourtant goutteux, n'avait jamais obtenu.

L'annonce de son accès au 10 Downing Street (le 27 février 1868) enchantait la reine qui écrivit aussitôt à sa fille aînée : « C'est son réel talent, son aimable caractère et la façon dont il a conduit la réforme électorale ces dernières années qui lui ont valu cette position. » Selon l'usage, le nouveau promu devait être reçu et confirmé par la souveraine. Victoria prit la plume à

son intention : « La reine [...] peut l'assurer de son appui sans réserve dans la tâche qu'il a entreprise. [Elle] lui demande de lui télégraphier l'heure à laquelle elle peut l'espérer. » C'était bien la première fois, remarque Jacques de Langlade, si ce n'est à lord Melbourne, mais elle avait alors à peine 19 ans, que la reine écrit une telle lettre à un ministre²⁷. Ces mots le disent : la reconnaissance due à l'homme politique se double d'une espérance en un soutien solide. Mais il y a plus.

Le premier ministère de Disraeli ouvrit le temps des fleurs. Dizzy – la reine le savait – en raffolait autant que sa souveraine. La princesse Hélène, troisième fille de la reine, en annonça l'envoi (respect des conventions oblige !) de la part de sa mère à l'épouse de Disraeli : « Elle [Victoria] l'a un jour entendu dire qu'il aimait tellement le mois de mai et toutes ces ravissantes fleurs printanières, qu'elle s'est risquée à lui envoyer celles-ci, qui feront resplendir ses appartements. Les fleurs viennent de Windsor. » Dans sa simplicité, la dernière phrase dit assez la faveur spéciale accordée à Dizzy.

Pendant les neuf mois de son premier passage au 10 Downing Street, Disraeli n'a cessé de recevoir les félicitations et les encouragements de la reine, irritée par la violence des attaques menées contre son cher Dizzy par Gladstone, sa tête de Turc. Ainsi s'inquiétait-elle des nerfs et de la santé de son protégé. À son retour d'une villégiature en Suisse, elle réclama sa présence à Balmoral. Il y passa une dizaine de jours, du 18 septembre 1868 à la fin du mois, seul Premier ministre à avoir bénéficié d'un tel traitement. Dix journées de repas pris en commun dans la bibliothèque, de promenades sur la lande, d'entretiens privés. À son départ, les cadeaux reçus de la main de la reine devaient immortaliser le séjour : deux volumes de vues du château, une boîte de photographies de la famille royale, un portrait en pied du prince Albert, sans oublier un châle écossais pour Mme Disraeli. En ses remerciements, Dizzy semblait ouvrir son cœur : « Les présents qui accompagnaient [une si heureuse rencontre] en perpétueront le souvenir de sorte que, même éloigné, il [lui-même] pourra vivre dans le décor où il peut imaginer Votre Majesté. » Victoria et Dizzy, ou la double conquête.

Deux mois passèrent, les conservateurs furent défaits aux élections de novembre, le gouvernement fut renversé, le *libéral*²⁸ Gladstone succéda au *tory* Disraeli, au désespoir de la reine. Victoria offrit alors la pairie au Premier ministre déchu. Souhaitant continuer à ferrailler aux Communes, il refusa cette dignité pour lui-même, demandant qu'elle soit conférée à sa femme à titre personnel. Mary Anne devint comtesse de Beaconsfield²⁹. Privé de son « cher Dizzy », la reine sembla renouer avec sa torpeur d'antan, négligea ses devoirs, refusa d'ouvrir la session du nouveau Parlement. Sa santé inquiétait ses proches. Seul Disraeli pouvait la convaincre de reprendre son travail. Aussi, contre tous les usages, resta-t-il son confident. Toute occasion était bonne, pour celui qui réorganisa le parti conservateur, de critiquer la politique de Gladstone et de défendre la reine. Il continua d'être reçu secrètement par elle et la tint scrupuleusement au courant des affaires. Victoria n'avait qu'un

espoir : retrouver à la tête du gouvernement son Premier ministre préféré, son ami.

Dizzy et la « reine des fées »

Les années passant, « leurs rapports ne furent plus seulement ceux d'une souveraine reconnaissante et d'un serviteur dévoué, mais bien ceux de deux amis »³⁰. Le « long ministère », de 1874 à 1880, en fournit des signes convaincants. Victoria traite toujours Dizzy avec délicatesse et lui accorde mille faveurs qui tiennent plus du symbole que des faveurs matérielles, dont un monarque constitutionnel ne dispose pas. Des preuves d'attachement, voire d'affection, qui lient d'amitié deux êtres, la recherche d'une proximité qui n'est usuelle qu'au sein de la famille royale, mais inédite avec un ministre, des entorses répétées à l'étiquette dans une cour empreinte d'ordinaire d'un implacable formalisme, tout milite pour faire de Disraeli le favori de Victoria.

Elle s'invite à déjeuner chez lui à Hughenden, alors qu'aucun Premier ministre n'a bénéficié d'un tel privilège. Reçu en audience, il est toujours prié de s'asseoir, même s'il hésite à le faire. En son absence, elle ne cesse de parler de lui et quand il est malade, elle s'inquiète de sa santé et le visite. « Ce matin, écrit-il depuis Balmoral où une bronchite le retient au lit, la reine est venue me voir dans ma chambre à coucher. Que dites-vous de cela ? » Disraeli plastronne : « À l'en croire, ajoute-t-il, elle voudrait gracieusement que le gouvernement fit de ma santé une affaire d'État. » Elle lui fait envoyer régulièrement des cadeaux et surtout des bouquets de fleurs, primevères et perce-neige cueillies de sa main à Osborne, témoignage de sa tendresse. Il remercie « la meilleure des maîtresses » en son langage poétique quelque peu entortillé qui plaît tant à Victoria, confie qu'il a aimé ses fleurs « d'autant plus qu'elles étaient sauvages et semblaient un tribut des faunes et des dryades d'Osborne », ou encore qu'elles « montraient que le sceptre de Votre Majesté a touché l'île enchantée ».

En Victoria, Dizzy se plaît en effet à reconnaître la « reine des fées », titre du poème d'Edmund Spencer, ou la Titania des contes populaires anglais et du *Songe d'une nuit d'été* de Shakespeare. Nul alors n' imagine une liaison entre cette dame mûre, plusieurs fois grand-mère, petite et corpulente, et un homme faisant incroyablement vieux, aux cheveux teints et au visage ratatiné. Encore que la reine, lucide sur le physique ingrat de Dizzy, le trouve cependant débordant de vigueur.

Leurs confidences adressées à des personnes de confiance comme leur comportement traduisent une affection réciproque. « J'adore la reine, écrit-il, c'est la seule personne au monde, sans doute, qui me reste à aimer. » Et il ajoute, parlant de lui, sans craindre l'hyperbole : « Il ne vit que pour Elle, et ne travaille que pour Elle, et sans Elle tout est perdu. » Pour l'entourage de la reine, Victoria ne peut pas se passer de lui. Disraeli est-il accueilli en

audience ? « Ce que je puis dire de mieux pour vous donner une idée de son accueil, confie-t-il à une amie, c'est que je crus vraiment qu'elle allait m'embrasser. Elle n'était que sourires, et, tout en bavardant, elle glissait dans la pièce comme un oiseau. » Est-il invité en villégiature à Balmoral ? « La fée des lieux est plus qu'affectueuse ; elle m'ouvre son cœur sur tous les sujets, et me fait lire sa plus secrète et intime correspondance. Elle m'a fait venir ici pour une semaine, mais m'a fait savoir ce matin qu'elle espérait me voir prolonger ma visite. »

En août 1876, la reine avait anobli Disraeli, qui avait ainsi rejoint le confort feutré de la Chambre des lords avec le titre de comte de Beaconsfield. Deux jours passés à Osborne complétèrent cette grâce. Au retour de Berlin où il avait impressionné Bismarck – elle en fut très fière³¹ –, la reine, déjà affectée par la séparation, tremblait pour sa santé. Elle lui conféra l'ordre de la Jarretière pour avoir « rétabli le prestige de l'Angleterre si dévalué par Gladstone et Derby ». Pourtant, malgré le succès diplomatique, le gouvernement fut battu le 31 mars 1880. Disraeli dut présenter sa démission et abandonner le 10 Downing Street. Victoria, qui considéra ce départ « comme un grand malheur public », fit à son intention de nouvelles entorses au protocole. Elle lui envoya une carte pour la Saint-Valentin, lui permit de lui écrire à la première personne, l'invita par trois fois à séjourner à Windsor. Leurs adieux n'en finissaient pas. « Je suis arrivé ici de bonne heure et ai bien profité de mon ancienne et gracieuse maîtresse, écrit-il en juillet. Elle paraissait dix ans de moins et tout à fait jolie. » Si, portés par un raz-de-marée électoral³², les libéraux étaient revenus au pouvoir et Gladstone comme Premier ministre, la reine, contre tous les usages constitutionnels et oublieuse de sa fonction d'arbitre, n'en poursuivit pas moins sa correspondance avec le ministre déchu pour lui parler des affaires du pays.

La mort d'un « tendre ami »

C'est la maladie qui les sépara. La santé de Dizzy, si souvent défaillante, ne s'était pas améliorée après la défaite politique de 1880. L'homme avait atteint 76 ans. Ils dînèrent ensemble pour la dernière fois le 1^{er} mars 1881. Peu après il put encore prononcer un discours aux Lords, mais la bronchite, les crises d'asthme, la goutte le privèrent de ses forces. Victoria lui fit expédier des corbeilles de primevères d'Osborne, gentillesse assortie d'un mot touchant : « Je pense tout le temps à vous et je voudrais tout faire pour votre réconfort et être de quelque utilité. Je suis contente, après le dîner, de voir votre portrait au mur qui me regarde. »

Ne pourrait-elle pas lui rendre une ultime visite ? Le vieil homme refusa et le fit savoir, avec un trait d'humour : « Non, il ne vaut mieux pas. Elle me demanderait d'emporter un message à Albert. » Il mourut le 19 avril suivant. Victoria fut accablée. « Jamais je n'ai eu un ministre aussi empressé et loyal et

bien peu d'amis aussi dévoués. » Funérailles achevées, auxquelles le protocole lui interdisait de participer, la reine se rendit toutefois à Hughenden : « Il me semblait entendre sa voix et le ton passionné, animé duquel il décrivait tout. » Dans l'église paroissiale du village, elle fit ériger à ses frais un monument en l'honneur de son incomparable ami. Car, dans l'épreuve, Victoria ne regrettait pas seulement un ministre brillant, un conseiller avisé, elle pleurait un ami, « l'un de mes plus dévoués et tendres amis [...] Sa perte est irréparable pour moi comme pour le pays ». « La vie, concluait-elle, ne sera pour moi qu'ennui. »

Victoria ne cessa d'être éblouie par la souple et brillante intelligence de Disraeli comme elle fut séduite par son charme. Elle nourrit pour lui une affection qui grandit avec le temps et à laquelle le souvenir d'Albert n'était pas étranger. Comme le prince, Disraeli entendait rehausser le prestige de la monarchie anglaise. Aussi, en serviteur dévoué, s'attachait-il à communiquer à la reine ce qu'elle devait savoir des affaires du pays. Comme Albert, il travailla à hisser l'Angleterre à la première place mondiale. À son image enfin, il offrit à la reine l'épaule sur laquelle s'appuyer. Celle qui a donné son nom à son époque – l'ère victorienne –, qui apparut à ses contemporains comme une icône impériale intimidante, avait un infini besoin d'être soutenu. Elle l'avoua à chaque moment. Disraeli est-il battu aux élections ? « Ce que représente pour moi votre démission, écrivait-elle, est impossible à exprimer. Mais j'espère que vous demeurerez toujours mon ami, celui vers qui je peux me tourner et *sur qui je puisse compter*. » Les difficultés s'accumulent-elles à la mort de Dizzy ? « Je suis très inquiète et n'ai personne sur qui me *reposer*³³. » Disraeli était ce confident, cet ami qui la comprenait si bien. Sans doute en ses missives mêlait-il flatteries et sincérité. Son esprit romanesque lui dictait des compliments qui paraissent bien affectés aujourd'hui. Une corbeille de fleurs offerte par la reine suscite un remerciement alambiqué lorsqu'il écrit que « le lustre et le parfum de celles-ci ont été encore rehaussés par la main condescendante qui a fait pleuvoir sur lui tous les trésors du printemps ». Flagornerie encore dans l'hommage à la reine de l'édition complète de ses romans, assortie d'un « Nous autres auteurs, Madame » !

Certains ont jugé malsaine leur complicité. Les uns pour regretter, comme le marquis de Salisbury, lui-même conservateur, que la reine soit devenue un simple pion entre les mains « du Juif ». D'autres critiquant au contraire la soumission de Disraeli aux caprices de Victoria. Qu'un Premier ministre soit devenu « l'esclave total de la reine » ouvrait la voie, affirmaient-ils pour le regretter, à un renforcement du rôle de la Couronne aux dépens du Parlement. Pour s'en féliciter ou le blâmer, tous ont admis que les relations entre Victoria et Disraeli, soudées par les sentiments, furent plus intimes que

d'usage. Ainsi les sujets eux-mêmes de Sa Très Gracieuse Majesté reconnaissaient en Benjamin Disraeli l'ami privilégié entre tous, le favori de Victoria.

Bibliographie

Généralités

Elliott (J.H.) et Brockliss (L.W.B.) [sous la direction de], *The World of the Favourite*, Yale, U.P., 1999.

Chapitre I

Boucher (Jacqueline), *La Cour de Henri III*, Rennes, Ouest-France, 1986.

Chevallier (Pierre), *Henri III. Roi shakespearien*, Paris, Fayard, 1989.

Le Roux (Nicolas), *La Faveur du roi. Mignons et courtisans au temps des derniers Valois*, Seyssel, Champ Vallon, 2001.

Pernot (Michel), *Le Roi décrit*, Paris, Le Livre de Poche, 2017.

Solnon (Jean-François), *Henri III, un désir de majesté*, Paris, Tempus, 2007.

Chapitre II

Anthony (K.), *La Reine Élisabeth (1533-1603)*, Paris, Payot, 1952.

Chastenet (Jacques), *Élisabeth I^{ère}*, Paris, Fayard, 1953.

Cottret (Bernard), *La Royauté au féminin. Élisabeth I^{ère} d'Angleterre*, Paris, Fayard, 2009.

Crété (Liliane), *Les Tudors : Éclats et ombres d'une dynastie*, Paris, Flammarion, 2010.

Duchain (Michel), *Élisabeth d'Angleterre*, Paris, Fayard, 1992.

Erickson (Carolly), *Élisabeth première*, Paris, Le Seuil, 1985.

Gauthier (Guy), *Élisabeth I^{ère}. L'aube de la puissance britannique*, Éd. Pascal Galodé, 2014.

Lemonnier (Léon), *Élisabeth d'Angleterre. La reine vierge ?*, Paris, Hachette, 1947.

Moulin (Joanny), *Élisabeth. La reine de fer*, Paris, Cerf, 2015.

Strachey (Lytton), *Élisabeth et le comte d'Essex. Histoire tragique*, Paris, Gallimard, 1929.

Chapitre III

Duchain (Michel), *Charles I^{er}. L'honneur et la fidélité*, Paris, Payot, 2000.

Duchain (Michel), *Le Duc de Buckingham*, Paris, Fayard, 2001.

Duchain (Michel), *Jacques I^{er} Stuart*, Paris, Fayard, 2003.

Erlanger (Philippe), *L'Énigme du monde. George Villiers, duc de Buckingham*, Paris, Gallimard, 1951.

Gibb (M.A.), *Buckingham, 1592-1628*, Paris, Payot, 1936.

Chapitres IV, V et VI

Chevallier (Pierre), *Louis XIII. Roi cornélien*, Paris, Fayard, 1979.

Dubost (Jean-François), *Marie de Médicis. La reine dévoilée*, Paris, Payot, 2009.

Duccini (Hélène), *Concini. Grandeur et misère du favori de Marie de Médicis*, Paris, Albin Michel, 1991.

Erlanger (Philippe), *Cinq-Mars ou la passion et la fatalité*, Paris, Perrin, 1962.

Hildesheimer (Françoise), *Richelieu*, Paris, Flammarion, 2004.

Petitfils (Jean-Christian), *Louis XIII*, Paris, Perrin, 2008.

Chapitre VII

Batiffol (Louis), *Richelieu et le roi Louis XIII*, Paris, Calmann-Lévy, 1934.

Bertièrre (Simone), *Louis XIII et Richelieu. La « Malentente »*, Paris, De Fallois, 2016.

Bluche (François), *Richelieu*, Paris, Perrin, 2003.

Carmona, (Michel), *Richelieu*, Paris, Fayard, 1983.

Chevallier, (Pierre), *op. cit.*

Hildesheimer (Françoise), *Richelieu, op. cit.*

Petitfils (Jean-Christian), *Louis XIII, op. cit.*

Teyssier (Arnaud), *Richelieu, l'aigle et la colombe*, Paris, Perrin, 2014.

Chapitre VIII

Bertièrre (Simone), *Mazarin. Le maître du jeu*, Paris, Éd. De Fallois, 2007.

Dargent (Raphaël), *Anne d'Autriche. L'absolutisme précaire*, Paris, Belin, 2015.

Dulong (Claude), *Anne d'Autriche*, Paris, Perrin, 2000.

Id., *Mazarin*, Paris, Perrin, 2010.

Chapitre IX

Devèze (Michel), *L'Espagne de Philippe IV (1621-1665)*, Paris, SEDES, 2 vol., 1970-1971.

Hugon (Alain), *Philippe IV. Le Siècle de Vélasquez*, Paris, Payot, 2014.

Elliott (John H.), *Olivares (1587-1645). L'Espagne de Philippe IV*, Paris, Robert Laffont, 1992.

—, *Richelieu et Olivares*, Paris, PUF, 1991.

Nourry (Philippe) *Histoire de l'Espagne. Des origines à nos jours*, Paris, Texto, 2015.

Pérez (Joseph), *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996.

Chapitres X, XI et XII

Carrière d'Encausse (Hélène), *Les Romanov. Une dynastie sous le règne du sang*, Paris, Fayard, 2013.

—, *Catherine II*, Paris, Fayard, 2002.

Cérénville, (Jeanne Éléonore de), *Vie du prince Potemkine*, Éd. Elibron Classics, 1808.

Gonneau (Pierre), *Histoire de la Russie d'Ivan le Terrible à Nicolas II, 1547-1917*, Paris, Tallandier, 2016.

Hecht (Emmanuel) [sous la direction de], *La Russie des tsars d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Perrin, 2016.

Liechtenhan (Francine-Dominique), *Pierre le Grand. Le premier empereur de toutes les Russies*, Paris, Tallandier, 2015.

—, *Élisabeth I^{re} de Russie. L'autre impératrice*, Paris, Fayard, 2007.

Massie (Robert K.), *Pierre le Grand*, Paris, Fayard, 1985.

Montefiore (Simon Sebag), *Les Romanov, 1613-1918*, Paris, Calmann-Lévy, 2016.

—, *La Grande Catherine et Potemkine. Une histoire d'amour impériale*, Paris, Calmann-Lévy, 2013.

Olivier (Daria), *Élisabeth de Russie*, Paris, Perrin, 1962.

—, *Catherine La Grande*, Paris, Perrin, 1965.

Soloveytchik (Georges), *Potemkine. Un tableau de la Russie de Catherine II*, Paris, Gallimard, 1940.

Troyat (Henri), *Terribles tsarines*, Paris, Grasset, 1998.

Waliszewski (K.), *L'Héritage de Pierre le Grand : règne des femmes, gouvernement des favoris, 1725-1741*, Paris, Plon, 1911.

Chapitre XIII

Bluche (François) *Le Despotisme éclairé*, Paris, Fayard, 1968, et Pluriel, 1969.

Enquist (Per Olov), *Le Médecin personnel du roi*, Arles, Actes Sud, 2000.

Eydoux (Éric), *Les Grandes Heures du Danemark*, Paris, Perrin, 1975.

Quillet (Bernard), *Douze amants qui ont changé l'histoire*, Paris, Pygmalion, 2015.

Reverdil, *Mémoires. Struensee et la cour de Copenhague, 1760-1772*, éd. Alexandre Roger, Paris, 1858.

Chapitre XIV

Barba (Jean-Nicolas), *La Vie politique de Marie-Louise, reine d'Espagne*, 1793.

Bottineau (Yves), *Les Bourbons d'Espagne, 1700-1808*, Paris, Fayard, 1993.

Bourgoing (Jean-François, baron de), *Tableau de l'Espagne moderne*, Paris, 1807.

Cames (Jean), *Marie-Louise, reine d'Espagne, 1751-1819*, Paris, L'Harmattan, 2004.

Chastenet (Jacques), *Godoi, prince de la paix*, Paris, Fayard, 1942.

Godoy, *Mémoires du prince de la paix (en ligne)*.

- La Parra Lopez (Émilio), *Manuel Godoy. La Aventura del poder*, Barcelone, edición Para Tusquets editores, 2002.
- , « Les changements politiques en Espagne après Brumaire », dans *AHRF*, oct-déc. 1999, p. 695-712.
- , « Méfiance entre les alliés. Les relations Napoléon-Godoy (1801-1807), dans *AHRF*, avril-juin 2004, p. 19-35.
- Lentz (Thierry), « Les relations franco-espagnoles. Réflexions sur l'avant-guerre (1789-1808) », *Revue du souvenir napoléonien*, janv-fév. 1995, p. 4-20.
- , *Savary. Le Séide de Napoléon*, Paris, Fayard, 2001.
- Pietromarchi (Antonello), *Lucien Bonaparte, prince romain*, Paris, Perrin, 1985.
- Rovigo, *Mémoires du duc de Rovigo pour servir à l'histoire de l'empereur Napoléon*, Paris, Bossange, 1828, tome III.

Chapitre XV

- Bertier de Sauvigny (B.), *La Restauration*, Paris, Flammarion, 1955.
- Daudet (Ernest), *Louis XVIII et le duc Decazes, 1815-1820, d'après des documents inédits*, Paris, Plon, 1899.
- Démier (Francis), *La France de la Restauration (1814-1830). L'impossible retour du passé*, Paris, Folio histoire, Gallimard, 2012.
- Lever (Évelyne), *Louis XVIII*, Paris, Fayard, 1988.
- Mansel (Philip), *Louis XVIII*, Paris, Pygmalion, 1982, Perrin, 2013.
- Waresquiel (Emmanuel de) et Yvert (Benoît), *Histoire de la Restauration, 1814-1830, Naissance de la France moderne*, Paris, Perrin, 1996.
- Waresquiel (Emmanuel de), *Le Duc de Richelieu, 1766-1822*, Paris, Perrin, 1990.
- Id., *C'est la Révolution qui continue. La Restauration, 1814-1830*, Paris, Tallandier, 2015.
- Yvert (Benoît), *La Restauration. Les idées et les hommes*, Paris, CNRS, 2016.

Chapitre XVI

- Chassaigne (Philippe), *La Reine Victoria*, Paris, Folio biographie, 2017.
- Gauthier (Guy), *Victoria. L'apogée de l'Angleterre*, Saint-Malo, Pascal Galodé, 2014.
- Langlade (Jacques de), *La Reine Victoria*, Paris, Perrin, 2009.
- , *Disraeli, le fou de la reine Victoria*, Paris, Perrin, 1996.
- Longford (Élisabeth), *Victoria. Reine d'Angleterre. Impératrice des Indes*, Paris, Fayard, 1966.
- McCearney (James), *Benjamin Disraeli*, Paris, Pierre Guillaume de Roux, 2014.
- Strachey (Lytton), *La Reine Victoria, 1819-1901*, Paris, Payot, 1937.
- Weintraub (Stanley), *Victoria. Une biographie intime*, Paris, Robert Laffont, 1988.
- Zorgbibe (Charles), *L'Intrépide Chevauchée de Benjamin Disraeli*, Paris, De Fallois, 2016.

Notes

Avant-propos

1. En Espagne, secrétaire aux expéditions d'État.

I. Favoris, mignons et archimignons d'Henri III

1. Guillaume Gouffier de Bonnivet, Anne de Montmorency, Philippe Chabot et Claude d'Annebault furent les favoris de François I^{er}, tandis que Jacques d'Albon de Saint-André et à nouveau Anne de Montmorency furent ceux d'Henri II.

2. Souligné par nous.

3. Caylus, Maugiron, Riberac et Schomberg moururent, Livarot survécut et Entragues s'en tira avec une égratignure.

4. En retard de promotion, François d'O jouait le rôle de conseiller officieux en matière de finances et celui de secrétaire particulier de Sa Majesté. Sa jalousie ouverte envers les deux autres favoris lui valut la disgrâce en octobre 1581.

5. Il fallut quinze ans aux finances royales pour acquitter le coût exorbitant des réjouissances qui accompagnèrent ce mariage. En outre, Henri offrit au couple une dot d'un million deux cent mille livres. Pour ces noces fut donnée la célèbre comédie-ballet, *Circé ou le Ballet comique de la Reine*, dont l'Italien Beaujoyeux était le maître d'œuvre, première représentation dramatique en musique, ancêtre de l'opéra.

6. Épernon, dont les relations avec Henri IV furent difficiles, fut assigné à résidence par le cardinal de Richelieu à Loches, où il mourut en 1642.

II. Leicester et Essex : les favoris de la reine vierge

1. De Catherine d'Aragon, Henri VIII, après trois garçons morts peu après leur naissance, eut Marie Tudor. D'Anne Boleyn, il eut Élisabeth, et de Jeanne Seymour, il eut son premier fils viable, futur Édouard VI. Aucun enfant ne naquit des trois mariages suivants avec Anne de Clèves, Catherine Howard et Catherine Parr.

2. Marie Stuart, fille de Jacques V d'Écosse, fondait sa prétention au trône d'Angleterre sur son ascendance Tudor : sa grand-mère paternelle, Marguerite Tudor, femme de Jacques IV d'Écosse, était sœur aînée d'Henri VIII. Au cas où la descendance d'Henri VIII s'éteindrait (ni Édouard VI ni Marie Tudor n'avait eu d'enfants et Élisabeth restant sans alliance), Marie Stuart s'estimait en droit de réclamer la couronne anglaise.

3. En 1564. Nous le désignerons désormais sous ce titre ou sous le nom de lord Robert.

4. Le règne extrêmement court, en juillet 1553, de Jeanne Grey, descendante de

- Henri VII et protestante, lui valut le surnom de « reine de neuf jours ».
5. Michel Duchein, *Élisabeth Ire d'Angleterre*, Paris, Fayard, 1992, p. 230.
 6. Certains auteurs prétendent même qu'elle le fit enfermer à la Tour.
 7. Bernard Cottret, *La Royauté au féminin. Élisabeth Ire d'Angleterre*, Paris, Fayard, 2009, p. 178.
 8. Walter Raleigh fut un temps disgracié pour avoir épousé secrètement Élisabeth Throckmorton, une des filles d'honneur de la reine.
 9. Joanny Moulin, *Élisabeth. La reine de fer*, Paris, Les Éditions du Cerf, 2015, p. 494-495.
 10. Essex sollicite le poste de procureur général de la Couronne pour Francis Bacon ? La reine en pourvoit Coke. Essex est candidat à la fonction de chancelier de l'université d'Oxford ? C'est Sackville qui est nommé. Essex a un candidat pour le poste de gardien des Cinq Ports ? La reine en nomme un autre.
 11. Bernard Cottret, *op.cit.*, p. 459.
 12. La formule est symbolique : Henri VIII est mort en 1547, tandis qu'Essex est né en 1565.
 13. Le titulaire gérait les revenus féodaux des seigneuries vacantes dans l'attente que leurs héritiers atteignent leur majorité.
 14. Cette forte expression est de Léon Lemonnier, *Élisabeth d'Angleterre. La reine vierge ?*, Paris, Hachette, 1947, p. 276.
 15. Cité par Jacques Chastenot, *Élisabeth Ire*, Paris, Fayard, 1953, p. 358.
 16. Cité par Carolly Erickson, *Élisabeth première*, Paris, Le Seuil, 1985, p. 377.
 17. Cité par Liliane Crété, *Les Tudors : Éclats et ombres d'une dynastie*, Paris, Flammarion, 2010, p. 255.
 18. Cité par Joanny Moulin, *op. cit.*, p. 512-513.
 19. Voir *supra*.
 20. Léon Lemonnier, *op. cit.*, p. 291.
 21. Il fallut attendre la mort d'Élisabeth, en 1603, pour voir l'Angleterre de Jacques I^{er} Stuart signer un traité de paix avec l'Espagne de Philippe III (1604). La question d'Irlande, quant à elle, ne trouvera sa solution qu'au XX^e siècle.

III. Buckingham : le favori de deux rois

1. Sous le nom de Jacques VI.
2. Henry Stuart, lord Darnley, duc d'Albany (1545-1567), deuxième époux de sa cousine Marie Stuart.
3. Michel Duchein, *Jacques I^{er} Stuart*, Paris, Fayard, 2003, p. 389-391.
4. Le projet fomenté par Guy Fawkes et ses complices (dont deux jésuites) visait à piéger la salle du Parlement à Westminster et à faire sauter d'un seul coup le roi et les députés. Cette conspiration, qui alimenta le mythe du danger papiste, provoqua une véritable hystérie dans l'opinion protestante.
5. Steenie, diminutif de Stephen, c'est-à-dire Étienne.
6. Michel Duchein, *Le Duc de Buckingham*, Paris, Fayard, 2001, p. 62, 52.
7. Les plus extrémistes des protestants siégeant aux états de Bohême firent irruption le 23 mai 1618 dans la salle du palais royal de Prague et mirent en accusation les lieutenants-gouverneurs catholiques qui gouvernaient le pays au nom du roi. Deux d'entre eux furent alors précipités par une fenêtre dans les fossés du château. Cette défenestration de Prague inaugura la guerre de Trente Ans.
8. Du nom du martyr et saint patron de la Bohême dont il fut le duc au X^e siècle.
9. Conflit que l'on nomma guerre de Trente Ans.
10. On rappellera la signature, en août 1604, du traité de paix de Londres entre

l'Angleterre et l'Espagne après dix-neuf ans de guerre.

11. La trêve de Douze Ans venait de s'achever en 1621.

12. Michel Duchein, *op. cit.*, p. 185.

13. Philippe Erlanger, *L'Énigme du monde. George Villiers, duc de Buckingham*, Paris, Gallimard, 1951, p. 151.

14. Michel Duchein, *Jacques I^{er}. Le Roi de la paix*, Paris, Presses de la Renaissance, 1985, p. 502.

15. Philippe Erlanger, *op. cit.*, p. 159.

16. Philippe Erlanger, *op. cit.*, p. 169.

17. Michel Duchein, *op. cit.*, p. 323.

18. En revanche, jamais personne n'a insinué une relation homosexuelle entre le duc et son roi.

IV. Concini, Galigai et Marie de Médicis

1. Nous ferons de larges emprunts à la copieuse biographie de Marie de Médicis signée par Jean-François Dubost, qui renouvelle le sujet : Jean-François Dubost, *Marie de Médicis. La reine dévoilée*, Paris, Payot, 2009, 1039 pages.

2. Un Michelet pourtant parfois présenté comme adepte d'une « vision ouverte et généreuse de l'histoire », d'une histoire qui, écrit-on encore, se « déprend de la clôture autiste qui fonde le nationalisme, et fait l'éloge du perméable, du métissage, du réciproque ».

3. Et non sa sœur de lait.

4. Dot princière de 70 000 livres.

5. La sœur aînée qui lui restait partit épouser le duc de Mantoue.

6. Concini s'était un temps rapproché du prince de Condé afin de provoquer un changement de l'équipe gouvernementale de la régente. Conscient de ses insuffisances, il abandonna tout jeu personnel et s'attacha plutôt au service exclusif de la reine.

7. Les derniers avant ceux de mai 1789.

8. Henri II de Bourbon, prince de Condé (1588-1646), père du Grand Condé.

9. Consacré par le traité de Loudun, le 3 mai 1616.

10. Guillaume du Vair fut remplacé par Claude Mangot.

11. Barbin fut conforté par sa promotion comme surintendant des finances, charge non pourvue depuis la disgrâce de Sully.

12. Cité par Jean-Christian Petitfils, *Louis XIII*, Paris, Perrin, 2008, p. 203.

13. C'est la thèse d'Hélène Duccini, *Concini. Grandeur et misère du favori de Marie de Médicis*, Paris, Albin Michel, 1991, 461 p.

14. Les cours de justice du royaume exerçaient la justice déléguée du roi.

15. Conséquence de l'arrestation du prince de Condé le 1^{er} septembre 1616 sur les conseils du couple Concini.

16. Essorillement, émasculaton, pendaison par les pieds, cœur risolé.

V. Albert de Luynes et Louis XIII

1. Par un jeu de passe-passe juridique, Henri, fils du couple Concini, privé de sa qualité de régnicole (bien que né dans le royaume de parents naturalisés) et destitué de sa noblesse, avait été privé de la capacité successorale de ses parents.

2. Luynes est né à Pont-Saint-Esprit en 1578, Louis XIII en 1601.

3. La formule complète, prêtée au duc de Bouillon, est la suivante : « La taverne est restée la même, il n'y a de changé que le bouchon. »

4. Le comté de Maillé, en Touraine, fut érigé en duché-pairie dit de Luynes.

5. Que Luynes a fait libérer en octobre 1619, après trois ans d'emprisonnement.
6. Curieusemeant, la rencontre qui mobilisa trois heures durant plusieurs milliers d'hommes fut nommée « la drôlerie des Ponts-de-Cé ».
7. Richelieu le recevra des mains du roi en 1622.
8. Antoine de Combalet, neveu maternel de Luynes, épousa en 1620 Marie de Vignerot de Pont-Courlay, future duchesse d'Aiguillon.
9. Ce petit territoire permettait d'assurer aux Espagnols de Milan une double communication par le Tyrol, à l'ouest vers les Pays-Bas, à l'est vers Vienne. François Bluche, *Richelieu*, Paris, Perrin, 2003, p. 62.
10. Pierre Chevallier, *Louis XIII. Roi cornélien*, Paris, Fayard, 1979, p. 189-194.

VI. Cinq-Mars et Louis XIII. Une tragique amitié

1. Ou Baradat.
2. Elle ne dura pas six mois.
3. Mais aussi premier écuyer (1627), grand loutetier de France (1628), premier gentilhomme de la chambre du roi et enfin duc et pair en 1635. Il est le père du célèbre mémorialiste.
4. « Je ne puis supporter ses hauteurs, confiait le roi à son ministre, car elles sont venues à trop haut point. »
5. Marie-Louise (en Pologne Louise-Marie) de Gonzague-Nevers (1611-1667) épousa successivement deux rois de Pologne, en 1646 Ladislas IV Vasa, puis à la mort de celui-ci en 1648, Jean II Casimir Vasa, demi-frère du précédent.
6. Les ducs de Bouillon, Guise, Beaufort et Lorraine. Louis de Bourbon, comte de Soissons, s'était déjà compromis dans un complot (nommé l'affaire Montrésor) contre Richelieu en 1636 et s'était réfugié, après son échec à Sedan, chez le duc de Bouillon. En 1640 les conjurés avaient gagné Cinq-Mars à leur cause mais ce dernier était resté discret. « Cette menace [était] sans doute, écrit Françoise Hildesheimer, la plus dangereuse que Richelieu ait eu à affronter. » (*Richelieu*, Paris, Flammarion, 2004, p. 450) Soissons vainquit l'armée royale à La Marfée, près de Sedan, mais y trouva la mort (juillet 1641). Louis XIII et Richelieu firent alors le siège de Sedan que le duc de Bouillon fut contraint de céder à la France.
7. « On n'a jamais vu à la cour une table mieux servie », témoignait Henri Arnauld.
8. Philippe Erlanger, *Cinq-Mars ou la Passion et la Fatalité*, Paris, Librairie académique Perrin, 1962, p. 231.
9. Louis XIII : « Je ne me trouve jamais que bien de vous voir. Je me porte beaucoup mieux depuis hier. » Richelieu disait prier Dieu que le voyage du roi « lui ait produit un aussi bon effet que j'en ai reçu de l'honneur de sa visite, qui me soulagea tellement qu'en me faisant panser à six heures, je levai mon bras tout seul à la vue de la Faculté » [le cardinal souffrait d'une vilaine plaie à son bras droit].
10. Le voyage de Richelieu mourant remontant le fleuve de Tarascon à Lyon, couché dans un bateau auquel était attachée une autre embarcation occupée par Cinq-Mars et de Thou que le prélat conduisait à Lyon pour y être enfermés, a été immortalisé par le peintre Paul Delaroche dans une toile présentée au Salon de 1831 et conservée à Londres, à la Wallace Collection. En réalité, Cinq-Mars voyagea en carrosse, tandis que Richelieu emmenait de Thou dans sa barque.
11. Lettre de Louis XIII au chancelier Séguier, cité par Jean-Christian Petitfils, *Louis XIII*, Paris, Perrin, 2008, p. 817-818.
12. Le bourreau officiel ayant été empêché, son remplaçant inexpérimenté transforma la double décapitation en une véritable boucherie.
13. Le cardinal mourut le 4 décembre 1642. Louis XIII lui survécut jusqu'au 14 mai de

l'année suivante.

14. La formule est d'Arnaud Teyssier, *Richelieu, l'aigle et la colombe*, Paris, Perrin, 2014, p. 428.

VII. Richelieu, ministre ou favori ?

1. On désignait par le titre de « principal ministre » les membres les plus importants du Conseil pour les distinguer des secrétaires d'État. En 1624, on prit l'habitude de les numérotier d'après leur rang. Ainsi apparurent les expressions de premier ministre, mais aussi de second, voire de troisième ministre, la formule n'ayant qu'un sens purement numérique et protocolaire. Richelieu porta le titre de principal ministre dès 1626 et en 1630 de premier ministre de l'État. À partir de cette date, il fut donc à la fois principal et premier ministre, deux titres recouvrant la même réalité. (Bernard Barbiche, *Les Institutions de la monarchie française à l'époque moderne*, Paris, PUF, 1999, p. 270-271).

2. Richelieu avait 41 ans en 1626 ; Luynes, 43 ans à sa mort

3. Ce « jeune garçon d'assez piètre mine et pire esprit » (Bassompierre), père du célèbre mémorialiste, fut néanmoins fait duc et pair.

4. Créé par Henri III en 1578.

5. Privilèges accordés par le roi, les *honneurs de la cour* consistaient en une présentation au roi et à la famille royale, à laquelle s'ajoutait, pour les hommes, le privilège de monter dans les carrosses du roi et d'accompagner Sa Majesté à la chasse.

6. François Bluche, *Richelieu*, Paris, Perrin, 2003, p. 17-30.

7. Arnaud Teyssier, *Richelieu. L'aigle et la colombe*, Paris, Perrin, 2014, p. 270.

8. Michel Carmona, *Richelieu, l'ambition et le pouvoir*, Paris, Fayard, 1983, p. 480-483 ; Arnaud Teyssier, *Richelieu...*, *op. cit.*, p. 270.

9. Louis Batiffol, *Richelieu et le roi Louis XIII. Les véritables rapports du souverain et de son ministre*, Paris, Calmann-Lévy, 1934, p. 23.

10. Henri de Talleyrand-Périgord, comte de Chalais.

11. Arnaud Teyssier, *op. cit.*, p. 253-254. Délégation qui fut renouvelée deux fois : durant l'hiver 1629-1630, quand le cardinal partit commander l'armée d'Italie, et encore en juin 1642 pour achever la campagne du Roussillon, alors que Louis XIII regagnait Paris.

12. Après treize mois de siège, La Rochelle capitula le 28 octobre 1628. Arnaud Teyssier, *Richelieu. L'aigle et la colombe*, Paris, Perrin, 2014, p. 254, 256.

13. Mais peut-être avait-il donné verbalement à ses observations une forme plus acceptable.

14. C'est nous qui soulignons.

15. Françoise Hildesheimer, *Richelieu*, Paris, Flammarion, 2004, p. 238.

16. Françoise Hildesheimer, *op. cit.*, chapitre 4 : « Un homme d'influence ».

17. Louis XIII ne supporta pas que l'opinion prétende que la victoire de La Rochelle revenait au cardinal.

18. Simone Bertière, *Louis XIII et Richelieu. La « Malentente »*, Paris, De Fallois, 2016, p. 171-173.

19. À la différence de sa mise en garde contre le projet de Louis XIII de rejoindre le front en 1635 et en 1637.

20. Simone Bertière, *op. cit.*, p. 10.

VIII. Mazarin, ministre et favori

1. Après un bref passage en Avignon, il était entré à Paris en novembre 1634 comme « nonce extraordinaire ». Il y était resté seize mois, avant de regagner Avignon puis Rome.

2. Claude Dulong, *Mazarin*, Paris, Perrin, 2010 ; Simone Bertière, *Mazarin. Le maître du jeu*, Paris, De Fallois, 2007.
3. On rappellera que Giulio Mazarini est né dans les Abruzzes d'un père sicilien, homme d'affaires de la grande famille romaine des Colonna.
4. Claude Dulong, *op. cit.*
5. On nomme ainsi la conspiration de certains Grands, dont le chef était le duc de Beaufort, visant à renverser et même assassiner le cardinal.
6. Simone Bertière, *op. cit.*, p. 234-235.
7. Un mariage secret est peu probable. Même non prêtre, Mazarin aurait dû renoncer à la pourpre, et le jeune Louis XIV n'aurait jamais accepté le remariage de sa mère.
8. Simone Bertière, *op. cit.*, p. 226-228.
9. Étudiée avec science et sensibilité par Claude Dulong.
10. Et elle poursuit : « Si vous ne le croyez pas, j'espère [...] que vous vous repentirez quelque jour d'en avoir jamais douté et, si je vous pouvais aussi bien faire voir mon cœur que ce que je vous dis sur ce papier, je suis assurée que vous seriez content, ou vous seriez le plus ingrat homme du monde, et je ne crois pas que cela soit. »
11. À Brühl (février-décembre 1651) puis à Bouillon (août 1652- février 1653).
12. Raphaël Dargent, *Anne d'Autriche. L'absolutisme précaire*, Paris, Belin, 2015, p. 147.
13. À l'Arrêt d'union du 13 mai 1648 succéda la déclaration en 27 articles rédigée entre le 30 juin et le 8 juillet par les magistrats réunis dans la chambre Saint-Louis du palais.
14. Divisés, ils sollicitèrent la paix, signée à Rueil le 11 mars.
15. Cité par Raphaël Dargent, *op. cit.* p. 190.
16. Confiance faite par la reine à Guillaume Millet de Jeure, agent de Mazarin, admis parmi les proches d'Anne d'Autriche.
17. Cité par Claude Dulong, *op. cit.*, p. 167.
18. Au sens figuré, flatteur.
19. Simone Bertière, *op. cit.*, p. 593.
20. C'est nous qui soulignons. Simone Bertière, *op. cit.*, p. 598.

IX. Le comte-duc d'Olivares

1. *Valido* : celui qui peut se prévaloir du souverain. *Privado* : celui qui se trouve dans la proximité du roi (Alain Hugon, *Philippe IV*, Payot, 2014, p. 136).
2. Auxquels il faudrait ajouter le duc d'Uceda, fils du duc de Lerma (1618-1621), Luis de Haro, neveu et successeur d'Olivares (1643-1661), puis, sous le règne de Charles II, Nithard, jésuite autrichien (1666-1669), Valenzuela, aventurier de basse extraction (1673-1676) et don Juan José d'Autriche, fils illégitime de Philippe IV (1677-1679).
3. En 1621 on comptait 32 Grands d'Espagne qui jouissaient du privilège protocolaire de rester couverts en présence du roi et d'être appelés « mon cousin » par celui-ci.
4. Les Grands et les prélats avaient libre accès au palais royal de Madrid, mais jusqu'à la galerie des portraits. Seuls les gentilshommes de la chambre pouvaient approcher Sa Majesté.
5. Cité par Joseph Pérez, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Fayard, 1996, p. 279.
6. Commissions restreintes d'experts chargées ponctuellement de problèmes particuliers et délibérant en marge des Conseils.
7. On a calculé qu'il ne fut présent qu'à 22 des 739 sessions tenues par le Conseil d'État entre 1600 et 1618.
8. Lerma mourut à Valladolid en 1625. Uceda fut pourvu des charges de grand majordome et de grand chambellan.
9. Malgré leur titre modeste, les secrétaires particuliers du souverain et ceux affectés

aux différents conseils de gouvernement occupaient dans l'État une place de tout premier plan.

10. Emprisonné à Alcalá de Henares, le duc d'Uceda y mourut en 1624, un an avant son père.

11. Selon l'ambassadeur vénitien Corner en 1634.

12. Comme le suggèrent les portraits équestres de Velázquez et de Juan Bautista Martínez del Mazo.

13. L'épouse de Philippe III, Marguerite d'Autriche, mourut en 1611, privant ainsi son fils d'affection maternelle.

14. Maria Inés Calderón, dont Philippe IV eut don Juan José d'Autriche (1629- 1679), seul enfant illégitime qu'il reconnut.

15. Philippe IV avait épousé en 1615 Élisabeth (Isabelle) de Bourbon (1602-1644), fille aînée d'Henri IV et de Marie de Médicis. Veuf, il se remaria en 1649 avec sa nièce, l'archiduchesse Marie-Anne d'Autriche (1635-1696), fille de l'empereur Ferdinand III.

16. Cité par Michel Devèze, *L'Espagne de Philippe IV*, Paris, SEDES, 2 vol., 1971, t. 2, p. 458.

17. Cité par Alain Hugon, *Philippe IV. Le siècle de Vélasquez*, Paris, Payot, 2014, p. 141.

18. Cité par John H. Elliott, *Olivares (1587-1645). L'Espagne de Philippe IV*, Paris, Robert Laffont, Bouquins, 1992, p. 370.

19. Lerma échappe toutefois à l'anonymat grâce à son portrait équestre réalisé en 1603 par Pierre Paul Rubens (Musée du Prado).

20. Cité par Alain Hugon, *op. cit.* p. 146.

21. Celle-ci réunissait la couronne de Castille, de la mer Cantabrique à la Méditerranée, avec le royaume de Castille, l'Andalousie, la Galice, les Asturies, les trois provinces basques et le royaume de Navarre ; la couronne d'Aragon, formée du royaume d'Aragon, du principat de Catalogne, du royaume de Valence et des îles Baléares ; couronnes auxquelles il faut ajouter le Portugal (possession espagnole de 1580 à 1668) et, hors de la péninsule Ibérique, les Italies (royaume de Naples, augmenté de la Sicile et de la Sardaigne, et le duché de Milan), l'héritage bourguignon (Pays-Bas et Franche-Comté) ainsi que les possessions d'Amérique et les Philippines.

22. « Votre Majesté ne doit pas se contenter d'être roi du Portugal, d'Aragon et de Valence, et comte de Barcelone, mais doit travailler et manœuvrer secrètement pour soumettre ces royaumes composant l'Espagne au style et aux lois de la Castille [...] Si Votre Majesté réussit cela, elle sera le prince le plus puissant du monde. »

23. Une armée franco-savoyarde, commandée par le duc de Lesdiguières et Charles-Emmanuel de Savoie, avait envahi le territoire de la république de Gênes, alliée de l'Espagne, afin de couper les communications – et donc les mouvements de troupes espagnoles – entre la ville ligure et le Milanais espagnol.

24. Fragile résidence royale (entreprise en 1633), en brique et bois, commandée par Olivares, dont la somptueuse décoration intérieure célébrait la grandeur de la monarchie avec notamment *La Reprise de Bahia* par Maino, *La Défense de Cadix* par Zurbarán, ou encore *La Reddition de Breda* par Velázquez.

25. Cité par John H. Elliott, *Olivares, op. cit.*, p. 330.

26. John H. Elliott, *Olivares, op. cit.*, p. 758.

27. Alain Hugon, *op. cit.*, p. 295.

28. Avec laquelle il échangea une copieuse correspondance de 634 lettres entre 1643 et 1665.

29. Michel Devèze, *op. cit.*, t. II, p. 462.

30. John H. Elliott, *Olivares, op. cit.*, p. 763.

31. Qui suivit la signature, l'année précédente, du traité des Pyrénées entre la France et l'Espagne et préluda au mariage à Saint-Jean-de-Luz entre Louis XIV et l'infante Marie-Thérèse, le 9 août 1660.

32. Don Luis de Haro mourut en fonction en 1661. Philippe IV régna jusqu'en 1665. B. Bennassar et B. Vincent, *Le Temps de l'Espagne*, Hachette, 1999, p. 59.

X. Menchikov, « l'aiglon de Pierre le Grand »

1. À la fin de l'année 1721, Pierre I^{er} adopta le titre romain d'« empereur (*imperator*) de toutes les Russies et père de la Patrie », qui remplaçait le titre de tsar, devenant ainsi l'égal d'Auguste, dont les Romanov prétendaient descendre, et de l'empereur du Saint Empire romain germanique.

2. Les louanges ne manquent pas sous la plume de beaucoup. Parmi elles : Voltaire : « Enfin Pierre naquit et la Russie fut formée » ; Soloviev, historien du XIX^e siècle : « Le peuple s'était levé et se tenait prêt ; on attendait un guide et il vint. » Pouchkine, on le sait, consacra deux longs poèmes à l'empereur, « Le cavalier de bronze » et « Poltava ».

3. Entre deux familles concurrentes de boyards auxquelles appartenaient les deux épouses successives du tsar Alexis (1645-1676), Maria Miloslavskaïa, mère de Sophie, de Fedor III et d'Ivan V, puis Natalia Narychkina, mère de Pierre le Grand.

4. En 1682, Ivan V – avec priorité du rang comme aîné – et Pierre I^{er} furent proclamés co-tsars, cas unique dans l'histoire de la Russie, et couronnés ensemble. Autant que ce partage de la Couronne imposé par les circonstances, l'institution d'une régence, jusqu'à la majorité des deux princes, était inédite.

5. Cette première unité, dont le tsar fut le colonel jusqu'en 1917, se nommait le régiment Preobrajenski, du nom du village où Pierre s'était installé : Preobrajenskoe.

6. En janvier de cette même année, Pierre avait épousé une jeune fille de la noblesse moscovite, Eudoxie Lopoukhine.

7. Celle-ci fut enfermée dans un couvent proche de Moscou où elle mourut en 1704. En revanche, Pierre n'attenta pas à la vie du co-tsar Ivan V, qui mourut en 1696.

8. Mais pas la France, alors alliée à la Turquie.

9. Ou *strelitz*, traduit souvent par mousquetaires ou arquebusiers.

10. Francine-Dominique Liechtenhan, *Pierre le Grand. Le premier empereur de toutes les Russies*, Paris, Tallandier, 2015, p. 126 et sq. Le tsar s'était vu offrir par l'un de ses ambassadeurs à Constantinople un « Abyssin », nommé Ibrahim Hannibal, baptisé et éduqué à la cour, qui fut le « secrétaire de nuit » de Pierre et avec lequel on lui prêle des relations homosexuelles. Durant la seconde ambassade impériale en Occident de 1717, il accompagna le tsar à Paris et partagea sa chambre. Il est le bisaïeul de Pouchkine qui, en 1827, laissa inachevé un roman intitulé *Le Maure* [ou *le Nègre*] de Pierre le Grand.

11. Celle de Pierre dépasse deux mètres.

12. Robert K. Massie, *Pierre le Grand*, Paris, Fayard, 1985, p. 350.

13. Forteresse située sur une île de la Neva, à l'extrémité orientale du fleuve, sur le lac Ladoga. Ce succès donnait à la Russie la première clef sur la Baltique.

14. Nommée alors Nyenschanz.

15. Commandant militaire élu des Cosaques.

16. L'aile droite a été confiée à Bauer, le centre à Cheremetiev, qui assurait le commandement suprême, l'artillerie à Jacob Bruce, tandis que le tsar était à la tête d'une division d'infanterie.

17. Créée en 1722, la Table des rangs établit la concordance des grades (*tchin*) civils et militaires. Titres et honneurs dépendent alors du *tchin*.

18. De la Carélie à la Pologne, la Baltique (Livonie, Estonie, Ingrie, Carélie et une partie de la Finlande) devient russe.

19. Elle se nommait Marthe Skavronskaïa, née en 1684, probablement catholique.

20. Dont la majorité des conseillers étaient toutefois issus de la haute noblesse.

21. Avec, rappelons-le, Eudoxie Lopoukhine.

22. Robert K. Massie, *op. cit.*, p. 740.
23. À l'exception du duc de Buckingham, favori de deux monarques successifs, Jacques I^{er} et Charles I^{er}.
24. Après un bref règne de deux ans et huit mois, Pierre II mourut en janvier 1730 de la petite vérole. Il avait 14 ans. Avec lui la dynastie des Romanov s'éteignit en ligne masculine.
25. Tableau daté de 1888, conservé à Moscou, galerie Tretiakov.

XI. Bühren et Razoumovski : canaille de Courlande et chanteur petit-russien

1. Aujourd'hui Jelgava, ville de Lettonie.
2. Pierre Gonneau, *Histoire de la Russie d'Ivan le Terrible à Nicolas II, 1547-1917*, Paris, Tallandier, 2016, p. 288-289.
3. K. Waliszewski, *L'Héritage de Pierre le Grand : règne des femmes, gouvernement des favoris, 1725-1741*, Paris, Plon, 1911, p. 178.
4. Il y eut toutefois des mesures favorables à la noblesse dont, en 1736, la réduction du service obligatoire des nobles à vingt-cinq ans.
5. Elle mourra, prisonnière, en 1746, à 28 ans.
6. Condamné à mort, Ostermann est gracié sur l'échafaud. Banni, il meurt en Sibérie en 1747. Condamné et gracié de même, von Münnich est condamné à l'exil.
7. Notons toutefois que si le père d'Élisabeth était russe, sa mère était livonienne.
8. Simon Sebag Montefiore, *Les Romanov, 1613-1918*, Paris, Calmann-Lévy, 2016, p. 200.
9. Id., *La Grande Catherine et Potemkine. Une histoire d'amour impériale*, Paris, Calmann-Lévy, 2013, p. 45.
10. Cité par Philippe Delorme, dans Emmanuel Hecht [sous la direction de], *La Russie des tsars, d'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Paris, Perrin-L'Express, 2016, p. 74.
11. Sur ce sujet, comme sur le règne d'Élisabeth, nous suivons Francine-Dominique Liechtenhan, auteur de la remarquable biographie de l'impératrice publiée en 2007 chez Fayard.
12. L'hetmanat était alors administré collectivement par des officiers cosaques.
13. Qui porte aujourd'hui le nom de Lomonossov.
14. Cité par Simon Sebag Montefiore, *op. cit.*, p. 245.

XII. Potemkine : le Sérénissime « aux cent vies »

1. C'est le futur tsar Pierre III, petit-fils de Pierre le Grand et de Catherine I^{re}, qui régna six mois, de janvier à juin 1762.
2. Pierre III de Holstein-Gottorp, né en 1728 à Kiel, déclaré héritier du trône de Russie en 1742, épousa la future Catherine II en 1745. Il régna après la mort, le 25 décembre 1761, d'Élisabeth I^{re}, abdiqua et fut arrêté le 28 juin 1762, avant d'être trouvé mort le 6 juillet suivant.
3. La formule est d'Hélène Carrère d'Encausse, dans sa biographie de *Catherine II*, Paris, Fayard, 2002.
4. Qui épousa secrètement en 1742 son favori Alexis Razoumovski. Voir *supra* chapitre XI.
5. Mais seulement deux missions : la chancellerie de tutelle des étrangers et immigrants, et la grande maîtrise de l'artillerie.
6. Après une errance en Allemagne et en France, Orlov, à moitié fou, mourut à Moscou

en 1783.

7. Elle possède 430 serfs, alors que les familles les plus riches en avaient des milliers.

8. La célèbre révolte des Cosaques du Iaïk (Oural) conduite par Emilian Pougatchev, qui prétendait être le tsar Pierre III, représenta, de l'automne 1773 à avril 1774 (phase de l'Oural) puis d'avril à juillet 1774 (révolte paysanne) presque deux années durant la menace la plus grave pour le trône de Catherine II.

9. La paix de Küçük Kajnardja (juillet 1774) est le traité le plus défavorable signé par l'Empire ottoman qui dut accepter l'indépendance théorique de la Crimée. La Russie y gagna les ports d'Azov et de Kertch et la steppe située entre le Dniepr et le Bug, ainsi que la liberté de commerce et de navigation en mer Noire comme l'accès aux Détroits. Cette revanche de Pierre le Grand sur l'Empire ottoman dépassait tout ce dont Catherine II avait pu rêver.

10. Manquent à l'appel l'ordre du Saint-Esprit et la Toison d'or, que la France et l'Espagne réservaient aux catholiques.

11. Édikt promulgué par le tsar.

12. Potemkine souhaitait donner à bail à l'un de ses protégés les droits de perception de l'impôt sur le sel.

13. Jeanne Éléonore de Cérenville, *Vie du prince Potemkine*, 1808, éd. Elibron Classics, p. 51.

14. Il s'agit d'Ivan Ostermann, fils d'Andréï Ostermann, maître de la politique extérieure au temps d'Anna Ivanovna.

15. Le premier des trois traités de partage de la Pologne, entre la Prusse, l'Autriche et la Russie, qui céda à celle-ci les territoires polonais situés à l'est de la Dvina et du Dniepr, fut signé en 1772.

16. Hélène Carrère d'Encausse, *op. cit.*, p. 501.

17. Bender ou Bendery, en Bessarabie, sur la rive droite du Dniestr, est aujourd'hui la ville moldave de Tighina. Sur la même rive de l'embouchure du fleuve, à l'ouest d'Odessa, Akkerman est en Ukraine la ville de Bilhorod-Dnistrovskyi.

18. Aujourd'hui en Ukraine.

19. Ou Jassy, aujourd'hui Iasi.

XIII. Struensee : un favori réformiste

1. Voir les chapitres II et VI.

2. *Struensee et la cour de Copenhague, 1760-1772. Mémoires de Reverdil*, publiés par Alexandre Roger, Paris, 1858, p. 257.

3. La maison de Hanovre avait succédé aux Stuarts sur le trône britannique en 1714. Christian VII, né en 1749, succéda à la mort de son père Frédéric V en janvier 1766 sur le trône de la double monarchie de Danemark et Norvège. Son mariage par procuration eut lieu à Londres le 1^{er} octobre 1766 puis à Copenhague le 8 novembre suivant. Caroline Mathilde était la fille de Frédéric, prince de Galles, mort trois mois avant sa naissance le 22 juillet 1751. Son frère, George III, était devenu roi d'Angleterre en 1761.

4. Le duché de Holstein, comme celui de Schleswig, dépendait du royaume de Danemark.

5. Sophie Madeleine de Brandebourg-Culmbach (1700-1770) avait été l'épouse de Christian VI (né en 1699, roi de 1730 à sa mort en 1746), et Juliane Marie de Brunswick (1729-1796) la seconde épouse de Frédéric V, né en 1723, roi de 1746 à 1766.

6. De son premier mariage avec Louise de Hanovre, morte en 1751, Frédéric V avait eu Christian VII. De son second mariage en 1752 avec Juliane Marie de Brunswick, il eut cinq enfants, dont le prince héréditaire Frédéric (1753-1805).

7. Le petit-neveu d'Ernst von Bernstorff, Christian-Gunther, ministre danois en 1810, passa au service de l'État prussien de 1818 à 1835.

8. Duc de Croÿ, *Journal inédit, 1718-1784*, éd. Vicomte de Grouchy et P. Cottin, Paris, 1906, 4 vol., *passim*.
9. Mais ni Voltaire ni Buffon, absents de Paris.
10. Cité par Éric Eydoux, *Les Grandes Heures du Danemark*, Paris, Librairie académique Perrin, 1975, p. 239.
11. Louise Augusta de Danemark épousa en 1786 Frédéric Christian d'Augustenbourg appartenant à la branche cadette de la famille régnante d'Oldenbourg. Le couple eut trois enfants, dont Caroline Amélie (1796-1881), qui devint reine de Danemark par son mariage en 1815 avec Christian VIII. Ainsi, par un curieux retour, la descendance de Struensee monta sur le trône de Danemark.
12. Bernard Quilliet, *Douze amants qui ont changé l'histoire*, Paris, Pygmalion, 2015, p. 184 et sq.
13. Cité par François Bluche, *Le Despotisme éclairé*, Paris, Pluriel, 1969, 288-289.
14. François Bluche, *op. cit.*, chapitre VI : « Les rives de la Baltique », p. 289 et sq.
15. Bernard Quilliet, *op. cit.*, p. 187.
16. Pourvu, nuançait toutefois le texte, qu'ils ne fussent pas en contradiction avec une résolution antérieure du souverain ; si cela était, ils devraient être renvoyés au département qu'ils concernaient.
17. Reverdil, *op. cit.*, p. 203.
18. Nommé Faelledparken, quartier d'Østerbro à Copenhague.
19. Construit, comme son nom l'indique, sur une colline et que l'on ne confondra pas avec le château de Frederiksborg, situé, lui, à une trentaine de kilomètres au nord de Copenhague.
20. Aujourd'hui ville allemande de Basse-Saxe.
21. Le Danemark renoua avec les réformes lorsque, en 1784, le prince héritier Frédéric devint régent.
22. *Le Médecin personnel du roi*, Arles, Actes Sud, 2000.

XIV. Manuel Godoy

1. Futur duc d'Almodovar del Campo.
2. Né en 1716, Charles III, qui régna de 1759 à 1788, fut précédé par son père Philippe V (1700-1724 ; 1724-1746), et ses demi-frères Louis I^{er} (1724) et Ferdinand VI (1746-1759).
3. Le baron Marbot écrit ainsi à son propos : « S'étant fait remarquer dans la société de Madrid par son talent sur la guitare, la reine voulut l'entendre. »
4. Marie-Louise eut quatorze enfants, dont sept atteignirent l'âge adulte.
5. Si l'épouse de Charles III, Marie-Amélie de Saxe, était morte en 1760, la reine mère Élisabeth Farnèse, veuve de Philippe V, vivait retirée avant de mourir en 1766. Seule Marie-Josèphe (1744-1801), fille de Charles III, donc belle-sœur de Marie-Louise, vivait encore avec la famille royale et resta célibataire.
6. Voir le chapitre IX.
7. En 1792, Aranda atteignait 73 ans, Campomanès en avait 69 et Floridablanca 64.
8. Antonio Alcalá Galiano (1798-1865), *Mémoires d'un vieillard*. La date de naissance de l'auteur souligne assez qu'il n'était pas témoin des scènes rapportées.
9. Cette *desamortizacion* (désamortissement) des biens ecclésiastiques sera poursuivie et amplifiée, malgré des interruptions, au cours du XIX^e siècle.
10. Il le prétend encore dans ses *Mémoires*, tome II, chapitre 30, p. 5 : « Le traité de Bâle nous laissait toute notre indépendance [...] L'intention de la République [française] n'était point de peser sur nous et de nous entraîner dans les guerres qu'elle avait à soutenir [...] La France n'exigea ni ne proposa rien qui pût nuire à notre commerce ou exposer nos

colonies à l'ambitieuse cupidité de l'Angleterre » (*sic*).

11. Prince des Asturies.

12. Contemplant le célèbre groupe, *La Famille de Charles IV* (Prado), chef-d'œuvre de Goya, peint en 1800, la reine dit, en désignant son portrait au centre de la toile : « C'est le meilleur de tous. »

13. Elle serait le modèle de la *Maja vestida* et de la *Maja desnuda* peintes par Goya.

14. L'ambassadeur de France Alquier affirmait que « le moyen d'exciter ses [celles du roi] préventions, c'est de lui dire de quelqu'un qu'il n'a pas de religion ».

15. Pour fêter sa victoire sur les troupes portugaises en mai 1801, Godoy envoya des oranges, cueillies sous les murs d'Elvas, à Marie-Louise.

16. L'Espagne y gagne la place d'Olivenza.

17. De grand format (180 × 267 cm), le tableau est conservé à Madrid à l'Académie royale des beaux-arts de San Fernando. Le visage empâté du favori, yeux mi-clos, valut à Godoy ce commentaire de Napoléon : « Le prince de la Paix a l'air d'un taureau. »

18. « *En causas militares o en cualesquiera otros asuntos de la monarquía.* »

19. À la signature de la paix avec le Portugal après la guerre des Oranges, Godoy aurait touché plusieurs milliers d'écus.

20. Ferdinand était veuf de Marie-Antoinette de Bourbon-Sicile, morte en 1806, à 21 ans.

21. Le traité secret de Fontainebleau signé le 29 octobre 1807.

22. Il s'agit de Marie-Louise (1782-1824), reine d'Étrurie de 1801 à la mort de son époux Louis de Bourbon-Parme en 1803, puis régente. Lorsque, en 1807, Napoléon dissout ledit royaume, rattaché à l'Empire, elle se réfugie auprès de ses parents à Madrid.

23. « Ferdinand VII s'étant présenté pour rendre ses devoirs à son père, Charles IV le reçut avec indignation, et l'aurait chassé de sa présence s'il n'eût été dans le palais de l'empereur. » (Baron Marbot) Dans une autre scène « la reine, se joignant au roi, accabla son fils des plus aigres reproches et leva même la main sur lui ».

24. La rue Mazade, aujourd'hui rue Montgrand, VI^e arrondissement, accueillait au numéro 33 l'hôtel Samatan, aujourd'hui démolie.

25. Du 10 octobre 1808 au 15 mai 1812.

26. On connaît la formule d'Astolphe de Custine, auteur d'une relation de voyage dans l'Espagne du temps : « Le despotisme est plus encore à redouter quand il sent sa faiblesse. »

XV. Les amis de cœur de Louis XVIII

1. Après la disgrâce du duc de Bourbon, appelé M. le Duc, premier ministre depuis 1723.

2. François Bluche, *La Vie quotidienne au temps de Louis XVI*, Paris, Hachette, 1980, p. 61-62. La citation est de l'abbé de Véri.

3. On citera notamment le comte puis duc de La Châtre, gentilhomme d'honneur, puis premier gentilhomme de Monsieur, son homme de confiance en Angleterre pendant l'exil, pair de France sous la Restauration ; le comte de Hautefort, grand ami de Louis ; Charles de Damas, gentilhomme d'honneur puis capitaine des gardes pendant l'émigration, ministre éphémère de la Guerre en octobre 1823, puis des Affaires étrangères en août 1824, promu duc en 1827.

4. On sait que l'on nommait ainsi le frère du roi.

5. *Souvenirs et portraits de Gaston de Lévis (1764-1830), suivis de Lettres intimes de Monsieur, comte de Provence, au duc de Lévis*, Paris, Mercure de France, 1993, introduction et notes de Jacques Dupâquier.

6. Nous nous permettons de renvoyer le lecteur au chapitre XIII, « Louis XVIII. Le roi-fauteuil » de notre livre *Le Goût des rois, L'homme derrière le monarque*, Paris, Perrin, 2015.

7. Elles émigrèrent ensemble et parcoururent l'Europe pour fuir la Révolution.

8. *Souvenirs et portraits*..., op. cit., passim.

9. Gaston de Lévis émigra en Angleterre après la journée révolutionnaire du 20 juin 1792. Il participa à l'expédition de Quiberon en juillet 1795, tentée par des émigrés transportés par une flotte anglaise. Il refusa de servir Napoléon et, de retour à Paris à la Restauration, fut promu pair de France et chevalier d'honneur de la duchesse de Berry, nièce du roi. Homme de lettres, membre de l'Académie française, il dut se contenter d'une carrière de courtisan sans jamais devenir le ministre des Finances, poste pour lequel ses compétences semblaient le désigner. Il mourut en février 1830.

10. Le récit – « Relation d'un voyage à Bruxelles et à Coblenz (1791) » –, dû à d'Avaray ou Louis XVIII, en fut publié sous la Restauration en 1822.

11. Anne Nompur de Caumont la Force (1758-1842), par son mariage comtesse de Balbi, dame d'atour de la comtesse de Provence, fut la maîtresse présumée de Monsieur, qui l'installa dans un luxueux appartement de sa propriété du Petit-Luxembourg, puis dans un appartement au château de Versailles et dans un pavillon rue de Satory. Évelyne Lever, *Louis XVIII*, Paris, Fayard, 1988, p. 77.

12. Évelyne Lever, *Louis XVIII*, Paris, Fayard, 1988, p. 164.

13. Philippe Mansel, *Louis XVIII*, Paris, Perrin, 2013, p. 109.

14. Philip Mansel, op. cit., p. 193.

15. Alors que le duc d'Angoulême, frère aîné de Berry, marié en 1799 à Mitau avec sa cousine germaine, fille de Louis XVI, ne pouvait pas avoir d'enfants.

16. Philip Mansel, op. cit., p. 405.

17. Blacas a laissé toutefois son nom comme collectionneur d'art islamique, dont une partie des pièces se trouvent aujourd'hui au British Museum. Il créa le Musée égyptien du Louvre, fut le protecteur de Champollion et le mécène d'Ingres. En 1830, il suivit Charles X et sa famille en exil en Écosse puis à Prague et mourut à Vienne en 1839. Il est enterré dans la même crypte du couvent franciscain de Nova Gorica (Slovénie, face à la ville italienne de Gorizia) que la famille royale (Charles X, mort à Goritz en 1836, son fils le duc d'Angoulême, décédé dans la même ville en 1844 et sa femme, Marie-Thérèse Charlotte, morte à Frohsdorf en 1851, ainsi que les petits-enfants du roi détrôné, le duc de Bordeaux, mort à Frohsdorf en 1883, son épouse, morte à Goritz en 1886 et sa sœur Louise, morte à Venise en 1864).

18. Mlle Murair, bientôt décédée, fut la première épouse de Decazes.

19. Pour Prosper de Barante, la démarche de Decazes pour sauver Benjamin Constant de l'ordonnance du 24 juillet charma tellement le souverain que c'est de cette époque que datent les débuts de sa faveur.

20. Par rapprochement avec la Terreur républicaine de 1793, on donna le nom de *Terreur blanche* aux émeutes populaires déchaînées dans le Midi par les royalistes ultras contre les « bonapartistes », les anciens révolutionnaires, voire les protestants.

21. Emmanuel de Waresquiel, *C'est la Révolution qui continue. La Restauration, 1814-1830*, Paris, Tallandier, 2015, p. 107.

22. Les uns nostalgiques de l'Ancien Régime, les autres fidèles à l'œuvre de la Révolution et à la gloire de l'Empire.

23. Il s'agit du comte d'Artois.

24. Marie-Thérèse Charlotte, fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette, appelée Madame Royale, avait épousé en juin 1799 son cousin le duc d'Angoulême.

25. Mathieu Molé, cité par Emmanuel de Waresquiel, *Le Duc de Richelieu*, Paris, Perrin, 1990, p. 279.

26. *Mémoires de la comtesse de Boigne, née d'Osmond*, tome I, *Du règne de Louis XVI à 1820*, Paris, Mercure de France, 1982, p. 429.

27. *Mémoires du baron de Frénilly, 1768-1848. Souvenirs d'un ultraroyaliste*, introduction et notes de Frédéric d'Agay, Paris, Perrin, 1987, p. 316.

28. Decazes était alors veuf depuis plusieurs années.

29. *Mémoires de la comtesse de Boigne, op. cit.*, p. 436.
30. Charles de Rémusat, *Mémoires de ma vie*, Paris, Plon, 1958, t. I, p. 291.
31. Charles de Rémusat, *op. cit.*, t. I, p. 290-291.
32. *Id.*, *ibid.*, t. I, p. 290. Voir également Emmanuel de Waresquiel et Benoît Yvert, *Histoire de la Restauration, 1814-1830. Naissance de la France moderne*, Paris, Perrin, 1996, p. 176.
33. La formule est d'une amie du roi, lady Malmesbury. Philip Mansel, *op. cit.*, p. 348, E. de Waresquiel, *Richelieu, op. cit.*, p. 294.
34. Charles de Rémusat, *op. cit.*, t. I, p. 291.
35. Ernest Daudet, *Louis XVIII et le duc Decazes, 1815-1820*, Paris, Plon, 1899, p. 134.
36. Ceux-ci redoutaient de voir les ultras gêner le paiement des indemnités de guerre que le second traité de Paris avait imposées à la France.
37. Évelyne Lever, *op. cit.*, p. 493.
38. Rapporté par Charles de Rémusat, *op. cit.*, tome I, p. 293.
39. Mathieu Molé, cité par Emmanuel de Waresquiel, *Le Duc de Richelieu, op. cit.*, p. 316.
40. Guillaume de Bertier de Sauvigny, *La Restauration*, Paris, Flammarion, 1955, p. 147.
41. Cité par Benoît Yvert, *La Restauration. Les idées et les hommes*, Paris, CNRS, collection Biblis, 2016, p. 64-65.
42. Le livre fut saisi, l'imprimeur condamné et Chateaubriand, pair de France, rayé de la liste des ministres d'État, distinction honorifique qui lui valait toutefois un confortable traitement. Aussitôt les ultras le considérèrent comme un martyr de leur cause. C'est à l'occasion de la saisie ordonnée par Decazes que Chateaubriand, qui s'y opposait, s'adressa aux ouvriers typographes en criant : « Vive la liberté ! Vive le roi quand même. »
43. Pour parodier le mot de Talleyrand à l'adresse de Thiers – « Il n'est point parvenu, il est arrivé » –, Decazes ne serait plus désormais un parvenu mais un noble doté d'un titre ducal. En considération de ce mariage, le roi obtint pour Decazes de Frédéric VI, roi de Danemark, le titre et le duché de Glücksberg (ou Glücksburg), au Schleswig-Holstein, détenus jusque-là par la grand-tante et la protectrice de la future.
44. Les lettres du roi ont été publiées par Ernest Daudet, *op. cit.*, chapitre V.
45. Sans pour autant partager les extravagances des ultras. Ernest Daudet, *op. cit.*, p. 250 *et sq.*
46. Pendant l'Émigration, Richelieu avait fait carrière au service de la Russie et avait créé Odessa, « perle de la mer Noire », dont Alexandre I^{er} le nomma gouverneur. De ce qui n'était qu'un petit village, il fit la capitale de la « Nouvelle Russie », région méridionale conquise sur les Ottomans. Il conserva son poste jusqu'en 1814 et rentra en France. Aussi n'a-t-il jamais porté les armes contre son pays.
47. Ernest Daudet, *op. cit.*, p. 304.
48. Guillaume de Bertier de Sauvigny, *op. cit.*, p. 154.
49. Ernest Daudet, *op. cit.*, p. 343.
50. On rapporte que Louis XVIII dit à Decazes, avec un peu d'amertume : « Laissez-moi au moins placer mon cousin d'Esclignac sur cette liste, afin qu'il y ait quelqu'un des miens au milieu des vôtres. » Guillaume de Bertier de Sauvigny, *op. cit.*, p. 159.
51. Ernest Daudet, *op. cit.*, p. 317.
52. Pour satisfaire la droite, il fut exclu de la Chambre en décembre après un débat tumultueux.
53. Guillaume de Bertier de Sauvigny, *op. cit.*, p. 161. Decazes fut président du Conseil du 19 décembre 1819 au 20 février 1820.
54. Ou en tout cas de la branche aînée des Bourbons. Le duc de Berry (1778-1820), marié depuis 1816 à Caroline des Deux-Siciles (1798-1870), était le père d'un seul enfant légitime, une fille, née en septembre 1819, nommée Mademoiselle, puis comtesse de Rosny (1819-1864). Le calcul de Louvel se trouva déjoué par la naissance d'un fils posthume, dit

« l'enfant du miracle » (29 septembre 1820-1883), duc de Bordeaux puis comte de Chambord, et Henri V pour les royalistes, sans postérité.

55. En écho, Charles Nodier écrit dans *Le Journal des débats* : « J'ai vu le poignard de Louvel, c'était une idée libérale. »

56. Évelyne Lever, *op. cit.*, p. 522.

57. Emmanuel de Waresquiel, *C'est la Révolution qui continue*, *op. cit.*, chapitre VII : « Louvel : le procès du dernier régicide », p. 183.

58. La seconde présidence de Richelieu dura jusqu'au 14 décembre 1821.

59. Les contribuables qui payaient 300 francs d'impôt direct élaient 258 des 430 députés ; puis les plus riches d'entre les électeurs en nommeraient 172 autres. Ainsi ces derniers votaient deux fois. Ce système réduisit l'opposition à 80 députés.

60. Zoé Victoire Talon, comtesse Achille de Baschi du Cayla (1785-1852).

61. Joseph Turquan, cité par Jacques Dupâquier.

XVI. Une originalité : Disraeli et Victoria ou Dizzy et la reine des fées

1. Philippe Chassaing, *La Reine Victoria*, Gallimard, Folio biographies, 2017, p. 239.

2. Jacques de Langlade, *Disraeli. Le fou de la reine Victoria*, Paris, Perrin, 1996, p. 117.

3. Beaucoup jugeaient que Disraeli manquait de distinction. Un jour, à l'occasion d'une cérémonie officielle, il se hasarda à observer la reine avec insistance à travers son monocle. Irritée par cette impudence, Victoria le foudroya du regard. « Je n'ai pas osé me resservir de mon lorgnon », raconta plus tard l'intéressé.

4. Mouvement politique et social britannique, né en 1838, qui tirait son nom de la « charte du peuple » exposant six revendications fondamentales dont le suffrage universel masculin, le vote secret, l'indemnité parlementaire. Après une dizaine d'années d'existence, il céda la place à l'action syndicale.

5. « J'ai eu une enfance très malheureuse, déclara-t-elle un jour. Je n'avais ni frères ni sœurs près de moi. Je n'ai jamais eu de père et, du fait de circonstances malheureuses, je ne me suis jamais sentie à l'aise avec ma mère avec laquelle je n'avais ni intimité ni confiance. »

6. Élu de la ville industrielle de Schrewsbury, dans le Shropshire, aux abords du pays de Galles.

7. En août 1841.

8. Chancelier de l'Échiquier dans le premier cabinet de lord Derby, dix mois durant, du 27 février au 17 décembre 1852.

9. Que Disraeli transforma en bâtiment gothique, le style préféré de la reine.

10. John Russel, Premier ministre whig de 1846 à 1852. Il le fut une seconde fois de 1865 à 1866.

11. Chancelier de l'Échiquier dans le 2^e cabinet de lord Derby, du 26 février 1858 au 11 juin 1859, soit pendant seize mois ; puis, au même poste, dans le troisième cabinet de lord Derby, de juin 1866 au 29 février 1868, soit durant vingt mois.

12. André Maurois, *La Vie de Disraeli*, dans *Œuvres complètes*, Fayard, tome III, p. 145. George Ward Hunt (1825-1877), député conservateur, fut chancelier de l'Échiquier puis lord de l'Amirauté dans deux des cabinets que dirigea Disraeli.

13. Résidence officielle de la monarchie depuis l'accession au trône de Victoria en 1837.

14. Préoccupation partagée, il est vrai, par Gladstone et les *whigs*.

15. En remplacement des traditionnelles coteries, les partis – *whigs* prenant le nom de parti libéral et *tories* celui de parti conservateur –, à l'idéologie encore floue, jouaient surtout le rôle de machines électorales. Philippe Chassaing, *Histoire de l'Angleterre des origines à*

nos jours, Paris, Flammarion, Champs Histoire, 2015, p. 284-285.

16. Le précédent datait de 1832. Il sera suivi par d'autres. Les ouvriers aisés, exclus de la vie politique en 1832, furent les vrais bénéficiaires de la loi de 1867.

17. À l'origine des soulèvements de mars 1867, les partisans de la violence dirigée contre la présence britannique appartenaient à la Fraternité républicaine irlandaise (*Irish Republican Brotherhood*), fondée en 1858.

18. Jacques de Langlade, *op. cit.*, p. 228-230.

19. André Maurois, *La Vie de Disraeli*, dans *Œuvres complètes*, t. III, Paris, Fayard, éd. originale 1927, p. 147.

20. Un célèbre éditorial du *Times* du 15 décembre 1864 l'avait avertie : « Une recluse ne peut occuper le trône britannique sans affaiblir progressivement l'autorité que le souverain exerçait habituellement. » Philippe Chassaing, *La Reine Victoria*, Paris, Gallimard, Folio biographies, 2017, p. 196.

21. Charles Zorgbibe, *L'Intrépide Chevauchée de Benjamin Disraeli*, Paris, Éditions De Fallois, 2016.

22. Ce fut le *Public Worship Act* (1874) qui visait à limiter les pratiques ritualistes jugées crypto-catholiques au sein de la liturgie anglicane.

23. Un *bill* est un projet de loi, émané du gouvernement ou du Parlement, dont le vote entraîne la promulgation royale sous la forme d'un *Act*.

24. « Vous l'avez obtenu, Madame. »

25. Lord Derby (fils), lord Carnarvon et lord Salisbury.

26. Ou Plevén, ville bulgare.

27. Jacques de Langlade, *La Reine Victoria*, Paris, Perrin, 2009, p. 215.

28. Dans les années 1840, les *whigs*, favorables au libre-échange, prirent le nom de « parti libéral ».

29. Ville située dans le Buckinghamshire, proche du manoir d'Hughenden, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de Londres. Mary Anne Disraeli mourut à 80 ans, le 15 décembre 1872.

30. Lytton Strachey, *La Reine Victoria, 1809-1901*, Paris, Payot, 1937, p. 229.

31. « Bismarck, écrit-elle, fut stupéfié et fasciné par l'admirable vivacité et par la largeur de vues de M. Disraeli sur la politique étrangère. » À ce propos, le magazine satirique *Punch* publia le dessin de Disraeli en grand vizir offrant à Victoria une couronne impériale (celle des Indes) contre sa couronne de pair, sous le titre « Une nouvelle couronne en échange d'une ancienne ».

32. Ils gagnèrent une centaine de sièges, tandis que les conservateurs en perdirent autant. « Pour Gladstone c'était un triomphe, pour Dizzy une humiliation. » James McCearney, *Benjamin Disraeli (1804-1881) Biographie*, Paris, éd. Pierre Guillaume de Roux, 2014, p. 275.

33. C'est nous qui soulignons.

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur



Table of Contents

1. Couverture
2. Titre
3. Du même auteur
4. Copyright
5. Sommaire
6. Avant-propos
7. I. Favoris, mignons et archimignons d'Henri III
 1. « La petite bande »
 2. La formation d'un entourage
 3. Un déluge de critiques
 4. Duels
 5. Les archimignons
8. II. Leicester et Essex : les favoris de la reine vierge
 1. Le refus du mariage
 2. Leicester, traité comme un amant, aimé comme un frère
 3. Les libertés d'un favori
 4. Un « cheval sauvage »
 5. Entre faveurs et brouilleries
 6. Le nouvel Icare
9. III. Buckingham : le favori de deux rois
 1. Un favori chasse l'autre
 2. L'envol de Steenie
 3. Le cahier des charges d'un favori
 4. La popularité d'un boutefeu
 5. « Un vieux roi qui a perdu l'art de gouverner »
 6. Échec au favori
10. IV. Concini, Galigai et Marie de Médicis
 1. Deux aventuriers italiens
 2. « La reine est si bonne »
 3. Le tout-puissant favori
 4. Lèse-majesté
 5. Le coup de majesté
11. V. Albert de Luynes et Louis XIII
 1. Le roi gouverne seul
 2. « Il n'y a de changé que le bouchon »
 3. Un favori sans qualités
 4. La « fin du sortilège »
12. VI. Cinq-Mars et Louis XIII. Une tragique amitié
 1. Le protégé de Richelieu
 2. La singulière affection du roi

3. La tentation de l'indépendance
4. Le conspirateur
5. « Les brouillards des Pyrénées descendent sur la cour »
6. Le procès d'un favori
7. La fin des favoris
13. VII. Richelieu, ministre ou favori ?
 1. Au commencement était la défiance
 2. La raison plus que le cœur
 3. Le service du roi
 4. Le test de La Rochelle
 5. Le pacte de confiance
 6. « Les défiances augmentaient tous les jours »
14. VIII. Mazarin, ministre et favori
 1. L'irrésistible ascension du souple monsignore
 2. Indispensable Mazarin
 3. Le mystère d'une liaison
 4. Goût du compromis contre actes d'autorité
 5. Toujours ministre, encore favori
 6. Le service du roi d'abord
15. IX. Le comte-duc d'Olivares
 1. « Le roi qui dort » et le chef de clan
 2. « Le directeur absolu de toutes les affaires »
 3. Un monarque intermittent
 4. Encourager le roi à gouverner
 5. La fragilité de l'indispensable valido
 6. Une boulimie de travail
 7. La digrâce du favori
 8. L'après-Olivares
16. X. Menchikov, « l'aiglon de Pierre le Grand »
 1. La naissance d'amitiés particulières
 2. Le double du tsar
 3. Chef de guerre
 4. Le « favori du destin sans naissance »
 5. Largesses du prince, faste du parvenu
 6. Iniquités et friponeries
 7. Faiseur de tsar et de tsarine
17. XI. Bühren et Razoumovski : canaille de Courlande et chanteur petit-russien
 1. Un attachement hors du commun
 2. La « Vénus russe », des coulisses du pouvoir au trône
 3. « L'empereur de la nuit »
 4. L'amant lettré
18. XII. Potemkine : le Sérénissime « aux cent vies »
 1. « Jamais je ne prendrai l'avis d'un favori »

2. La ronde des amants
3. Un favori parmi d'autres ?
4. Amant et collaborateur
5. L'ami, le conseiller
6. Les limites d'une influence
7. Le temps des désaccords
19. XIII. Struensee : un favori réformiste
 1. Un esprit dérangé
 2. L'obligation du mariage
 3. Le voyage d'un monarque éclairé
 4. Le bon docteur devenu favori
 5. Une « autorité empruntée »
 6. Des réformes à marche forcée
 7. « Le grand coup de balai »
20. XIV. Manuel Godoy
 1. Un petit noble de province
 2. Le favori en majesté
 3. Le favori au travail
 4. L'indispensable prince de la Paix
 5. Un pouvoir toujours menacé
 6. Retour en grâce
 7. Le rêve portugais
 8. Le rêve déçu
 9. La chute
 10. Un simple spectateur
 11. Fidèle jusqu'en l'exil
21. XV. Les amis de cœur de Louis XVIII
 1. Lévis, un favori lettré
 2. Avaray ou l'adulation
 3. L'encombrant comte de Blacas
 4. Decazes, bourgeois de province
 5. Un préfet de police « brave garçon »
 6. Le roi a un fils
 7. « Homme d'émotion et homme d'intrigue »
 8. Un favori convaincant
 9. Le bouc émissaire des ultras
 10. Le mariage du favori
 11. L'épreuve du choix
 12. La volonté du roi
 13. Fin de partie
22. XVI. Une originalité : Disraeli et Victoria ou Dizzy et la reine des fées
 1. Un vulgaire ambitieux
 2. Un ardent désir de conquête

3. [L'étonnant M. Disraeli](#)
4. [Les voies de la conquête](#)
5. [Reine, mais femme](#)
6. [Esclave de la reine ?](#)
7. [Un désaccord fécond](#)
8. [Premières faveurs](#)
9. [Dizzy et la « reine des fées »](#)
10. [La mort d'un « tendre ami »](#)
23. [Bibliographie](#)
24. [Notes](#)

Landmarks

1. [Cover](#)